LE MONDE diplomatique

🗪 N° 266 - 23' année 💻

LES CHRÉTIENS EN AMÉRIQUE

(Pages 15 à 20)

Algérie : 5,00 DA Maroc : 5,00 dir. Canada : 1.50 Sc. Suisse : 3.F.S. Espagne : 60 nes.

Publication mensuelle

5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

Nord-Sud-

Par CLAUDE JULIEN

E dialogue entre pays industrialisés et pays en voie de développement piétine dangerousement. Les Matians unies ont bien posé de nouveaux principes, mais ils n'ant pas force exécutoire. De souveaux organismes ont bien été créés, mais ils butent sur la volonté des puissants de préserver les avantages acquis. Et, au bout du compte, le « nouvel ordre économique international » ressemble étrangement à l'ancien, dont il accentuerait plutôt

il faudrait beaucoup de païveté pour s'en étonner. Tel n'est pas le cas des pays en voia de développement qui, à Paris, participent au dialogue Nord-Sud. Ils reprochant à leurs partenaires industrialisés de ne pas accueillir favorablement les propositions qui leur sont soumises, et de ne pas présenter de contre-propositions constructives. On ne sourcit mieux définir le blocage d'use négociation qui se perd dans les manœuvres dilatoires.

La réunion de l'aris ne pouvoit pourtant avoir qu'une raison d'être : mettre à profit le nombre restreint des délégations pour élaborer des solutions qui, autorisant un espoir, enlèveraient une part de sa virulence à la conférence de la CNUCED qui vient de s'ouvrir à Nairobi avec la participation de tous les gouvernaments concernés. Cette chance, on n'a pas voula ou pas su la saisir. Ce qui semble confirmer un soupçon déjà ancien : des problèmes de même nature étant débattus dans deux arènes différentes, les véritables meneurs de jeu ont toujours la possibilité de freiner le mavement en ren-voyant de l'une à l'autre les questions les plus délicotes. C'est ce jeu que les pays sous-développés ont voulu arrêter en proclamant le 28 avril que l'absence de résultats à la CNUCED compromettrait l'avenir de la conférence de Paris.

POUR les nantis comme pour les plus défavorisés, la situation appelle pourtant des mesuros drastiques. La dette des pays en voie de développement dépasse 120 milliards de dollars, et le service de cette dette absorbe chaque année la presque totalité de l'aide qu'ils reçoivent. Aussi les pays du tiersmondo cherchent-ils le salut dans d'autres directions, notamment le transformation du marché des produits de base et l'accroissement de leur part ns le commerce des produits manufacturés, tout en réclamant un pouvoir d'intervention dans la réorganisation du système monétaire international.

Mais, en dépit des discours officiels, les pays industrialisés savent que la timide reprise qui se manifeste est étroitement liée à l'approche de l'élection présidentielle aux États-Unis et que, passé le scrutin, les indicateurs économiques retrouveront leur sobre et sombre vérité. Il n'est donc pas question, pour eux, de renoncer aux avantages qu'ils retirent du désordre monétaire et du contrôle qu'ils exercent sur les marchés aussi bien des produits de base que des produits monufacturés.

U. NE telle politique à courte vue pest-elle être abandannée au profit de l'Slaboration d'un ordre économique mondial vraiment nouveau ? Celui-ci seroit de ne plus considérer les pays du tiers-monde comme des réservoirs de main-d'œuvre pour les succursales des firmes transnationales, comme des fournisseurs de matières premières, comme des clients pour des brevets livrés an prix fort, comme déversoir d'une inflation exportée plus généreusement que ne l'est la technologia. Il s'agiraît de voir en eux des partenaires offrant à l'Occident la seule possibilité d'une véritable relance économique. Car eux seuls ont des bosoins assez vastes pour permettre à l'industrie capitaliste de

Mais cette nouvelle approche remettrait en question les conceptions actuelles de la production et les secteurs qu'elle privilègie. Elle irait à l'excentre du grand dessein qu'analyse plus loin Noam Chomsky. Elle entroînerait une réforme fiscale plus audacieuse que les prudents projets de texation des plus-values, pourtant si mal accueillis. Elle ne saurait s'accommoder de la veritable hémorragie que constituent les sorties de capitaux vers la Suisse (voir page 4 l'article de Jacques Attali).

Ce serait bouleverser trop d'habitudes. Les responsables préfèrent rester sur les chemins connus et fermer les yeux sur les catastrophes auxquelles ils conduisent. Cela permet au moins à certains de s'indigner des mesures draconiennes prises en Inde et au Bangladesh pour freiner la courbe démographique (voir page 21). Ils savent pourtant que leur imprévoyance ne leur épargnera pas des épreuves de force : ils les envisagent sans trop d'inquiétude, car la nouvelle idéologie qu'ils élaborent (voir page 4) leur donners les moveus de maintenir l'ordre.

LE BOURBIER LIBANAIS

Comment la désignation d'un nouveau président de la République nourrait-elle, ou Liban, dénoue une crise qui s'est encore exacerbée ces dernières semaines, après la mise en cause directe du président Frangié? En réalité, le sort de ce pays — qui abrite une large frac-tion du peuple palestinien, avec ses dirigeants — est trop étroitement lié au conflit israélo-arabe pour qu'il soit permis d'envisager son avenir hors de ce plus vaste contexte. Les articles de Sélim Tur quié et Arthur Rabab, publiés pages 12 et 13, complètent l'analyse de Georges Corm sur la situation intérieure libanaise et le rôle de la

A guerre civile libanaise n'en finit plus de rebondir. Chaque fois qu'un précaire équilibre est trouvé entre les parties en présence, surgit un impondérable qui remet tout en cause et fait sombrer le pays un degré plus bas dans l'anarchie et la désintégration.

C'est ainsi que la tentative de coup d'Etat du général Aziz el Ahdab, le 11 mars, destinée au départ à accé-lèrer un début de normalisation, avait lérer un début de normalisation, avait en réalité eu pour conséquences une reprise des combats sur une plus grande échelle qu'auparavant, la dés-intégration définitive de l'armée, enfin une évolution apparemment para-doxale de la position syrienne en faveur des forces de droite libanaises. Cette évolution, à son tour, a compli-mé la grise libanaise entrainent des qué la crise libanaise, entrainant des interventions extérieures plus marinterventions exteneures plus marquées qui tendent à l'internationaliser ou à l'arabiser : la médiation américaine s'inscrit dans ce contexte, de mêma que les appels de la gauche libanaise à la Ligue arabe pour mettre fin à l'intervention syrienne.

En réalite, à la veille du coup man-que du général Ahdab, la situation, apparenment en voie de règlement, était explosive, La médiation syrienne, qui avait débouché sur le discours constitutionnel du président de la République au mois de février, n'avait pas rénes la récier les données de base pas réussi à régier les données de base du conflit interne.

Les réformes contenues dans le dis-cours restaient dans la plus pure logi-que du système confessionnel, notam-ment sur le plan de la répartition des trois premières magistratures de l'Etat entre les trois principales commu-nautés religieuses : présideuce de la République aux maronites, avec des pouvoirs constitutionnels quelque peu rognés ; présidence du conseil aux sunnites, avec renforcement des pouvoirs du premier ministre ; présid de la Chambre des députés aux chittes. Cette répartition, consacrant la pra-tique politique issue du pacte national de 1943, maintient l'exclusion des druzes, dont M. Joumblatt, chef de la Par GEORGES CORM *

gauche, est un des leaders prestigieux par ses assises familiales et terriennes (1).

Sur le plan économique et social, le discours présidentiel ne contenant rien de marquant, sinon des principes nominaux de justice sociale et la création d'un conseil économique et social. Il faut dire aussi que le programme de la gauche ilbanaise dans ce domaine est caractérisé par une très grande timidité, le but recherché n'étant que la mise en place d'un récime de canitalisme national ratiorégime de capitalisme national ratio-nalisé.

Enfin, sur le terrain, la « média-tion » de la Syrie n'avait rien apporté, se contentant de geler les positions militaires mais faisant pénétrer ses troupes dans les régions tenues par les milices de gauche par le biais de la Salka (mouvement de libération palestinien d'obédience syrienne) ou de régiments de l'Organisation de de régiments de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP.) sous contrôle de l'armée syrienne. En revanche, les régions chrétiennes, tenues par la droite, conservaient intactes leurs structures militaires, qui leur assuraient une quasi-autonomie de fait per report en reste du rays de fait par rapport au reste du pays. C'est dire qu'en réalité la division du pays sur le terrain restait effective, les commissions mixtes de surveillance du cessez-le-feu n'avant aucun moyen réel de dissassion sur les milices, notamment dans les zones aux mains des milices de droite.

Les négociations sur la composition d'un nouveau gouvernement, qui devait refléter le nouvel équilibre politique entre la droite et la gauche, ont amené l'une et l'autre parties à tenter par diverses pressions de renforcer leurs positions politiques. En fait, il semble

bien encore une fois que l'extreme droite ait essaye d'éviter de payer les conséquences de ses erreurs cumulées. En favorisant la rébellion parmi les officiers chrétiens des casernes de Younich, voulant porter secours à un village maronite de l'Akkar encercle village maronite de l'Akkar encercle par des combatiants de villages musulmans voisins à la suite d'incidents obscurs, l'extrême droite cherchait en réalité à faire pendant à la rébellion du lieutenant Knatib daus la Bega, favorable aux forces de gauche. Pace à une nouvelle dégradation de la situation, les Syriens exerçaient une pression encore plus grande sur la gauche, qui réclamait la moitié des sièges du nouveau gouvernement aux fins de l'ameuer à faire des concessions sur ce plan.

Le résultat de cette action fut une spectaculaire extension de la rébellion du lieutenant Khatib dans la Bega, le nord et le sud du pays. Le coup manqué du général Ahdab, de confession sunnite, réclamant la démission du président de la République, devait être l'ultime sursaut d'un régime politique en plein effondrement. Appuyé par les officiers supérieurs du haut commandement de l'armée et jouissant de l'appul tacite des phalangistes et du soutien ouvert de la Ligue maro-nite et des Gardiens du cèdre (autres groupes d'extrême droite), le mouve-ment du général, qui ne disposait déjà plus de troupes, n'a fait qu'accé-lérer la montée en flèche du lieute-nant Khatib dans l'ombre protectrice du leader de la gauche, Kamal Journ-blatt Ainsi l'exprés libangise dernière blatt. Ainsi, l'armée libanaise, dernière institution nationale, achevait de s'ecrouler avec le contre-mouvement du général Barakat, inconditionnel du ut genera paratat, incommunité du président Frangié et originaire de la même région. Le haut commandement de l'armée était désormais sans troupe, même pour garder les bâtiments du ministre de la défense.

L'« énigme syrienne >

D ANS le même temps, les manœu-vres inlassables du ministre de l'intérieur, M. Camille Chamoun, véri-table chef d'orchestre de la droite, parvenaient à ramener au bercail les pha-langistes, qui redonnaient leur soutien à la « légalité » du président Frangie, faisant fi de l'opinion de la base populaire qui avait accueilli avec enthousiasme le mouvement « correctif » du général Ahdab. Face à une nou-velle dégradation de la situation sur le terrain, notamment à Beyrouth, où les phalangistes reprenaient posses-sion des grands hôtels, Kamal Journblatt, fort de l'appoint des troupes du lieutenant Khatib, décidait de mener une offensive militaire généra-lisée destinée à briser la droite au cœur de ses bastlons, c'est-à-dire en pleine montagne maronite, ce qui pro-voqua une nouvelle extension de l'aire des combats et un rétrécissement supplémentaire des zones de sécurité dans

C'est à ce stade qu'intervient l'« énigme » de l'attitude syrienne. Ayant d'abord dirigé ses foudres contre le gouvernement du général Abdab, la Syrie devait ensuite prendre de plus en plus violemment à partie la gauche libanaise et en fait, soutenir le président de la République en cherchant à lui assurer une sortie « honorable ». Ce dernier, en refusant de tenir compte du vœu de la majorité de la Chambre réclamant sa démission à la suite du mouvement du général Ahdab et en s'obstinant contre vents et marées à maintenir

Chargé d'enseignement à la faculté de droit et des seisness économiques de l'université Saint-Joseph à Beyrouth : arteur de Contribution à l'étude des sociétés multicon/essionnelles. L.G.D.J., Paris, 1970.

une « légalité » depuis longtemps disune e legalité » depuis longtemps dis-parue dans le fracas des armes, a bel et bien encouragé sur le terrain la cohésion de la droite dans ses posi-tions extrémistes, cohésion que l'on aurait pu croire entamée par le coup du 11 mars.

(Lire la suite page 12.)

(1) Il n'est pas indifférent ici de souli-guer le rôle eminent de la communauté druse dans l'histoire de la Montagne liba-naise du treizième au dix-neuvième siècle, rôle qui devait aller en aumenuisant au fur et à mesure de la pénétration colo-niale occidentale dans la région.

Dans ce numéro :

NOAM CHOMSKY : la dé de voûte

du système américain (Pages 2 et 3.) < Croyez-vous

que la Grande-Bretagne

soit un pays libre?»

(Pages 5 et 6.) Le Tchad, pays divisé (Pages 10 et 11.)

Incertain Portugal

Les Portugais ont élu, le 25 avril, les deux cent soixante-trois membres de l'Assemblée de la République. Ce jour. pour cux hautement symbolique, était aussi celui de l'entrée en vigueur de la Constitution élaborée par l'Assemblée élue un an auparavant, et qui remplace la charte salazariste de 1933. Le nouveau texte prévoit l'élection au suffrage universel d'un président de la République doté de grands pouvoirs. Cet etenement doit avoir lieu le 27 juin prochain. A l'heure où nous écrivons, c'est le general Ramalho Eanes qui semble avoir le plus de chance de recueillir l'apput des principaux partis et le soutien de la majorité des militaires. Si le chef d'élat-major de l'armée de terre renonçait à briguer la magistrature supreme, le général Pires Veloso, commandant la région du Nord, serait susceptible de se porter candidat. L'amiral Pinheiro de Azeredo, actuel porter cuitatte. a déjà indiqué qu'il participerait traisem-blablement à la compétition. Plusieurs autres officiers ont également declaré qu'ils no se déroberaient pas s'ils étaient

i s'imposer, le général Costa Gomes, président de la République et conciliateur né, pourrait être pressenti pour se succèder à lui-même au palais de Belem. Des formations d'extrême gauche, d'autre part, ont déjà annonce qu'elles soutiendraient la candidature de l'ex-général Otelo de Carvalho, ancien chef du Copcon. La droite, pour sa part, pourrait faire appel au général Galvao de Meio, proche du Centre démocratique et social. Si, enfin, contre la préfé-rence formellement exprimée par les quatre grandes formations — parti socialiste, parti communiste, parti popu-laire démocratique (P.P.D.) et Centre démocratique et social (C.D.S.). — devait s'imposer l'idée d'une candidatu civile, on estime, à Lisbonne, que MM. Mario Soures, secré taire général du P.S.; Henrique de Barros, ancien président, socialiste, de l'Assemblée constituante, ou Magalhaes Godinho, ministre de l'éducation des deuxième et troisième gouvernements provisoires, auraient les mellleures chances.

Les socialistes maîtres du jeu?

PREMIER parti avec 35% des voix, devançant le P.P.D. (24%), le C.D.S. (16%) et le P.C. (14,5%), le parti socialiste, bien qu'en recui, est maître du jeu au Portugal. Il pout théoriquement faire alliance avec l'une quelconque des trois autres grandes formations représentées à l'Assembloe et larmer avec elle una équipe majoritaire : front populaire (avec le P.C.) coalition sacial-democrate (avec te P.P.D.), accord pour un - contrat de progrès - (avec le C.D.S.), ou - gouvernement de salut national - (avec le P.P.D. e! le C.D.S.). Toutes ces solutions ont été suggérées, et continuent da l'être, à M. Mario Soares.

Mais le P.S. avait axé sa campagne Mectorale sur le siogan : « Nous gouvernerons sauls, ou nous passerons dans l'opposition. - Ce choix stratégique avait été Par JEAN-PIERRE CLERC

dicté aux dirigeants socialistes par ur constatation : rassemblant des tenants de la social-démocratie et des partisans d'un socialisme « à la française », leur parti est d'une extrême hétérogénéite. Dans ces conditions, toute alliance est susceptible de mettre en cause une cohésion tondée bien plus sur la prééminence d'un homme — M. Mario Soares — et l'existence de deux « repoussoirs » — le capitalisme et. surtout, le communisme — que sur una idéologie fermement définie et largement partagée.

L'alliance avec le P.C. était de toute 'açon, à peu près exclue dès le départ, compte tenu de la profondeur du sentimen: anticommuniste dans la plus grande

partie du pays. Restait un éventuel rapprochement avec le P.P.D. L'aile modèrée du P.S. y était favorable, son aile gauche violemment hostile. Avant le lancement de la campagne, M. Soares avait tranché contre toute alliance, — c'est-è-dire, en lait, contre une alflance avec le P.P.D. Ce choix permettait de prévenir le risque d'une scission de la gauche du P.S. Il était aussi conforme au sentiment profond de beaucoup de dirigeants socialistes, pour lesquels le P.P.D. est une formation « de droite » qui cherche à attirer une partie de la clientèle du P.S. en se proclamant - social-démocrate -. Enfin, ce n'est un secret pour personne, à Lisbonne que les rapports entre MM. Sa Carneiro leader du parti populaire démocratique, et Mario Soares sont exécrables.



Un projet mûri de longue date

LA CLEF DE VOÛTE DU SYSTÈME AMÉRICAIN

lumière la continuité de la Washington possède d'énormes réserves de puissance pour sauvegarder ses intérêts économiques dans le monde

Par NOAM CHOMSKY

santes. On a abandonné l'espoir de

« libérer » l'Europe orientale afin qu'elle puisse accéder au statut béni

polgne de fer du totalitarisme russe

y est dorênevant entérinée de façon

line et ses successeurs.

explicite, comme l'avaient exigé Sta-

Les stratèges du département

d'Etat ont également - et non sans

réticence - renoncé, au moins pro-

visoirement, à jeur rêve de voir un

jour la Chine à nouveau gouvernée

par le Kouomintang. En revanche,

les Américains cherchent à tirer

parti de la rivalité sino-soviétique. Ils attendent de la Chine qu'elle joue dans les effeires mondiales un rôle

conservateur, en apportant son sou-

tien è des régimes-clients des États-

Unis comme ceux de M. Marcos aux

Philippines ou de Reza Pahievi en

Iran. Et. jusqu'à présent, la Chine

fait ainsi que M. Kissinger formule

les choses. L'interprétation qu'il pré-

fère en donner est que la Russie et

sous la tutelle attentive de M. Kis-

singer, qu'elles devalent tempérer

- belliqueuses - qui mettaient en

péril depuis vingt ans l'équilibre

i'historiographie officielle), et rejoin-

dre les partisans de la paix groupes sous la houlette des Etats-Unis.

la Chine ont fini par compren

Bien entendu, ce n'est pas tout à

ne les a pas décus.

nouvelle Amérique latine. La

politique étrangère des Etais-Unis. Les récentes déclarations de MM. Kissinger et Sonnenainsi dans la logique du grand dessein que l'Amérique, avant mème son entrée dans la seconde guerre mondiale. s'appliquait à mettre au point pour assurer son hégémonie sur de vastes régions (1).

L'article publié ici

A U mois d'avril 1973, M. Henry Kissinger proclamait a v e c pompe l' - année de l'Europe ». La société internationale aliait être remise en ordre sur la base de certaines - réalités nou-velles ». Ces réalités nouvelles, fruits de la réussite de la politique menée par la génération précédente, posaient un certain nombre de proolèmes qu'il aliait falloir affronter. Aux termes de l'exposé de M. Kissinger su: les - problèmes des relations atlantiques », les Etats-Unis avaient espéré qu' « une Europe unie travalitant en coopération avec (eux) dans le cadre de l'association atlantique (les) soulagerait d'une bonne partie de (leurs) tardeaux Internationaux -, mais leurs espoirs n'avaient pas about...

Plus profondément encore, d'autres problèmes avaient surgi, dus à une négalité fondamentale entre les rôles des partenaires atlantiques. - Les Etats-Unis ont des responsabilités et des intérêts globaux », expliqua M. Kissinger, tandis que leurs alliés européens n'ont, eux, que des « intérêts régionaux ». Alors même que, - dans les relations économiques, la Communauté européenne met de plus en plus l'accent sur sa perjouent un rôle fondamentalement différent dans les affaires mondiales : en particulier, ils doivent agir comme - partie constituente et responsable d'un système commercial et monétaire de plus grande envergure ». Notre täche, pendant l' année de l'Europe », allait être de « réconcilier ces deux perspectives ., ajoutalt-il.

Cinq ans auparavant, M. Kissinger développait déjà une thèse analogue. Dans sa conception. - les blocs régionaux soutenus par les Etats-Unis devront prendre en charge la responsabilité de leurs périmètres immėdiats, les Etats-Unis étant plus soucieux da l'éditice d'ensemble de l'ordre mondial que de la gestion de chaque entreprise régionale ». De même qu'on ne saurait attendre du conseil d'administration de

Le tribut

de pétrole

des importateurs

à la prospérité

General Motors qu'il intervienne dans les querelles d'ateller d'une petite usine fabriquent des bougles pour Chevrolet... Vollà ce qu'on appelle la « multipolarité » l Par silleurs, il fallait éviter que la structure - bipolaire - Etats-Unis/U.R.S.S., qui sous-tend tout cela, ne soit réellement symétrique. Il valait mieux faire comprendre aux associés subalternes que toute marque d' « intransigeance - de leur part serait - pénalisée -. Toute autre attitude - ne servirait quère la cause de la paix » (2).

En fait, en 1973, la faillite de l'Europe à nous « soulager de nos fardeaux internationaux - commençait à poser un sérieux problème. La réticence dont l'Europe avait fait preuve pour partager le poids du maintien au pouvoir du réglme-client des Etats-Unis au Vietnam du Sud était à cet égard d'une portée particulière. Les coûts aussi énormes qu'imprévus des guerres américalnes en Asie du Sud-Est contribuaient au déclin relatif de la puissance des Etats-Unis face à leurs rivaux capitalistes. C'est là le facteur décisif qui amena les milieux dirigeants américains à opérer leur revirement contre la guerre ou, plus exactement, contre les tactiques employées.

Cela devint spécialement vral au début de 1968, après que l'offensive du Têt eut fait tomber d'un coup la toile d'illusions tissée par les propagandistes. La réussite historique du mouvement américain pour la paix aura été d'avoir rendu impossible une véritable mobilisation nationale. Il failut alors déguiser les coûts réels de la guerre et, la résistance vietnamlenne ayant miraculeusement tenu le choc, la facture finit par tomber, déclenchant une crise économique. A dater de 1968, l'Europe ne consentit plus à coopérer pleinement à l'agression américaine en Asie du Sud-Est, encore moins à prendre en charge la part encore plus importante du fardeau que lui assignait la doctrine Nixon-Kissinger. Un des objectifs de l' année de l'Europe - était de remédier à ce genre de vices de fonctionnement dans les - relations atlentiques ».

L'« année de l'Europe » s'est achevée sur la crise pétrolière qui suivit la quatrième guerre israélo-araba. Les puisances européennes et le Japon se mirent à explorer la possibilité d'entamer des relations bilatérales avec les pays producteurs de pétrole, mais ils furent très vita rappalés à l'ardre, et avisés qu'il fallait constituer un « front unl » sous la direction des Etats-Unis, forts de leurs responsabilités, de leurs intérêts « glo-boux » et de la position unique que leur valait le fait d'être les garants d' « un

américaine système commercial et monétaire de plus grande envergure ». Il fallait que la distribution et le marché du pétrole restent sous le contrôle effectif des sociétés multinationales de l'énergie, basées pour la plupart eux États-Unis. Depuis la deuxième querre mondiole, cette mainmise sur l'énergie avait très efficacement contribué à assurer la domination des Etats-Unis sur leurs alliés, lesquels se voyaient dûment avertis qu'aucune transformation majeure ne serait

La crise péirolière fut largement utilisée pour résoudre les problèmes des relations atlantiques qui inquiétalent tant M. Kissinger. En effet, à mesure que le prix du pétrole augmentait. l'Europe et le Japon se voyaient contraints par la force des choses à financer le redressement de l'industrie américaine. Les trusts de l'énergie en bénéficièrent directament, si bien que, dès le début de 1975, les Etats-Unis jouissalent d'une balance commerciale favorable avec l'ensemble des pays du Proche-Orient (à l'exclusion d'Israel), ce qui représentait un progrès substantiel Dar rapport aux résultats délà satis-

Les principaux pays producteurs de pétrole restent des Etats-clients

loyaux. Le monde des affaires amé-GROSPIRON RAOULT GROSPIRON SUC DÉMÉNAGEMENTS EMBALLAGE GARDE-MEUBLES **EXPEDITIONS** 49, Rue de la Fédération XV 734-02-66

ricain jubile devant les immenses perspectives que lui ouvrent l'Iran et le monde arabe y compris l'irak. dont le comportement ne différerait guère ceion ces mêmes milieux de ceiul de ses voisins plus orthodoxes. Tout dans la région promet un avenir doré à l'industrie américaine. qu'il s'agisse du commerce, de la construction, des investissements ou des ventes d'armes. Ce sont l'Europe et le Japon qui, comme l'écrit l'hebdomadaire Business W e e k ; - payent la plus grande partie des trais de la prospérité de ce secteur », tandis que « les pétrodollars viennent aux Etats-Unis per le biais des échanges commercieux contrebalancent les sorties de devises consacrées aux achate de pétrole en Proche-Orient ». Les nommes d'affaires américains notent <une préférence marquée pour les produits américains - dans cette région, qui est « un des rares points du globe où l'entreprise privée est en trein d'opèrer un retour », et, au premier chef. l'entreprise améri-

Pendant ce temps-ià. les profits pétroliers arabes vont alimenter des institutions économiques qui continuent, comme autrefols, à travailler à l'édification d'un monde ouvert à la pénétration économique des Etats-Unia et à leur contrôle politique. En effet, l'augmentation des tarifs pétrollers revient à une espèce de taxation forcée imposée aux pays importateurs, qui sont ainsi contraints de payer un tribut aux institutions Américains.

On assiste actuellement à la naiseance d'un nouvel ordre économique, au sein duquei les Etats-Unis espèrent bien être en mesure de restaurer une hégémonie que la débacie indochingisa a sévèrement entamée, tandis que leurs associés subalternes se verront à nouveau confinés au développement de leur « personnalité régionale ».

Bref. l' - année de l'Europe - s'est soldés par un succès de tellle.

Le concept de « multipolarité » formulé par M. Kissinger définit les Etats-Unis comme la puissance dominante à l'échelon mondial, à cela près qu'elle se voit désormais contrainte d'accepter la « détente » dans les termes mêmes où l'U.R.S.S. l'avait vainement proposée autrefois. D'après les premières études de M. Kissinger, les Etats-Unis ont manqué l'occasion d'édifier à leur guise un ordre mondial stable à la fois par manque d'audace et parce qu'ils s'embarrassaient trop de scrupules moraux déplacés, alimentés par la propagande communiste. Il ne reste plus maintenant qu'à composer avec les réalités qui se sont matte Nixon-Kissinger a effectivement représenté une rupture avec le passé dans la mesure où elle admettait enfin ces réalités déplai-

★ Exercer

un pouvoir

Même si les ambitions des Etats-Unis ont été un tont soit peu mises en veilleuse, les principes qui dirigent actuel-lement leur politique étrangère relèvent tonjours de la conception d'ensemble de la structure de la société internationale qu'ils ont élaborée au cours de la douxième guerre mondiale. Les planifiincontesté » éricains étaient sûrs que les Etats-Unis allaient émerger comme puissance dominante à l'échelle mondans le monde diale. A partir de quoi les Etats-Unis allaient dorénovant se poser en « gardiens de la paix mondiale » car, cor

le déclarait Harry Trumon en octobre 1945, « nous avons appris une amère leçon, qui est que la faiblesse de notre grande République incite des hommes sans scrupules à menacer les fondements mêmes de la civilisation dans le mande entier». Quant à savoir de quelle nature était la « civilisation » que les Etats-Unis se proposaient de préserver par la force, les événements ultérieurs allaient le montrer quoique on ait déjà pu en trouver des exemples édifiants dans l'histoire des Philippines et de l'Amérique lotine.

entamé le système de propagande institué par les universités et les médias. Ainsi au plus fort de la guerre du Vietnam, l'éditeur d'un recueil de textes de chercheurs en sciences sociales épris de paix » pouvait expliquer dans sa préface que l'application des méthodes des aciences sociales au « ieu de la domination mondiale = allait améliorer les capacités de décision - des gouvernants et des lègisleteurs de bonne volonté, comme ceux qui dirigent la politique étrangère des Etats-Unis et de nombreuses autres nations - (3). Les bilans rétrospectifs de la guerre du Vietnam dressés par les analystes libéraux universitaires ou autres, ne s'écartent guère de ce dogme fondamental du système idéologique.

Les procès-verbaux des délibérations du Conseil des relations étrangéres (4) entre 1939 et 1945 donnent un apercu instructif de la vision que les Américains avaient alors du monde de l'après-guerre. Un mémorandum de 1944 esquisse les grandes lignes de la politique que les Etats-Unis se devalent d'adopter « dans un monde où lis entendent exercer un pouvoir incontesté -. Il définit d'une politique Intégrée qui permettra aux Etats-Unis d'asseoir leur suprématie économique et militaire sur l'ensemble du monde non allemand », c'est-à-dire tout l'hémisphère occidental. l'Empire britannique et Extrême-Orient

Ce monde non allemand dominé par les États-Unis, auquel on devait donner plus tard ie nom de - grande zone - (- Grand Area -), - n'était pas considéré par le groupe comme plus souhaitable que l'Instauration d'une économie mondiale, pas même comme un substitut entièrement satisfaisant = (1941). Toutefols, il fallait que la « grande zone » se développe pour elle-même, en même duquel devait se constituer l'économie mondiale de l'après-guerre à laquelle on espérait que la défaite des puissances de l'Axe aliait donner naissance. Plus specifiquement.

Mais il ne faudrait pas croire que mises en place afin de réaliser l'intégration de la « grande zone » tourniraient une expérience pouvant contribuer utilement au réglement des problèmes de l'Europe, au point qu'il suffirait peut-être de reller purement et simplement les économies des pays européens à l'économie globale de la « grande zone », laquelle - et c'est crucial - devalt être entièrement dominée par les Etats-Unis et organisée en fonction des intérêts économiques et stratégiques des Amèricains. De longs débats sont par ailleurs consacrés au problème de la garantie du libreaccès aux marchés et aux matières premières, de sorte que le modèle socio-économique américain puisse ětre préservé sans modific notables en tant que système dominant à l'échelle mondiale.

Les experts du Conseil des relations étrangères soulignalent que leur objectif essentiel, en planifiant cette « grande zone », était de « mesurer le marge d'aisance dont l'économie américaine avait besoin pour subsister sans réajustements majeurs ». Mais le groupe d'experts reconnaissait pourtant, en avril 1941. que la proclamation des buts de guerre « aurait un mellleut effet de propagande > si elle insistait sur - les intérêts d'eutres peuples - au lieu d'apparaître comme - uniq ment attachée à ceux de l'impériamois olus tard, la charte de l'Atlantique était promulguée.

Un point extrêmement important de tous ces projets était qu'il ne fallalt pas laisser l'Europe devenir une puissance économique indépendante d'une stature comparable à celle des Etats-Unis. De même, il fallalt que les systèmes impériaux existants soient démantelés, sans quoi l'économie mondiale ou même seulement la - grande zone - n'auraient pas été pensables. Pendant la guerre, les Etats-Unis avaient soigneusement mesuré leur alde financière à la Grande-Bretagne, sous forme de prêts à terme, de telle façon que les réserves britanniques oscillent constamment entre 600 millions et 1 milliard de dollars. Ce qui eut pour effet (et l'on peut voulu) de permettre à ce pays de rester en guerre sans toutefols disposer de la puissance nécessaire au maintien de son indépendance et de son statut impérial. Les Etats-Unis parvinrent à s'assurer une position dominante dans toutes les zones-clés où prédominaient auparavant la puissance et l'influence britanniques, en Amérique latine et au Proche-Orient, ce qui représentait pour aux un pas en avant vers la création sous leur égide de la - grande zone - ou, mieux encore, vers l'instauration d'une économie

mondiale vraiment clobale. La diplomatie de l'éra Nixon-Klasinger est plus réaliste, et marque l'abandon de fait du rêve d'une économie mondisle en faveur de son substitut moins glorieux, la grande zone » sous contrôle américaln (dont la Chine sera malheureusement absente). La Grande-Bretagne a effectivement été réduite, sur le plan matériel et partielle-

la dimensior d'un satellite. L'Europe dentale prise dans son ensemble a cédé aux Etats-Unis une part non négligeable de sa souveraineie, notamment par le biais de la pénétration économique. En Amérique latine, malgré la perte de Cuba, le ferme et blen établi. Le Proche-Orient est instable, mais la majeure partie de ses ressources énergétiques sont aux mains de régimes-clients : les principales puissances militaires. Israël et Egypte, sont de plus en plus inféndées aux Etats-Unis, don? l'Iran demeure le fidèle allié. L'Indochine s'est séparée de la « grande zone », et les Etats-Unis dépensent une énergie considérable pour évter que la contagion ne gagne d'autres « dominos ».

Mais, bien que le monde de 1976 ne corresponde pas exactement à la vision qu'en avalent les théoriciens des années 40, il n'en resta pas moins qu'il existe aujourd'hui leur « grande zone » étendue à l'Europe occidentale, au sein de laquelle les firmes américaines ont prospéré, les investissements etrangers s'étant multiplié par dix et qu'une économie globale intégrée s'est instaurée, contrôlée dans une large mesure par des sociétés multinationales ayant laur siège aux

Washington et Moscou contre un socialisme authentique

Dans les mémorandums et les études du Conseil des relations étrangères et d'autres organismes représentatifs des élites régnantes, la nécessité d'une planification globale répondant aux soins de l'économie et des milieux d'affaires américains revient comme un thème constant et invariable. Il en va de même, en général, des rapports du Conseil national de sécurité et d'autres branches importantes de l'exécutif. Par contre, les considérations de ce genre sont régulièrement évacuées de l'histo-

riographie universitaire, où l'on préfère mettre l'accent sur les grandes déclarations de principes « qui ont un meilleur effet de propagande », comme par exemple la prétendue fidélité des Etats-Unie aux « principes wilsoniens » de non-ingérence et d'au-

Il y a blen des historiens un peu plus réalistes que les autres pour relever le fait que c'est dans la rhétorique sur les pays situés audelà du rideau de fer que ces principes s'expriment le plus clairement, alors qu'ils sont systèmetiquement foulés au pied partout où prévaut la puissance américaine. Mals ce détail est alors présenté comme une - ironie du sort -, car, b entendu, ce ne sont pas de simples faits qui peuvent ébranler les dogmes fondamentaux de la relidion d'Etat, tels que les formule le clergé sécuiler des intellectuels

Etant données la volonté des Américains de créer une économie mondiale dominée par les Etats-Unis et celle des Russes de maintenir au pouvoir des régimes-clients (ou - amis -) dans les pava conquis par l'armée rouge, il était plus ou moins inéluctable que l'Europe finisse par éclater en un système de colonies russes et de dominions américains. Pour les Erats-Unis, la solution optimale auralt été d'incorporer à la « grande zone » une Eurone unia exclusivement préoccupée de sa - personnalité régionale ». Puisque c'est impossible, ils préfèrent une Furone divisée à une région indépendante et uniflée qui risquerait fort de devenir un véritable rival au sein du système global.

li n'est donc pas étonnant que les velléités qu'avalent manifestées les Soviétiques dans les années 50 pour explorer la possibilité d'un avaième auropéen uni et indépendant alent étá traitées par l'indifférence ou une fin de non recevoir : ainsi, par exemple, leur proposition de procéder à la réunification des deux Allemagnes en dehors du cadre de l'OTAN. De toute manière, il est peu probable que ces velléités auraient eu des sultes concrètes. La Russie soviétique vous à l'idés d'une Europe indépendante une antipathle aussi fondamentale que celle que puisse être la structure politique et sociale de catte Europe unle. Le plus grand danger est d'ailleurs qu'elle se dote d'institutions authentiquement socialistes et forme une société libre, par exemple en ins-taurant le contrôle ouvrier sous un régime de libertés intellectuelles et culturelles et de démocratie politique et économique. Perspective qui répugne au moins autant à l'U.R.S.S. qu'aux Etats-Unia.

Quand une société parvient à s'évader de la « grande zone » et que les Etats-Unis n'ont pas les moyens de l'y intégrer de force, ils chercheront à entraver comme ils pourront le développement de son économis. On soumettra donc à un blocus ou à d'autres formes de

China, Cuba, le Chili d'Allende et, autourd'hul. ['Indochine, dans l'espoir que leur économie s'écroulera et qu'un régime dur et autoritaire s'installera au pouvoir. Les superpuissances sont unies dans la même crainte de voir apoaraitre ment socialiste, capable de servir de remporter ce que les théori-« succès idéologiques ».

La théorie des « dominos », du moine dans es version réaliste, était en grande partie une rationalisation de cette crainte. Le Pentagone ne croyalt pas vraiment que le Vietnam allait envahir la Thailande ou débarquer en Indonésie ou à San-Francisco — il s'agissait simplement d'histoires fabriquées de toutes pièces qui n'avaient d'autre obiet que de terroriser l'opinion publique américaine. Par contre, et non sans raison d'ailleurs. Il craignait que les nationalistes révolutionnaires d'indochine ne favorisent des progrès sociaux qui auraient pu paraître impressionnants à d'autres sociétés paysannes assulettles au modèle de développement dit - du goutte à goutte », qui détourne leurs ressources au profit du monde du capitalisme industriel.

(1) Ce texte est constitué de très larges extraits de la préface que le grand linguiste a mêrleal n a rédigée pour un ouvrage collectif à paraître prochainement aux éditions Maspèro. Les auteurs de cet ouvrage — Pierre Péan. André Farni et Jean-Fierre Vigler — analysent, notamment, les moyens par lesquels les Etats-Unis ont établi leur influence sur l'Europe occidentale et les perspectives qui s'ouvrent à eux dans une période de crise dont le terme ne saurait être annoncé par les premières indications d'une « reprise » qui ne semble pas dévoir être durabls.

(2) Henry A. Kissinger, American

(2) Henry A. Kissinger, American Foreign Policy, édition augmentée Norton, New-York, 1934. (3) Walter Isard (sous la direction de): Vielnam: Some Busic Issues and Alternatives. Peace Resear Society (International), Schenkry Cambridge (Massachusetts), 1969.

Cambridge (Massachusetts), 1969.

(4) Citées par Lawrence H. Shoup dans « Shaping the Post War World ». The Insurgent Sociologist. volume 3, printemps 1975. M. Shoup paraît être le premier chercheur à avoir entrepris une étude systématique et détaillée des étibérations du Council on Foreign Relations, un organisme consultatif formé d'experts extrémement inniuents, calqué sur le modèle du Royal Institute of International Affairs britanique. Une caractéristique de la littérature universitaire (et ceia n'a rien de surprenant) est d'ignorer obstinément certains éléments qui jouèrent un rôle crucial dans la mise au point de notre actuelle politique étrangère, comme l'influence des intérêts des grands monopoles et de leurs représentants.



Il arrive parfote que les principes de base de la politique americaine - le maintien de l'ordre et de la stabilité — soient exprimés assez franchement. Ains!, une étude, réalisée en 1955 sous l'égide de la Fondation Woodwrow-Wilson et de l'Association nationale de planification, situe le danger principal du communisme dans la transformation économique des pays communistes « aulvant des modalités qui restreignent leur désir et leur capacité à jouer un rôle complémentaire par rapport aux économies industrielies des pays occidentaux ». Autrement dit, le danger réside dans le refus des pays en cause à jouer le rôle qui leur est assigné dans l'économie globale. Pis encore, l'apparition d'un socialisme authentique pourrait bien faire peser des menaces sur l'ordre et la stabilité au sein même de la puissance impériale. Car il est possible, après tout, de soulever certaines questions sur l'usage et le contrôle des forces productives ou sur la redistribution des richesses dans une société où il reste encore beaucoup de sous-

D'énormes

associés

conglomérats

à un État fort

allmentés chroniques. Pour des ralsons identiques, l'U.R.S.S. ne peut tolérer l'apparition en Tchécoslovaquie de ferments socialistes intiniment plus dangereux que ne le serait, par exemple, un mouvement fasciste soutenu de l'ètranger.

C'est la deuxième guerre mondiale qui a permis aux Etats-Unis d'organiser une grande zone étendue, et de se rapprocher, sans jamais vráiment l'atteindre, de son rève d'une économie capitaliste à l'échélle planétaire. C'est elle aussi qui a mle fin à la grande dépression. Les mesures du New Deal n'y avaient ou arrondir certains angles. Les administrateurs des grandes sociétés rassemblés à Washington pour prendre en main la gestion de l'économie de guerre ont appris quelque chose que les Allemands et les Japonais avaient compris sans avoir jamais lu Keynes : que la production massive d'armements. encouragée par l'Etat, peut résoudre. au moins provisairement une crise des institutions capitalistes

poss production massive d'arméments. Ile gouver montre d'a ser Ce dès des institutions capitalistes.

Utile leçon, qui fut aussitôt mise à profit dans le monde de l'aprèsguerre. L'Etat conservait son rôle central pour stimuler le production industrielle et encourager la recherche, Mais il était tenu de le remplir de manière à ne possible. C'est donc tout naturellement qu'on opto pour la production d'orments à grande échelle, pour un programme massif de construction d'autorites et un moment nour un pour suitain des sont le central les intérêts du capitolisme des monopoles : ou contraire, il follait qu'il les favorise partout où cela lui était possible. C'est donc tout naturellement qu'on opto pour la production d'orments à grande échelle, pour un programme massif de construction d'autorites et un moment nour un voilles voilles voilles voilles de les chaits de les chaits de construction d'autorites et un moment nour un voilles voilles voilles voilles de construction d'autorites et un moment nour un voilles voilles voilles voilles des des voilles vo

toroutes et, un moment, pour un programme spatial fantastiquement onéreux et absolument inutile. Dans le mème temps, lo production des biens utiles était graduellement transférée en d'autres lieux de la «grande zone » où les salaires étaient plus bas, les problèmes « secondaires » (comme la pollution) plus faciles à ignorer, et la force de travail plus aisément contrôlable.

Aux Etats-Unis, cela entraina. parmi d'autres conséquences, une détérioration inexorable de la base matérielle indispensable à la bonne marche d'une société industrielle; progressit de l'industrie des machines-outils. En même temps, l'alde accordée par le gouvernement à l' - agri-business - et à la mécanisation agricole aboutissait à un phénomène massif d'exode rural. Dans une économie réglée sur une production à haute technologie, cette « Immigration de l'intérieur - ne pouvait être cédemment les vagues successives d'immigrants venus d'Europe. Les conséquences durables en sont le problème racial, qui affecte toujours les zones urbaines, et la crise géné-

ralisée des vitles, qui doivent fournir des services mais ne peuvent offrir des emplois

La presse économique nous en avertit constamment, les Etats-Unis souffrent d'une grave crise de Ilquidités. Le gouvernement fédéral dis-pose de capitaux gigantesques, dont une bonne partie est allégrement engloutie dans des entreprises hasardeuses qui visent au maintien « de nos responsabilités et de nos du Sud-Est. Les grandes sociétés sont accabiées de dettes et commencent à se ressentir du manque de capitaux à investir. Tout cela aura fatalement pour conséquence une accélération du processus de concentration industrielle, au fur et à mesure que les secteurs les plus

talbles céderont le pas aux pulssants monopoles; ce processus mêne droit à ce que l'hebdomadaire Business Week décrit comme un système de Zeibalsu: une poignée d'énormes conglomérats associés à un Etat (ort. Pour garantir les inveslissements, l'Etat doit trouver un moyen de contingenter les services et d'imposér de force une compression des salaires (ce qu'il fera par le biais de l'inflation si c'est l'unique recours qui lui reste).

L'attitude adoptés par le gouvernement fédéral dans la crise de la ville de New-York est fort instructive à cet égard. Contrairement à certains Etats, comme le Texas ou la Californie (qui ont bénéficié, eux. de la recherche spatiale et de la production d'armements stimulées par le gouvernement), la ville de New-York verse au gouvernement fédéral une masse d'impôts nettement supérieure au volume des ser vices qu'elle recoil en échange. Or le gouvernement fédéral ne fait montre d'aucune vellété de compenser ce déséquilibre : le président se me à annoncer une intervention fédérale pour soutentr les « services et le corps des pompiers. On ne sait jamais, après tout : acculée au desespoir, la population de New-York scrait bien capable de se contre, la santé et l'instruction publique ne sont pas considérées ne - essentielles -, pas plus que la possibilité de trouver un travail gratifiant - ou du travait tout court. New-York s'effondre petit à petit, en même temps que le cours des obli et les charges des autres grandes villes vont augmenter en conséquence. Les grands monopoles et leurs représentants au gouvernement n'entendent pas, en effet, tolerer une diminution sérieuse du budget fédéral d'armements : par contre, ils considérent que les problème des services municipaux et des collectivités locales ne sont pas de

Aujourd'hul, on a largement admis la nécessité d'instituer une planification centrale sur une échelle beaucoup plus étendue que jadis. Puisque nous assistons à l'émergence d'un système de Zeibaisu, cela ne peut vouloir dire qu'une chose : que les gens qui contrôlent les institutions économiques centrales, et monopolisent par là même les fonctions de planification, useront de leur pouvoir pour manipuler d'une manière encore plus systèmatique l'exécutif d'Etat et l'utiliser à leur seul profit.

leur ressort.

La crise que traversaient avant la guerre les institutions capitalistes a abouti à la montée du fascisme dans une partie du monde industriel et au rentorcement des institutions capitalistes d'Etat dans le reste. La crise actuelle mènera ce processus à un stade supérieur, surtout dans une société aussi atomisée et (c'est très important) aussi dépolitisée que la société américaine. Il n'existe pas aux Etats-Unis de partis réformistes de masse pour défendre les

droits des travallleurs et ceux de la « sous-classe » des sans-emploi. Ce qui pourrait entraîner (beaucoup le prévoient déjà) l'apparition d'une sorte de « fascisme bénim » c'est-à-dire des structures institutionnelles de type l'asciste, mais sans les excès de terreur de l'Etat policier.

Un ordre stable favorable à la prospérité

Si la défuite indachinoise s'est indubitublement traduite par un net recul de la stratégie globale américaine, il sereit faux de penser qu'elle lui a porté un coup fatal. Il s'agit simplement d'une aventure que sa témérité même condamnait à avorter, qu'il faut s'efforcer de liquider et d'oublier le plus vite possible afin que l'entreprise principale puisse raprendre son cours normal. Car les objectifs de cette entreprise l'Europe, le Japan, le Proche-Orient sont d'une tout autre importance que

le sort d'une société paysonne pardue quelque part au fin fond de l'Asia du Sud-Est, et c'est pour cette raison que les impérialistes les plus sonsés tenaient tant (de la comment de vue, c'était d'ailleurs tout à fait juste) à ce que l'on en revint à des perspectives un peu plus réalistes dans les affaires globales.

La «multipolarité» s'avère donc n'ètre men de plus que la énième mouture d'une doctrine déjà bien familière. Les Etats-Unis vont s'elforcer de mettre sur pied une économie globale organisée de manière à satisfaire les besoins du capitalisme international dont ils restent la base principale. La concentration économique va se poursuivre, et l'État se mettra de plus en plus au service de ses exigences, à l'intérieur.

A l'intérieur, les lorces qui s'y

opposent sont faibles et dispersées,

Les Etats-Unis sont toujours à même d'imposer à l'ordre mondial la structure qui leur convient, structure au sein de laquelle ils permettent à leurs alliés européens de continuer à gérer leur entreprise « régionale », à condition de ne pas outrepasser les limites que leur a fixées la seule vraie puissance mondiale. Les associés subaltemes de la détente doivent contribuer au maintien de l'ordre international de la manière qui leur est prescrite : en échange de quoi les Etats-Unis leur abando nent la charge de régier leurs problèmes intérieurs, quitte à leur prêter main-forte si le besoin s'en fait sentir. La monde de la prochaine génération ne devrait pas différer sensiblement de ce qu'il était jus-

Au moment où la guerre du Vietnam touchait à sa fin, on a vu se manifester un émol certain en face des perturbations qui semblaient imminentes. La presse économique américaine discutait des problèmes avec une franchise inaccoutumée. Ainsi, dans son éditorial du 7 avril 1975, l'hebdomadaire Business Week parlait des « lerribles bévues de notre politique étrangère dont le pays est en train de subir les conséquences » et constatait avec inquiétude « l'apparente impuissance du président Ford et du secrétaire d'Elat Henry Kissinger lace à un désordre mondial grandissant ». Le même éditorial décrivait ensuite, succinctement, et avec beaucoup de justesse. « la structure économique internationale au sein de laquelle les tirmes américaines ont prospéré depuis la lin de la seconde guerre mondiale », structure qui est aujourd'hu « mise en péril »:

d'hui « mise en péril » : - Alimentée à ses débuts par les dollars du plan Marshall, l'entreprise américaine a prospèré et s'est agrandie en tablant principalement su les commandes étrangères, malgré la - querre troide - malgré la décolonisation, malgré la creation de nouvelles nations militantes et sou-vent anticapitalistes. Aussi négatif que pouvait être tel ou lei phéno mène, le « parapluie » de la puissance américaine parvenait toujours à le contentr (...). La progression des tirmes multinationales n'était que l'expression économique de la structuration politique du monde dé l'après-guarre. •

Mais, à présent, « cet ordre mondial stable et si propice aux opérations commerciales est en voie d'écroulement »

L'éditorial passe alors en revue certains des problèmes qui concourent à le détruire. « Même en Europe occidentale — 'qui constitue la clef

de voûte de l'ordre international deillé par les Etats-Unis — la stabilité est de plus en plus menacée »; il s'agit, évidemment, d'une allusion au manque de coopération manitesté par les pays européens au moment de la crise du pétrole. On pouvait également craindre, à l'epoque, que « le mai qui ronge le Porlugal ne contamine l'Espagne ». A cette série de « coups de massue » venait s'ajouter un problème potentiel : celui qui surgirait « si le Japon ne pouvait continuer à écouler le tiers de sa production en Asie du Sud-Est ».

Mais les auleurs ne vont pas Jusqu'à dire, à ce propos, qu'un des objectits majeurs de l'intervention américaine au Vietnam fut, précisément, dès le départ, d'assurer au Japon le libre accès aux marchès du Sud-Est asiatique, de sorte qu'il ne solt pas tenté de se montrer - plus accommodant - à l'égard de la Chine communiste. Et le Congrès ne falsalt que poser un problème supplémentaire par son refus de comprendre ce que M. Kissinger appelle « les relations normales entre l'exècutif et le législatif - - sutrement dit, son refus de laisser la bride sur le cou à l'exècutif pour tout ce qui concernait la gestion globale.

Ces craintes n'étalent guère fondées. Ce serait bien mat comprendre le système politique américain que de penser que le Congrès pourreit adopter une attitude de nature a saper dans ses fondements - la structure économique internationale au sein de laquelle les firmes américaines - ont si bien - prospéré -. ou d'entraver de quelque manière que ce soit la puissance américaine, qui doit être toujours prête à se déployer pour - contenir les mènes négatifs ». Une fois le premier choc passé, le Congrès se montrera aussi coopératif qu'il l'a toujours été. Il ne saurait en être autrement, étant donnée la répartition du pouvoir au sein de la société

Le monde n'est pas devenu ingouvernable à la suite des échecs suble par les Etats-Unis en Asie du Sud-Est. L' « ordre mondial stable si propice aux opérations commerciales » n'est pas er vole d'écroulement. D'immenses réserves de pulsaance économique et militaire sont là pour sauvegarder les intérêts des milleux d'affaires américains dans le monde entier (5), maigré les périls qui menacent de toute part !' « ordre » et la « civilisation »,

(5) Chomsky utilise en anglais la formule a to make the world sale for American business 2, paraphrase de la formule du président Wilson a to make the world sale lon de-

UNION SOVIÉTIQUE

Critiqué à l'Ouest et par les contestataires de l'Est

Le bilan de la «détente» au cœur de nouvelles polémiques

A « détente » a fini par engendrer à l'Ouest un certain sentiment de désillusion qui apparaît notamment à l'occasion de la campagne électorale aux États-Unis. Plusieurs candidats à l'investiture, par exemple MM. Reagan chez les républicains et Jackson chez les démocrates, accusent l'administration en place d'avoir capitulé devant les Soviétiques. Ils répondent à une inquiétude diffuse lorsqu'ils promettent de mettre fin au recul de l'Occident. Un sentiment comparable est perceptible dans certains milieux dirigeants d'Europe orientale : les communistes les plus militants reprochent à leurs leaders de ne pas profiter, autant qu'ils pourraient le faire, de la crise économique et morale qui frappe le monde capitaliste depuis plusieurs années.

A l'Ouest, un document a permis de cristalliser le malaise. Il s'agit de l'exposé fait en décembre dernier par M. Sonnenfeldt devant les ambassadeurs américains en Europe réunis à Londres. Sans doute le conseiller de M. Kissinger se serait-il exprime autrement s'il avalt su que le contenu de son rapport serait divulgué. En faisant quelques constatations qui peuvent paraître banales, il va à contrecourant des aspirations d'une partie de l'opinion. Qui peut nier pourtant que l'Union soviétique soit devenne et doive apparemment rester pendant une période indéterminée une superpuissance dont l'influence est reconnue en Europe orientale? C'est à partir de cette réalité que le secrétaire d'Etat construit sa politique. Son conseiller souhaite alors a une évolution susceptible d'institutionnaliser les relations entre l'Europe orientale et l'Union soviétique n.

Une telle apprèciation ne pouvait que choquer des millions de citoyens américains originaires de Pologne, de Hongrie, de Tchécoslovaquie, qui n'ont pas abandonné l'espoir d'assister à l'anéantissement des régimes imposés après la guerre aux pays d'Europe de l'Est. Ils retiennent de l'exposé de M. Sonnenfeldt ce qui les scandailse et oublient la justification qui en est donnée: « Répondre aux aspirations cridentes de l'Europe orientale à une existence plus autonome au sein d'une soniétique. » Il faut donc éviter les « excès de zèle » qui provoquent des résultats contraires à l'objectif visé.

L A thèse de M. Sonnenfeldt a au moins le mérite de rendre compte non de tout ce qui a été dit, mais de ce qui s'est fait depuis trois décennies.

Au début des années 50, les hommes politiques américains se partageaient en deux écoles en ce qui concerne la conduite à tenir à l'égard de l'U.R.S.S.

Les uns disaient avec George Kennan qu'il importait avant tout d'empecher une nouvelle expansion de l'Union soviétique. C'était la doctrine de l' « endiguement », qui trouva son illustration lors de la guerre de Corée. Le président Truman engagea de longues opérations militaires avec pour seul résultat, mais c'était pour lui ce qui comptait, de ramener les Nord-Coréens à leur point de départ. Le pont aérien organisé pour annihiler les effets du blocus de Berlin-Ouest décidé par Staline constituait une autre application de la doctrine de l' « endiguement ».

A cette époque, des républicains, alors dans l'opposition, fuisaient de la propagande pour une autre doctrine défendue par Burhnam, celle du « refoulement ». Le partage admis à Yalta était immoral; il fallait obliger les Soviétiques à abandonner ce qu'ils avaient conquis. Cette doctrine inspira des discours tonitruants mais, une fois parvenus au pouvoir, les hommes d'Etat qui en chantalent les vertus se gardèrent blen de la mettre en pratique. Le décalage apparut vite entre une propagande qui annonçait de prochaines libérations et une politique beaucoup plus mesurée. L'expérience de 1956 est instructive. Les Polonais et les Hongrois s'étaient révoltés contre les gouvernements staliniens en place, mais ils ne bénéficièrent pas des concours qui avaient été inconsidérément promis aux révoltés. Les grands Etais ne voulaient absolument pas passer de la « guerre froide » à la guerre thermonucléaire.

La cause devait être entendue. D'allleurs quand, en 1968, les Tchécoslovaques essayèrent de donner un «risage humain» au socialisme, ils ne firent jamais entrer en ligne de compte une intervention des «démocraties bourgeoises». Seuls les Soviétiques affirmérent, pour justifier l'action des troupes du pacte de Varsovie, que les impéralistes s'apprétaient à détruire le socialisme à Prague.

De ces précèdents de 1956 et 1968, on ne peut guère tirer que des leçons négatives. Le premier a montré que, à moins de provoquer une épreuve de force aux conséquences redoutables pour l'humanité entière, les Occidentaux ne pouvaient modifier l'ordre etabli à l'Est. Ils n'ont pos pris directement part aux changements enregistrés dans cette région au détriment

de l'U.R.S.S.; ils ont donné un appul à la Yougoslavie lorsque le schisme a été consommé, mais ils n'avaient pas été mêlés à la querelle Tito-Staline.

Le second cas, celul de 1968, prouve que, contrairement à certains espoirs, la « détente » internationale ne provoque pas nécessairement la détente à l'intérieur du camp socialiste. Les dirigeants soviétiques ont même affirmé à maintes reprises que la coopération avec le monde capitaliste exigeait un surcroit de vigilance. Ceci explique dans une certaine mesure la désillusion d'une partie de l'opinion publique.

Le malaise est d'autant plus aigu que beaucoup ont en depuis un an le sentiment que le communisme inter-

Par BERNARD FERON

national étendait son empire. Il y eut en Indochine la déroute des protégés des Etats-Unis. L'Angola est considéré comme une nouvelle démocratie populaire. L'an dernier, de nombreux Américains croyalent que M. Cunhal allait conquérir le Portugal. Ils redoutent de voir une partie de l'Europe occidentale. l'Italie demain peut-être, l'Espagne et la France après-demain, passer sous le contrôle des « rouges ». Les mieux informés font sans doute une distinction entre M. Berlinguer et M. Husak par exemple, mais au bout du compte un succès des communistes « libéraux » serait, à leur point de vue, un désastre. M. Kissinger disait en décembre aux ambassadeurs américains en Europe : Il importe peu que tel parti suive ou non la ligne de Moscou, « ce n'est pas uniquement parce que Cunhai est stalinten que nous sommes contre une telle evolution au Portugal ; nème l'impact d'un parti communiste italien qui a offeri l'apparence de gouverner de Jacon efficace serait dévastaleur en France et dans l'OTAN aussi ».

Le secrétaire d'Etat s'en tient à une politique qui a également la faveur d'une partie de la direction soviétique. Il faut maintenir le statu quo et organiser la coopération nécessaire de superpuissance à superpuissance ou de bloc à bloc. Les gouvernements en place à Washington et à Moscou ont le même intérêt à conserver l'état de choses dans la zone de l'autre superpuissance — en Europe — pour n'être

pas troublès dans leur propre zone. Ce n'est pas une nouveauté: on s'est déjà rendu compte lors de la campagne pour l'élection présidentielle en France que le Kremlin ne souhaitait guère la victoire de l'union de la gauche. Et il a sulvi avec quelque appréhension les progrès du P.C. italien qui, s'ils se confirmalent, risqueraient de bouleverser toutes les règles du jeu.

Mais, aux Etats-Unis, M. Kissinger doit rendre des comptes à un public mal préparé à suivre sa diplomatie des « petits pas ». Il attache la plus grande importance à des accords de désarmement dont la complexité rebute une opinion très sensibilisée par les informations qui font état d'un renforcement constant de l'armée et de la marine soviétiques. Le secrétaire d'Etat a même été accusé d'avoir, par excès de confiance en soi ou par défaut de compétence, fait aux Soviétiques des concessions dangereuses. En cette période préélectorale, les critiques ne s'embarrassent pas trop des subtilités d'une stratégie fondée sur l'équilibre nucléaire.

l'équilibre nucléaire.

Soljenitsyne apporte sa caution puissante à ceux qui dénoncent les métaits de l'apaisement. Ressalsissez - vous bientôt il sera trop tard, répète-t-il. Avec Sakharov, il reproche à l'Occident de n'avoir pas su profiter de ses atouts pour obliger les dirigeants du Kremlin à céder. L'U.R.S.S. a besoin d'une aide technique et économique. En échange de matériei, de crédits, il faut exiger de son gouvernement qu'il respecte tous les droits de l'homme, dit le prix Nobel de la paix. Quand l'U.R.S.S. se sera enrichie au détriment de l'Ouest capitaliste, elle n'aura plus à offrir quoi que ce soit puisqu'elle n'aura plus rien à demander. L'académicien, qui, en 1968, croyalt encore à la convergence des deux systèmes, redoute maintenant que les contestataires soviétiques ne fassent les frais de la « détente ».

Ses craintes ne sont pas tout à fait

Ses craintes ne sont pas tout à fait irréelles. Dans son livre sur la vie quotidienne des Russes. M. Hedrick Smith, ancien correspondant du New York Times à Moscou (1), montre comment le gouvernement soviétique sait profiter de la multiplication des contacts avec l'étranger pour réduire la dissidence à l'intérieur. Les membres de l'intelligentsia ont de plus en pius l'occasion de voyager, mais, pour

 Les Russes : la vie de lous les jours en Union soviétique, Ed. Pierre Belfond. Paris, 1976. obtenir le visa de sortie ou pour être nommés dans une délégation, ils doivent faire preuve d'un loyalisme total. Dans l'espoir de faire le déplacement dont ils rèvent, ils taisent leurs désaccords s'ils en ont. Par un mélange de répression et de récompenses, les autorités étouffent le mouvement de contestation. Ainsi Sakharov est-il actuellement plus isolé dans son pays qu'il ne le fut dans le passé.

Le bilan n'est cependant pas complètement négatif. La répression est réelle, mais tempérée par la nécessité de ne pas faire trop de bruit. Le Kremlin se soucierait-il autant d'éviter les scandales s'il ne recherchait les crédits de l'Occident? Auralt-il accordé à une centaine de milliers de juifs l'autorisation d'émigrer s'il n'avait été engagé dans une sèrie de négociations avec Washington? L'intransigeance prônée par le sénateur Jackson aurait-elle permis d'obtenir davantage?

davantage?

Au début de 1975, le Kremlin a renoncé à l'application du traité de commerce soviéto-américain parce qu'il ne voulait pas se soumettre — pour l'emigration des juifs — au jugement du Congrès. Le gouvernement est sûr d'avoir l'appui de la majorité de la population quand il se fait le champion de la fierté nationale. Sa réaction était prévisible. Mais, trop souvent, ceux qui distribuent recommandations et mises en demeure sur la politique à suivre à l'égard de l'U.R.S.S. ignorent fout, ou à peu près fout, de la mentalité des habitants de ce pays.

A ses lecteurs qui vivent hors de France

Le Monde

Sélection

hebdomadaire

Ils y trouveront une sélection des informations, commentaires et critiques parus dans leur quotidien.

Numéro spécimen sur demande.

« Crise » économique « crise » des démocraties

NOUVELLE IDÉOLOGIE

A recette est fort ancienne : un gouvernement impuissant à résoudre les problèmes qui lui sont posés ne sauralt évidemment avouer son incapacité; il se doit d'en rendre responsables les individus. les groupes, les courants de pensée qui, critiquant ses conceptions et ses méthodes, l'empêchent — et empêcheraient tout autre gouvernement — de gouverner efficacement. Il se voit donc contraint de renforcer l'auto-

rité dont il dispose, a Au cours de la dernière décennie, nous sommes allés trop loin en défiant l'autorité, en la démantelant, en exposant tous ses abus — importants et mineurs, réels et imaginaires. Le résultat est qu'il est aujourd'hui devenu très difficle pour quiconque de gou-verner ce pays. » Ainsi s'exprime Samuel P. Huntington, professeur à Harvard, conseiller du gouvernement (1). Ce qui le préoccupe, ce ne sont pas les abus de pouvoir, même « réels » et « importants », mais la dénonciation qui en est faite.

Le pays dont parle S. Huntington, c'est évidemment les Etats-Unis. Mais, dans toutes les capitales européennes, des confidences analogues sont formulées par des ministres en exercice ou par des hommes proches du pouvoir. Tel est le cas à Londres, et surtout à Rome où sucun gouvernement ne paraît apte à gouverner vraiment, mais aussi à Bonn où un gouvernement qui, mieux que d'autres, parvient à maîtriser la crise économique et s'en autorise, au besoin, pour faire la leçon à ses partenaires de la C.E.E. mesure néanmoins à chaque élection le dèclin de la faveur publique. Tel est encore le cas, bien entendu, à Paris, où la majorité se sait menacée non seulement par les pro-grès de l'opposition, mais aussi par ses

contradictions internes.

Le même phênomène atteignant tous les pays d'Occident, il paraîtrait naturel que les hommes au pouvoir et leurs conseillers mettent une certaine obstination à en rechercher les causes véritables. Mais ils préfèrent se comporter peu ou prou comme le professeur Huntington qui voit d'abord dans cette crise politique généralisée le fâcheux aboutissement des intolérables « déjis » lancés à une autorité dont nul ne saurait pourtant contester la lucidité, la compé-tence et le courage politique. Les gouvernements ne sont ni responsables ni coupables de leurs propres échecs, dont la faute incombe principalement à des forces malé-fiques qui, par irresponsabilité ou par perversité, sapent les projets les plus généreux et les mieux conçus.

A travers toute l'acrimonie, ou parfois la hargne, mise à dénoncer ces sombres complots, perce parfois, malgré tout, une tentative d'explication politique : « Pour ètre èlu président, il jaut mettre sur pied une coalition. (...) Pour govverner le pays, vous avez besoin d'une coalition tout à fait différente, » Ces deux phrases ne visent pas le président Giscard d'Estaing dont les ré-

libéralisation de la législation sur l'avortement - n'ont pourtant pu voir le jour que grâce aux voix de l'opposition, alors que ses autres projets — réforme fiscale, réforme de l'entreprise — sont contestés d'abord dans sa propre majorité électorale. Non, la remarque est due, une fois de plus, au pro-fesseur Huntington, principal théoricien d'un néo-conservatisme, qui songe non seulement au président Ford, dont nul ne sait encore s'il dispose d'une majorité électorale, mais aussi à ses prédécesseurs à la Maison

L'une des principales causes du malaise réside pourtant là : conduite sans rigueur aucune, la compétition électorale porte les candidats à multiplier des promesses contradictoires que, de toute évidence, ils na pour-ront tenir. Pour conquérir le pouvoir, ils courtisent des groupes — citadins et ruraux, cadres supérieurs et petits salariés, jeunes et vieux, etc., — bien incapables de constituer l'assise d'une harmonieuse majorité de gouvernement. Ce démagogique racolage de suffrages souvent antagonistes fonctionnait tant blen que mai dans des sociétés relati-vement stables ou en lente évolution. Mais les sociétés qui ont connu de brutales mutations économiques, sociales, culturelles, et qui voient s'exaspèrer les contradictions d'intérêts, appellent des réformes profondes que des « majorités » aussi hétérogènes, dépourvues d'une définition de l'intérêt général, ont beaucoup de mal à faire adopter. Dans une société « en miettes », une stratégie électorale tous azimuts ne peut fournir qu'une « majorité » numériquement faible et fragile dans sa cohésion. Divisée sur les solutions à apporter aux problèmes les plus pressants, elle s'affirme plus volontiers contre l'opposition, accusée des plus noirs desseins, 'qu'il convient de tenir en échec par un autoritarisme de plus en plus affirmé.

Deux boucs-émissaires

P OUR expliquer leurs difficultés à mettre P en œuvre les grandes transformations annoncées en période électorale, mais peu prisées par certains groupes d'intérêts qui Richard Nixon en fut un exemple éclatant, - rejettent le blame sur deux boucs émissaires :

- Les opposants : il est en effet plus facile de maintenir ou de regrouper une majorité contre un adversaire auquel on attribue les pires intentions que pour un programme de transformation sociale qui, visant l'intérêt général, suppose nécessairement des sacrifices de la part des groupes privilégiés. Dès lors, l'action du gouvernement, tout comme la campagne électorale

cice de relations publiques : l'action psychocice de reincions publiques; i action payent-logique prime l'action proprement politique ou économique; on gouverne moins par-actes que par signes et par symboles. Les efforts sont dirigés moins vers les problèmes efforts sont diriges moins vers les problemes concrets que contre l'opposition et les solutions qu'elle préconise. Dans ce jeu publicitaire, les véritables questions sont ou paraissent reléguées au second plan. Des groupes extrêmement minoritaires, plus bruyants qu'efficaces, y trouvent une incitation à résourir à des méthodes ll'évales. tation à récourir à des méthodes illégales. Ils offrent ainsi à Pautorité l'occasion de prendre ainsi a l'autorité l'occasion de brandir le slogan luiu and order, puis de prendre des mesures soit illégales (et c'est le cambriolage du Watergate), soit formelle-ment légales mais qui violent la légitimité démocratique (et c'est une forme larvée de chasse aux sorcières » comme celle qui sévit en Allemagne fédérale) (2);

--- Les mstitutions : l'inefficacité des hommes au pouvoir, ne provenant ni de l'incohérence de la majorité qui les soutient, découle nécessairement de l'inadéquation des structures aux problèmes des sociétés modernes. Il convient donc de renforcer - en droit ou de fait - les pouvoirs de l'exécutif. et d'accroître les moyens dont il dispose, no-tamment pour assurer le maintien de l'or-dre : augmentation des effectifs policiers, perfectionnement de l'arsenal scientifique de répression, prolongation de la garde à vue. restriction, comme en Allemagne, des droits de la défense. Parallèlement, on accuse une « dégénérescence » non seulement des insti-tutions politiques, mais aussi d'institutions telles que l'Eglise (elle faillit à sa mission et intervient dans des domaines qui ne sont pas de son ressort), l'armée (elle perd le sens de la discipline), l'Université (elle se politise), la justice (elle se départit de sa sérenité), l'administration (elle se scierose. abuse de ses pouvoirs, se syndicalise, répond mal aux impulsions qui lui sont données), etc.

Si cette « dégénérescence » est patente. ses causes restent mystérieuses. Elle ne peut s'expliquer que par l'action subversive, et. en tout cas, les gouvernements successifs sont innocents d'une telle déterioration d'institutions qui constituent autant de piliers de la société. Ils n'ont jamais sollicté l'autorité spirituelle, jamais imposé à l'armée d'impossibles missions, sources de malaise et de rancœurs; ils ont toujours prévu en temps utile l'évolution de l'enseignement, toujours respecté l'indépendance et l'impartialité de la justice, toujours traité l'administration comme il convensit...

Et pourtant la texture sociale se relâche. Il devient de plus en plus difficile de réaliser un consensus et donc de gouverner efficacement. Les auteurs de The Crisis of Democracy laissent percer leur nostalgie de la belle époque de la guerre mondiale et de la « guerre froide », où il était relativement facile de créer un consensus par la mobilisa-

« Une Suisse au-dessus de tout soupçon », de Jean Ziegler

LA FORME LA PLUS ACHEVÉE DE SOCIÉTÉ CAPITALISTE

A violence peut être sans clameur, le pillage sons soldats et l'injustice couverte par l'honorabilité. Parce qu'elle est aujourd'hui passée maitre dans l'usage de ces nouvelles techniques de domination, la Suisse est en avance sur son temps. Elle est même. en un sens, le modèle prémonitoire de la future organisation rationalisée, aseptisée du capitalisme où le pouvoir se fonde sur l'usage de dissuasion plus que sur la force, où il se comoufle derrière des « fondes » (de pouvoir) qui séduisent, convainquent, extorquent sans conomières, ni « marines », ni chars dans les rues de villes victimes. Le pouvoir invisible des comptes sera le grand pouvoir des machines abstraites de demain. C'est dire l'importance de l'analyse clinique de Jean Ziegler (1): elle va bien au-dela de ce qu'il nous rappelle de la puissance de la Suisse et de son rôle dans la structure complexe et mouest en fait pour lui, et devrait être pour ses lecteurs, l'occasion d'une réflexion sur la nouvelle stratégie des pouvoirs financiers et la forme moderne de la réplique qui s'impose.

Quelques chiffres expriment ce pouvoir : six millions d'habitants, dix millions de comptes en banque, auatre mille banques dont cinq contrôlent un bilan supérieur au produit national brut du pays. A Lugano, ville de vingt-cinq mille habitants, il v a trols cents banques et 15 milliards de francs déposés!

Mais la Suisse, montre Jean Ziegler, n'est pas que cela. C'est aussi un pays dont le bilan commercial avec le tiers monde est excédentaire de 86 milliards de francs, un pays qui a deux fois plus d'avoirs à l'étranger (166 milliards) qu'il n'y a d'avoirs étrangers dans ses banques. Un pays tout entier tourné

Par JACQUES ATTALI

vers le recyclage rentable des fonds qui viennent s'y refaire une virginité par le biais de ses firmes ou des firmes aui ont des filiales. Un pays où l'imbrication entre le pouvoir d'Etat et le pouvoir du capital est partout, au point où l'on ne sait plus qui supporte l'autre, qui fonde l'autre, qui sert l'autre.

JEAN ZIEGLER décrit avec une minutie passionnante la fonction de ce pouvoir, la récupération et la circulation des élites politiques par les grandes instances financières. Le plus intéressant lieu de convergence me semble être le « département du commerce », fer de lance de l'administration économique Internationale suisse, dont les similitudes

Directeur de l'Institut de recherche et

de comportement avec un commerce d'Etat sont considérables, sinon que dans son rôle d'arganisation des échanges extérieurs, elle est dominée elques grandes firmes pesant dans par qu les moindres détails sur ses décisions. Le livre de J. Ziegler est à la fois brutai et nuancé. Il montre qu'il est impossible de considérer seulement la Suisse comme le « cerveux du monstre », simple relais dans une hiérarchie pyramidale du capitalisme mondial inscrit dans une logique d'ensemble où la révolution serait particulièrement significative et efficace. Elle est en fait beaucoup plus sous le couvert de la démocratie la plus traditionnelle, la plus bonhomme; elle est la forme la plus ochevée de société capitaliste, tel au'on peut prévoir que deviendront les pays europeens dans les vingt ans à venir Un pays sons beaucoup d'industrie laurde, où s'organise la technologie et

la conception de ce qui est produit ailleurs au profit de capitalistes suisses. Un lieu où viennent s'accumuler les competences et les institutions financières, où se développe une rente par la production et la manipulation de signes comptables, où la violence interne et externe a pris une forme symbolique. Une violence propre, clinique, Comme on commence à l'observer dans les formes modernes de politique ou d'écoute sociale.

Un tel lieu de concentration du savoir et de la technologie est un obstacle maleur à toute tentative d'indépendance efficace pour les pays n'ayant pas atteint ce niveau de développement, et la Suisse est devenue la forme moderne du développement inégal. Qu'il s'agisse des pays du tiers monde, mis en coupe réglée par des grandes firmes dont le déshonneur tache l'emblème de la Croix-Rouge. Ou des pays voisins de la Suisse dont le patrimoine se réfugie dans ses coffres. Quand, selon les estimations les moins incertaines (mais encore, à mon avis, très approximatives). 400 milliards de francs français se trouvent dans les bonques suisses, le problème n'est plus seulement d'empêcher la fuite des capitaux. Il est de les faire rentrer. Ces 400 milliards sont la production de quatre mois, le dixième du patrimoine national. On me pardonnera de ne pas entrer ici dans plus de détails : des mesures techniques et judicipires peuvent et seront prises. Les révéler serait les rendre obsolètes : le secret est une arme que les banquiers ne sont plus les

Enfin, il y a dans le livre de Ziegler un acte d'espérance un peu tou et qui peut être pour un sociologue l'aspect le plus passionnant de sa recherche.

Il parie, en fait, non pas de son pays, mais à son pays, avec un courage admirable et avec, au bout du compte, beaucoup d'amour pour ce qu'il pourrait devenir. Car, enfin, qui ose écrire : « Une Allemagne » ou « Une France ou-dessus de tout soupcen » ? On y verra sons doute au bout du compte que la violence n'y seroit pas que symbolique. On trouverait, derrière la même collusion des pouvoirs publics et privés, derrière le même pillage cynique et méthodique du tiers monde, derrière la même complexité des réseaux de pouvoirs et de secret, beaucoup plus de sang et autont d'urgence d'un changement radical.

(i) Une Suisse au-dessus de tout soup-on, de Jean Ziegler, édit, du Seuil, coil. Combate », Paris, 1976, 192 p., 25 F.

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ET **NOUVEAUX GOUVERNEME!**

CHILI
(8 mars 1976)

Président de la République : général
Pinochet; ministre de l'intérieur : général
Pinochet : vice-amitral Patricio Carvajal
Prado; défense nationale : général Herman Brady Roche; économie, développement et reconstruction : M. Sergio
de Castro Spikula; finances : M. Jorge
Cauas Lama; éducation : contre-amitral
Arturo Troncoso Daroch; justice :
M. Miguel Schweitzer Spetriy; travaux
publics : M. Hugo Leon Puelma; agriculture : général Tucapel Vallejos Revinato; terres : général Mario Mac-Eay
Jaraquemada; travall et prévoyance sociale : M. Sergio Fernandez Fernandez;
santé publique : général Fernando Matthel Aubel; mines : M. Enrique Valenzuela Blanquier; logement et urbanisme : (8 mars 1976)

Calendrier des fêtes nationales 16-31 MAI 17 NORVEGE Fête de la Constitution
25 ARGENTINE Fête nationale (anrévolut. de 1810) fête de l'Indépen-25 JORDANIE dance 27 AFGHANISTAN Fête de l'Indépen-1⊄-15 JUIN Fête nationale 1 TUNISIE 2 ITALIE Fête nationale
Anniversaire de la
proclamation de
la République
Fête nationale
Anniversaire de la
proclamation de
l'indépendance
Fête nationale

4 TONGA 12 PHILIPPINES

M. Carlos Grantto Harms; transports : général Raul Vargas Miquel. REPUBLIQUE POPULAIRE DU CONGO (18 décembre 1975)

REPUBLIQUE POPULAIRE DU CONGO

(18 décembre 1975)

Président de la République, président du Consell d'Etat : commandant Marien Ngoucht : premier ministre, chef du gouvernement : commandant Louis-Sylvain Gomu; ministre des affaires étrangères : M. Théophile Obenga : ministre délégué à la présidence du consell des ministres chargé du plan : M. Diop Mamadou; mines et énergie : M. Alphonse Boudo-Nesa; information et sports : M. Abel Wilson Ndessabeka; administration du territoire, chargé des postes et télécommunications : M. Louis Zatonga; commerce et industrie, chargé du tourisme : M. Saturnin Okabe : linances : M. Alphonse Poaty : santé et affaires sociales : M. Daniel Kouka-Mbemba; économie rurale : M. Marius Moumbenga; justice et travail : M. Pierre Ngaka; enseignément primaire et secondaire : M. François Okobo; travaux publics, transports, urbanisme, habitat et environnement : M. Jean-Jacques Onisa-Onisa; enseignément supérieur. chargé de la culture et des arts : M. Jean-Baptiste Tail-Loutap.

GRANDE-BRETAGNE GRANDE-BRETAGNE

(8 avril 1976)

Premier ministre: M. James Callaghan; lord président du consell. vice-premier ministre: M. Michael Foot; lord chanceller (justice et Chambre des lords); lord glamm-Jones; lutórieur: M. Roy Jankins; chanceller de l'Echlquier: M. Denis Bealey; secrétaire au Foreign Office. M. Anthony Crosland; secrétaire aux prix et à la consommation, trésorier-payeur général: Mme Shirley Willams; energie: M. Anthony Wedgnood Bann; industrie: M. Eric Variey; environnement. M. Pelar Shore; défense: M. Roy Mason; affaires écossaises: M. Bruce Millan; secrétaire pour le pays de Galles; M. John Morris; secrétaire pour l'Iriande du Nord: M. Merlyn Rees; agriculture et

pscheries : M. Frederick Peart ; empiol : M. Albert Booth ; commerce : M. Edmund Dell : & faires sociales : M. David Ennals Deut; attaires sociales; M. David Ennaus; chanceller du duché de Lancastre; M. Harold Lever; lord du sceau privé; lord Shepherd; éducation et sciences; M. Frederick Mulley; développement; M. Regitald Prentice; plan et administration locale; M. John Sükin.

KAMPUCHEA (14 avrll 1976)

Président du présidium : M. Khisu Sam-phan; premier vice-président : M. So Phim; deuxième vice-président : M. Nhim Ros premier ministre : M. Pol Pat; vice-premiers ministres : MM. Ieng Sary vice-premiers ministres: M.M. leng Sary (chargé des affaires étrangères). Von Vet ichargé de l'économie) et Son Sen (chargé de la défense nationale); information et propagande: M. Hu Nim; santé: M. Thiounn Thiosun; affaires soclases: Mms leng Thirith; travaux publics: M. Toch Phoeun; culture, education et enseignement: Mms Yrm MALAISTE (5 mars 1976)

MALAISE

(5 MATS 1376)

Premier ministre et ministre de la défense · M. Datuk Hussein bin Onn; vice-premier ministre et ministre de l'éducation : M. Mahathir bin Mohammed, mi la is tres sans porteleuille : M.M. Daluk Abdul Samad bin Idris, Datuk Athi Nohappan et Tan Sri Chong Hon Nyan, linances : M. Tengku Tan Sri Razuleich Hamzah; Intérieur : M. Tan Sri Razuleich Hamzah; Intérieur : M. Tan Sri Ratuleich Hamzah; Intérieur : M. Tan Sri Ratuleich Hamzah; Intérieur : M. Tan Sri Datuk Haji Abdul Kadur bin Yusod; commerce et industrie : M. Datuk Haji Hamzah bin Datuk Abu Samah : travail et main-d'œure : M. Datuk Les San Choon : industries primaires : M. Datuk Musa bin Hilam; entreprises zubliques : M. Datuk Haji Mohamed bin Yaacob; terres et développement régional : M. Datuk Raji Mohamed Asri bin Haji Muda; science, lechnologie et environnement : M. Tan

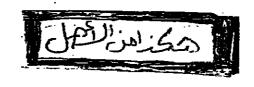
Srr Ong Kee Hui; santé: M. Tan Sri Lee Stok Yew; blen-être social: M. Puan Hojjak Aishah binti Haji Abdul Ghani; culture, leunesse et sports: M. Datuk Ali om Haji Ahmad: Information: M. Datuk Amar Haji Abdul Taib bin Mahmud; gouvernament local et terri-toire fedéral: M. Tuan Haji Hassan Adii bin Huji Arshad; logement et dévelop-pement des villagres: M. Bnoik Michael Chen Wing Sum; communications: M. Tan Sri V. Manickavasagam; travaux publics: M. Datuk Haji Abdul Ghani Güleg: affaires étrangères: M. Tangku Datuk Ahmad Rithasaddeen Al Haj bin Tekngu Ismail. Au 30 avril, le titulaire du portefeuille de l'agriculture n'avait toujours pas été désigné.

REPUBLIQUE MALGACHE

REPUBLIQUE MALGACHE

(II janvier 1976)

Premier ministre, ministre de la défense : colonel Joël Rakotomalala ;
iministre de l'intérieur : lieutemant-colonel Jaona Mampila ; ministre du travell
et de la fonction publique : M. Jean
Martus Randranto; postes et télécommunications . M. Andriantiana Rakotomo;
iministre conseiller à la présidence de la
République, chargé de l'information, de
l'ori-nication idéologique et des recherches : M. Lucien Xavier Michel Andrianarahis joka : économis et commerce :
M. Justin Rarivoson ; finances et plan :
M. Rasakaboana Rakotomo ; travaux pubiles . M. Célestin Radio ; éducation
nationale : M. Justin Rakotomiana ;
dévéloppement rural et réformes agraires :
M. Pierre Rajaonah ; recherche scientifique M. Rémi Tiandraca ; santé :
M. Jean-Jacques Seraphin ; transports,
ravitaillement et tourisme : M. Bariste
Vacaha . Oppulation et condition socisie : M. Georges Thomas Indrianjaly ;
jeunesse : M. Richard Christian Remi ;
jeunesse : M. Richard Christian Remi ;
jeunesse : M. Richard Christian Remi ;
jeunesse : M. Portos Ampy : affaires étransères : M. Jean Bemananjara ; arts et
culture révolutionnaires : M. Gaston
Laha.



tion de toutes les énergies contre le fascisme, puis contre le communisme. Alors les « moyens traditionnels de contrôle social » fonctionnaient au maximum de leur efficacité. En l'absence d'une nouvelle croisade, le tissu même de la société se détend ; chaque groupe social perd de vue l'intérêt général, dont on oublie de dire qu'il fut trop longtemps identifie à l'intérêt d'une couche dominante ; l'esprit critique se développe et gagne les rouages dont on attendait une passive obèissance.

D'un pays à l'autre, ce tableau général appelle des retouches particulières. Par exemple, un gouvernement français n'a pas a redouter, comme le gouvernement américain, une télévision indépendante, sans laquelle le dénouement du Watergate, crime de lese-autorité, n'était pas concevable. En revanche, il doit affronter une coalition des partis de gauche et les progrès du parti socialiste, phénomènes qu'interdisait la croisade de la « guerre froide » et que la « dé-tente » a au contraire rendus naturels et possibles. C'est donc pour des causes disse-rentes que les « moyens traditionnels de contrôle social » ont perdu, d'un pays à l'autre, une bonne part de leur efficacité. Mais, partout, l'autorité a plus de mai à s'exercer. Pourquoi ne pas la renforcer? Tel est l'ultime service que les hommes au pouvoir peuvent rendre à la démocratie, faute de quoi celle-ci ne tarderait pas à disparaître dans le chaos et l'anarchie frayant la voie à une solution totalitaire.

Prétexte démocratique enjeu économique

MAIS la démocratie ne serait-elle pas ici un prétexte? Sans être indiffé-rents aux libertés individuelles, à la justice, à l'égalité des citoyens, les hommes au pouvoir les subordonnent toutefois à un objectif qui leur parait déterminant : la prospérité economique. La démocratie a bien fonctionne en période d'expansion et sernit menacée par des revendications excessives aggravant la recession ou la crise. Toute la « guerre froide » a été marquée par une prospérité dont on a voulu faire le principal argument de la supériorité de l'Ouest sur les pays de l'Est. Les régimes socialistes sont allégrement tombés dans le même travers lorsque, avec Khrouchtchev, ils ont annonce, sans aucune chance de tenir leur stupide pari, qu'ils auraient tot fait de rattraper le niveau économique de l'Occident.

De fait, par une étrange connivence, dans les deux camps le développement économique est devenu prioritaire. L'Ouest a connu un essor extraordinaire, mais au détriment de principes démocratiques violés par l'inégale repartition des fruits de la croissance, par la

tolérance ou le renforcement de grands privilèges, par le pillage du tiers-monde. A l'Est, le système socialiste, tout en oubliant d'immenses pans de son idéologie, n'a réalisé que de bien plus modestes performances. Ce décalage a pourtant été interprété comme une preuve décisive de la supériorité de la a démocratie » sur le « socialisme », alors nême que cette « démocratie » était subordonnée à un capitalisme privé dont les grandes firmes sont plus puissantes que jamais, et que ce « socialisme » n'était jamais qu'un capitalisme d'Etat demeurant totalitaire après la répudiation du stalinisme.

La rhétorique en honneur en Occident ne s'est guere encombrée de telles subtilités. Elle a cherchė — et sans doute réussi — à attribuer à une démocratie qui pourtant s'anémiait les réussites matérielles d'un capitalisme en pleine expansion qui affermissait sans cesse son emprise sur le pouvoir politique au point de faire régresser la démocratie dont on vantait les mérites. Rien de plus dangereux que cette confusion entre démo-cratle et capitalisme : une sérieuse crise du cond risque d'annoncer l'agonie de la pre-

Interrogé sur la crise des régimes démocratiques, un économiste américain met le doigt sur la plaie : a Bien que notre système économique ait produit d'extraordinaires ré-sultats (...), les taudis (dans les quartiers noirs) sont pires aujourd'hui qu'il y a vingt ans. (...) Nous avions pensé que la prospérité dissoudrait la plupart de nos maux sociaux et politiques. (...) L'ensemble de l'Occident et le Japon se sont assuré d'extraordinaires augmentations de production (...), mais cette augmentation de la prospérité malérielle n'a pas apporté de satisfaction sociale » (3). Or, s'il en est ainsi, c'est précisément parce que l'expansion économique n'a pas été accompagnée d'une équivalente expansion démocratique, seule capable d'orienter la prospérité nouvelle vers la satisfaction des besoins

sociaux, l'élimination des taudis noirs, etc. Parce que les deux systèmes ont cohabité depuis deux siècles, la confusion entre démocratie et capitalisme reste enracinée dans les esprits. Ce n'est pourtant pas la démocratie, mais le capitalisme, qui a besoin d'explotter les Noirs et les « Chicanos » aux Etats-Unis, ou la main-d'œuvre immigrée en Europe. Ce n'est pourtant pas la démocratie, mais le capitalisme qui trouvait intérêt dans les guerres coloniales ou dans l'instauration de dictatures dans les pays dont il exploite avec profit les ressources naturelles.

Si la démocratie est identifiée à l'expansion économique, si cette expansion devient le signe privilégié de la vitalité d'une démocratie, alors il est légitime, dans l'intérêt même de la démocratie, de renforcer le caractère autoritaire du pouvoir pour mieux lui permettre de surmonter les difficultés economiques. Une opinion publique persuadée que la « société de consommation » constitue l'enviable aboutissement de la démocratie

acceptera, pour conserver ce douteux privilège, quelques entraves à ses libertés démo-

cratiques. Le problème majeur des sociétés occidentales, tel qu'il apparait dans l'importance que lui accordent les discours officiels, est donc de résoudre leurs difficultés économiques, ce qui vaut bien une sourdine aux droits des citoyens. Dans une phase difficile, le gouvernement n'a aucune chance de ramener la prospérité si des individus et des groupes s'achament à faire valoir leur droit de critique, qui sape l'autorité pourtant gardienne d'une richesse materielle sans laquelle les libertés perdent leur sens concret. En poussant le raisonnement jusqu'à l'ab-surde, on arrive à justifier la dictature au nom de son efficacité économique supposée, efficacité économique indispensable à la démocratie. C'est ce que fait Samuel P.

a Prenez l'exemple du Brésil, qui a. dans les sept ou huit dernières années, connu un développement très spectaculaire. Il aurait eu de grandes difficultés à accomplir cela avec un régime démocratique » (4).

Le professeur de Harvard ne porte ainsi aucun jugement de valeur sur la dictature militaire et sur ses moyens, ferme les yeux sur la misère des trois quarts de la population brésilienne, oublie les difficultés économiques que le Brésil connaît du fait de la crise mondiale. Il ne dit rien non plus de la notoire inefficacité économique de la dictature au Chili. Son jugement est rejoint par celui d'un Européen, qui constate avec satisfaction que les pays « qui ont adopté le système de la libre entreprise ont été capables d'élever de manière significative le niveau de vie de leurs populations; cela vaut pour la Corée du Sud, pour Taiwan, pour le Brest. > (5). La libre entreprise serait la garante de la démocratie politique...

Le néo-conservatisme

F ORT heureusement, l'Europe occidentale et les Etats-Unis ne sont pas dans la situation de détresse économique que connaissent ces infortunés pays. Il n'est donc pas question de leur appliquer une dictature aussi féroce. Mais, la démocratie étant un luxe de pays riches, la Corée, Taiwan et le il pourront y accèder le jour où la dictature leur aura permis d'atteindre un niveau economique suffisant. La dictature militaire joue dans cette optique le rôle assigné à la dictature du prolétariat dans les systèmes communistes, en attendant le dépérissement

Le soutien donné par l'Occident aux régimes dictatoriaux qui s'accommodent de la « libre » entreprise confirme que les objectifs poursuivis par le capitalisme transcendent les objectifs démocratiques, qui, de toute façon, ne peuvent être réalisés que dans un climat de prospérité. Une question se pose toutefois : les mêmes gouvernements peuvent-ils appliquer ce raisonnement à certains pays a exotiques » et, simultanément, inverser leur hiérarchie des valeurs lorsqu'il s'agit de leurs propres pays ? Il serait reconfortant de le penser dans la mesure où les populations des pays hautement industrialisés ne sont quand même pas comparables à celles sur lesquelles règnent le général Gelsel ou le président Park Chung Hee...

Il existe entre elles et entre les conditions objectives de leurs pays respectifs une diffé-rence au moins de degré. Sans donc promettre aux pays industrialisés, en vue d'assurer la prospérité, un régime de fer et de sang, il convient tout de même d'inciter leurs peuples à pius de modération dans l'usage de leurs libertés, à plus de respect pour une autorité qui, au besoin, sera renforcée.

« Je pense parjois que l'Amérique s'en trouverait mieux si elle pouvait fermer pour un an ou deux le New York Times et le Washington Post. »

Ce n'est pas un extrémiste de droite, un « fasciste » plus ou moins inconscient, qui conclut ainsi sa réflexion sur le devenir des démocraties. C'est un politologue respecté, auteur de nombreux ouvrages faisant autorité, ancien professeur à Oxford, président de l'University College à Buckingham, Max

Beloff (6).
Telle est, à peine formulée, la nouvelle idéologie d'une classe sociale au pouvoir, et qui entend bien y rester. Pour sauvegarder ses privilèges économiques, elle n'envisagerait pas sans un serrement de cœur une brutale rupture de la tradition démocratique. Mais, après tout, dans des situations désespérées Allemagne nazie, France de Vichy, - elle a quand même choisi contre la démocratie et, par la suite, elle n'a pas eu à le regretter trop amèrement... Bien évidemment, nous n'en sommes pas là. Mais déjà on rêve à haute voix d'une démocratie plus musclée, assurant l'ordre par des a moyens de contrôle social » assez sophistiqués pour que nul n'alt « besoin » de recourir à des procédés plus barbares.

(1) Dans U.S. News and World Report (8 mars 1976), qui consacre seize pages à huit interviews regroupées sous le titre général e la Démocratie est-elle an train de mourir ? » (1s Democracy Dying ?). Voir dans le Monde diplomatique de mars (p. 14) le compte rendu du livre The Crisis of Democracy, qui exprime des préoccupations analogues et dont le professeur Huntington est d'ailleurs l'un des co-auteurs.

resseur Huntington est d'ailleurs l'un des coauteurs.

(2) Cf. les articles du professeur Gruenwald
dans le Monds diplomatique de décembre 1975,
et de Daniel Vernet dans le numéro d'arril 1976,
(3) Robert L. Beilbroner, président du département économique de la New School for Social
Ressarch, à New-York, dans U.S. News and
World Report, op. clt.
(4) Dans l'interview citée plus haut.
(5) Friedrich A. Hayek, économiste, « visiting
professor » aux universités de Salzbourg, Chicago, Londres, dans U.S. News and World
Report, op. cit.
(6) Is Democracy Dying?, op. cit.

«Croyez-vous que la Grande-Bretagne soit un pays libre?» Par CHRISTIAN MARTIN

La Grande-Bretaane est connue pour être un des naus le du monde. L'Habeas Corpus, l'indépendance de la télévision et la « civilité » de policiers non armés font partie des éléments qui bâtissent cette réputation. L'octroi de la plupart des libertes britanniques fut lié à l'action d'un groupe social précis, l'aristocratie des dix-sentième et dix-huitième siècles. Ces anciennes libertés aristocratiques ont-elles été préservées lorsqu'elles ont été mises à la disposition des citoyens ordinaires? Par ailleurs, les libertés britanniques ne sont définies dans aucune Constitution : il n'eriste ou'un dédale de droits communs et coutumiers. Fait significatif : Sir Leslie Scarman, président du tribunal du banc de la reine, a récemment lance un appel en faveur d'une « charte des droits ».

On observe, dans la période de crise actuelle, la même évolution dans tous les pays libéraux : apparition de législations répressives nouvelles, développement des appareils policiers, multiplications des abus (1). Qu'en est-il en Grande-Bretagne, un des pays les plus traditionnellement libéraux mais aussi les plus touches par la crise? L'affaire irlandaise et la situation economique (près de 24 % d'inflation en 1975 et 5 % de la population active au chomage) menacent-elles les libertes? La presse conservatrice a pris l'habitude de lancer des appels en Javeur d'un gouvernement autoritaire qui saurait se faire obéir des travailleurs et des Irlandais en colère. Ces incitations ne font que renforcer les craintes de la gauche quant aux menaces qui pesent, selon elle, sur les libertes. La télévision nationale avait accordé, à la fin de l'année dernière, une « tribune ouverte » au Conseil national pour la défense des libertes civiles. Cette organisation choisit d'ouvrir l'emission en posant aux télespectateurs une question : « Croyezvous que la Grande-Bretagne soit un pays libre? »

E 21 novembre 1974, deux attentats à la bombe font vingt morts dans des bars de Birmingham. La plupart des journaux réclament l'Interdiction de l'IRA et la pendaison des coupables. Une semaine plus tard, M. Roy Jenkins. ministre de l'intérieur, propose au Parlement un projet de loi sur la prévention du terrorisme. Le débat à la Chambre des communes et à celle des lords ne dure qu'une seule nuit. La loi provisoire sur la prévention du terrorisme (- Prevention of Tetrorism (temporary provisions- Act -) entre en vigueur le 29 novembre. En la présentant. M. Jenkins décrit les pouvoirs qu'elle lus donne comme étant - draconiens et sans precédont en temps de paix ». Certains commentateurs laissent alors entendre que le ministre essale d'abuser les parentaires et l'opinion publique et que les nouvelles mesures de lutte contre le lerrorismo ne sont draconiennes qu'en apparence. Les quinze premiers mois d'application de la loi semblent prouver

4

La loi sur la prévention du terror-sme se divise en trois parties. La première autorise le ministre de l'intérieur à interdire toute organisation impliquée ou encourageant les actes de terrorisme en Grande-Bretagne, en rapport avec les affaires d'Irlande du Nord. L'IRA, nommément désignée, est désormais une organisation proscrite, la seule jusqu'à ntenant. Il est interdit de lui appartenir mais aussi de la soutenir d'une quelconque manière, par exemple en collectant des fonds ou en organisant des réunions en sa laveur

L'appartenance à l'IRA étant extrêmement difficile à prouver, le pouvoir n'a tion sur ce point précis. En revanche, la police a eu largement recours aux dispositions concernant le soutien à une prognisation interdite. La loi ne fait pas de distinction entre l'IRA provisoire et l'IRA officielle, pas plus qu'entre les ailes politiques et militaires des deux organi sations. La police harcèle parlois des vendeurs de journaux républicains politiques Certains militants décident d'autocensurer une propagande pourtant parlaitement lègale. De nombreux Irlandais craignent, entin, que le simple fait de reclamer l'unification de l'Irlande ou le retrait des troupes britanniques soit consi-

Dans sa deuxième partie, la foi permet d'expulser de Grande-Bretagne tout suspect, a l'exception des personnes qui v sont nees ou qui y ont reside pendan plus de vingi ans. La police peut demander au ministre de l'intérieur l'autorisa tion d'expulser un suspect si elle n'a pas les preuves nécessaires à son arresta tion. Le ministre et lui seul - le pouvoir judiciaire n's aucun droit de regard. décide du bien-fonde de cette mesure. Un suspect trappé de mesure d'expulsion peut faire appel dans un délai ne dépassant pas qualre jours. A la fin du mois embre 1975, spixante-six personnes avaient été invitées à quitter le territoire, dont seize avaient fait appel auprès d'une

sident est lord Alpert, un ancien ministre conservateur. Ni le suspect ni son avocat n'ont le droit de connaître les motifs de la mesure d'expulsion : ils doivent démentir des accusations dont ils n'ont pas connaissance. Des seize personnes ayant fait appel, cing seulement ont entrepris cette démarche avec succès Une cinquantaine de suspects ont été effectivement expulsés vers l'Irlande du Nord sans qu'on y soit certain œu'il s'agisse vralment de terroristes. L'Ulster a été ainsi coupée du reste du Royaume-Uni - ce qui a d'ailleurs alarmé la communauté protestante irlandalse -- et est devenue une espèce de terre d'exil pour

La troisième et demière partie de la loi permet à la police de détenir un suspect pendant quarante-huit heures alin de l'interroger. Après autorisation du ministre ces quarante-huit heures peuvent être prolongées d'un nouveau délai de jours. Près d'un millier de personnes ont été ainsi détenues dans des postes de police ou aux frontières. Cinq pour cent d'entre elles se virent inculpée finaniement, pour des délits n'ayant, le plus souvent, aucun rapport avec le terrorisme. Une seule personne a été accusée et condamnée pour appartenance

La police utilise, en fait, ses nouveaux pouvoirs pour rassembler des informations sur la communauté irlandalse et ses organisations. La plupert des víctimes de

mandats, effectuent à l'aube à leurs domicites, saislissant carnets d'adresses, dossiers et correspondance privée. Elles racontent aussi les longues séances d'interrogatoires et, el aucune ne se plaint de brutalités policières, les procédés de coercition psychique (privation de commell, de nourriture, de se changer de větements; impossibilité d'avertir parents ou amis) semblent couramment utilisés. La police et le pouvemement tiennent

à conserver les pouvoirs extraordinaires

que leur confère cette lai. Les députés

que les terroristes prennent parfois pour cibles, soutiennent massivement le couvernement. Ainsi la loi a-t-elle été prorogée pour la seconde fols, le 25 mars mier. La quasi-fotalité des journaux avaient feit campagne pour le maintien des pouvoirs exceptionnels et, si l'on en croit les sondages, dans sa forte majorité l'opinion publique, exaspérée per les attentats, n'aurait pas admis son abrocation. En 1975, les actes de terrorisme ont fait six morts et près de deux cents blessés en Grande-Bretagne. Les villes anglaises ne vivent certes pas dans un état de terreur permanente mais les fréquents attentats sont là pour rappeler que l'homme de la rue peut être la victime d'une action aveuglo dans un bar, un restaurant, un magasin ou le métro. Les Britanniques réputés tolérants semmer cette réputation lorsqu'il s'agit de l'IRA ou même de la communauté irlan-

la loi évoquent les opérations de fouilles

Une tradition de libéralisme

[] N tel contexte de réactions émotionnelles rend difficile la tâche du Conseil national pour la défense des libertés civiles. Pourtant, quitte à être accusée de sympathiser avec les terroristes, cette organisation poursuit se campagne contre la loi de 1974 qui « accrolt. salon elle, la risqua de punir les innocents et de perpétuer le cycle de la violence . Pour le Consell toujours, la definition que la loi fait du terrorisme utilisation de la violence à des fins coliues - - est si large qu'elle permettrait aux autorités d'utiliser des pouvoirs onnels dans des situations qui no le requièrent pas.

Le N.C.C.L. reconnaît pourtant que, jus qu'à maintenant, l'application de la loi de novembre 1974 n'a pas eu des consèquences aussi redoutables que l'on pouvait le craindre lors de son entrée en vigueur. L'année 1975 a pu apporter la preuve que la société britannique reste libérale. Le 11 décembre, la Chambre des communes a repoussé une nouvelle fois

par une majorité de cent vingt-neut voix. le retablissement de la peine de mort pour les terroristes. Un an auparavant, cent cinquante-deux députés avaient voté contre, ce qui indique que des personnalités réputées libérales et autrefois adversaires de la peine capitale ont, entretemps, changé d'avis. La plupart des adversaires de la pendalson continuent de sléger du côté travailliste. Mme Thatcher, le nouveau leader tory, s'est prononcée, quant à elle, pour un ret aux exécutions. En revanche, l'ancien dirisant conservateur, M. Heath, pourtant visè personnellement, et à deux reprises,

(1) CL l'article de Gérard Soullé dans Monde diplomatique de décembre 1975.
(2) On ne traitera ici que des répercus-sions de l'affaire irlandaiss sur les libertés en Grande-Bretagne même. Les normes britanniques en matière de libertés n'ayant jamais été appliques en Irlande du Nord.

(3) « Conspirer ». suz termes de la loi anglaise. signifie : « se mettre d'accord pour faire quelque chose ».

plus, contre la pendalson. Autre preuve du libéralisme de la société britannique : l'acquittement, par un tribunal d'Old Bailey, après un procès qui a duré près de deux mois fin 1975, des quatorze pacifistes membres d'un groupe qui menait campagne pour le retrait des troupes britanniques d'Irlande du Nord. L'accusation leur reprochait d'avoir pris part à une conspiration (conspiracy) (3) Incitant des soldats à déserter et, plus précisément, d'avoir été en possession d'un trac intitulé : . Quelques Informations à l'usage des soldats dats comment abandonner le service armé La peine maximale encourue pour la possession de tels tracts est de deux ans de prison ou 200 livres d'amende, mais l'accusation de - conspiration - est pas-sible de peines illimitées. Deux des pacifistes ont été condamnés à des amendes après avoir reconnu qu'ils avaient - aidé des déserteurs » en leur fournissant un refuge, de l'argent et de faux papiers. Il jury pour rejeter l'accusation de conspiration. La défense a fait valoir que les tracis distribués se contentaient d'énumèrer les droits des soldats et d'indiquer la procédure à suivre par ceux qui désirent quitter l'armée.

(Lire la suite page 6.)

Un groupe de pression classique

Le Conseil national pour la défense des libertés civiles (N.C.C.L.) fut créé en 1934 par un groupe de juristes, de journalistes et d'hommes politiques libéraux ou radicaux décidés à défendre les libertés contre le gouvernement conservateur partieulièrement répressif de l'époque. Le N.C.C.L. constitue un groupe de pression dans la plus classique tra-dition britannique. L'efficacité de

son action repose notamment sur le sont le n qu'il trouve auprès des hommes de loi, des journalistes et des députés. Son secrétaire général, Mme Patricia Hewitt depuis 1974, joue un rôle crucial; c'est elle qui décide des questions prioritaires à

court et à long terme. Le personnel permanent (une vingtaine de personnes) est respon-sable devant un comité exécutif élu chaque unnée par les quelque cinq mille membres de l'organisation. Les ources financières proviennent des cotisations des membres et des organisations affiliées, et surtout des dons du public et des organisations

(Suite de la page 5.)

D'autres cas similaires restent pourtant en instance. Une commission de juristes a été chargée de réexaminer les lois sur la trahison, la sédition et l'incitation à la mutinerie et à la désertion maintenues entre-temps on viguour. La loi sur l'incltation à déserter, qui date de 1934, a été ressuscitée en 1972 lorsque Michael Tobin a été condamné à deux ans d'emprisonnement pour avoir été en possession sans les avoir distribués — de tracts essavant de persuader les soldats à déserter. En 1974, Pet Arrowsmith était, à son tour, condamnée à dix-huit mois de prison pour avoir, elle, effectivement, disribué des tracts à des soldats. La cour d'annel a finalement décidé sa mise en liberté afin d'éviter que ne se développe

Pour la Consell national de défense des libertés civiles, la loi de 1934 représente une entrave directe à la liberté d'expression. Définie en termes vagues, elle peut être utilisée pour essayer de museler toule propagande à l'égard des forces militaires et du rôle qu'on leur fait jouer. Le simple fait de détenir des matériaux de propagande de cette nature est considéré comme un délit si l'accusation parvient à prouver — ce qui n'est pas difficile — l'intention de les utiliser à des fins subversives.

La présence de l'armée britannique en Irlande du Nord à coïncidé avec un accrolssement du nombre des soldats qui

un déclin des chiffres de recrutement. Lorsova le service militaire obligatoire est aboli, en 1958, le gouvernement britannique décide, afin de pouvoir disposer du temps nécessaire à la formation de hauts techniciens, d'imposer aux recrues des contrats à long terme. De très jeunes garçons, engagés alors qu'ils viennent de quitter l'école, se trouvent ainsi pris dans une espèce de plège. Le gouvernement accepte finalement, en 1970, de permettre aux recrues de quitter l'armée à l'âge de vingt et un ans en les dispensant, dans certains cas. de rembourses les frais de leur tormation. La décision continue pourtant d'appartenir à la hiérarchie militaire qui persiste, par ailleure, dans son refus de reconnaître aux soldats C'est sans doute à l'occasion de la

s'absentent sans permission et aussi avec

crise Irlandaise qu'ont eu îleu les plus séneuses tentatives de censure politique en Grande-Bretagne. En 1971, la B.B.C. institue une sorte de « code maison » qui ravient à Interdire l'IRA d'écran en dehors des journaux télévisés. Le N.C.C.L. estime alors que la B.B.C. tend ainsi à confondre l'intéret national avec celui du gouvernement et que « la télévision britannique risque fort de ressembler à la télévision française qui est sous contrôle gouvernemental ». Les protestations des journalistes aboutissent finalement à l'abandon de cette pratique. Pourtant, aujourd'hui encore, l'Irlande reste un sujet périlleux, dont tout journaliste de la B.B.C. se méfie.

Les effets de la crise irlandaise

A gauche et l'extrême gauche redoutent que les effaires irlandaises n'alent déjà corrompu les institutions, l'armée et les forces de sécurité, mais aussi, dans une certaine mesure, la presse et le Parlement. Dans un livre sur les libertés en Grande-Bretagne (4), Barry Cox se demande dans quelle mesure le pouvoir n'a pas intégré dans son idéologie les théories de contre-guérilla élaborées par certains militaires , tel le général Kitson, et qui reviennent à attribuer à l'autorité militaire d'Importantes fonctions de supervision dans la vie civile. Un député travalliliste a précisé ces craintes dans une interview accordée au magazine Tim out. D'abord partisan de la loi de 1974, M. Robin Corbett lui est maintenant hostile, et il explique qu'il a, en fait, été la victime d'une manœuvre que cette loi n'était que provisoire. « Or, elle est délibérément concue pour être permanente. Et ca n'est pas tout. L'Irlande du Nord constitue un terrain d'entraîne ment pour l'armée, dans le cadre de ses opérations contre une population insurgée. Tout cela falt partie de plans de confrontation evec les travailleurs organisés. -

Depuis le début des attentats en Grande-Bretagne, on assiste au développement des apparells policiers. L'Irish Squad a double d'effectifs. La Bomb Squar, creée de toutes pieces avec des officiers de la Special Branch, a acquis à la fois des techniques policières tradi tionnelles et une grande sensibilité polltique. Par ailleurs, en cas d'incident maleur, mais aussi de catastrophe ou de grève incontrôlables par la police, le ministère de la défense peut désormais invoquer la procedure d'aide militaire au pouvoir civil. Après avis tavorable du conseil des ministres ou d'une commission de hauts fonctionnaires, une unité spéciale de l'armée de l'air quitterait alors sa base d'Hereford afin d'aider la police Catte procédure n'a jamais été utilisée, mais l'accrolssement des activités de la Bomb Squad et de la Special

Branch, ainsi que la prorogation de la loi sur la prévention du terrorisme signifient qu'en cas d'agitation sociale majeure tout ministre de l'intérieur, travaililiste ou conservateur, disposerait d'un instrument répressif fin prêt et d'une organisation de police politique perfectionnée pour l'utiliser.

Les autorités britanniques ont d'ores et déjà montré, depuis le début des années 60, qu'elles savent inventer de nouveaux délits, ressusciter d'anclennes lois et utiliser les lois eur la conspiratioл pour répondre à l'usage - devenu, à leurs yeux, trop fréquent - du droit de manifester. Le processus pariementaire bipartisan a perdu beaucoup de son sens pour une minorité active, et, s'il n'y a eu, depuis le début du siècle, aucun exemple de véritable violence insurrectionnelle, certaines formes d'expression de la contestation, utilisées de ce côlé-ci de la Manche, sont devenues courantes an Grande-Bretagne : slt-in, sqat, occupations de locaux ou d'usines.

Un groupe d'habitants d'une banlieue de Londres décident, en mars 1974, de mener une campagne contre l'agence immobilière Prebbles, à laquelle ils reprochent ses opérations de spéculation ainsi que des évictions de locataires. Un piquet est formé devant l'agence qui, au bout de quelques mois, fait appel à la police. Sept manifestants sont arrêtés. L'un d'eux passe un mois en prison. En mai 1975, la cour d'appet confirme l'Illégalité du piquet, estimant que le préjudice que cette affaire porte à l'agence est plus grave que celui qu'elle fait subir à la liberté d'expression. Aujourd'hui encore. Prebbles continue de poursulvre les madommages, ingérence et conspiration ». L'accusation fait valoir qu'aucune toi n'autorise les rassemblements sur la vole publique, même si ces rassemble sont non violents, et même s'ils n'obstruent pas la circulation, La défense remarque, en revanche, que, dans une inaliénable d'organiser un piquet pour exprimer son mécontentement et attirer l'attention du public.

En 1973, des ouvriers du bâtiment en grève manifestent contre l'emploi de personnel extérieur à leur entreprise. Ils essalent, par des arguments pacifiques, de dissuader ces travailleurs de prendre leur poste sur le chantier de construction. Les autorités décident de donner une leçon à ces militants : six des grévistes sont accusés de « conspiration visant à intimider ». Le jury de Shrewsbury condamne trois des accusés à des paines de prison allant jusqu'à trois ans. La cour d'appel confirme cette sentence un

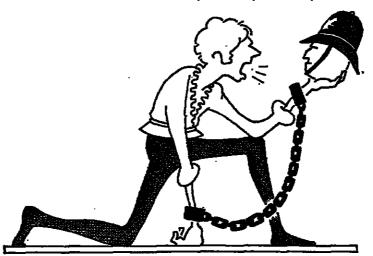
an plus tard.

La foi sur les piquets de grève est extrêmement confuse. Sur un plan strictement lègel, le droit de piquet est pratiquement limité à une action symbolique. Lorsque des grévistes utilisent le piquet pour exercer des pressions sur d'autres travailleurs, ils ne se fondent pas sur la loi mais sur un éventuel soutien du

Accusés de « rassemblement litégal » et de « conspiration », les étudiants sont condamnés pour ces deux délits. Alors qu'une seule et unique personne accusée d'occupation l'itégale n'est passible que d'une contravention, deux personnes accusées du même délit encourant une peine d'emprisonnement. Un des personnages de « Monty Python », feuillaton populaire de la B.B.C., a dénoncé catte situation absurde : « Vous êtes accusé de conspirer quelque chose qui n'est pas normalement considéré comme un délit, »

La majorité des 'Britanniques considèrent que l'existence de cops de police

La majorité des 'Britanniques considèrent que l'existence de corps de police locaux et autonomes les protège contre une force centralisée et contrôlée par le gouvernement. En pratique, les commissaires de police disposent d'une liberté quasi totale pour s'occuper des affaires qui sont de leur ressort, et l'acceptation de cet élitisme professionnel a limité la responsabilité de la police à l'égard de la justice. Quelque dix mille plaintes sont pourtant déposées chaque année contre



PLANTU

public. En 1972, les mineurs qui avalent, eux aussi, organisé des piquets de grève jouissalent de ce soutien et le tribunal les acquitta. Un an plus tard, les ouvriers du bâtiment étalent isolés et lie furent condamnés.

La commission des lois a récemment proposé la définition de deux nouveaux délits passibles d'emprisonnement : pénétrer de force dans une propriété privée : s'y installer et refuser d'obtempérer aux ordres d'évacuation du propriétaire. Des travailleurs occupant leur usine, des étudiants leur faculté, pourraient tomber sous le coup d'une telle loi dont un des objectifs est la lutte contre le squatting. Cette technique, qui consiste à s'installer dans une maison inoccupée, est née à la fin de la seconde guerre mondiale et a été reprise en 1969 pour dramatiser le problème du logement. On compte aujourd'hui quelque cinquante mille squatters dans l'ensemble de la Grande-Bretagne. dont trente mille à Londres, Jusqu'à maintenant, la loi considère que les squatters sont coupables d'une violation de propriété, ce qui n'est pas passible d'emprisonnement. Certains squatters obtlennent même des municipalités leur relogement après s'être longuement battus contre des ordres d'expulsion.

D'ores et déjà, les charges de conspiration sont de plus en plus utilisées dans les affaires d'occupation. En effet, si l'occupation illégale d'un local n'est passible que de contravention, la « conspiration visant à occuper » est passible d'emprisonnement. Un groupe d'étudiants du Sierra-Leone accupent, en 1972, le haut commissariat de leur pays, à Londres.

la polica, dont une très falble minorité (deux cent trente-cinq en 1969) aboutit à des poursuites. Jusqu'à maintenant, seule la police a le pouvoir d'enquêter et de juger les plaintes qui sont déposées contre elle. L'impartiallé de cette procédure ayant été mise en doute, M. Jenkins, ministre de l'intérieur, a annoncé, en 1974, qu'il se proposait de créer une commission officielle pour superviser les enquêtes. En 1976, cet élément indépendant n'existe toujours pas.

Les policiers britanniques (ont rarement preuve de la même brutalité que leurs confrères de certains autres pays. Pour-

tant, à deux occasions et sous le gouvernement travailliste de M. Wilson. l'attitude de la police britannique e été mise en cause. En juin 1974, elle disperse violemment une manifestation d'extrême gauche organisée pour protester contre une marche du Front national d'extrême droite, à Londres. Cette intervention provoque la mort d'un manifesinterrompt, de manière tout aussi brutale, un Festival de musique pop à Windsor, deux cents personnes sont arrêtées en une seule journée. De nombreux spectateurs sont matraqués. On ne comprend pas la raison de cette intervention si on ne se réfère pas aux déclarations d'un des policiers qui y ont participé, le commissaire Holdsworth : - Le Festival de Windsor m'est apparu comme étent une menitestation contre l'Establishment et toutes formes d'autorité. . La société « permissive » a ses limites...

11.12

Jusqu'à preuve du contraire, de tels incidents demourant pourtant l'exception plutôt que la règle. En revanche, les abus de pouvoir tendent à devenir de plus en plus fréquents dans la police. Depuis 1967, elle peut fouliler sans mandat des personnes ou des locaux, à condition d'avoir des motifs « raisonnables » de penser qu'elle peut ainsi découvrir des armes, de la droque ou des objets volés. On a déjà évoqué les raids dont les sympathisants de l'IRA sont les victimes depuis la loi de 1974, Mais la détention pour Interrogatoire est devenue pratique courante dès les premiers attentats de l'IRA à Londres. entre 1970 et 1973, alors que la loi de 1974 n'existalt pas et que la mesure était llégale. En 1973, trente mille personnes en majorité des jeunes gens - ont été interpellées dans la rue aux termes des lois contre la drogue. Un quart seulement d'entre elles ont été arrêtées.

Enfin, selon le Consell national pour la défense des libertés civiques, - une partie significative de la communauté noire estime qu'elle est mai traitée par la police et que celle-ci fait preuve de davantage de témérité torsqu'il s'egit de pénétrer dens un domicile appartenant à un Noir ». En octobre 1974, la police effectue une descente au « Carib Club », un club pour Noirs, sous prétexte d'y chercher un voleur de volture qui s'y était réfugié. Des combats éclatent : cent quarante policiers interviennent, quarante personnes sont arrétées. Onze seulement sont poursuivies en justice. Huit sont acquittées et le jury ne parvient pas à rendre un verdict sur les trois autres cas. C'est, en fait, la police qu'on accuse d'avoir utilisé inutilement la force et d'avoir - fabriqué » des preuves.

La lutte contre la discrimination raciale

S I le racisme ne prend généralement pas en Grande-Bretagne, les formes violentes qu'on a pu déplorer en France, la discrimination raciale n'en est pas pour autant absente. C'est en 1965 que le Parlement britannique vote le premier texte destiné à la combattre : la joi sur les relations raciales (Race Relations Act) a pour objet de répondre à la situation sociale nouvelle créée par l'arrivée de nombreux immigrants du Commonwealth. Cette loi de 1965, qui rend illégale la discrimination dans les lleux publics formes de discrimination les plus flagrantes. En 1988, elle est remplacée par un nouvel instrument qui couvre égale la discrimination dans l'emploi, le logement, le commerce et les services. En 1976 pourtant, la majorité des Immlarés continuent à exercer les métiers les plus ingrats et les moins bien rémunérés et à vivre dans les logements les plus médiocres. Des formes de discrimination. certes plus subtiles que dans le passé. persistent. Le taux de chômage parmi la ommunautá de couleur est deux fois plus élevé que parmi les Blancs. Le gouvernement a donc décidé de présentes un nouveau projet de loi destiné, en principe, à accorder au million et demi d'immigrée (40 % d'entre eux sont nés en Grande-Bretagne) les mêmes droits définit de manière plus précise et plus complète ce qui constitue une discrimination. Elle réunit les deux organismes officiels auprès desquels sont déposées les plaintes en une seule - Race Relations Commission . afin d'accélérer les pro-

Le N.C.C.L. a fait remarquer que ce nouvel organisme s'occupera de la question générale de la discrimination raciale mais pas des plaintes des particuliers. Ceux-ci devront désormals s'adresser aux tribunaux industriels (au niveau de l'emplot) ou de comté (pour les autres cas). Or, constate le N.C.C.L., la justice continue de représenter, pour de nombreux immigrés, un territoire inconnu, ainon hostile. Les dommages et intérêts versés à la suite de plaintes ont, par ailleurs, été jusqu'à maintenant si modestes que l'on peut craindre que la très grande majorité des victimes de discriminations reclales ne préfèrent s'abstenir d'entreprendre de telles démarches.

Le Conseil national pour la défense des libertés civiles se demande enfin e'il n'est pas paradoxal de prendre des mesures pour réduire la discrimination à l'intérieur du pays alors que les lois sur l'immigration sont discriminatoires à l'égard des membres de groupes ethniques minoritaires qui demandent à entrer en Grande-Bretagne.

Malgré cela, quatre-vingt-neuf mille immigrants de couleur sont arrivés en Grande-Bretagne en 1974 (contre cinquante-trois mille en 1964). L'annonce récente de ce chiffre a permis à M. Enoch Powell, champion de l'extrême droite nationaliste, de relancer sa campagne contre l'immigration des gens de couleur qui « submerge le population britannique » et « risque de faire couler une rivière de

Jusqu'il y a deux ans, la loi de 1971 sur l'immigration représentait aussi un des plus flagrants exemples de discrimination sexuelle. Seul. le citoyen britannique de sexe masculin avait le droit de faire venir dans son pays son conjoint étranger. Comme la remarquait alors le N.C.C.L., - cela revenalt à traiter les temmes comme de simples appendices de Phomme . Le ministre de l'intérieur devait pourtant décider, en 1974. d'amender cette loi et d'autoriser les maris étrangers de femmes britanniques à apporte une nouvelle victoire sur le front de la lutte pour les droits des femmes : dans cette société britannique traditionnellement mâie, une forte majorité de parlementaires votent en faveur d'un projet de loi contre la discrimination sexuelle. Le texte, entré en vigueur le 29 décembre demler, interdit toute forme de discrimination dans l'éducation, l'emploi, le logement et les services. La femme a désormals le droit de suivre n'importe quel type d'enseignement. d'exercer le mêtier de son choix, d'avoir un salaire égal à celui de l'homme, Mariée ou non, elle a droit aux prêts hypothécaires et aux mêmes facilités de crédit. Accompagnée ou non, elle a le droit de se faire servir dans n'importe quel bar. La nouvelle législation prévoit divers recours contre les cas de discrimination : piaintes auprès des tribunaux ou du ministère de l'éducation. La commission pour le respect de l'égalité entre les sexes. crèée pour assurer le respect des nouvelles dispositions, reçoit plus de deux mille cinq cents appels dès ses quinze premiers jours de fonctionnement.

croyez-vous que la Grande-Bretagne soit un pays libre? » Certes, la tradition libérale continue de s'y manifester : refue de la paine de mort, même pour les terroristes : acquittement de pacifistes ; vote de lois contre la discrimination sexuelle ou raciale.

La loi de novembre 1974 sur la prévention du terrorisme prouve pourtant que, dans une situation « exceptionnelle », de tortes pressions politiques peuvent menacer les libertés et la suprématie du pouvoir judiciaire sur l'action policière. L'invention de nouvelles lois, la résurrection de vieux textes législatifs ainsi que l'attitude de la police montrent que le pouvoir est décidé à se défandre contre le recours croissant à de nouvelles formes de manifestation et d'expression de déviance. La loi sur l'immigration indique, quant à elle, qu'en période de chômage les autorités n'hésitent pas à prendre des mesures qui porte atteinte à la liberté de mouvement et aux principes humanitaires.

Comme les autres démocraties, la Grande-Bretagne se met à l'heure de la crise. Mais si les difficultés doivent favoriser l'avènement de l'Etat policier, la société britannique est mieux armée pour se défendre grâce à ses traditions plus anciennes et mieux ancrées, grâce aussi à l'action du Conseil national pour la défense des libertés civiles.

CHRISTIAN MARTIN,

(4) Civil liberties in Britain, Penguin Books, Harmondsworth.

- « APOLITISME » ET COLLABORATION — « Chantons sous l'occupation »

« Je veux qu'on ne tourne actuellement pour les Français que des films légers, superficiels, divertissants, mais stupides. Le peuple français s'en

En poursuivant le

contentera probablement.»

J. Goebbels, le 15 mai 1942.

DOUR l'Etat nazi, les productions culturelles (« théâtre, beaux-arts, littérature, cinéma, chanson, presse, publicité, vitrines... », précise Hitler dans Mein Kampf) constituent des instruments politiques de propagande au service de l'idéologie national-socialiste. En France occupée, les bureaux de la Propagandastaffei, installés dans un hôtel des Champs-Elysées, contrôlaient et censuraient l'information et la vie artistique du pays. Cela, le film de André Hallmi, pudiquement, ne le rappeile pas; il le suppose connu, comme l'expurgation brutale de tous les artistes chassés par le nazisme pour des raisons ethniques, politiques ou esthétiques. Les julis surtout, du monde des spectacles, qui virent leurs affaires et leurs places occupées sans remords par toutes sortes de « charognards ».

C'est sur cette double constatation (politication de toute la vie culturelle par les nazis et répartition impudique dez vides créés par les persécutions nazies) que s'édifie Chantons sous l'occupation et que prennent sens les matériaux disparates qui l'organisent : presse filmée d'époque, extraits de films, témoignages d'aujourd'hui. Le montage paralléle d'images de la vie insouciante, frivole (cabarets, chansons, réceptions, cinémas...) que poursuivait le monde des artistes et de celles des réalités politiques (discours de Pétain, rafles antisémites, rationnement, travail obligatoire...) que connaissait le pays, souligne la fonction distrayante (au sens fort du terme), allénante, des spectacles sous

Halimi dénonce ainsi (au grand scandale de certains) une des zones d'apolitisme les plus protégées — celle de la chanson, des variétés, du music-hall — préservée jusqu'à présent de l'analyse idéologique. Il ruine l'alibi d'innocence, d'irresponsabilité qui protège les actes frivoles des artistes mondains et démontre que les comportements de « gens publics », lorsqu'ils sont montrés à tout le pays (au moyen des Actualités mondiales, filiale de la Deut:che Wochanschau, qui avaient le monopole de l'information filmée mais devaient être projetées dans des salles à demi éclairées pour décourager les protestations des spectateurs) possèdent une indéniable portée politique; ils permettalent aux nazis de faire

croire que la vie était « normale », que la répression n'était qu'un épiphénomène.

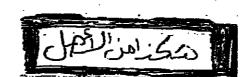
En poursuivant leurs activités, les artistes favorisaient le dessein hillérien de faire de Paris la capitale des plaisirs de l'Europe nouvelle, son lupanar, repos du guerrier aryan, arrière doré de tous les fronts. « Plus de 50 % des spectateurs étalent des Allemands », confirme un témoin dans ce film. Prétendre alors que ce fut pour la France une manière de sauvegarder sa culture, c'est oublier que d'autres manières plus dignes l'enrichissalent mieux, comme le prouve l'admirable exemple de Vercors écrivant et éditant dans la clandes-tinité le Silence de la mer.

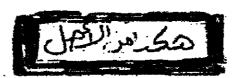
A INSI, en s'en prenant aux cigales de l'occupation, la fourmi Halimi soulève le problème des compilicités entre l'art et le pouvoir, non plus, comme Sartre l'avait fait à la libération, à propos des écrivains, mais à propos des chanteurs, des comédiens, des danseurs et de tous ces « amuseurs publics » dont la profession est de faire partie du Tout-Paris en toutes circonstances. Par ce blais, le film peut es lire comme une parabole sur une actualité plus récente incitant à s'interroger sur le comportement des gens du spectacle durant la guerre d'indochine ou ceile d'Algérie.

Et, même aujourd'hul, alors que les programmes de télévision font l'objet de choix conscients, déterminés, d'exclusions admises, tolérées, que certains chanteurs et certaines personnalités ne sont jamais livités, des producteurs déplacés, des émissions supprimées, nous pourrions nous demander el le prétendu apolitisme des variétés (qui eont les émissions dominantes) ne sert pas trop bien les desseins des gouvernants.

C'est cela aussi que dévoile le film de Halimi: tout pouvoir voulant limiter l'exercice des libertés démocraliques Intensifie les entreprises Idéologiques d'abêtissement; les eatitimbanques modernes (chanteurs, cinéastes, comédiens) lui en fournissent, souvent inconsciemment, les moyens. Mais le film pourrait leur ouvrir les yeux; déjà François Trutfaut y contribue en demandant: « Aujourd'hul, en 1976, quand nous faisons financer nos liims per des banques étrangères liées aux fabricants de napalm, quand nous acceptons d'aller les présenter dans des pays où des prisonniers politiques sont exécutés per pendaison, ne sommés-nous pas, à notre tour, des « collaborateurs » ? » (1).

(1) Pariscop, nº 414 au 23 avril 1976, page 7.





Dans le désir de ne pas renouveler les erreurs de 1954

Les catholiques dialoguent avec le pouvoir révolutionnaire

E grave incident qui, à Salgon en février dernier, eut pour théâtre l'église de Vinh-Son, et au cours duquel un groupe contre-révolutionnaire armé fut arrêté par les forces de sécurité, ravét sans doute une importance plus politique que religiouse. Mais qu'un et que son église ait pu servir de dernier retranchement - sinon de quartier général — au réseau a frappé de etupélection les milieux confessionnels qui commencent à se centir à l'aise dans le nouveau régime. L'archevêque de Saigon, en particulier, restait affligé qu'on ait pu « profiter de la religion et de l'établissement religieux pour s'opposer à la révolution

. .

17 to 250

Same Page

Cette présence symbolique de catholiques dans l'activité subversive s'inscrit pourtant dans la droite ligne de la poliiique suivie au Vietnam par l'Eglise jusqu'à la victoire des révolutionnaires en avril 1975 : né li y a cinquante-trois ans à Hanol, ordonné prêtre en 1950, juvant le Nord en 1954 à la tête de ses paroissie Nguyen Quang Minh, le curé de Vinh-Son, est issu de catte époque où l'épiscopat les chrétlens dans la « croisade anti-

in to

works.

Cat of the

Compare Park

21/10ggs_1

· Penn

1000

 $(z, \zeta)_{2,2,2}$

. 12

1

2.7

2.25%

....

.....

- 7.

Charles AN MARK 74 P.

in the second

in as fall is a final

2100- 35

· --- -- ;

4 --- -

.

la discrimination raciale

Les centaines de milliers de catholiques nordistes descendus au Sud après les accords de Genève n'ont pas pour autant, aujourd'hul, basculé en bloc dans la contre-révolution : il est significatif que, devant les murs de l'éplise encarclée. côtoyant les forces de sécurité, d'autres prêtres alent appelé le groupe rebelle à se rendre. comme le Père Nguyen Huy Lich, provincial des dominicains du Vielnam du Sud, lui aussi originaire du Nord.

Minoritaires - ils sont trois millions pour quarante-cinq millions d'habitants, --les catholiques sont également dispersés. déracinés souvent : de l'exode de 1954, la chrétienté vietnamienne a conservé une répartition déséquilibrée, proportionnellement deux fois plus nombreuse au Sud qu'au Nord ; sur le tissu lâche des vieilles paroisses méridionales, tranchent toujours les noyaux serrés des paroisses nordistes.

L'Eglise vietnamienne, née avec les premières missions du seizième siècle, est tricolore, recrutant principalement chez les paysans pauvres et les divers « laisséspour-compte » de la société. Prise globalement, elle garde les traits forts de l'Eglise coloniale, où la pratique religleuse n'élimine pas les superstitions et tage — ne prie-t-on pas encore parfois pour la « conversion de la Russie » ?

La communauté catholique était la plus et lui fournissalt les plus anticommunistes de ses cadres. - L'obstacle principal de la paix au Vietnam est l'Egilse catholique », écrivait en 1970 un groupe de chrétiens du Sud, dans une lettre ouverte au pape. Eglise en mutation aussi : les courants nouveaux qui l'animent au Sud y contrastent vigoureusement avec la fixité des communautés nordistes, où le concours annuel de récitation du catéchisme n'est pas rare : maintenant que · les puissances de l'argent et de l'impérialisme ont été balayées de notre pays », soulignait un document publié par huit groupes catholiques au lendemain de la libération. = l'Eglise catholique dolt montrer qu'elle est capable de se renouveler » pour s'adapter à la situation.

I ES conséquences de la victoire révo-lutionnaire au Sud se sont déjà fait sentir dans l'Egilse du Nord, comme en témoignèrent trois prêtres de Salgon, dont le Père Lich, à l'issue d'un séjour à Hanoî à l'occasion des fêtes du 2 sep-tembre. Ils contribuérent à effacer l'image d'une Eglise persécutée par le régime.

« Les catholiques ont été traités comme tout le monde » par le gouvernement, reconnaît aujourd'hui le vieil archevêque de Hanoi, Mgr Trinh Nhu Khué, Forte d'environ un million deux cent mille ames. cette Eglisa conserve sans doute 62 peau du Vatican flotte encore, ici et là, sur les peroisses rurales alors que, dans loujours - à Dieu de détrôner l'ennemi de

L'intégration progressive des catholiques du Nord à la communauté nationale est cependant amorcée depuis plusieurs années : les citadins du Sud ont constaté avec surprise, dans les rangs de l'armée cattante catholiques originalres du Nord ; surtout, l'épiscopat comme le clergé paraissant avoir oublié la résistance qu'ils opposaient à la construction du socialisme, en interdisant notamment aux croyants la fréquentation des coopératives lorsque ces demières furent mises sur pied : l'Eglise du Nord se persécutait ellemême en s'excluant de l'effort de déve-

Le « déblocage » s'est surtout effectué à partir de la libération du Sud : pour la première fois depuis 1954, après avoir « résisté » pendant vingt ans, l'archevèque de Hanoï s'est rendu à un bureau officiel tie la capitale... pour y présenter ses félicitations au régime et au Parti des travailleurs. Pourquoi un tel revirement and le gouvernement, lui, n'a pas modiîlé eon attitude? « Car evant, répondit Mgr Khué au Père Lich étonné, nous n'étions pas sûrs que les communistes pouvaient gagner. Maintenant, nous le

L'évêque de Thai-Binh, qui était si réticent devant les écrits - progressistes - du Père Tran Tam Tinh, relevant de son diocèse, veut aujourd'hui faire un pèlerinage sur le tombeau de Ho Chi Minh et demande à rencontrer les autorités. Le petite minorité de prêtres politisés existant au Nord s'est réconciliée avec ses évêques... La hiérarchie du Nord, sans doute, ne participe guère encore à l'édiation du socialisme; elle commence tout juste à se sentir à l'aise.

M AIS, au Sud, que deviennent les can-taines de milliers de catholiques nordistes qui ont migré en 1954 ? Rien sujourd'hul ne distingue, en apparence, leurs villages ou leurs quartiers; pour tant, - c'est eux qui profitaient le plus de la guerre, dit un intellectuel du Sud. ef nt qu'elle est finie, c'est eux qui

implantés par leurs curés en bordure des grandes bases militaires, ou sur les principales voies d' « infiltration » de la résistance — Salgon paraissait verrouillée par une ceinture de paroisses nordistes, les « réfuglés de 1954 » qui ne se sont oss fondus dans la massa anonyme des citadins, soit la grande majorité, se voient guiourd'hui menacés dans leurs revenus. Ainat, au nord de Ville-Ho-Chi-Minh, ils se pressent par dizalnes de milliers en paroisses étriquées, qui ont gardé les noms d'origine - autour d'un édifice souvent vaste et clinquant : l'églisa. Coincès entre le périmètre militaire de l'aéroport de Tan-Sonsurtout leurs richesses des divers trafics possibles entre les deux, depuis la contrebanda jusqu'à la prostitution. Cette population ne s'est jamais intégrée au Sud, seulement à la guerre, et à la guerre

Maintenant que la guerre n'est plus qu'un souvenir, les difficultés croissent vile, auxqueiles s'ajoutent de multiples incompréhensions : le curé tout-ouissant. formé lui-même à l'ancienne école, s'y

retrouve mai dans la nouvelle réalité. Menacés dans leur pouvoir temporel par l'emergence des « comités populaires révolutionnaires - dans les quartiers, ces hommes percoivent de facon quasimagique leur rapport avec les autorités : Dans leur esprit, note un jeune prêtre salgonnais, tout ce qui vient du gouvernement est une tectique pour les persé-

Los signes do renouveau ne manquent copendant pas, du fait souvent de prêtres faisant bon accueil au regime, Sous l'impulsion du R.P. Phan Khac Tu, aujourd'hui vice-président de la Fédération des syndicats de libération de Ville-Ho-Chi-Minh. des coopératives se sont montées chez ces anciens réfugiés: ainsi la coopérative - Thanh Can -, qui fabrique depuis juillet 1975 divers objets métalliques à partir des rebuts de métaux

Caisse de résonance aux rumeurs les plus folies - re disalt-on pas, à la

Per HUGUES TERTRAIS

veille de la cuse de Saicon, que l'évéction de Ban-Mo-Thuot. Mgr Mai, avait eté coupé en trois morceaux?. — la population catholique du Sud, surfout celle qui est venue du Nord, ne s'est pas toujour bien remise de la psychose qui régnalit à la veille de la victoire révolutionnaire : On no peut pas vivre avec les communistes », s'obstine-t-on à répéter au mépris de toute évidence. Les « communistes » ont-its l'air sympathique? - Ce sont des diables déguisés en anges ...

Dans les premiers mois du nouveau régime, une sorte de fièvre religieuse s'était en outre développée : prêtre ordonnés presque en cachette, à des heures discrètes - une centaine pou le Sud, -- comme și cela allait être bientôt interdit : couples unis à la hâte. souvent cinq par cinq: les jeunes filles ne risquaient-elles pas d'être mariées aux invalides de guerre ? A l'origine de cette petite panique, il n'y a pas que les rumeurs ; une vieille lutte contre les révolutionnaires avait, de longue date, forgé les formules destinées à couper court à toute déclaration apaisante.

L'Action catholique vietnamienne pouvait par exemple écrire en 1965 : « N'oublions pas que le communisme se déclare le champion de la justice sociale. Nous savons que ce prétaxte est une illusion car, dans la réalité, le communisme établit un régime cruel et inhumain. »

L'affrontement avec le régime révolutionnaire aura cependant été évité au Sud, malgré certains responsables catho-liques qui semblaient se préparer à de chaudes résistances; leurs demiers combats n'ont pas été totalement oubliés : alors que s'approchait, en avril 1975, l'Armée populaire de libération, un vieux manuel de recettes était réédité à Saigon tulé : « Vivre sa toi » ; paralièlement, un « second » était adjoint à chaque évêque, diocèsa de Salgon, la nomination de Mgr Thuan comme - évêque coadjuteur avec droit de succession », rendue publimue sorès la libération, parut spécialement · inopportune - à de nombreux prêtres : « Il est impossible de trouver quelqu'un de plus anticommuniste pour ce poste », commentalt un professeur de séminaire. Enfin, aubitement, le nombre de paroisses augmenta, par promotion de diverses cha-pelles d'appoint; l'administration religieuse s'éparpillait, s'atomisait, comme si elle prenait le maquis...

La tension resta vive quelques mois, pour ne retomber qu'à l'automne, entre d'une part les groupes catholiques progressistes et. d'autre part, le délégué apostolique. Mgr Hefr Lemaire, et Mgr Thuan. Les deux pricats durent finalement quitter le terrain : le premier regagno l'Europe : le second, non reconnu par le gouvernement, fut raccompagné dans son diccèse de Mha-Trang.

- Pourquei vouloi détendre l'Eglise quand ello n'est sas menacée? », demendait un jeune prêtre... il semble qu'assez rapidement l'archevéque de Salgon se sort pose la même question, en appeiant les catholiques a gume avec leurs compatrioles pour reconstruire le pays. Après avoir laisse des prétres organiser de larges rencontres avec des représentants du F.N.L., Mar Sinh pril 'ul-même de nombreuses initiatives : en novembre 1975, il organisait un séminaire élardi sur les questions ou traus! et de la praduction, puis un meeting pour sauter l'annonce de la réunification : 2 51 life dans foutes les églises une l'ettre pastorale qui se terminait sur une note cot miste :

- La réunification sur la base du socia lisma réunit le Nord et la Sud, donne au pays la prospérité, à tous et à chacun le bonheur et le respect : et là où règnent le Justice et l'Amour, la est le Seigneur, « La hiérarchie du Sus revena! de Déjà, en octobra, torsque toutes les écoles secondaires avalent eté rendues publiques, Mgr Binh avalt céde aux autorités — à leur crande surprise - la prophété de

A MOURD'HUI, les demiers basilons se situent dans les diverses congrégalions étrangeres encore présentes au Sud : Missions étrangères de Paris et jésuites surtout, dont quelques-uns, déja expulsés de China, révent de reconstituer Changhai de 1943 ; à l'exception de certaines religieuses, la plupart vivent dans les lamentations ou obiportent des rumeurs terrifiantes...

Des missionnaires, certes, ont déjà été expulsés, en septembre 1975 principalement, et il ne reste plus un étranger en dehors de la région saigonnaise : mesure globale touchant auss: bien ceux ou celles qui conservent l'estime des Vietnamiens que des hommes d'Eglise jugés dangereux : à Mgr Seitz, par exemple, ancien évêque de Kontum, les autorités reprochaient l'annonce de persécutions en cas de victoire révolutionnaire et surtout le renvoi au Nord. « à pied et à marche forcée », des réfugiés de 1954. Cela signifierait, disait-il en 1969, - un million demi de morts avant d'arriver au but... ».

· Enfants, allez précher la bonne nouvelle dans tous les coins du monde. Mais gouverner les Eglises... », écrivait à cette écoque et non sans malice un intellectuel catholique dans l'hebdomadaire les Catholiques et la Nation. Dans ces mêmes milieux, on ne cachait pas que le meilleur service que les étrangers pouvaient encore rendre à l'Eglise du Vietnam était de partir. Mais certains de ces missionnaires répétaient qu' « il vaut mieux se laisser expulser, ainsi le monde verra qu'il n'y a pas de liberté religieuse ».

A la vérité, estime l'un des prêtres catholiques sont trop longtemps restés un corps étranger dans le pays - ; alors que le marxisme a été introduit au Vietnam par des Vietnamiens, - le christianisme l'a été par des êtrangers. Nous étions des devenir des Vietnamiens catholiques »

Le courant progressiste de l'Eglise du Sud, qui s'élargit maintenant de jour en jour, est une réalité déjà ancienne. Animé par des prêtres, des intellectuels, des militants et des militantes issus de la J.O.C. comme de l'Université, il s'est constitué sur de solides bases théologiques, à la différence sans doute de ce qui s'est passé au Nord, où l'Eglise n'a pas fait l'experience du néo-colonialisme américais et n'a pas été touchée par les crises des Eglises occidentales.

Le concile Valicae !! ? Certains prétres voudraient en faire un point central de recherche ; d'autres font valoir que, sans mouvement révolutionnaire ou progressiste dans le tiers-monde, le concile n'aurait jamais vu le jour. - Ce que nous pensons l'un de tes prêtres, nous le devons autant au mouvement revolutionnaire vietnamien chent ensemble, c'est un mouvement historique qui nous a conduits la. . Mais nous ne voulons absolument pas constituer une Eglise séparée », insiste un autre. leur est souvent portés.

Dans l'hebdomadaire Cong Giso và Dan Toc (les Catholiques et la Nation), qui a reçu la seconde autorisation de paraitre abrès l'ancien mensuel catholique Doi Dien, devenu Dung Day, l'on retrouve chaque semaine, à côté d'une lecture de l'Evangile dominical, nouvelles et reportages sur l'actualité nationale et internationale religieuse ou non.

Du côté des dirigeants révolutionnaires. il semble que l'on ait délà dépassé le qui était rappelé à Saigon à l'occasion de l'affaire de l'église de Vinh-Son : « A présent, comme par le passé, souligne le communiqué le Front national de libération et le pouvoir révolutionnaire respectent et détendent la liberté de croyance. veillent de lout cœur et à tous égards a vie des religieux en général et des chrétiens en particulier. - Pour la lête de Noël, le comité de gestion militaire de Ville-Ho-Chi-Minh levait le couvre-feu. alors que cette date ne signifie rien dans le calendrier traditionnel.

Comme les autres religions. l'Eglise catholique est représentée dans les comiles du Front national de libération : le R.P. Truong Ba Can, ancien aumônier national de la J.O.C., en est l'un des vice-présidents pour Ville-Ho-Chi-Minh : la même politique est suivie au Nord et

Aujourd'hui, on se préoccupe cependant de la question religieuse dans des termes certains dirigeants s'intéressent notamment aux contradictions qui existent entre l'Eglise comme appareil, avec tout ce qu'il peut véhiculer au Vletnam, et l'Evangile comme approche. De laur côle, des prêtres écrivent, se référant précisément à l'Evangile: «SI la révolution est un renversement du capitalisme, de l'inlustice, pour bătir une société plus juste dans laquelle personne n'aura ni l'occasion ni les moyens d'exploiter son prochain, cette

C'est une voie nouvelle que cherche le Vietnam. Pragmatiques, les révolutionnaires veulent innover, sur des chemins non défrichés en U.R.S.S. ou en Chine. Du côté de l'Eglise, les problèmes à résoudre sont multiples : elle est encore culturellement marquée par des superstitions, économiquement souvent en contradiction avec le régime, politiquement liée aux étrangers... Il s'y ajoute les déséqui libres produits par l'histoire, comme le manque de prêtres au Nord - les séminaires reprennent de l'activité - el par contre, l'inflation de prêtres au Sud, génératrice de chômage...

La réflexion approfondie engagée de part et d'autre pourrait fournir un apport original. S'il est encore trop tôt pour dire que la voie vietnamienne n'est pas seulement militaire ou économique, mais aussi culturelle et, pourquoi pas ? religieuse, le problème subsiste : comment définir « le mode d'existence de l'Evangile - dans une société du tiers-monde sortie de la colonisation et accomplissant

Dans les revues...

El La NOUVELLE REVUE SOCIALISTE ouvre un dessier sur le tiers-monde, pins largement consacré à l'Amérique du Sud, au conflit israélo-arabe, à l' « ère post-victnamienne » en Asie, et à Madagascar. Ces études particulières sont précédés d'un double exposé général : sur la post-tion des socialistes français à l'égard du tiers-monde ; sur un projet d'une nouvelle organisation mondiale. (N° 19, mensuel, 12 F. – 12, cité Malberbes, Paris-5°.)

El C'est un « nouvel ordre économique », plus précisément : ses « espoirs et aléas », qu'axpose dans sa revue le groupe de recherche d'ECONOMIE ET HUMANISME ; recherche d'ECONOMIE ET HUMANISME; nouvel ordre qui parati-lui-même à la fots espéré et aléatoire. (N° 228, mars-avril, bimestriel, 15 F. - 99, qual Clemènessu, 63300 Calluire.)

5] Dans FUTURIBLES, les suteurs de c'Environnement, Europe et tiers-monde », paru dans le numéro précédent, apportent une conclusion — provisoire — à leur étude. Dans le même cahier, S.-C. Kolm. directeur de recharche à l'Ecole des hautes études, s'interrogs sur le Portugal, (N° 5, hiver 1976, trimestriel, 32 F. – 10, rue Cernuschi, Paris-17°.)

IS LA NOUVELLE CRITIQUE a réuni une intéressante étable ronde à svec des spécialistes qui font un bilan de l'actuelle situation linguistique en Afrique et exa-minent l'avenir des langues africaines. (N° 83, avril, mensuel, 18 F. - 2, pl. du Colonei-Fablen, Paris-19°.)

STUDES, par la pluma de P. Gérard s.j., ancien rédacteur en chef d'un hebdomadaire malgache, actuellement responsable des programmes radiodiffusés en français par Radio - Vatican, public un exposé approfondi sur les perspettives politiques de l'ila et les structures de la société malgache. En outre, deur étades parallèles sur les P.C. Italien et français. (N° d'avril, mensuel, 10 F. - 15, rue Mensieur, Paris-7°.)

ELEUROPE EN FORMATION public un important numéro où il est fait un large relevé des « repères pour un fédralisme révolutionnaire ». Il s'ouvre par un « Taisez-vous, bavards! » d'Alexandre Marc, qui dans un précédent numéro s'écriait : « Silence, menteurs. » Dans l'espait du directeur de la revue, ca sont les mêmes : les « européanistes » qui célèbrent l'Europe et l'empêchent de se faire. Voici donc des éléments pour les vrais constructeurs, qui ne peuvent bâtir que sur un fédéralisme « révolutionnaire ». (N° 198-192, janvier-mars 1976, dix numéros par an ce n° triple : 30 F. - 4, bd Carabacel, Nice.)

Garabacel, Nice.)

El la REVUE FRANÇAISE DES SCIENCES POLITIQUES s'affirme avec ce
deuxième numéro. Contribution au bicentenaire des Etais-Unis: à propos du
Watergate et des réactions, bien plus
morales et religieuses que politiques, qu'il
a provoquées. Hubert Gouridon écrit une
manière de « Dieu est-il américain? ».
Une étude de J.-P. Bolvim sur l'Angleterre
et l'Europe, autour du référendum britannique. (N° 2. avril, 28 E. – Presses de
la Fondation nationale des sciences politiques, 27, rue Saint-Guillaume, Paris-7°.)

Dans REPERES, cahiers du CERES : le « schiame yougoziave » et les multi-nationales françaises, première étude du CERES sur la place de la France dans « le champ de l'impérialisme » mondial. (Mars, mensuel, & F. - Edit. J. Mandrin, 5, rue Payenne, Paris-3°.)

E SSFRIT donne la primeur d'importants extraits de l'âge de Fautogestion, de P. Rosanvallon (à paraître au Seuil). Une contribution de R. Vincent au débat sur le « neutralité ou la cuipabilité » de la science et de la technologie. Un exposé de G. Thill sur le débat nucléaire de Bruxelles : « Science, politique, foi ». (N° 4, avril, mensuel, 14,40 F. » 19, rue Jacob, Paris-6*.)

E Le nº 4 de la revue RELATIONS INTERNATIONALES, que dirigent J. Frey-mond et J.-B. Duroselle, est entièrement consacrè sur interactions entre la politique mond et J.-B. Duroselle, est entierement consacré aux interactions entre la politique entérieure. On remarque notamment les articles intitulés : 1881 : l'année de la Tunisie » et « 1911 : l'année du Marce », sinsi qu'une étude d'Esri Noelte six le reflet de l'opinion publique américaine dans la politique étrangère de Boosevelt à l'égard de l'U.R.S.S. entre 1941 et 1945. Cette excellente revue, encore trop peu connue, annonce pour les prochains mois plusieurs numéros spéciaux qui ne manqueront pas de rétenir l'attention : « Diplomatie secrète et diplomatie ouverte », « l'Impérinlisme », « l'Europe dans le monde ». Cette publication franco-sulsse est due à l'initiative de la Société d'études historiques des relations internationales contemporaines, de l'Institut universitaire des hautes études internationales (Genève) et de l'Institut d'histoire des relutions internationales contemporaines (Panthéon-Sorbonne). (Décembre 1975, quatre numéros par an, 25 F. - Librairie Sollee, l, rac de Médies, 7506 Paris.)

numéros par an. 25 F. - Librairie Sollee, 1, rac de Médicis, 75006 Paris.)

El Dans la perspective des élections présidentielles aux Etate-Unia, Alexander Cockburn et James Ridgeway esquissent dans la NEW YORK REVIEW OF BOOKS les grandes lignes de la nouvelle politique de l'énergie qui est en train de se mettre en place aux Etats-Unis et soupésent les attitudes des candidats à la présidence à la lumière de leurs initiatives ou de leurs déclarations publiques. Evoquant le débat en cours sur le prix du gas naturel, les autsurs montrent que les grandes compagnies pétrolières, en faisant prescion pour augmenter ce prix sur le marché intérieur afin de rentabiliser la production de gaz synthétique à partir du charbon, ne se comportent pas différenment à l'égard des consommateurs américains qu'ils ne le font à l'étranger. (Vol. XXIII, nº 6, 15 avril, bimensuel, 75 cents. - 250 West 57 Street, New-York, N.Y. 19612.)

D ISRAEL & PALESTINE annonce l'abandon de la publication de son édition en français, pour des raisons économiques. Elle sera rempiacée par une c Lettre d'Israel et de Palestine » en français, couvrant chaque mois les principaux événements. L'édition internationale (en angiais) continuera de paraitre régulièrement. Dans son dernier numéro, l'édition française consacre un long article à la politique américaine en Proche-Orient faisant état d'un plan inspiré par la CLA. « visant à redistribuer les cartes au Moyen-Orient » et prévoyant l'éclatement du Liban. (54 16-11-12, avril, mensuel. - B.F. 130-16, 75463 Paris cedex 10.)

M DPACT, publié par l'UNESCO, a choisi pour thème de sa dernière livraison « Science et guerre », on ditrès auteurs envisagent la question dans la perspective d'un hypothétique désarmement. (Vol. 26, nº 1/2, janvier-avril, 25 F. - 7, place de Fontenoy, 75708 Paris.)

Fonteney, 13709 Paris.)

\$\tilde{S}\$ La réforme des politiques traditionnelles de santé, pour les adapter aux
besoins des populations du tiers-monde,
est le thème principal des deraiers CARNETS DE L'ENFANCE, revue de l'UNICEP.
(N° 33. janvier-mars, trumestriel, 6 F. Palais Wilson, C.P. 11, 1211 Genève 14.) E RAISON PRESENTE public les exposés et discursions d'un colloque sur le thème : « Marxisme et rationalisme ». (N° 37, 1° trimestre 1976, trimestriel, 15 F. – 16, rue de l'Ecole-Polytechnique, Paris-5°.) E LES CARLERS DU GRIF consacrent in numéro au travail des femmes, où est dénoncé le mythe de l'égalité : salaire, condition, promotion, etc. Point de vue : « Les femmes, colonie intérieure ». (N° 11, avril, cinq numéros par an, 12 F. - 11, rue du Musée, 1060 Bruzelles. A Paris : « Parallèle », 17, rue Salut-Honoré, 1".) 5 Un numéro de POLITIQUE AUJOUR-D'HUI, présenté par Madeleine Rebérioux qui y a. par allieurs, largement contribué: les « Antimilitarismes » — au pluriel. Des étapes, dans une histoire de trois quarts

de siècle — et davantage, avec les chansons, vieille e tradition populaire > —
débouchant de façon diffuse sur l'actualité
qu'on sait. (N° de jawier-février, bimestiel, 17 F. – 14-16, rue des Petits-Bôtels,
Paris-10°.)

G LES CAHIERS DE LA CINEMATHEQUE consacrent un important numéro spécial à l'analyse de l'œuvre du
cinéaste américain David Wark Griffith
avec, en particulier, des textes de Guido
Aristarco, Berthelemy Amengual, Marcel
Oms et une minuteuse filmographie étabile par Jean Mitry. (N° 17, trimestriel,
15 F. – Palais des Congrès, 68008 Perpignan.)

15 F. - Paisis des Congrès, 58008 Perpignan.)

ELES CARIERS DU CINEMA proposent une perspicace lacture du film « Juws » (c les Deuts de la mer :) et des analyses de queiques films politiques rècents : c la Cécilia », « l'Olivier », « Bonne chance la France », « la Spirale » et « Nationalité immigré », suives d'un riche entretien avec le réalisateur de ce dernier film : Sidney Sockona. (N° 258, avril 1876, mensuel, 10 F. - Passage de la Boule-Bianche, 75011 Paris.)

E CA CINEMA public, entre autres, una

75011 Paris.)
5 CA CINEMA public, entre autres, une fude sur l'économie de la « nouvelle vague », une analyse très fouilliée du film paiestinien de J.-L. Godard « Ici et ailleurs », des réflexions sur l'œuvre de J.-M. Straub, et deux entretiens avec quatre « cinéaxies du desaillement »: Techiné, Biette, Jacquot et Smihi. (N° 9, trimestriel, 16 F. - 14, rue de l'Armorique, 75015 Paris.)

S FEUILLE FOUDRE : à propos du film e les Derniers Cris de la Esvane », les réducteurs de la revue se demandent s'il faut intervenir ou critiquer et expliquent longuement pourquoi, en définitire, ils choisissent l'intervention. Ils proposent des critiques négatives des films « Allonannian » et « le Voyage des comédiens » et présentent une première description d'un film sur la Résistance réalisé par le collectif de la revue. (N° 5, trimestriel, 4,56 F. - Boite postale 18, 94201 Ivry.)

INCERTAIN PORTUGAL

(Suite de la première page.)

Mais, pour « gouverner seul » en toute tranquillité, il fallait que les socialistes aient la majorité à l'Assemblée de la République. Compte lenu du système électoral, ils devaient, pour ce faire, recueillir au moins 42 % des voix. Ils n'en ont eu que 35 %.

Si. comme il est vraisemblable, M. Mario Soares est désigné par le prochain président de la République pour former le gouvernement, il devra pratiquer, devant l'Assemblée législative, le difficile système des «majorités circonstancielles». Le gouvernement « homogène » qu'il devrait tormer - et qui pourrait comprendre, il l'a annoncé, outre des ministres socialistes, des indépendants, situés à gauche et à droite du P.S., et, peutêtre, des militaires - sera contraint de négocier en permanence. Il devra quêter tantôt à sa droite, tantôt à sa gauche, les voix supplémentaires qui lui seront nécessaires pour faire approuver son programme, pour faire passer les lois et voter le budget et, enfin, pour éviter les motions de censure.

M. Alvaro Cunhal, secrétaire général du P.C.P., a déjà annoncé que, pour sa part, il né jouerait pas ce jeu-là. « Les sociatistes vont-lis, les jours pairs, faire approuver les textes par le P.P.D., et les lours Impairs par le P.C.? «, a-t-il troniquement interrogé. Le P.P.D. et le C.D.S., pour leur part, ont annoncé leur opposition à un « gouvernement minoritaire », qu'ils considèrent antidémocratique par essence, et très dangereux dans le cas d'une démocratie aussi jeune et l'ragile que ceile du Portugal, « Vous avez su ne pas être Kerenski, Sachez ne pas être Allende », a dit M. Freitas do Amaral au secrétaire général du P.S. Mais le leader du C.D.S.

Les socialistes maîtres du jeu?

a également annoncé qu'il pratiquerait une « opposition civilisée ».

M. Soares a annoncé, durant la campagne électorale, que les quatre années à venir ne seralent pas consacrées à « éditier le socialisme » au Portugal, mais à résoudre les problèmes concrets du pays. De leur côté les leaders du P.P.D. et du C.D.S. ont assuré qu'ils n'entendaient pas remettre en cause, dans leur principe, les - acquis londamentaux de la révolution - : la réforme agraire et les nationalisations. M. Fraitas do Amaral a même déclaré qu'il ne souhaltait pas restaurer au Portugal un capitalisme qui y avait - lait taitlite -. Le secrétaire général du P.S. devisit donc, théoriquement, avoir une certaine marge de manœuvre.

Il estime que ses adversaires n'ont pas le choix. Le P.C. prendra-t-il le risque de s'aillier au P.P.D. et au C.D.S. pour renverser les socialistes ? Ces trois partis formeront-ils, ensuite, un gouvernament commun ? a narquoisement demandé le secrétaire général du parti socialiste. Mais, dans ces conditions, le P.S. ne sera-t-il pas poussé à gouverner plus à droite qu'il ne le voudrait ? Et le parti communiste ne sera-t-il pas tenté de faire sentir dans les usines et dans la rue un polds qui ne lui serait pas reconnu au Parlement ? Ces questions ne viendront au premier plan de l'actualité qu'au début de l'été, lorsque sera formé le gouvernement. Elles n'en pèsent pas moine, d'ores et déjà, sur la solution des problèmes les plus immédiats, tels que le choix d'un candidat à la présidence de la République.

ficié d'une bonne partie des voix du M.D.P.-C.D.E. Au parti communiste, un interiocuteur a admis devant nous que sa formation avait sans doute recueilli au moins la molité des voix du M.D.P.-C.D.E. Ainsi le - courant communiste - aurait effectivement perdu un patit nombre d'électeurs depuis le 25 avril 1975. Symétriquement, les socialistes auraient perdu un peu plus de leurs électeurs de 1975 que ce que suggère une analyse superficielle des chiffres.

La lecture des résultats montre qu'il y a un certain glissement du centre de gravité politique du pays vers la droite. Mais le « raz de marée » conservateur, voire réactionnaire, que la plupart des observateurs avaient pronostiqué ne s'est pas produit. M. Freitas do Amaral a d'ailleurs lui-même reconnu — rare franchise l — que les résultats de son parti, la C.D.S., n'étaient pas conformes à ce qu'il attendait.

Si l'on admet qu'il y a actuellement deux camps au Portugal, il s'avère que 53 % des Portugals environ ont voté à gauche, soit, à peu près, 5 % de moins que l'année demière.

On peut admettre, en première analyse qu'il y a eu un glissement de proche en proche. Un nombre appréciable de volx gauchistes, tout d'abord, se sont portées vers le P.S., pour «voter utile contre la réaction». Même en tenant compte de ce phénomène conjoncturel, le nombre de révolutionnaires (P.C.P. et extrême gauche) a diminué depuis l'an demier. C'est la traduction électorale de la réaction « antigonçaiviste » qui a culminé en juilletaoût demiers parmi la population, et le 25 novembre sur le plan militaire.

Un nombre important d'électeurs sociaiistes, d'autre part, ont voté pour le P.P.D. ou pour le C.D.S. Ce phénomène était attendu. L'année dernière, beaucoup de Portugais avalent, contre leurs sentime conservateurs, voté socialiste, ils v avalent vu le moyen le plus efficace de « barrer ment, retrouvé cette année leurs familles naturelles. Enfin, de nombreux électeurs du P.P.D., dans le nord du pays notemment, ont voté pour le C.D.S. Ils ont affirmé ainsi qu'ils tiennent le parti populaire démocratique - membre de la coglition qouvernementale - pour coresponsable des difficultés actuelles du pays, dans le domaine économique notamment En outre, tout permet de penser que la majorité de cent cinquante mille rapatriés du Mozambique et de l'Angola, qui s'étaient inscrite sur les registres électoraux depuis l'an demier ont voté pour le C.D.S. seul parti qu'ils ne pouvaient accuser d'être responsable de leurs malheurs, pulsqu'il n'a participé à aucun gouvernement depuis la « révolution des

défense de la réforme agraire assumée par ce parti », alors que le P.S., empêtré dans la coalition gouvernementale, n'avait pas appuyé ouvertement cette réforme. Le, un pas les circonscriptions du Nord, au contraire, où deux années de « processus révolutionnaire » n'ont pratiquement pas aurait changé la vie quotidienne des Portugais.

Dans les circonscriptions du Nord, au contraire, ou deux années de - processus révolutionnaire - n'ont pratiquement pas change la vie quotidienne des Portugais, on constate une avance quasi générale de la droite la plus conservatrice. Dans cette région de minuscules exploitations agricoles, assez isplée du reste du pays, où l'Eglise catholique conserve une grande influence, le C.D.S. est partout en progrès. Ses gains par rapport à l'année dernière vont de 7 à 14 %, selon les circonscriptions. En revanche, le P.S. qui dans le Nord, est nettement le parti de la gauche, volt son score diminuer dans toutes les circonscriptions, saut dans celles de Viseu, de Viano-do-Castelo, à l'extrême nord, et. curieusement, à Braga, capitale de l'intégrisme catholique portugais.

e'expliquait par la « position cohérente de

Ainsi le fossé qui sépare le nord du pays - où la P.C. a partout moins de 10 % des voix — du sud — ou, sauf dans l'Algane, le P.P.D. et le C.D.S. recusuilent, chacun, également moins de 10 % à des suffrages - s'est plutor creusé à l'occasion de ces demières élections. Lisbonne, située au centre du pays, et qui est l'endroit où se sont joués les épisodes politiques les plus « chauds » de la revolution, enregistre deux mouvements contradictoires : le P.C. y a gagné plus de trois points, et le C.D.S. plus de huit. Le P.S., en revanche, y est en baisse de 8 % Néanmoins, comme dans les deux autres circonscriptions centrales, ceiles de Santarem et de Portalegre, les résultats obtenus par les quatre grands partis y sont plus équilibrés que dans le reste du pays, avec une sensible prédominance du

A ce phénomène inquiétant pour l'unité nationale, les demières élections ont apporté deux compensations. D'une part, le vote des - iles adjacentes - a été moins « autonomiste » que celui de l'année prècédente. Le P.P.D., qui était l'agent de propagation du séparatisme aux Açores st à Madère, a subi une sévère défaite dans les deux archipels, perdant de 9 à 11 % de ses voix il demeure le premier parti dans les quatre circonscriptions insulaires. Mais le P.S., qui arrive en ecconde position partout, a progressé de 5 à 12 %. Le mouvement autonomiste s'y était for-tifié, en 1975, au fur et à mesure que le gauche, ce dont les habitants des onze iles portugaises de l'Atlantique — qui vivent du tourisme et, pour les Açores, des revenue que leur procurent les bases étrangères — craignaient de supporter les conséquences. La « normalisation - du pays après le 25 novembre constitue l'explication la plus plausible du reclassement politique enregistré aux Açores et à Madère le 25 avril dernier.

Il existe un autre facteur favorable à bonne implantation du P.S., malgré son recul dans les deux tiers des circonscriptions. Ce parti arrive encore en tête dans huit des dix-huit circonscriptions - continentales - essentiel(ement dans le centre du pays - et notamment à Lisbonne. Il enregistre, en revanche, des progrès dans certaines zones septentrionales où il était assez mal représenté, Alors que les communistes le Centre démocratique et social et le Parti populaire démocratique enregistrent, dans leurs scores, des amplitudes considérables de 1,5 % à 44,3 % pour le P.C., de 4,2 % à 32,1 % pour le C.D.S. et de 6,2 % à 57 % pour le P.P.D. - le P.S. oblient partout des résultats honorables, requelifant de 22,6 % & 44,7 % des volx. La formation de M. Mario Soares n'est pas devenue - le grand parti majoritaire » qu'elle ambitionnait d'être. Elle n'en demeure pas moins, dans les circonstances présentes, le meilleur ciment de l'unité nationale portugaise.

JEAN-PIERRE CLERC.

La droite en progrès

L' N attendant, les états-majors ont commencé à étudier à la loupe les résultats des élections législatives. Imprévisible Portugal l' Après la tourmente qui, l'été et l'automne derniers, l'avait conduit au bord de la guerre civile, ce pays vient d'étire une Assemblée législative qui ressemble beaucoup à la Constituante qu'il avait désignée une année auparavant jour pour jour. Avant toute étude détaillée des résultats par parti ou par région, par-delà toute analyse prospective des solutions ouvertes par le scrutin, c'est en effet, la relative stabilité du corps électoral qui force l'attention.

Les deux principales formations du pays, qui sont également celles qui se situent au centre de l'échiquier politique — le parti socialiste et le parti populaire démoLe parti communiste manifeste une bonne ienue, de même que l'extrême gauche. C'est la formation conservatrice dirigée par M. Freitas do Amaral, le Centre démocratique et social, qui enregistre la seule variation importante, evec une progression de plus de 8 %. Elle double ainsi sa mise et dépasse d'une courte tête le P.C.P., devenant la troisième formation politique du pays par le nombre de ses électeurs et de ses députés.

Des calcuis plus raffinés — tenant

cratique -- gardent, et de join, la pre-

mière et la deuxième place. Elles enre-

gistrent l'une et l'autre un léger recui, de

l'ordre respectivement de 3 et de 25%

compte de la diminution du nombre de suffrages exprimés, mais aussi des votes blancs et nuls - montreraient que le P.S. et le P.P.D. ont, en réalité, perdu environ 10 % de leurs électeurs de 1975. En ce qui concerne le parti communiste, la situation est plus complexe. Il est en progression apparente de 2% par rapport à l'an demler. Si l'on effectue les corrections indiquées ci-dessus, ses gains sont un peu plus élevés. Mais un phénomène supplémentaire a joué : l'abstention, à ce scrutin, du Mouvement démocratique poqulaire héritler des anciennes commissions démocratiques électorales antifascistes, qui a appelé à voter pour le P.C. Les trois grands partis non communistes ont aussitôt assuré que les deux cent trentecinq mille voix recueillies en 1975 par le M.D.P.-C.D.E. (soit 4,12 % des suffrages exprimés) devalent, en bonne logique, être décomptées de celles obtenues par

Or de nombreux indices permettent de penser que dans plusieura circonscriptions — et notamment à Braga, au nord, et à Faro, à l'extrême sud — le P.S. a béné-

Un fossé entre le Nord et le Sud

U NE analyse plus détaillée des résultats permet de nuancer l'impression selon (aquelle les Portugais ont, dans (eur ensemble, manifesté un certain désenchantement envers le processus révolution naire - engagé deux années auparavant. En effet, les électeurs se sont comportés de facon totalement différente selon qu'ils votaient dans des zones où la - révolution » s'était traduite par des mesures concrètes, ou bien dans des régions qui, cour tout changement, n'avaient connu qu'un redoublement de la traditionnelle propagande menée par l'Eglise et les notables contre les rouges. Ainsi, l'Alentejo - cette grande plaine située au sud du Tage, où les immenses domaines appartenant à des propriétaires plus ou moins absentéistes avalent été occupés et transformés en coopératives - a massivement volè pour le parti communiste. Ainsi encore, les habitants de la circonscription de Setubal, dont la frange septentrionale fait partie intégrante de la cein-

ture industrielle de Lisbonne — avec en particulier les chantiers navals de la Lisnave et de Setenave — ont également, cette année, donné la majorité au P.C.P.

Dans les deux cas, ce sont d'imporétaient ainsi plébisoltées : la réforme agraire et les nationalisations. Dépassant désormais le parti socialiste dans trois grandes circonscriptions où le prolétariat, rural et urbain, est majoritaire (Beja Evora et Setubai), le P.C.P. peut se présenter comme le parti ouvrier du Portugal. Il conteste ainsi les prétentions du P.S. sinon à lui ravir ce titre du moins à le partager avec lui. Un cadre du parti iste a tiré pour nous cette conclu sion : - Notre avance s'est aurtout manifestée là où la révolution s'était concrétisée. » M. Marcelo Curto, secrétaire national du P.S., secrélaire d'Etat au travail, a confirmé, à sa façon, cette analyse. Il a, en effet, déclaré que l'avance du P.C.P.

'AVENEMENT du

A PERPIGNAN

Les Amériques latines dans le míroir du cinéma

aventalent de cinema latinoaméricain comme élément spécifique du combat culturel pour la revendication d'une identité latinoaméricaine coîncide avec l'épanouissement du cinéma cubain dès 1963, et avec l'éclosion du cinéma novo brésilien. Des films nouveaux relèguent soudain à l'arrière-plan la plupart des fictions précédentes: les prolifiques cinématographies mexicaines et argencinematographies mexicaines et argencinematographies mexicaines et argencinematographies de le marché sudaméricain se voient définitivement discréditées à cause de leur démarche foi la loriste et de leur goût du compromis.

compromis. Le mérite principal du Festival de nous rappela par ailleurs que de nombreux films étrangers, ayant l'Amérique latine pour objet, ont répandu dans le monde une image faisifiée de la réalité sud-américaine. En particonsidèrent généralement l'Amérique latine comme une simple extension du cadre aventurier où lis installent habituellement leurs fictions. Dès 1916. Dorid W Griffith Stabilit dans The Americano le modèle narratif de bien des films qui abordent la vie politique en Amérique du Sud ; un ingénieur des mines nord-américain (Douglas Fairbanks), dans une République tropicale d'opérette, contribue à renverser nne dictature militaire abusite, énouse la fille du nouveau président et devient ministre de l'armée...

D'autres fictions hollywoodiennes attribuent aux hommes d'Amérique du Sud un comportement psychologique primaire : ils sont instinctifs, cruels. r machistes v. superstitieux... Nēme reque des films iljustrent des combats politiques importants, c'est pour mieux insister 'sur l'aspect anecdotique, folklorique, et réduire leur portée, leur sérieux. Dans Viva Villa (de Jack Conway - 1935), Viva Zapata (d'Elia 1952) et le Gaucho (de Jacques Tourneur - 1953), la révolte des héros tient davantage à des rai-sons d'ordre sentimental, à un conflit amoureux, an'à une prise de conscience politique. Les femmes sont d'ailleurs présentées comme des freins au progressisme, ne révant que d'intégration sociale et d'ordre bourgeois ; les masse servent à peine d'appoint à la fiction. elles sont méprisées, sous-estimées, prêtes à sulvre aveuglément des chefs charismatiques au projet politique

Un seul film bollywoodlen a su donner des combattants politiques sudaméricains une description favorable. celui de John Huston, les Insurgés (1949). qui sacrifie aux règles du thriller, mais présente avec sympathle la préparation d'un attentat contre le dictateur de Cuba. Machado (1932). par un réseau clandestin de militants cubains.

Le festival permit de mesurer l'influence que ces films ont exercée
sur le regard que les cinéastes sudamèricains allalent longremps porter
sur leur propre réalité; il distingua
toutefois l'emprelinte positive que le
travail de S.M. Eisenstein et de son
opérateur Edouurd Timé dans Que
Viva Moxico (1932) (œuvre inachevée
dont nous vimes les montages approximatifs réalisés par Soi Lesser — Tempète sur le Mexique. 1933 — et par
Marie Seaton — Time in the Sun.
1939) laissa sur le réalisateur mexicain
Emillo Fernsudex et son photographe
Gabriel Figueroa, qui imitèrent les
cadrages et le montage des Soviétiques
dans des œuvres baroques comme
Maria Candela Ris (1943) ou Enamo-

rada (1947).
C'est contre toute influence, contre
l'Impérialisme culturel, que le nouveau cinéma latino-américain semble
se définir. Des œuvres comme Lucia

Condor (J. Sanjines - 1989). Trois tristes (igres (de R. Ruiz - 1989), les Dieux et les Morts (de R. Guerra - 1978), la Terre promise (de M. Littin - 1973) ou l'Ennemi principal (de J. Sanjines - 1974) contribuent à élaboren une dramaturgie nouvelle nourrie des traditions narratives vernaculaires, attentive aux mentalités populaires, à la mémoire collective. Us élaborent en commun une autre histoire de leur confinent qui tient compte du courage du peuple, de sa culture et de ses luties.

Les cinéastes européens, surtout

(de H. Solas - 1968), le Sang du

compte du courage du peuple, de sa culture et de ses luties.

Les cinéastes européens, surtout après la mort de « Che » Guerarra et les événements chillens, se sont intéressés à la problématique latino-américaine dans des films froidement politiques (Etat de siège, Opération ilbetté...) qui ne savent s'articuler à la culture populaire des peuples qu'ils défendent. De tous, la Spirale (de Mattelart. Meppiel et Mayoux) est celui qui définit le mieux les méthodes impérialistes de désorganisation d'un pouvoir de gauche et qui mesure les dangers d'un usage réactionnaire des sciences de l'information.

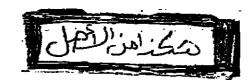
E l'œuvre du réalisateur classique argentin Leopoldo Torre-Nilsson, present à Perpignan, était projetée et analysée. Elle confirma ce que la confrontation des autres films avait dėja fajt ressortir, que jusqu'en 1963-1965 les cinéastes sud-américains poursuivaient une carrière d'auteur, captives par des modèles étrangers (dans le cas de Torre-Nilsson : Welles. Visconti et Bardem), faisant des problèmes psychologiques de quelques personnages en huis clos (la Chute -1959, et Solvante-dix fois sept - 1962. sont caractéristiques de cette veine) l'essentiel de leurs préoccupations. Si des problèmes directement politiques sont abordes (dans Fin de fête - 1960) ils sont traités dans les limites nariementaires d'une démocratie tradition-nelle, propres à une mentalité cita-

L'impact des nouveaux films latinoaméricains les tire cependant de leur
tour d'ivoire; Torre-Nilsson réalise
alors des œuvres qui apparenament
coîncident avec les préoccupations
(sujets historiques, personnages populaires, lottes pour l'indépendance,
esthétique de la violence...) des
auteurs de la nouvelle génération.
Mais ses films (Martin Fierro - 1968,
la Tierra en armas - 1976) reprennent
en fail, en les aggravant, les structures des fictions d'aventures américaines: héros coupé du peuple ou
conduisant le peuple, personnalisation
de l'intrigue, narration à effets, goût
du spectaculaire, racisme... et démontrent qu'en Amérique latine, comme
ailleurs, le cinéma politique doit
prendre source dans le militantisme
de ses auteurs et leur culture populaire; il ne relève jamais des opportunités carriéristes.

Il lant savoir gré aux organisateurs de ce premier Festival de Perpignan d'avoir présenté un programme dont la vocation anti-impérialiste n'étouffait ni l'aumour ni la tolérance; ils ont osé présenter des œuvres ontrancièrement réactionnaires (parmi lesquelles l'incrovable et caricatural film anti-castriste Commando à Cuba de A.C. Gannaway - 1964), confiants en la maturité du public. Ils rappelèrent enfin que l'idéologie de l'impérialisme imprègne tous ses produits culturels, même les plus anodins comme les desgins animés. les documentaires ou les réportages. Ils sont de la sorte parvenus à faire d'un festival de cinéma un passionnant forum d'initiation à la lecture politique de tous les films.

I. R.





Pretoria doit s'efforcer de briser son encerclement par des régimes progressistes

Kinshasa, le dernier carré des dirigeants du F.N.L.A. boucle ses valises. Le président du Front, M. Holden Roberto, se préparé à partir pour la Tunisie. Les dernières troupes de l'UNITA, qui continuent à recevoir une aide matérielle de l'Afrique du Sud et de certaines puissances occidentales, en particulier via la Zambie, sont adossées à la frontière zambienne dans l'extrême sud-est du pays. Mais on ne voit pas comment l'UNITA pourrait gagner un appui populaire qui lui permettrait de sortir de son ghetto. La victoire du M.P.L.A. est acquise. De son côté, le Front de libération du Mozambique tient fermement la situation. L'accession au pouvoir de ces deux régimes, progressistes à l'intérieur et anti-imperialistes à l'extérieur, place l'Afrique du Sud dans une situation délicate.

Depuis 1973, Pretoria savait que les jours du colonialisme portugais étaient comptés. Ce facteur contribualt à lancer le gouvernement Vorster dans sa politique de « détente » qui n'était rien d'autre que l'adaptation de la politique étrangère sud-africaine à la nouvelle orientation de sa politique intérieure. Parlant des Bantoustans, M. John Vorster souhaitait établir avec eux « une politique de bon voisinage basée sur deux principes : l'indépendance politique et l'interdependance économique. » L'Afrique du Sud voulait appliquer les mêmes principes à ses relations avec les Étais voisins. Elle devait s'engager dans cette voie parce que le glacis portugais en Angola allait disparaître. Pretoria a toujours considéré le Zambèze comme sa ligne de défense naturelle et le rio Save, qui traverse le sud du Mccambique, comme sa ligne de défense naturelle du système de l'apartheid limite le marché intérieur et subordonne la croissance économique sud-africaine à la conquête de marché extérieurs.

Très vite, les Etats africains « modérés » ont saisi la main tendue par Pretoria. Puisque l'armée sud-africaine est invincible, estimalent-ils, il fallait éviter avec Pretoria toute confrontation armée qui, de toute façon, précicipiterait l'Afrique australe dans le champ de l'affrontement entre les grandes puissances. En fait, la séduction qu'exerçait la force de l'économie sud-africaine auprès de ces régimes, tous intégrés au système économique occidental, étouffait leur opposition au règime de Pretoria, surtout si elle était d'abord justifiée par une solidarité raciale. Les succès de cette politique ont été tels que l'Afrique du Sud, peu à peu, gagnait son pari : diviser suffisamment l'Afrique pour paralyser toute menace sérieuse et pour élargir son espace économique.

Sous la pression de l'alle droite du parti nationaliste, fort de promesses américaines qui ne seront pas tenues, surestimant la force politique et le potentiel militaire du F.N.L.A. et de l'UNITA, Pretoria s'est lancé dans l'intervention en Angola parce que sa politique de « détente » lui paraissait suffisamment avancée pour bloquer toute riposte africaine. Avant même que cette dernière ne s'mganise, l'intervention des troupes cubaines transformait en déroute l'expédition angolaise. La politique de « détente » a sans doute sombré dans ce fiasco.

E mythe de l'invincibilité de l'armét sud-africaine s'est ainsi effondré, mème si l'appui des troupes cubaines a joué un rôle primordial pour emporter vite la décision militaire. L'image que l'Afrique du Sud souhaitait donner d'elle-même — un pays africain comme les autres, désireux d'établir des relations normales avec les autres Etats de l'Afrique — a disparu pour révêler une pu i sance agressive et expansionniste. A tel point que tous les chefs de file de la coopération avec l'Afrique du Sud — MM. Houphouêt-Boigny, Bongo, Senghor, Tolbert, Kaunda — ont affirmé que la « détente » ne pourrait survivre au désastre angolais. La position diplomatique de Pretoria est encore plus mauvaise qu'au début des années 70. Sa situation stratégique a elle aussi empiré.

La falbiesse des intérêts économiques sud-africains en Angola ne peut pousser Luanda à modèrer son hostilité à l'encontre de Pretoria. Par contre, la République populaire du Mosambique est obligée de tenir compte de sa dépendance, héritée de la période coloniale, à l'égard de l'Afrique du Sud. Mais les dirigeants du Frellmo ne cachent pas que la reconstruction nationale vise aussi à une indépendance complète par rapport aux circuits économiques occidentaux, et donc par rapport à leur centre le plus puissant en Afrique: Pretoria.

A l'est comme à l'ouest, l'Afrique du Sud est donc adossée à deux Etats qui lui sont résolument hostiles et qui veulent bloquer son expansion économique. La seule brèche par laquelle Pretoria peut éviter un encerclement total s'ouvre vers le nord à travers la Rhodésie et la Zambie. Or les chances d'une solution négociée, donc de l'installation en Rhodésie d'un régime qui accepterait de négocier avec Pretoria, sont très faibles.

Quel que soit l'interlocuteur avec lequel le régime de M. Smith ou un quelconque des représentants de la minorité bianche conclurait un accord, aucune solution durable ne peut être trouvée sans l'aval du commandement militaire unifié de l'A.N.C. Les quatre chefs historiques du mouvement nationaliste — MM. Nkomo, Sithole, Muzorewa et Chikarens — ont perdu la confiance des quinze mille combattants qui ont choisi une nouvelle stratégie : la guerre populaire prolongée. Ils veulent désormals une véritable révolution dont les méthodes et les objectifs sont très proches de ceux du Frelimo.

Cette évolution du conflit rhodésien illustre la conséquence principale de la déroute sud-africaine en Angola : la stratégie face aux régimes blancs

Par RENE LEFORT

d'Afrique a basculé. Les partisans des solutions négociées rangent leurs dossiers. A l'inverse, les partisans de la lutte armée intensifient leurs préparatifs quand ils ne sont pas déjà passés à l'action. Il leur est maintenant possible de s'infiltrer à travers 1500 kilomètres de frontières communes avec un Angola dont le président Neto déclarait récemment : « Nous sommes désormais en mesure de contribuer à l'indépendance d'autres pays.» Le président de l'AN.C. sud-africain affirme: « Les victoires de l'Angola et du Mozumbique commencent à sortir nos militants de l'impasse où les avait conduits la répression de ces dernières années.» Il révèle aussi que l'entraînement des combattants s'intensifie et que le déclenchement de la lutte armée est proche.

Au contraire, la Zamble et le Zaïre, qui étalent en Afrique australe les plus fervents partisans de la politique de « détente», sont acculés à la défensive. Après le « sommet» de Lusaka, le président Kaunda a di pour la première fois admettre que la seule perspective qui s'ouvrait aux nationalistes rhodésiens était l'intensification de la lutte armée, alors qu'il n'avait pas hésité un an plus tôt à recevoir officiellement en Zamble même le Dr Vorster pour arracher au régime de M. Smith des concessions qu'il

permettraient l'accession au pouvoir en Rhodésie des représentants de la bourgeoisie noire. Pourtant la prépondérance dans le mouvement nationaliste rhodesien de l'alle militaire de l'A.N.C., qu'une guerre prolongée ne peut qu'accentuer, isolerait encore plus la Zamble de son tuteur économique sud-africain. Par contre, la Zamble a cédé aux pressions sud-africaines en continuant à soutenir l'UNITA, retardant ainsi une normalisation de ses relations avec Luanda, qui conditionne l'exportation du cuivre zambien. Le président Kaunda ne semble même plus avoir les moyens de s'en tenir à une politique cohérente.

P OUR la première fois depuis son l'accession au pouvoir, le président Mobutu a dû cesser officiellement toute alde au F.N.L.A. et admettre que le seul mouvement représentatif du peupic angolais est le M.P.L.A. L'effondrement de l'économie zaîroise, largement imputable aux dépenses que Kinshasa a engagées dans ses opérations militaires en Angola et à la fermeture du chemin de fer de Benguela, ne laissait pas de toute façon une quelconque marge de manœuvre au règime de M. Mobutu. En échange de cette volte-face, Luanda s'est engagé à empêcher l'armée des opposants katangais réfugiés au nord-est de l'Angola de s'infilirer au Zaire. Mais déjà la guérilla s'étend dans les régions frontalières avec le Soudan et la Tanzanie. En fait, malgré une aide américaine accrue, le président Mobutu aura beaucoup de mal à se remettre de sa défaite dans l'opération angolaise, où il avait jeté tout son poids. Seule l'accession au pouvoir de personnalitées « modérées » pourrait bloquer la radicalisation de l'opposition actuelle.

La division du continent africain face au régime de Pretoria pourrait être dépasée. La crise angolaise a démontré une fois de plus que, dans un confilt majeur, l'O.U.A. est incapable de surmonter ses divisions. Les régimes progressistes d'Afrique sembient donc avoir perdu leurs dernières illusions sur les capacités offensives de l'organisation africaine. Autour des anciennes colonies portugaises, les seules à avoir conquis leur indépendance par une guerre populaire prolongée, un front des pays africains convaincus que seule une confrontation armée viendrait à bout du régime de Pretoria est en train de se constituer. Les premiers jalons en ont été posés lors de la rencontre de Conakry

où M. Fidel Castro a déclaré: a Si l'Afrique noire organise une armée multi-africaine pour règler une jois pour toutes son compte avec l'apartheid, la responsabilité en reviendra entièrement aux Sud-Africains, a Coble romble devair jouer un rôle

chièrement aux Sud-Africatas.

Cuba semble devoir jouer un rôle essentiel dans cette offensive, et pourrait être, au moins sur le plan matériel. l'intermédiaire indispensable du soutien des pays du bloc socialiste. La base arrière de cette offensive serait l'Angoia, où rien ne laisse prévoir un départ rapide des forces cubaines qui y stationnent. On assiste donc à la renaissance d'une sorte d'OSPAAAL (1) qui, après la fin des conflits dans le Sud-Est asiatique et la stabilisation en Amérique du Sud, concentrerait ses activités sur l'Afrique australe. Mais les différents Etats qui la composeraient ne semblent pas être d'accord sur la place respective qu'occuperaient dans ses luttes de libération nationale les forces intérieures et les aides extérieures.

L'Afrique du Sud a donc anéanti par son intervention angolaise l'acquis patiemment gagné dans sa politique de « détente ». La crise politique interne va s'y aiguiser entre les tenants d'un assouplissement de l'apartheid et les « durs » du règime dont l'intransigeance depuis vingt-cinq ans ne fait que s'accentuer. L'inflation, aggravée par la balsse du prix de l'or et la hausse des dépenses militaires, va s'accelérer. Perdant des marchés limitrophes et des voies de communication, la production devrait continuer à décroître.

(1) OSPAAAL : Organisation de solidarité des peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, créée à l'initiative des autorités cubaines.

UNE ÉTUDE SUR LA LITTÉRATURE ALGÉRIENNE DE LANGUE FRANÇAISE

Textes profanes et parole sacrée

LORS qu'à peine douze ans nous séparent de l'accession de l'Algérie à l'indépendance, il n'est certainement pas facile de dresser le bilan d'une littérature algérienne. C'est pourtant cette gageure qu'a tentée Charles Bonn dans un ouvrage qui propose une intéresante approche de cette littérature au triple plan de ses structures profondes, de ses rapports avec le politique et enlin de la relation qu'elle entre-tient avet ses fecteurs rèels qu potentiels (f).

Prise entre ces trois poles, in littérature doit trouver ce que Michel Foucault appelle son cexistence escarpée», et c'est sans douts au niveau de l'imaginaire que se déchiffrent le misux les intentions réelles des écrivains algériens. C'est la raison pour laquelle l'auteur s'attache en premier lieu à détecter, sous l'idéologie du discours social, les structures profonde de l'imagination créatrice articulées autour d'un certain nombre d'obsessions fondamentales : l'enfance, l'affrontement de la terre et de la cité, la trahison des pères et enfin le combat contre la ville.

e Chez nous. l'enfance est un monde privilégié, remarque Kateb Tacine. Nous balgnons dans un univers féminin. Les femmes ne sortant pas sont coupées du temps et racontent des histoires. Elles sont porteuses d'un monde enchanté fermé aux hommes à partir de douze à treize ans. > Et pourtant, en dépit de cet attachement au jardin clos de l'enfance, la littérature algérienne est le plus souvent une littérature algérienne est le plus souvent une littérature de l'errance et du déracinement dans laquelle s'alfrontent impitogablement la fascinante clié des Européens et l'obsédante terre des ancêtres. A la terre, l'amant, le voyageur on le passager clandestin associent en général l'image de la mère et sartout d'une unité refermée sur elle-même, tandis que la clié irréelle et étrangète devient le lieu de la quête problématique d'un père toujours fuyant et toujours absent.

Désirée ou refusée, hostile ou familière, la ville est en effet l'une des dimensions essentielles du romanesque algérien, et l'approche que fait d'ello le colonisé est toujours fourde de concupiscence : « Rèves de possession : s'asseoir à la table des colons, coucher dans le ilt du colon, avec sa femme si possible > (Fanon). Mais en tant que lieu privilégié du regard étranger, la ville fonctionne à la manière d'un piège dont il faut se méfler: « Se trouver face à une multitude de fenètres braquées sur soi n'a rien de particulièrement réjouissant, confie Katèb Yacine. J'ai déjà été pris au piège quatre ou cinq fois. et à chaque fois je n'ai pas donné cher de ma pagu. a

A cet espace de la cité s'oppose celui de la

nous n'a eu de vrai père. C'était lui qui avait pris sa place, c'était iui le maître. Et les pères n'ont plus été chez nous que des reproducteurs. Ils n'ont plus été que les violateurs et les engrosseurs de nos mères, et ce pays n'a plus été qu'un pays de bâtards.

Ainsi la quête du père est-elle le plus souvent vaine, car, ou bien il est absent, ou bien il a trahi. A l'époque coloniale, c'est surtout ce

Par JACQUES CHEVRIER

grotte est aussi le séjour des ancêtres, et, si la ville demeure toujours le lieu de l'altérité, l'espace maternel constitue par excellence le lieu de l'unité et de la paix des origines. Il faut bieu cependant sortir de la caverne et basculer dans la lumlère et la discontinuité. Ce brusque franchissement qu'accompagne toujours la tentation de la fuite constitue pour le béros une des hantises les plus fortes de la littérature algérienne, car il s'agit d'un moment décisif qui prend les dimensions d'un véritable rite de passage après lequel tout retour est impossible. Au cours de son entreprise, le héros trouve appui auprès des vieillards dont la sagesse et la sérénité le conduisent à la rencontre des terribles ancêtres fondateurs qui, dans leur affrontement à la cité, attelgnent parfois à la dimension tragique des dieux anclens immolés sur la scène urbaine.

T OUTEFOIS. si dans son passage de l'espace maternei cios à l'espace ouvert des adultes l'adolescent des romans algériens entre parfois en contact avec l'ancêtre, jamais il ne rencontre le père. Pourtant la quête du père est l'une des constantes de cette littérature. Toute l'histoire de Nedjun est celle d'une quête éperdue des pères par les quatre amis condamnés à une perpétuelle estance, comme des ombres sans fusil. Mais, de même qu'ils nient l'identité des pères, les autres (c'est-à-dire les Européens) ont supprimé le père, quand ils ne l'ont pas réduit à une existence humiliante : « Du jour où le Français est entré dans ce pays, plus aucun de

deuxième aspect que l'on retiendra : « Les héritiers des preux se vengealent dans les bras des deml-mondaines ; ce furent des agapes, des fradaines de vaincus, des tables de jeu et des passages en première classe en direction de la métropole.» Ainsi, quand les fils se réveillent, leur première victoire est souvent remportée sur le père : les pères de Nedjma se réfugient à la mosquée, egarage de la mort lente », où Lakhdar vient les narguer. Souvent même les fils ont appris à ignorer le pète et à s'adresser directement à l'ancêtre-fondateur : grâce à cette création de l'imaginaire collectif, la communanté peut en effet s'inventer une revanche fictive, transformant en victoire mythique une défaite une démais ajonte à cette création mythique une le père fait défaut : « Il peut désormais se regarder, comme un enfant trouvé ou adopté, auquel sa vrais famille, royale bien entendu, ou noble, ou puissante en quelque façon, se révèlera un jour avec éctat pour le mettre entin à son rang. »

Mais, pour les écrivains exilés, pour ceux qua l'indépendance n'2 pas satisfaits, ceux qui crient à la révolution confisquée, le fondateur lui-même a trabil une fols sa vanité satisfaits : « Le fondateur, notre chef clandestin? Le volci qui bombe le torse et nargue les sorciers », disait déjà Kateb Yacine en 1936. Ainsi la père, l'ancêtre on Dieu lui-même se dérobent au nument où on croyait les rejoindre. Et la longue marche vers la caverne, la longue vie en creux des fils dans l'attente du père s'avère inutile et même culpabilisante. Ail Boumadhi peut alors constater, à la fin du Villags des asphodèles : « L'époque hérolque de la chevalerie est définitivement révolue ; celle dea technocrates, des comptables et des marchanda de tapis commence. »

EPENDANT, si l'écrivain a pour fonction de traduire l'imaginaire, il est aussi amené à prendre position, à se définir par rapport à une idéologie et même à en élaborer les grandes lignes, soit pour intter contre le colonialisme, soit pour prendre part au processus révolutionnaire déclenché par la guerre de libération nationale. La littérature algérienne de langue française a d'abord été en effet une arme, conçue sous la forme d'une réponse à la phraséologie négative du colonisateur, et c'est donc tout naturellement que, l'indépendance une fois acquise, elle a continué à exèrcer un rôte idéologique. Toutefois, dans son souel d'efficacité,

The second secon

l'idéologie a trop souvent tendance à se coustituer en discours social, c'est-à-dire en norme. Elle suscite alors des textes en général médiocres et cherche à récupérer toute la littérature qui s'est faite à son insu ou avant son apparition.

Il est hors de doute que, comme dans la plupart des pays du tiers-monde, la littérature algérienne traverse une crise dont une des causes fondamentales doit être recherchée dans une série de malentendus cristallisés autour de la notion ambigué d'engagement. S'il est notmai en affet que la littérature se prononce sur les problèmes de l'heure on commet par contre trop sonvent l'erreur, à l'échelon des dirigeants, de confondre l'engagement personnel de l'écrivain avec la pure et simple propagande. D'où la boutade désabusée de Kateb Facine: « Quant aux

artistes, nous n'en avons pas vu un seul l'a Reste à déterminer malgré tout quel est l'impact réel de la littérature algérienne sur le public auquel elle s'adresse désormals en priorité. Question difficile dans la mesure où l'acte de lecture se laisse difficilement réduire à des explications rationnelles, mais à laquelle une enquête systématique permet cependant d'apporter d'appréciables éléments de réponse. Les analyses auxquelles se livre l'auxeur ne pouvant trouver place ici, nous retiendrons de cette enquête cinq

La littérature algérienne de langue trançaise touche une minorité de « cleres », en majorité

---7

The state of the s

b.

citadins;

2) Les femmes sont peu concernées par le problème;

3) Le choix de la langue française apparaît ilé

 Le choix de la langue française apparaît lié au désir de modérnité et de liberté individuelle;
 La fecture est perçue comme un acte sérieux;

5) Les lecteurs réclament une littérature authentiquement nationale qui aborderait les problèmes politiques, les problèmes de la femme et de la famille et enfin le problème du couple et la situation de la femme dans l'Algérie et le Maghreb d'aujourd'bul.

Si l'on en croit l'auteur de cette étude, la littérature aigérienne reste un phénomène marginal en raison de son caractère sérieux et élitaire, mais surtout dans la mesure où l'idéologie actuelle semble vouloir la restreindre et l'enfermer dans une fonction commémorative et etimographique. Or le publie est avide de nouveauté; il attend de l'éctivain qu'il désigne ce qui est confusément ressenti comme une tare dont il est dangereux de parier.

En réalité, il est permis de penter que, pardelà le contenu de la littérature, c'est l'objet littéraire lui-même qui fait problème dans un pays à forte tradition orale comme l'Aigérie. On peut donc se demander, ainsi que le suggère Jean Duvignaud, si le refus des éctivains de nommer certains états ne provient pas du fait que la langue française reste le llen par excellence de la lafité, dans un monde où la Parole appartient encore pour une grande part au registre du sacré.

(1) Charles Bonn, la Littérature algérienne de langue française et ses lectures. Ed. Nasman, Sherbrooke, Québec, 1974. 256 pages, 7 dollars.

etudiants et adultes discover the american way of life >

4 SEMAINES DANS UNE UNIVERSITE AMERICAINE

ler juillet - 29 juillet

An Intensive English Programme
Socio-Cultural and Socio-Economic Studies
Activités récréatives et sportives sur le compus.
INSTITUT DE RECHERCHE EN EDUCATION
80, rue du Cherche-Midi, 75006 PARIS.
Tél.: 548-10-94 ou 548-20-03 (le soir):

LE TCHAD, PAYS DIVISÉ

Une "indépendance" qui se conquiert

Eleveurs et paysans ont payé un lourd tribut à l'administration néocoloniale. Leur révolte coincide souvent avec les objectifs du FROLINAT.

Reportage de DIDIER BAUSSY *



COMBATTANT DU FROLINAT DANS L'ENNEDI Un terrain propice à la guérilla.

E 21 avril 1974, Mme Claustre, une archéode la Mission de réforme administrative (organisme créé par la France pour réorganiser l'appareil administratif tchadien et dont le direceur, M. Pierre Claustre, est le mari de l'archéologue), le docteur Staewen, un médecin allemand, neveu par alliance de l'ancien président Heinel'extrême nord du Tchad, par un groupe de rebelles. Au cours de l'attaque de la mission dirigée par le médecin allemand, l'épouse de ce mier et deux officiers tchadiens sont tués.

Un peu plus d'un mois et demi plus tard, le 12 juin, le docteur Staewen est libéré après que es négociateurs envoyés par le gouvernement de Bonn eurent versé aux rebelles une rançon de 5 millions de francs et accepté de faire diffuser un communiqué dans lequel ils exposaient leurs

Mme Française Claustre et M. Marc Combe, citoyens français, subiront un autre sort. Considerés par leurs ravisseurs comme « prisonniers de beaucoup plus compliquée. Un an plus tard, les deux Français étant toujours prisonniers au Tibesti. l' « affaire Claustre » éclate au grand jour, à l'initiative du mari de l'archéologue. Ce qui n'aurait pu rester qu'un « fait divers » devient une affaire politique qui met en lumière la nature des relations entre la France et l'une de ses anciennes

En négociant directement avec les rebelles du Tibesti, le gouvernement français a fait peu de cas e la souveraineté d'un Etat dont les frontières avaient été dessinées par la France (1) et qui avait reçu sa Constitution de la France. En refusant de livrer des armes à Hissène Habré, ce même gouvernement a cherché à ménager son système d'alliances avec ses anciennes colonies. Son attitude ne fut tempérée que par le souci de préserver les avantages qu'il retire de sa politique

Les résultats de cette politique furent lourds de coopération avec la France et demanda le départ des troupes françaises qui stationnaient au Tchad. La France se voyait ainsi imposer des limites à l'utilisation de bases militaires qui lui étaient surtout indispensables pour le ravitaillement de

Les négociations reprises par les Tchadiens pour la libération de Mme Claustre (M. Marc Combe avait pu fausser compagnie à ses ravisseurs début juin 1975) n'eurent pas plus de succès que celles qui avaient été conduites par les Français. Et le véritable problème qui se posait aux dirigeants tchadiens n'était pas résolu : celui de la rébellion azmée qui s'étendait sur presque les trois quarts du territoire du Tchad, et dont les rebelles du Tibesti n'étaient qu'une faction dissidente. Depuis dix ans, le Front de libération nationale

du Tchad (FROLINAT) lutte contre le pouvoir issu de la décolonisation et de l' « indépendance » pour faire aboutir un programme politique qui s'oppose à toutes les formes du néo-colonialisme et qui prevoit l'édification d'une société socialiste. Le FROLINAT est né le 22 juin 1966 à Nyala,

au Soudan, de la réunion, dans une organisation politique et militaire, d'un certain nombre de mouvements et de partis d'opposition au régime du président Tombalbaye. Le premier secrétaire général du Front, Ibrahim Abatcha, représente l'Union nationale tchadienne (U.N.T.), le parti progressiste qui avait, en 1958, préconisé le « non » au référendum constitutionnel proposé par le général de Gaulle. L'U.N.T. avoit été interdite en 1962 et ses dirigeants emprisonnés par le président Tombalbave.

Premières dissensions

PEU de temps après la formation du Front, la direction d'Ibrahim Abatcha est contestée par le représentant du Mouvement national de libération du Tchad (M.N.L.T.), Mahamat Moussa, qui estime que la direction du Front doit lui revenir, sous prétexte que sa formation est numérique ment plus importante et qu'il a déjà organisé au

Ouaddal un foyer de lutte armée. Ainsi, aux premières heures de son existence, se manifestent à l'intérieur du FROLINAT des tensions entre les différentes tendances qui s'étaient réunies dans le but de renverser le régime de Fort-Lamy. Aux nationalistes progres sistes qui veulent étendre la lutte de libération à tout le pays en combattant le néo-colonialisme valoir un point de vue régionaliste ou religieux. Mahamat Moussa se retire du Front quelques mois après sa formation. Jusqu'à son ralliement au régime de N'Djamena, en octobre 1975, il combattra épisodiquement les forces gouvernementales, mais aussi parfois les combattants du FROLINAT; son action, cependant, ne dépassera jamais les frontières du Ouaddai et ses forces seront toujours limitées à quelques petits groupes armés. Quelques années plus tard, après la mort. au cours d'un occrochage, d'Ibrahim Abatcha en 1968, Abba Siddick étant devenu secrétaire général du Front, l'éviction de Baghalani, un chef musulman qui avait été, lul aussi, un des fondateurs du Front et qui combattait pour des motifs essentiellement religieux, signifie bien la volonté des dirigeants du FROLINAT de ne pas se laisser déborder par des éléments fanatiques.

Ces dissensions furent exploitées par les auto-rités françaises et tchadiennes. En effet, en leur donnant une importance qu'elles n'avaient pas, elles purent affirmer que la rébellion était le fait de « soulèvements de tribus », de « voleurs de bétail » ou encore de « fanatiques religieux armés par l'étranger », et surtout pas d'une organisation politique qui combattait pour renverse non seulement le régime de Fort-Lamy, mais aussi le système néo-colonial qui le soutenait.

L'intervention française et son inefficacité

ldriss, le chef d'état-major des F.P.L., qui fit pour nous le point de la situation militaire du FROLINAT :

« Au nord, nous a-t-il dit, nous contrôlons l'Ennedi et la plapart des zones qui l'entourent, ainsi que les pravinces du Biltine et du Ouaddai, jusqu'au Salamat. Au centre, les provinces du Batha et du Guera. A l'ouest, l'essentiel du territaire du Chari-Baguirmi, à l'exception de la capitale. Au sud, nous ne contrôlous pas le Logane occidental, ni le Logane oriental, ni le Mayo-Kebbi. Dans le Sud, nous ne pos le plan politique. Il ne faut pas oublier qu'on y trouve de nombreuses bases militaires française Il en va de même pour le Kanem, pour lequel nous avons établi un plan militaire en vue d'y étendre notre contrôle et le faire communiquer avec les régions qui nous sont acquises

Qu'entendez-vous por « contrôler :

forces armées s'installent dans des camps qui ne restent jamais plus de trois ou quatre mois à la notre tactique militaire, mais elle permet aussi un brassage des combattants et des populations.

Le FROLINAT contrôle-t-il ainsi plus de «a maitié du territoire et près de 40 % de la population du Tchad? Plusieurs indices donnent crédit à ces affirmations. Tout d'abord, les dirgeants du Front et Mahamat Idriss ont proposé de faire accompagner des observateurs dans les zones contrôlées, invitation que nous-même avans déclinée pour des raisons d'emploi du temps. Ensuite, dans les camps que nous avons visites tants qui venaient de la plupart des régions du Tchad. Presque tous nous ont dit s'être engages dans les rangs du FROLINAT après avoir rencontré des bandes rebelles qui opéraient près de leurs villages. Enfin, tous les témoignages de voyageurs qui se sont rendus ces demières années au Tchad concordent pour affirmer qu'en dehors des régions de la zone cotonnière à l'auest du Chari, des environs immédiats de la capitale et du Kanem, il est impossible de circuler dans le pays sons escorte militaire.

En progressant dans son contrôle politique du pays, le FROLINAT vise un objectif que ni le colonisateur ni le régime post-colonial n'ant atteint : réaliser au Tchad l'unité nationale. Y arrivera-t-il dans ce pays artificiellement façonné par la colonisation et qui reste fortement divisé?

La persistance de la rébellion



En 1969, l'armée française intervenait donc pour liquider les rebelles tandis que, pour supprimer les « causes de la perts français (pour la plupart d'anveloppaient un proaramme de réformes administratives, surtout destiné à rallier

an bonsoit ceutral

nels dont l'autorité avait été supprimée par le président Tombalbaye. L'intervention française sous cette double forme fut un échec : les quatre mille hommes du corps expéditionnaire, malgré leur équipement de lutte antiguérilla, n'arrivèrent pas à anéantir la rébellion. Bien sur, le FROLINAT fut durement touché, ses comps fixes furent détruits par les raids aériens, et il subit de nombreuses pertes. Mais la présence étrangère ranima les souvenirs de la colonisation et poussa de nombreux paysans à rejaindre ses rangs, donnant à ses dirigeants de meilleurs arguments pour faire valoir leur cause aupres des pays qui étaient susceptibles de les aider. Ainsi, le gouvernement algérien, qui savait par expérience ce que représentait une intervention armée de la France, et les pays qui avaient soutenu le F.L.N.

renforcèrent-ils leur soutien au FROLINAT. Quant à la Mission pour la réforme administrative (M.R.A.) (2), si elle put opérer dans les zones où la rébellion n'agissait pas encore, elle eut beaucoup de difficultés à travailler dans les

En 1971, l'intervention militaire française ces-sait « officiellement ». Malgré les démentis des autorités, on peut affirmer que l'armée française est intervenue directement par la suite, surtout tchadienne, dans laquelle servalent par ailleurs, « sous uniforme tchadien », deux cent solxante militaires français. Faut-il rappeler que la garde nomade et les services de renseignements tchadiens étaient commandés par un officier français, le commandant Gouvernec?

Un groupe de combattants du FROLINAT nous a mené jusqu'à Am-Djarras, dans le Biltine, où se déroulèrent encore en novembre 1974 de vio-

Réalisateur du film le Tehad des rebelles ence française d'images, 26, rue de l'Etolle,

lents combats entre l'aviation française et les troupes du Front. Les parois de la montagne creusée dans cette région d'innombrables grottes laissaient voir en de nombreux points des traces de mitraillages aériens. On nous a montré des éclats d'obus, de roquettes et aussi une bombe qui n'avait pas explosé.



Géographiquedivisé en quatre régions d'inégales sucaractéristiques climatiques et écolociées. Le Sud tropical, qui représente à peu près le quart de la superficie du territoire, est peuplé de plus de la moi-tié de la population

(54 %) et, à l'intérieur de cette zone, près de la moitié de la population totale du pays se trouve concentrée à l'auest du Chari. C'est dans cette dernière région qu'a été développée, par la puissance coloniale, la culture du coton et que vivent traditionnellement les ethnies saros dont est issue la classe politique au pouvoir.

La partie sahélienne du Tchad s'étend audessus du dixième parallèle sur également à peu près le quart de la superficie du territoire. Enviror 30 % de la population y vit, partagée entre des activités agricoles et l'élevage. A part quelques plantations de coton, l'agriculture y est surtout de ubsistance (mil, sorgho), et l'élevage se développe selon des transhumances annuelles entre le sud et le nord de cette région jusqu'à la limite de la zone désertique. La majorité de sa population est islamisée.

Intercalée entre cette zone mixte et la Nord désertique (BET), se dessine la zone subdésertique où vit environ 12 % de la population. Les habitants y subsistent exclusivement d'activités pastorales et sont dans leur majorité islamisés.

Les trois préfectures du BET (Borkou, Ennedi, Tibesti) correspondent à la partie désertique du territoire. Environ quatre-vingt mille personnes y vivent (2 % de l'ensemble de la population).

L'objectif visé par les troupes gouvernementales aidées par l'aviation française était le camp où se trouvait l'état-major des Forces populaires de libération (F.P.L.), l'armée du FROLINAT. Quelques mois après ces combats, nous rencontrions dans un camp de l'Ennedi, où s'en-

trainaient près de trois cents hommes. Mahamat

Une mosaïque d'ethnies C'est la région traversée par les grands nomades sahariens. Dans les oasis du Tibesti et de l'Ennedi,

quelques populations ajoutent au nomadisme des activités semi-sédentaires. Ainsi, les Toubous vivent une partie de l'année d'une agriculture essentiellement axée sur le palmier dattier et d'un petit élevage de moutons et de chèvres.

Sur ce découpage en régions climatiques, il faut superposer un découpage selon les groupes ethniques, bien plus complexe. Plus d'une centaine de langues sont parlées au Tchad, et cela rend bien compte des particularismes culturels et ethniques qui font de ce pays une mosaïque de micro-sociétés souvent très Indépendantes les unes

Cependant, l'implantation de l'islam sur la plus grande partie du territoire a eu pour conséquence la diffusion de l'arabe comme langue véhiculaire. Aujourd'hui, sans aucun doute, l'arabe tchadier est la langue la plus répandue dans le pays. Cette diffusion de l'arabe véhiculaire explique la pénétration relativement modeste du français, qui n'a pu servir d'outil centralisateur et unificateur au service du nouvel Etat. Alnsi, bien que le trançais sait la langue officielle, moins de 10 % de la population paut l'employer pour s'exprimer (3),

Eleveurs et agriculteurs

A population du Tchad peut donc être partagée en deux groupes sensiblement d'égale importance. D'un côté, les populations islamisées et, de l'autre, les ethnies animistes, parmi lesruselles la colonisation a fait de nombreux

Les deux groupes se distinguent aussi par leurs activités économiques. Si les islamisés de la région sahélienne sont à la fois agriculteurs et éleveurs, en général, dans les autres régions où ils vivent, l'activité principale de leur groupe est l'éle-vage (4). Les animistes, quant à eux, sont, dans leur immense mojorité, des agriculteurs. L'élevage d'ailleurs leur est Interdit par la trypanosomiase qui sévit dans la plus grande partie des territoires

Il existait traditionnellement entre les éleveurs et les agriculteurs des liens fondés sur l'échange de leurs produits. Ces relations n'étaient pas toulours pacifiques, surtout à l'époque où la capture s esclaves était une entreprise très rentable. Cela peut expliquer en partie l'attitude différente de chaque groupe face au colonisateur : les agriculteurs, en général, acceptèrent avec une relative docilité la présence de l'étranger, et nombreux furent même parmi eux ceux qui adoptèrent la religion de l'homme blanc. Au contraire, les nomades et les agriculteurs-éleveurs islamisés, surtout quand ils étaient organisés en féodalités, opposèrent une résistance farouche à la pénétration coloniale, et il fallut une succession de campagnes très meurtrières pour que l'ensemble du pays fût enfin pacifié en 1920 (5). Une fois terminée la pacification, la « mise en valeur » du pays pour le compte de la puissance coloniale allait pouvoir commencer. Les agriculteurs en furent les premiers bénéficiaires — ou plutot les premières victimes, — quand il fut décidé que le Tchad serait producteur de coton.

 A la suite de la convention franco-anglaise du Il mars 1899 (un an après Fachoda), qui établissait la souveraineté française sur le Kanem, le Baguirmi et le Tibesti. (2) M. Pierre Claustre en a été le directeur de 1973 à mars 1974. Son dernier représentant a quitté le Tchad en janvier 1976.

(3) Ce fait a d'ailleurs fini par être admis par e pouvoir central quand, en février 1975, il a été écidé que le passeport trhadien ne serait plus sulement rédigé en français mais aussi en arabo. (4) Il faut aussi signaler l'existence, dans les villes du Sud, de colonies importantes d'artisans et de commerçants musulmans qui tiannent une place importante dans la vie économique. (5) Le BET restera sous administration militaire française jusqu'en 1965, c'est-à-dire cinq ans après l'indépendance du Tchad.

Les ravages de la culture du coton



L'introduction de la culture commerciale du coton au Tchad (comme, dans d'autres pays d'Afrique, l'introduction l'arachide, du café ou du cacao) permettalt de monétoriser le système d'èchanges qui, traditionnaliement, fonctionnait sur le principe du troc, et de transformer le payson en contri-

buable tout en ouvrant le marché africain aux produits européens. La vie de la plus grande partie de la population en fut dramatiquement transformée, car très vite les cultures commerciales se sont trouvées en cancurrence directe, pour la main-d'œuvre et pour les terres, avec les cultures vivrières. Plus la culture du coton s'étendait, et plus il étalt difficile pour les populations de s'approvisionner en produits vivriers, à tel point que lorsque la sécheresse atteignit la zone sahélienne (1969-1974), ses populations ne purent pas s'approvisionner dans les régions du Sud qui, elles, n'avoient pas été atteintes. Et la disette se

L'introduction de la culture du coton a ainsi progressivement accentué la division entre agriculteurs et éleveurs en les cloisonnant dans leurs types d'activité et en supprimant les échanges economiques qui les religient. Elle a aussi procuré à l'État nouvellement formé une classe palitique liée aux intérêts de la puissance coloniale.

Venue au pouvoir après l'indépendance, cette classe politique, née dans les écoles primaires des régions cotannières (7), a continué docilement la politique économique de l'ex-colonisateur, toulours pour le profit de ce dernier. Bien sûr, elle en a tiré pour son propre compte de nombreux avantages et l'assurance d'être protégée, tandis que le sort de l'immense majorité de la population subissait la pression de plus en plus intolérable de l'impôt et avait de plus en plus à craindre les abus d'une administration qui s'identifiait à la

Le rôle de l'impôt

CETTE degradation de la condition des paysons apparait d'une facon éclatante lorsque l'on rapproche l'évolution du prix du coton, payé au producteur par la COTONFRAN, puis par la COTONTCHAD, de celle du montant de l'impôt de capitation exigé pour les adultes de plus de quinze ans. Ainsi, en 1929, le prix paye au producteur de coton était de 1 franc par kilo et le montant de l'impôt de 5 à 10 francs par an : il était donc nécessaire de produire entre 5 et 10 kilos de coton pour payer l'impôt d'un individu. En 1944-1945, le prix d'achat du coton était passé à 2,25 francs et le montant de l'impât à 55 francs : il était donc nécessaire de produire 25 kilos de coton pour poyer l'impôt. En 1960, le producteur recevait 25 F par kilo de coton mais devait payer 1.000 F d'impôt, produire 40 kilos de coton. En trente ans (de 1930 à 1960), si le prix payé au producteur a été mul-tiplié par 25, le montant de la pression fiscale a été multiplié par 100. Après l'i mentation de la pression fiscale par rapport au prix du coton payé au producteur s'est pour-suivie. Et, en 1970, l'agriculteur devoit payer 1,250 F d'impôt, alors que le kilo de coton lui était payé 26 F par la COTONFRAN (8).

LE MONDE DIPLOMATIQUE

Fondsteur : Hubert BEUVE-MERY Directeur de la publication : JACQUES FAUVET Rédacteur en chef : CLAUDE JULIEN Rédactrice en chel adjointe : MICHELINE PAUNET

Prix de l'abondement annuel (en francs) Etranger 73

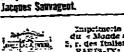
PAR ATTON (Abonnement et taxes) Afrique francophone. Guadeloupe, Guyane française, Martinique,

Comores, Madagascar, Laos, Viet-nam du Sud. Nouvelle-Calédonle, Nouvelles - Hébrides. Polynésie française. Combodge. Salat-Pietre - et - Miquelon, Walls et Futura Arabie Shoudite, Iran, Irak, Israei, Jordanie, Liban, Libye, Egypte, 181

Jordanie, Liban, Libye, Egypte, Syrie Birmanie, Chine, Corée, Hongkong, Japon, Indonésie, Macao, maiaie, Mongolie, Philippines, Sin-iaisie, Mongolie, Philippines, Singapour, Talwan, Timor, Thai-lande, Vietnam du Nord, Australie, Nouvelle-Zélande, autres pays d'Océanie

Autres pays d'Afrique, d'Ame-rique et d'Aste 121 Régaction et administration: 5, rue des italiens. 75427 PARIS CEDEX 09 (Chèque postal : Paris cº 4207-23)
Tèl. Rédaction : 346-72-23
Tèl. Abonnements : 520-63-03
Tèles: Le Monte 650-572 Paris
Adr Jelégraphique : Jourmonde Paris

Edité par la S.A.R.L. ie Monde. Jacques Fauvet, directeur de la publication.





Reproduction interdite de tous articles, sauf accord arec l'administration. Commission partiaire des journaire

L'impôt est bien le moteur du système d'exploitation du paysan : le seul moyen dont ce demier dispose pour se procurer l'argent d'un impôt qui sans cesse augmente est d'augmenter sans cessé sa production de coton. Pour ce faire, il doit délaisser ses cultures de subsistance et se procurer, en les achetant, les vivres qui lui sont nécessaires et qu'il ne peut plus produire. Il devient alors la proie de tous ceux qui, speculateurs et usuriers, détiennent le pouvoir de

L'impôt était étendu aux agriculteurs ne pro-duisant pas de coton et aux éleveurs. De ce fait, ces demiers furent encore plus exploités dans la mesure où pour eux s'ajoutait à l'impôt de capitation une taxe sur les bovins et les ovins (9),

La résistance ou la tuite

CETTE mesure touche l'activité traditionnelle la plus importante du pays et frappe pres de la moitié de sa population. Mais les éleveurs n'acceptèrent pas passivement cette contrainte imposée par un pouvoir qu'ils avaient toujours refusé, qu'il soit colonial ou issu de l'indépen-dance. Ils fuirent ou résistèrent en prenant les armes. Les nomades arrivaient tant bien que mal à échapper aux contrôles des fonctionnaires. Les éleveurs, qui étaient également des agriculteurs fixès à la terre, s'opposèrent sur place aux envoyés du pouvoir central chargés de les recenser et de cter l'impôt, 'et qui se signalaient souvent por leurs maladresses et leur cupidité.

Car les mœurs de l'autorité administrative avaient bien changé depuis l'indépendance. L'administation française, au temps de la colonisation. assurait la collecte de l'impôt avec rigueur, mais aussi, la plupart du temps, avec équité. Les percepteurs de la nouvelle administration vont se livrer à d'innombrables abus, n'hésitant pas, par exemple, à percevoir l'impôt pour leur propre compte, plusieurs fois par an chez les mêmes contribuables, bien souvent avec la complicité des outorités locales et des forces de l'ordre. La révolte des éleveurs et des agriculteurs-éleveurs islamisés contre les collecteurs d'impôt venus pour la plupart des régions animistes du Sud-Ouest pouvoit, en se généralisant, se transformer en

une guerre à caractère tribal et religieux, comme ce fut le cas, à son début, pour la jacquerie des Maubis de la région de Mangalmé, en 1965. Mais le FROLINAT sut conférer à ces révoltes une autre dimension : la première mission que se donnérent les quelques militants qui commencèrent l'action du Front fut, en effet, de fournir un contenu politique nationaliste à ces révoltes spontanées et d'étendre le combat contre l'administration tribalisée du président Tombalbaye à la lutte contre le néo-calonialisme français.

Et, progressivement, furent réunies les condi-tions nécessaires à la réussite de cette lutte : - Un soutien actif de l'étranger : le FROLINAT trouva une aide auprès d'un certain nombre de couvernements de pays arabes pour la plupart. surtout la Libye qui a une frontière commune gyec le Tchad :

- Un terrain propice à la guérilla : les régions du nord-est du Tchod furent utilisées comme des sanctuaires > aŭ pouvaient s'entraîner les combattants des F.P.L.;

- L'appui de la population : l'importance du rôle des milices dans l'organisation de la lutte rend bien compte de la volonté de faire participer l'ensemble de la population à la libération du pays. En effet, l'influence du Front a pu s'étendre par la création, dans les villages des zones contrô-lées, de comités de miliciens qui assurent la permanence du Front auprès des populations. Car si les miliciens jouent un rôle militaire en ren-seignant les F.P.L. sur les mouvements des troupes gouvernementales, ils sont également chargés auprès de la population d'appliquer la loi du FROLINAT et de collecter les cotisations. Souvent, les présidents des comités de miliciens sont d'an ciens chefs traditionnels qui ant mis leur autorité au service de la rébellion. Par haine du pouvoir central, ou par conviction politique? En fait, Ils n'ont guère le choix car; pour eux, la loi du FROLINAT est impitoyable : les chefs qui ne se soumettent pas ou qui trahissent sont liquidés

Le Front bénéficie aussi d'un soutien de la part des communautés tchadiennes qui vivent à l'extérieur du pays. Bien implanté parmi elles, il en abtient des aides financières et des possibilités de refuge pour ses militants.

Le Front dispose alors de tous les moyens pour exercer une action de longue durée, au moment où le président Tombalbaye voit son pouvoir s'épuiser, surtout à partir de 1973.

La chute de Tombalbaye

A cette époque, les relations entre les gou-vernements français et tchadien sont très tendues. Il semble que la France ne veuille plus soutenir un homme compromettant et qui se tourne un peu trop vers d'autres partenaires; en même temps, elle ne peut tolérer la victoire de la rébellion qui accroit son impact sur les popu-lations décimées par la sécheresse. Elle continuera donc à aider l'armée tchadienne en attendant la venue au pouvoir d'un homme plus docile. Le président Tombalbaye réagit brutalement, comme un homme menacé. Il fait emprisonner ceux parmi ses proches qui pourraient prendre sa place avec le consentement (ou l'aide ?) de la France, tel le général Malloum, son chef d'état-major là la même époque, le docteur Outel Bono, un opposant qui faisait figure de représentant de la troisième force entre le régime et le FROLINAT, est « mys-térieusement » assassiné à Paris), puis il s'attaque oux institutions.

Il dissout le parti unique, qui d'ailleurs ne s'était jamais opposé à sa politique, et le remplace por le Mouvement pour une révolution culturelle et sociale (M.N.R.C.S.), chargé de véhiculer une propagande délirante et de mettre en action un programme cotonnier parfaitement irrea-lisable (récolter, en 1975, 750 000 tonnes de coton graine, c'est-à-dire multiplier par 8, sans modifier les conditions d'explaitation, le tonnage d'une récolte habituelle), tout cela sur un fond d' « authenticité africaine ».

Les valeurs occidentales sont rejetées et remplacées par l'enseignement de la tradition et la pratique des rites de l'ethnie du président. C'est la politique du « yondo », le tribalisme devient puvertement une méthode de gouvernement. Cette pseudo-africanisation — à la zaîroise — de la vie politique va contre les intérêts et le confort de la clientèle la plus proche du président, en particulier l'armée. Quand le dictateur s'en prend directement à celle-ci en la critiquant publiquement, il s'engage dons une épreuve de force qui a toutes les chances de le conduire à sa perte. Et, le 13 avril 1975, il est abattu par un coup

«Du tombalbayisme sans Tombalbaye»

LIBYE

Le lendemain, le M.N.R.C.S. est dissous par les militaires et quelques personnalités trap compromises a v e c l'ancien chef d'Etat sont emprisonnées, comme Abdoulove Djonouma, l'ancien responsable des approvisionnements pendant la secheresse. Le 16 avril est con stitué le

Conseil supérieur militaire, le nouvel executif, composé de neuf membres, dant la présidence est confiée au général Malloum, l'un des premiers détenus libérés des prisons du dictoteur.

La politique des nouveaux dirigeants, jusqu'à la dénonciation des accords de coopération avec la France et la demande du départ des troupes francaises stationnées au Tchad, ne se distingue pas tondamentalement de celle du régime qu'ils ant renversé. En effet, si des mesures d'apaisement ont été prises pour « récupérer » la classe politique qui, après l'avair soutenu, s'était détachée du précédent régime, il n'en reste pas mains que tentatives de réaliser une « réconciliation nationale », c'est-à-dire de régler le problème posé par la rébellion, ont été bien timides, et les arguments utilisés bien peu crédibles.

S'adressant à leurs « frères de l'intérieur », les militaires se présentent eux aussi comme des rebelles qui ont combattu et vaincu la dictature. Le FROLINAT répond qu'une réconciliation nationale n'est possible que sur un programme politique qui conduirait le pays à « une indér nationale véritable et qui permettroit l'édification d'une société socialiste », alors que, jusqu'à présent, la politique du Conseil supérieur militaire est du « tombalbayisme sons Tombalbaye ». Dans ses tracts, il rappelle aussi que les partis politiques et la principale fédération syndicale sont toujours interdits ou Tchad et que le congrès des associations d'étudiants n'a pas reçu l'autorisation de se réunir à N'Dìamena.

L'accord secret avec la Libye

T ES rebelles du Tibesti mettent d'autres conditions à toute négociation, conditions qui font apparaitre d'ailleurs les principales raisons de leur opposition au FROLINAT.

Cette rébellion est le résultat d'une dissi-dence, une de plus, à l'intérieur du FROLINAT. M. Goukouni, un de ses chefs, avait com-mandé jusqu'en 1971 l'armée qui opérait dans les provinces du BET. Ses troupes étaient composecs essentiellement de Toubous (groupe ethnique rassemblant les ethnies teda et daza); cette armée avait danc la particularité d'être structurés autour d'un groupe ethnique détermine, qui opérait sur un territoire bien délimité et dont le comndant en chef était le fils d'un chef traditionnel, le derdel, exilé par le président Tombalbaye. Au Tibesti se retrouvait le problème posé par Mohamat Moussa dans l'Ouaddai en 1966.

Comme ce demier, M. Goukouni, en conflit avec la direction politique du Frant, se rettrait et restait dans le moquis du Tibesti avec un groupe de combattants teda.

allait avoir à affronter une situation nouvelle issue des manœuvres du président Tombal-baye. Celui-ci, en effet, dans un accord secret le colonel Khadafi, avait vendu une partie du Tibesti à la Libye. M. Goukouni et ses hommes se trouvaient en face d'un nouvel ennemi : l'année libyenne, qui, en 1973, occupait le poste tchadien d'Aozou. Or le FROLINAT était soutenu par la Libye et c'était de Libye que partaient les indispensables convois d'armes et de ravitaillement vers les maquis de l'intérieur.

Il était exclu pour le Frant de rompre avec son principal soutien extérieur, encore moins

d'engager des combats pour reconquérir les terri-toires d'Aozou. Ce que MM, Goukouni et Issène Habré, un ancien sous-préfet qui l'avait rejoint, vont essayer de faire, mais avec des effectifs et des mayens extrêmement faibles.

L'enlèvement des otages devoit leur permettre de se procurer des armes à bon compte (ils ne disposent d'aucun soutien extérieur). De plus, la notoriété au'ils comptaient retirer de cette opé ration pouvait leur donner l'espoir d'attirer dans leur mouvement des combattants des F.P.L. II ne semble pas qu'ils soient parvenus à leurs fins. Leur action, paradoxalement, va servir les Intérêts du FROLINAT.

NIGER

par la population tchadienne, ne pouvait être définitive. Par ces accords, en effet, le gouvernement tchadien permet officiellement aux avions militaires français d'utiliser la base de N'Diamena. En contrepartie, la France s'engage à former le plus rapidement possible les codres militaires qui manquent encore à l'armée tchadienne, ce qui permettra sons doute d'augmenter le nombre de conseillers français qui servent « sous uniformo tchadien ». L'armée tchadienne reçoit en outre le matériel utilisé auparavant par les troupes trançaises.

Cette décision de rentorcer l'armée tchadienne,

dans l'espoir de compenser le vide que laisse le

Territoires où peut circuler le groupe d'Hissène Habré

Zones que déclare contrôle le FROLINAT

Limite de zone climate (avec indication de pop

100 200 300 km

L LAC TO AD 2 CHARLE AGUITAN

3. MAYO-KEBBI, 4. TANDALE 6. LOGONE OCCID-16. MOYEN CHARL

départ des troupes françaises, montre bien que ces dernières jouaient un rôle important dans la polítique intérieure du rait avoir des conséquences importantes, même si les nouveaux accords de coopération tendent à en amortir les effets, quant à la stabilité du pouvoir de N'Dojmena face au FROLINAT. En effet, le Front a toujours affirmé que seule la présence militaire française entravait sa progression dans les régions du Sud-Ouest et au'elle était donc le seul obstacle à sa victoire dans l'ensemble du pays. Si cette analyse est exacte, le FROLINAT peut, à moyen terme, accéder au pouvoir par la poursuite de la lutte armée qu'il entretient depuis presque dix ons. Cette hypothèse n'exclut nas les possibilités de négociation. Jusqu'à ce jour, le Conseil supérieur militaire n'a obtenu que le ralliement de M. Mahamat Maussa, mais il semble bien que l'ancien leader du F.L.T. ne représentait que luimême. D'autre part, les négociations avec MM. Ispar l'intermédiaire du père de ce dernier, le derdei,

nir de Libye, n'ont pas abouti. En face du FROLINAT, dont la position est renforcée par le départ des militaires fran-çais, le Conseil supérieur militaire, s'il n'arrive pas à trouver une force de remplacement, sera peut-être conduit finalement à proposer une négociation sur le terrain palitique choisi par le Front. A moins que celui-ci, comme l'attentat à la gre-nade contre le général Molloum, le 13 avril dernier à N'Djamena, tendrait à le démontrer, n'estime qu'il est temps pour lui de passer à l'action dans les villes avant même d'avoir réussi à contrôler tout le territoire. L'action du FROLINAT peut encore, si elle n'entraîne pas une insurrection généralisée, aboutir à une révo-lution de palais : le Front aurait des alliés à l'intérieur du régime octuel. (Copyright Didier Baussy

et le Monde diplomatique.)
(Dessins de PLANTU.)

(6) Voir Qui se nourrit de la famine en Afrique?, Comité information Sahel, Misspero, 1974.

(7) Ces dernières annèes, encore plus des trois quarts des écoles primaires du pays se trouvaient class les régions de l'ouest du Chari.

(8) La COTONFRAN ne deviendra la COTONTCHAD que le 14 avril 1971.

(9) En 1970, cette taxe a été supprimée, les éleveus syant été considérablement appauvris par la sécheresse. A l'époque, il avait été prévu de la rétablir en 1976.

la France et exigeait le départ des troupes fran-çaises du Tchad. Hypothétique négociation

Les nouveaux accords de coopération signés à N'Djamena par M. Chirac, premier ministre français, les 5 et 6 mars demiers, indiquent bien

au'une telle mesure, au demeurant approuvée

L'intervention française dans ce que les res-ponsables tchadiens considéraient comme une

au grand jour la dépendance de l'État « souve-rain » du Tchad à l'égard de son ancienne métro-

pole. Après l'échec des négociations conduites par

les Français, le gouvernement tchadien, pour ne plus avair à subir d'autres humiliations qui l'au-

raient encare affaibli auprès de l'opinion nationale

et internationale, annonçait que désannais les

négociations pour la libération de Mme Claustre

ne se fergient que dans le cadre de celles qui

doivent conduire à la « réconciliation nationale »,

et par consequent sous sa seule responsabilité. Pour bien signifier à tout le monde cette volonte

d'être maître chez soi, le Conseil supérieur mili-taire dénançait les accords de coopération avec

de politique intérieure faisait ressortir

La crise intérieure libanaise

CONVERGENCE SYRO-ISRAÉLIENNE

ES responsables israéliens ne don-ES responsables israéliens ne don-nent guère l'impression de s'in-quiéter des derniers développe-ments de la guerre civile au Liban. A court terme, ils ne volent se profiler aucun risque d'affrontement majeur dans lequel ils seraient impliqués, et l'intervention syrienne n'est pas jugée, jusqu'ici, comme une menace pour leur sécurité.

Cette attitude est relativement ré-cente. Elle aurait été adoptée à la fin du mois de mars après que des assi-rances concernant les intentions sy-riennes eurent été fournies à Israël. Dans la mesure où l'intervention des forces contrôlées par Damas devait être limitée, où elle ne visait pas à menacer Israël, mais à bloquer la progression de la gauche libanaise et de ses alliés palestiniens, Israël n'avait aucune rai-son de se facher.

Un accord plus ou moins tacite aurait donc été conclu. D'après les révélations de la presse américaine — renseignée par des fuites très intentionnelles, — les termes de l'accord auraient été discutés par le canal des ambassadeurs américains en poste à Damas et à Jérusalem. Hussein de Jordanie, en visite à Washington, aurait, de son côté, cautionné les « bonnes intentions » du président syrien, M. Hafez El Assad.

Cette « alliance objective » israélo-syrienne, fut-elle conjoncturelle, cadre mal avec l'idée que la population israé-lienne se fait de la Syrie, considérée comme une espèce d'ennemi hérédi-taire, de mal absolu. Dès lors, on com-prend qu'Israël ait nie qu'un quelprend qu'israël ait nié qu'un quelconque accord permettant une intervention limitée de la Syrie au Liban
ait jamais été passé. Mais les molles
dénégations des autorités n'ont apparemment convaincu personne. Une
caricature parue dans le quotidien
Haaretz montre MM. Rabin et Ford
donnant le feu vert au président Assad
dépassant, aux commandes d'un char,
une guérite libanaise (1)...
Aujourd'hui, les responsables israéliens peuvent donc affirmer en toute

Aujourd'hui, les responsables israè-liens peuvent donc affirmer en toute sérènité qu'ils n'interviendront pas dans les affaires intérieures d'un pays voisin tant que leur propre sécurité ne sera pas menacée. Reste évidem-ment à savoir jusqu'où une interven-tion syrienne peut aller sans constituer une telle menace, qui exigerait une réplique. Ici, les choses deviennent moins précises. Les autorités sionistes mons precises. Les autorites sionistes ont établi une « lique rouge » au-delà de laquelle, à leurs yeux, la poussée syrienne deviendrait dangereuse. Cette ligne n'est pas purement géographique. Elle se définit par la combinaison de importance des forces engagées, objec-tif poursulvi. Ainsi quand, après avoir imposé un blocus terrestre et naval au

camp progressiste et palestinien, la Syrie intervient militairement — mais de façon limitée — en faveur de la droite, Israël n'a rien à redire. Et l'imprécision de la formule lui laisse toute latitude pour, le cas échéant, changer de politique. Mais, par l'intermédiaire des Etats-Unis, il sera toujours possible d'avertir les Syriens s'ils adaient trop loin.

sible d'avertir les Syriens s'ils al'aient trop loin.

Cependant, il ne faut pas surestimer la « collusion syro-israélienne », selon la formule employée sans relâche par les radios égyptienne et irakienne. La rencontre ne s'est faite que ponctuellement, sur un objectif ilmité. Israél continue de considérer la Syrie comme son voisin le plus dangereux et, surtout, la position d'Israél à l'égard de la guerre civile au Liban ne peut être réduite à l'attitude adoptée au cours du dernier développement du conflit.

On ne peut ignorer que, dès le pre-

On ne peut ignorer que, dès le pre-mier jour, Israël est partie prenante dans la guerre, même si son rôle effec-tif n'a pas été très spectaculaire. Car, indirectement, cette guerre est aussi un épisode du conflit israélo-arabe.

épisode du conflit israélo-arabe.

Les premiers mois de l'année 1975, qui ont précèdé le déclenchement de la guerre civile, ont été marqués par une recrudescence des incidents à la frontière israélo-libanaise. Le conflit palestino-israélien ne connaissait pas de réptt. Le scénario était simple : de la frontière libanaise étaient tirés des coups de feu ou des obus de mortier. Des commandos de trois ou quatre fedayin traversaient la frontière, se falsaient intercepter et, le plus souvent, décimer par l'armée israélienne. Mais ils savaient ce qu'ils faisaient : leur action n'avait pas d'objectif militaire de nature à gêner réellement leur adversaire; ils prétendaient simplement rappeler au monde que le problème n'était toujours pas règié et créer une certaine insécurité aux frontières nord certaine insécurité aux frontières nord d'Israël

La réplique de Jérusalem est hien connue. Des incursions étaient lancées en territoire libanais, des maisons « connues pour abriter des terroristes » étaient dynamitées, des Libanais, sou-vent communistes, étaient capturés et emmenés en Israël. Les protestations de Beyrouth, plus ou moins véhémentes selon l'importance de l'attaque, étaient toujours accueillies de la même façon. En substance, les dirigeants israéliens répliquaient: Quand vous vous déci-derez à tenir en main vos Palestiniens, nous n'aurons plus à intervenir pour le

faire (2).

En écho, les dirigeants des partis chrétiens de droite libanais reprenaient l'argument. Avec une rigueur croissante, ils exigeaient que l'Esta restante sa souveraineté sur « l'ensemble du territoire ».

Par SELIM TURQUIÉ

cuter les termes de l'accord intérimaire avec l'Egypte, accord qui sera signé le 2 septembre. En attendant, il n'est pas trop mécontent de voir la résistance palastinienne « fixée » par le conflit

Cela ne l'empèche évidemment pas de maintenir sa pression sur les Palesti-niens. Ainsi, au cours du mois de juillet, nens Ainsi, au cours du mois de juinet, le gouvernement israélien lance un assaut combiné de forces terrestres, aériennes et navales sur des camps de réfugiés dans la région de Tyr, au Sud-Liban, assaut qui fera treize morts et trente-sept blessés. Quelques jours plus tard, un autre raid de l'aviation israéllenne contre le camp d'Aîn-Ei-Héloueh, près de Salda, fera cinq tués et permettra de détruire, d'un seul et permettra de détruire, d'un seul coup, deux cent vingt-sept maisons et abris. Une opération similaire est lancée, début août, contre le camp d'El-Bas, près de Tyr. Au lendemain de cette initiative, qui avait mis à contribution des forces des différentes armes, M. Shimon Pérès, ministre israélien de la défense, devait déclarer: « Tout a été fait pour éviter les pertes civiles. Mais le fait est que les terroristes occupatent des régions peuplées... » Durant tout le mois d'août, la tension est ainsi maintenue: la presse israélienne ne fera pas mystère du fait que cette politique est l'ée à la signature de l'accord avec l'Egypte.

Au lendemain de la signature de l'accord intérimaire, M. Rabin déclare: a Nous devons maintenant foire Jacs à des problèmes dans d'autres secteurs. e Nous devons maintenant jaire jace à des problèmes dans d'autres secteurs, le terrorisme au Liban et la position syrienne. » (3) En début du mois de septembre, la guerre civile est alors suffissamment avancée pour permettre aux dirigeants Israéliens d'en tirer des conclusions philosophiques. « Les chrétiens, déclare le premier ministre, peuveut subir le même sort que les Assyriens et les Kurdes, ce qui prouve que, une jois de plus, les majorités arabes musulmanes ne permettent à aucun autre groupe minoritaire de vivre en Proche-Orient, à moins d'être totalement dominé. Il y a également un enseignement à tirer à propos de la position de l'O.L.P. en javeur d'un État laïque et démocratique en Palestine. » (4) Depuis cette déclaration, la presse, la radio et la télévision israéliennes reprennent régulièrement l'argument pour conforter la justesse de la position intransigeante prise par le gouvernement. Un parallèle entre le triste sort des maronites, « massacrés dans l'indifférence mondiale » (5), et celui d'Israél, très isolé sur le plan international, a vite fait d'être tracé. international, a vite fait d'être tracé. Pour les besoins de la cause, la guerre civile libanaise est présentée au grand public en termes confessionnels, la dimension sociale et politique de la confrontation étant largement sous-

Un cours imprévisible

S I la propagande a ses impératifs, la guerre sur le terrain possède aussi les siens. Après la signature de l'accord intérimaire, la préoccupation majeure en Israël consiste à empêcher une intervention syrienne au Liban. A ce moment, une telle intervention n'aurait pas eu d'autre mobile que de faire contrepoids, sur le front nord-israélien, à la relative détente sur le frond sud. D'autant que, sans perdre de temps, le règime syrien passe un accord avec le régime jordanien et poursuit son assistance au camp progressiste liba-

nais.

En conséquence, les mises en garde adressées à la Syrie se multiplient.

« Israël n'interviendra pas dans la crise civile, déclarait fin septembre M. Shimon Pèrès, tant qu'elle restera une affaire intérieure libanaise. Si la syrienna. » (3) En début du mois de reconsidérer très étrieurement sa porireconsidérer très sérieusement sa posi-tion. » (6) En affirmant, en octobre, que la Syrie a échoué dans sa tentative de mobilisation du monde arabe contre l'accord du Sinal, M. Rabin devait réitérer les mêmes avertissements au cours du mois de novembre, l'ambas-sadeur israélien aux Etats-Unis fera de même. En attendant, le nombre d'incidents à la frontière libano-israélienne a beaucoup diminué. En revanche, sur le plan diploma-tique, Israël rencontre quelques diffi-cultés. Alors que le mandat des forces de l'ONU sur le Golan approche de son terme, la Syrie réussit à faire inviter, pour la première fois, des représentants de l'O.L.P. à la réunion du Conseil de sécurité devant débattre, début janvier, de la situation en Proche-Orient. La réaction israélienne est vive. Le le décembre, une trentaine d'aviens israéliens lancent une attaque attaque attaque attaque attaque attaque attaque attaque attaque attaque. d'avions israéliens lancent une attaque contre des camps de réfugiés au nord et au sud du Liban. De source israélienne, on reconnaîtra que ce raid aura fait soixante-dix sept morts et cent

cinquante blessés.

Intervenant au beau milieu d'un dé-licat cessez-le-feu dans la guerre civile, ce raid meurtrier sera regardé un peu partout comme une provocation. Le pape lui-même déplore cette attaque. Fait plus grave pour Israël, les Etats-Unis n'apprécient pas non plus, condamnent le raid et enjoignent à condamnent le raid et enjoignent à Israël de ne pas recommencer sans les consulter au préalable. Effectivement, cette action sera la dernière opération d'envergure lancée par les Israéliens au Liban. A partir de cette date, les Etats-Unis tentent de contrôler de plus près les différents protagonisées.

Il ne reste plus aux Israéliens qu'à se cantonner dans une politique plus tra-ditionnelle qui consiste à mettre en garde la Syrie comire une ingérence directe dans la guerre civile « La prin-pale menace à la pair, déclare M. Pérès au mois de mars, vient aujourd'hui des

Syriens, qui essayent de renforcer leur influence au Liban et de le transformer en un pays de confrontation (avec Israël). » (?). M. Rabin surenchérit en conseillant à Damas de ane pas fouer avec le feu. » (8) Cependant, dès la fin du mois de mars, le revirement de la politique israélienne se fait déjà sentir : la Syrie peut sans crainte intervenir pour limiter les ardeurs de la gauche libanaise.

Même lorsqu'il adopte une relative passivité, le gouvernement israélien continue de jouer son rôle dans le déroulement de la guerre civile libanaise. Si une partie du peuple palestinien ne se trouvait pas au Liban et si elle ne s'y trouvait pas en armes, jamais une crise intérieure libanaise n'aurait pris une tournure aussi tragique. Si Israél n'était pas en mesure d'intervenir au Liban, si la situation dans la région n'était pas aussi délicate, jamais on n'aurait, sans réagir, laisse une guerre aussi totale se dérouler jusqu'à ses plus ultimes conséquences — la disparition d'un Etat et d'une armée centralisés. La puissance et la proximité d'Israél ont permis à la guerre civile d'aller aussi loin.

L'Amérique, de son côté, n'est pas Même lorsqu'il adopte une relative

la guerre civile d'aller aussi loin.
L'Amérique, de son côté, n'est pas trop mécontente de la tournure que prennent les événements. Pour Washington, il est « raisonnable » que la Syrie freine les succès du camp progressiste, même si, par la même occasion, elle renforce son influence au Liban. Il est également « raisonnable » qu'Israël admette que, dans ce cas précis, l'intervention syrienne sert ses propres intérêts. propres intérêts.

Dans la partie qui se joue, d'autres enjeux que la seule issue de la guerre civile libanaise sont en cause. Si, sous le parrainage des Etats-Unis, les Pales-tiniens du Liban étaient e rumanés à tiniens du liban etalent à runches à la raison » par la Syrie, un pas important serait franchi sur la vole d'une pax americana dans toute la région. Mais, parce que plusieurs batailles se jouent dans la guerre civile libanaise, son évolution reste imprévisible et peut déjouer les plus habiles stratégies.

(1) Haaretz du 13 avril 1976.
(2) Cette attitude à l'égard de la résistance palestinienne au Liban est classique. Ainsi, le 7 septembre 1975 (déclaration reprise par le Jerusalem Post du 8 septembre), le premier ministre, M. Rabin, affirmait : « Le problème est évident. Il n'existe pas de gouvernement stable au Liban avec qui négocier. Il n'existe pas de problèmes territoriaux entre le Liban et Israël. Mais il existe le problème des organisations terroristes et de la fabliesse du gouvernement ilbanais. »
(3) Déclaration du 7 septembre, reprise par le Jerusalem Post du 8.
(4) Déclaration du 17 septembre, reprise par le Jerusalem Post du 8.
(5) On peut trouver, à partir du mois d'octobre, de nombreux commentaires de la presse israélienne abordant ce thème. Voir par exemple le Jerusalem Post du 3 novembre 1975.
(6) Déclaration du 24 septembre 1975, reprise dans le Jerusalem Post du 25.
(7) Déclaration du 23 mars 1976, reprise dans le Jerusalem Post du 11.

Une explosion politique et sociale

CEPENDANT, la seule dynamique du conflit palestino-israélien à partir de la frontière libanaise ne saurait suf-fire à expliquer le déclenchement de la guerre civile. Le feu a été réellement mis aux poudres lorsque ce conflit s'est conjugué avec l'explosion d'une crise politique et sociale due aux conditions internes du Liban

L'exemple le plus révélateur de cette coincidence est peut-être la rébellion du Sud-Liban un mois avant le déclen-

Au début du mois de mars 1975, en effet, la population du sud du pays manifeste contre la décision des autorités libanaises de concèder le monopole de l'exploitation des produits de la pèche à une société industrielle nou-vellement créée. L'incident prend tout son sens quand on sait que cette popu-lation est excédée par la passivité du pouvoir, alors que les bombardements et les incursions israéliennes sont mon et les incursions israetiennes sont mon-naie courante et que le P.-D.G. de la société industrielle en question n'est autre que M. Camille Chamoun, minis-tre de l'intérieur et chef de la deuxième milice chrétienne de droite du Liban. Les affrontements avec l'armée liba-naise feront plusieurs morts du côté des manifestants, l'un d'entre eux étant Maarouf Saad, député progressiste du Sud. La protestation populaire prend alors une telle ampleur que l'armée croit plus prudent d'évacuer le Sud, le laissant sous le contrôle de la résistance palestinienne et des partis de gauche. Cette nouvelle situation pousse les Israéliens à multiplier les incur-sions en territoire libanais, ce qui a

sions en territoire libanais, ce qui a pour effet d'envenimer la crise intérieure du pays.

A cette occasion, c'est toute la structure politique et confessionnelle sur laquelle repose l'édifice national qui commence à se craqueler. La domination politique des dirigeants de la communauté chrétienne est de plus en plus mal supportée alors que le Sud (musulman chilte) est soumis aux bombardements et aux incursions, que la misère man chiite) est soumis aux bombarde-ments et aux incursions, que la misère s'ajoute à l'insécurité et que la bour-geoisie, sous le règne du président Franglé, continue de s'enrichir avant qu'il ne soit trop tard. Pour couron-ner le tout, une bonne partie de la population du Sud évacue la région pour aller s'entasser dans des bidon-villes aux portes d'une capitale où s'étale le luxe. Il ne faut plus qu'une étincelle pour mettre le feu aux pou-dres. A Beyrouth, le 13 avril, des mili-ciens phalangistes tuent les vingt-trois ciens phalangistes tuent les vingt-trois occupants palestiniens d'un autobus, en réponse à l'assassinat anonyme, à la porte d'une église, d'un des leurs. Le départ de la guerre civile est donné. Dès lors l'attitude israélienne devant

la crise libanaise, comparée à ce qui se passe quotidiennement à Beyrouth, devient assez passive. Les incidents de frontière ont toujours lieu, mais per-dent de leur importance. Israël a mieux à faire, car il est occupé à dis-

LE BOURBIER

(Suite de la première page.)

En réalité, le seul élément de sur-prise dans l'attitude de Damas est la grave erreur d'appréciation tactique qui lui fit accorder son soutien à un président impopulaire de part et d'autre, et dont le départ rapide aurait pu ouvrir la voie à une stabilisation progressive en réduisant le poids des extrémistes dans les groupes de droite et en permettant ainsi l'émergence d'un centre introuvable depuis le début de la crise. Sur le fond, l'intervention syrienne n'a pas changé de logique : maintenir l'équilibre politique et confessionnel du Liban, pour empé-cher que la situation libanaise n'échappe à tout contrôle, et préserver ainsi les chances d'une négociation internatio-nale giobale destinée à régler le lourd contentions terration apple Armés avoir chances of une negociation internationale globale destinée à régler le lourd contentieux israélo-arabe. Après avoir soutenu les forces progressistes dans leur attitude pro-palestinienne durant les années 1970 à 1974 et pendant les premiers mois de la guerre civile, la Syrie, cherchant à assurer son propre équilibre interne et régional, ne pouvait, après l'accord du Sinai et la montée en flèche des tendances de droite à l'échelle régionale, que rétablir l'équilibre au Liban, seul pays où les Palestiniens éc ha p paient à tout contrôle idéologique et militaire. Son rapprochement avec la Jordanie s'inscrit dans la même logique que son rapprochement avec les Phalanges libanaises et son attachement au président Frangié.

Deux autres facteurs importants devaient être pris en compte à Damas : d'une part, la pression du régime baasiste irakien sur le plan intérieur syrien et son appul aux organisations palestiniennes du Front du refus : d'autre part, les conséquences internes qu'une confessionnalisation absolue de la guerre civile libansise pouvait entraîner en Syrie, pays qui comprend lui aussi de nombrettses minorités ethniques et religieuses.

L'erreur tactique du soutien au pré-sident Frangié devait provoquer un autre développement spectaculaire sur le terrain libanais : la rencontre his-torique de M. Yasser Arafat avec M. Georges Habache, chef de file des organisations palestiniennes du Front du refus, en rupture de ban avec l'O.L.P., accusée de défattisme dans la recherche d'une solution négociée au problème palestinien. M. Kamal Joumblatt devait lui aussi se rappro-

cher du Front du refus et lier encore plus étroitement sa cause à celle du mouvement palestinien.

mouvement palestinien.

L'Etat libanais disparu, la logique de la guerre civile devient donc naturellement celle d'un affrontement sans merci, par Libanais interposés, entre droites et gauches dans le monde arabe, conflit qui se polarise sur la nature des solutions à apporter au problème palestinien. Dans cette tourmente, où rares sont les purs, la Syrie est le seul pays du « champ de bataille » à disposer d'une force militaire opérationnelle après la neutralisation de l'Egypte : il parait normal qu'elle y soit de plus en plus impliquée et que la crise qu'elle cherchait à maîtriser ait tendance à lui échapper pour s'arabiser et s'internationaliser.

Les perspectives d'une solution sem-

Les perspectives d'une solution sem-bient plus é loignées que jamais, d'autant qu'une grande inconnue de-meure sur cet échiquier compliqué:

la position de l'Union soviétique à l'égard du régime syrien et sur le fond du problème palestinien. L'URSS, peut aujourd'hui avoir intéret à prendre ses distances à l'égard du régime de Damas et de toute forme de négociation sur le problème israélo-arabe, pariant sur l'échec à long terme ٠, 🦠

....

--<u>L</u>ń

7 Y.

A -- . 7

arabe, pariant sur l'échec à long terme des forces de droite à l'échelle régionale.

Si les Etats-Unis, de leur côté, cherchent à gagner du temps pour ménager les intérêts israéliens en maintenant la région en état de « déstabilisation », tout en renforçant la sécurité des pays du Golfe, où se trouvent les réserves stratégiques d'énergie pour les trente prochaines années, on pourrait fort bien assister à une « balkanisation » vietnamisation » à une « balkanisation-vietnamisation »

progressive du conflit dans une région
qui, en tout état de cause, n'aura plus
le même intérêt siratégique une fois
que de nouvelles formes d'énergie
auront pris la relève du pétrole.

Les carences de la gauche

TOUTEFOIS, la récuverture du dos-sier des minorités dans cette région du monde, moyen d'interven-tion historique du colonialisme occidental dans les pays du Proche-Orient dental dans les pays du Proche-Orient sert les intérêts des forces hostiles à une paix fondée sur la justice. On peut s'étonner ici que la gauche libanaise ait accepté de se laisser enfermer dans le piège du blocage politico-confessionnel que l'extrême droite libanaise al lui a tendre prédiction les les passes les les passes confessionnel que l'extrême droite liba-naise lui a tendu, et d'entraîner les Palestiniens dans ces sables mouvants. En réalité, en plaçant au départ ses revendications dans le cadre des insti-tutions confessionnelles islamiques tra-ditionnelles du Liban, la ganche a certes bloqué la liberté d'action de l'aile musulmane de la droite liba-naise, qui n'a plus eu comme recours naturel que de se jeter dans les bras de la Syrie. Cependant, elle a en même temps agyrayé la déviation bras de la Syrie. Cependant, elle a en même temps aggravé la déviation et la perversion confessionnalo-racistes de la dialectique de la lutte entre Libanals, d'autant plus que sur le terrain des combats, qui n'epargnent pas les innocents — comme dans toute guerre civile —, elle-même n'a pas toujours su éviter et en tout cas réprimer certains abus et certaines flambées de violence d'origine confessionnelle qui n'avaient rien à voir avec les objectifs d'une victoire militaire. Parallèlement au maintien du blo-

cage politico - confessionnel, aucune politique de rechange ne s'esquisse dans les régions tenues par la gauche, notamment sur le plan économique et social, où les relations traditionnelles social, où les relations traditionnelles entre oppresseurs et opprimés restent inchangées, alors que la condition essentielle du succès durable de toute force militaire progressiste est l'introduction rapide de changements dans les rapports de production dans les régions militairement libérées. En réalité, le Front des forces progressistes ilbanaise est un assemblage hétéroclite de groupes, et souvent de groupscules indisciplinés, que lient ensemble la forte personnalité et la grande habileté politique de M. Kamal Joun-

CITE UNIVERSITAIRE

< PAVILLON DU LAC >

Duvert te les jours. Terrasse chauffée Gazza (Perc Montsouris)

Salle pour banquets, 10 à 40 couverts



La première publication française exclusivement consacrée au monde arabe

Des rubriques politiques, culturelles, économiques et le supplément "France-Palestine"

En vente dans les principaux kiosques, les drugstores, à Paris en province et au Maghreb : 4 F

Spécimen sur demande : 12-14, rue Augereau **75007 PARIS** — Tél. 555.27-52 - 705.81-45

Centre France-Pays Arabes à LYON : 36, rus Tramassac, 69005 Lyon — Tél. : 37-16-63 Centre France-Pays Arabes à NANCY : 45, rue de Metz, 54000 Nancy

et le conflit israélo-arabe

LA LEVÉE PALESTINIENNE EN CISJORDANIE

T E 12 avril dernier, un événement est venu sanctionner l'importance de la poussée nationaliste palestinienne en Cisjordanie occupée.

A l'origine, les autorités israéliennes avalent voulu s'appuyer sur les élections municipales pour tenter de mettre sur pied, avec le concours des élus, un statut d' « autonomie interne » dans les territoires arabes s'étendant à l'ouest du Jourdain. Cette politique, qui avait le soutien du roi Hussein de Jordanie, visait à briser le projet poursuivi par l'O.L.P. d'établir un Etat palestinien Cisjordanie et à Gaza. Pour réussir, la manœuvre israélienne supposait que les dirigeants nationalistes se fassent battre aux élections ou, mieux encore, qu'ils refusent de s'y présenter sous prétexte qu'elles avaient lieu sous contrôle israélien. L'exemple des précédentes élections municipales, boycottées en 1972 par les nationalistes palestiniens, vanalt étayer cette hypothèse.

Mais, quatre ans plus tard, le climat a complètement change dans les territoires occupés. En effet, c'est seulement depuis la guerre d'octobre 1973 que l'O.L.P. a travaillé dans l'optique de la « création d'une autorité nationale sur toute portion de territoire libérée par l'ennemi (1) ». De plus, ses victoires diplomatiques ont largement stimule le mouvement nationaliste. La conscience d'appartenir au peuple palestinien et de vivre dans une région de Palestine, telle est la réalité première pour les habitants de - la rive ouest du Jourdain », qui prélèrent utiliser cette appellation géographique, politique-ment neutre, pour désigner leur région.

Longtemps, ces Palestiniens de l'intérieur ont attendu de l'extérieur leur libération. Occupés par un État dont la puissance militaire est supérieure à celle de plusieurs pays arabes réunis, ils ne pensalent pas devoir jouer un rôle prépondérant dans le combat contre l'occupation. Même aujourd'hul, après des semaines de manifestations et d'agitation, ils savent que leurs seules forces ne sulfiront pas. Mals. désormais, ils teront ce qu'ils pourront, leur expérience récente

leur ayant appris qu'ils peuvent plus qu'ils ne le pensaient. En grande partie grace aux autorités d'occupation, ils se retrouvent plus unis qu'ils ne l'avaient iamais

Pourtant, au moment où s'ouvre la campagne électorate. la direction du mouvement nationaliste (2) donne l'impression d'hésiter. La population n'a pas de consique précise, alors que l'échéance et les enjeux du scrutin sont connus de tous. Finalement, le Front national prend l'initlative de constituer des listes de large coalltion et lance un appel à une participation massive aux élections. Par contre, le Front du refus (3), soucieux pour des raisons opposées à celles des laraéliens — à éliminer la perspective d'un mini-Etat palestinien, lance un appel au boycottage. Enfin, Jusqu'au dernier jour, l'O.L.P elle-même reste dans l'expectative, multipliant les prises de position ambigués (4). Pourtant, toute la campagne orchestrée par les - listes du bloc patriotique », dressées à l'Initiative du Front national, s'articule autour de la reconnaissance de l'O.L.P. comme « représentant légitime du peuple palestinien ».

Cette fois encore, le scrutin devait être organisé sous l'égide de la loi jordanienne. Cependant, les autorités israéliennes l'ont modifiée dans un sens progressiste. Alors que, suivant cette loi, seuls les hommes possédant des propriétés avaient le droit de prendre part au vote, pour la première fois les élections du 12 avril ont été ouvertes à tous les hommes et à toutes les femmes de plus de vingt et un ans.

Cette modification a provoque, au sein de la population, de nouvelles objections à la participation électorale. Pour les partisans (et surtout les partisanes) du tion de la loi jordanienne revenalt à reconnaître l'autorité de l'occupant. Le Front national a adopté cette position de compromis, bancale mais efficace, qui consistait à demander aux lemmes de participer au scrutin mais de renoncei volontairement à présenter leur candida-ture. Ainsi fut fait.

La déconfiture des notables

T E 12 avril, tous les courants politiques hostiles a une collaboration avec Israèl, à l'exception du Front du refus, se sont donc présentés sur les mêmes listes. En règle générale, les candidats étaient jeunes, instruits (médecins, ingénieurs ou professeurs), parlois commerçants et, autant que possible militants fraichement libérés ou même encore emprisonnés. Dans le camp des adversaires, des listes ou - bloc patriotique -, la défaite était dejà sensible. Ceux que l'on appelle « les collaborateurs » avaient beaucoup de

mal à constituer des listes complètes et se retrouvaient, le plus souvent, contraints de se présenter à titre individuel. Exemple significatif, le notable le plus connu pour ses accointances avec les autorités israéliennes et le royaume hachémite, le cheikh Jaabari, dont la famille assure sa domination sur la ville d'El-Khalii (Hébron) depuls une cinquantaine d'années, renonca à faire acte de candidature. En un seul jour, le roi Hussein de Jordanie vit s'écrouler toute l'auto-

Par ARTHUR RABAB

rité qu'il s'était acquise sur les munlcipalités de Cisiordanie. Les élections se déroulent dans une parfaite régularité. et la participation masculine et léminine est massive : 72,3 %. Le sens politique du résultat n'est pas moins clair : la rive Quest s'est

forte propagande nationaliste palestinienne, les autorités israéllennes avaient tenté de freiner le mouvement en imposant aux candidats de s'en tenir à des arguments strictement municipaux. Au lendemain des élections, s'abritant derrière le même argument - nous ne sommes, après tout, disent en substance les élus, qu'un

gne plutôt sur les positions des « colombes -, lavorables à une annexion parnelle des territoires, englobant près du tiers des terres occupées. Pour les habitants de la rive quest, qui n'entrent pas dans toutes ces considérations, cette déclaration vient couronner l'attitude jugee provocatrice des dirigeants israéliens.



(Photo Gamma) LE MOIS DERNIER EN CISJORDANIE Les nouveaux élus n'entendent pas discuter de questions politiques avec les autorités israéliennes.

dotée d'une administration municipale qui, à une exception près (celle de Bethleem). est favorable à l'O.LP. Ces premières élections libres en Cisjordanie ont fourni son assise municipale à un éventuel Etat palestinien sur la rive quest du Jourdain. Au lendemain de la victoire nationaliste, quelle va être et quelle peut être l'attitude d'Israēl ?

Une tendance minoritaire s'est manifestée en laveur d'un dialogue constructif avec los nouveaux élus. Ce qu'il est convenu d'appeler la • gauche sioniste » a fait valoir que, les nouvelles autorités municipales étant récliement représentatives, il ne restait plus qu'à traiter avec etles. Mais, dans les faits, il devait en être autrement. pagne électorale laissait percer une tation ne manquent donc pes.

ont fait savoir qu'elles n'entendant pas discuter de questions polítiques avec Israēi. Pour cela, ont-elles ajouté, Israēl devra s'adresser à l'O.L.P.

Cela ne signifie pas pour autant que les mairies vont s'en tenir exclusivement aux questions municipales. Elles entendent, par exemple, s'opposer à toute implantation de colonies de peuplement, demander que l'on mette fin aux difficultés de circulation sur les ponts reliant la rive quest à la Jordanie, que l'on subprime les taxes imposées aux étudiants arabes et qu'on libère les prisonniers d'is « administratifs » détenus sans inculpation ni jugement, comme le permet la loi britannique d'occupation, reprise et main-

sur la rive ouest, les autorités d'occupa-

tion ont répondu par la manière forte. Au

lendemain de la marche du Goush

Emounim, le premier ministre, M. Rabin,

déclare que le Jourdain constitue la

frontière de défense naturelle d'Israel. Ce

taisant, il laisse entendre, en termes de

politique intérieure israélienne, qu'il s'ali-

L'aboutissement de neuf ans d'occupation

L'ETINCELLE devalt pourtant venir d'ailleurs. Cinq jours après le scrutin, un partisan de la liste victorieuse à Ramallah est assassiné par un riche notable, candidat malheureux aux élections. La manifestation de protestation qui se déroule aussitôt se heurte à l'armée. Celle-ci ouvre le feu et tue un

enfant de six ens. Au même moment, le départ est donné à une marche de deux jours à travers les territoires occupés, organisée par le Goush Emounim (la - bloc de la foi -), organisation israélienne regroupant les partisans d'une annexion totale des territoires sous contrôle israélien. Les placards publicitaires d'appel à la marche, publiés dans toute la presse israélienne, demandent aux participants d'apporter - leurs armes à leu et leurs instruments de musique (5) . Protégée par l'armée, la marche réunita plus de vingl-cinq mille personnes, de souche populaire pour la plupart. Elle se dérou-

lera sans incidents majeurs. Par contre, à cette occasion, toutes les villes de la rive ouest se mettent en grève. Des enfants et des jeunes gens attaquent les soldats Israéliens à coups de pierres. Ceux-ci répliquent en ouvrant le feu de nouveau. Un homme de cinquante-cinq ens est abattu à Naplouse. Plus de dix blessés par balles sont dénombrés. Dans la plupart des villes, lo couvre-feu est impose. A la vague nationaliste palestinienne

(1) Adoptée par le Conseil national palestinien, cette position a ôté entérinée par le « sommet » arabe de Rabat, en octobre 1974. A la même réunion, les chefs d'Etat arabes ont enlevé au roi Russein sa «ouveraineté sur la Cisjordanie pour la transmettre à l'O.L.P.

(2) Cotte direction est assurée par le Front national, coalition clandestine de plusieurs organisations, allant de la fraction régionale du parti communistes palestiniens en Cisjordanie occupée « na parti Bass et aux réseaux de la résistance palestinienne « Cisjordanie occupée » au parti Bass et aux réseaux de la résistance palestinienne.

(3) Le Front du retus regroupe les organisations de la résistance palestinienne (notamment le F.P.L.P. dirigé par Georges Habache, et le Front de libération arabe, pro-trakien) hostiles à la perspective de création, dans l'actuel rapport des forces, d'un Etat palestinien en Cisjordanie et à Gam. Cette dernière orientation est soutenue par la majorité de la résistance, notamment le Fath et le F.D.P.L.P. dirigé par Nayet Hawatmeh.

(4) A posteriori, l'O.L.P. se felicitera tout de même des résultats électoraux et de la poussée autionaliste en Cisjordanie.

(5) De tellées annonces ont été publiées, par exemple, dans les numéros du Jerusalem Post parus dans la semaine précèdant le 12 avril.

d'israéi, elle semble étrangère à toute cette agitation et paraît vivre dans un autre monde. Les plus lucides parmi les Israéllens comprennent que les Arabes se soulèvent contre l'occupation, mais estiment que leur gouvernement n'a pas d'autre choix que de réprimer la révolte. Les rares personnalités qui s'opposent à l'occupation et proposent une politique conciliatrice avouent que leur perspec-

tive a peu de chances d'être adoptée. Neul années d'occupation de la rive quest du Jourdain se soldent donc par un èchec. Aujourd'hui. la situation y est comparable à celle dans laquelle se sont trouvés nombre de pays colonisés au moment de l'éruption des mouvements de tions ont passé des alliances de classes pour chasser l'occupant, ici et là, celui-ci a tenté d'utiliser la manière forte pour mater la rébellion. Icl et là, la répres-

sion a nourri, uni et élargi le mouvement. Mais, dans le cas présent, la situation d'ensemble est bien plus explosive. Car les manifestations en Cisiordanie ne peuvent être dissoclées de la lutte que mène à l'extérieur une fraction bien plus vaste du peuple palestinien.

LIBANAIS

blatt, secrétaire général du Front de soutien arabé à la résistance palesti-

Dans ces conditions, il est difficile de savoir si l'évolution de la crise libanaise se fera plus dans le sens d'une « balkanisation », qui pourrait se propager en d'autres pays, et notamment en Syrie, ou d'une < viet-namisation >. Les projets de fédération interne agités par la droite libanaise favorisent la première hypothèse, cependant que la gauche s'y refuse à juste titre et que la résistance pales-tinienne semble encore garder espoir dans la reconstitution d'un Liban refuge pour son autonomie; elle a d'ailleurs annoncé son intention de combattre toute sécession portant atteinte à l'unité du pays, ce qui implique la mise en place d'un pro-cessus de vietnamisation.

Vers un « gel > provisoire du conflit ?

ESPOIR de voir le Liban retrourespoire de voir le Liban retrouver sa stabilité, son autonomie et un minimum d'unité paraît, dans l'immédiat, assez utopique. On ne voit pas, en effet, comment l'élection d'un nouveau président de la République pourrait modifier les données de la situation libanaise, en l'absence de toute force militaire à l'échelon national capable de s'opposer aux milices. nal capable de s'opposer aux mulices et de refaire l'unité du pays. Le Liban d'hier est mort sous les coups répétés de l'extrème droite chrétienne, qui a mis en route la dialectique de la mis en route la dialectique de la violence confessionnelle et qui s'est acharnée à créer ou amplifier des contradictions entre l'Etal, qu'elle dominait de concert avec la droite musulmane, et la résistance paletti-nienne. Il serait étonnant que les phalanges, qui ont parfois essaye de tenir des positions centristes mais qui se sont toujours laisse déborder par les manœuvres de leurs allies d'ex-rème droite, puissent maintenant res-sortir de l'ornière. Le Liban de demain trème droite, puissent maintenant ressortir de l'ornière. Le Liban de demain
n'est pas encore conçu, semble-t-il,
faute d'une tactique efficace de la
gauche articulée sur une stratégue
effectivement révolutionnaire, brisant
le blocage politico-confessionnel et
freinant la dégradation des conditions
de vie des masses déshéritées, à queque confession qu'elles appartiennent.
Les projets de fédération avec la
Syrie, dont on parle de temps à autre,
pourraient peut-étre arrêter le cycle
interminable de violences, mais trop de
forces et d'intérêts contradictoires agitent les milles qui se battent sur le
sol libanais et dont la puissance de feu
augmente tous les jours. En fait, les
deux logiques de la balkanisation et
de la vietnamisation risquant de continuer de s'amplifier de concert. D'un
côté, balkanisation, que la Syrie
s'efforcera de récupèrer, pour empècher Israël d'en tirer avantage et pour
assurer son emprise régionale en vue
d'une négociation a satisfalsante » pour
elle, en tant que force a centriste »; de

l'autre, vietnamisation, les évenements du Liban renforçant la logique du Front du refus, pour qui le chemin de Tel-Aviv passe par les capitales Tel-Aviv passe par les capitales arabes. Les deux processus paraissent extrèmement dangereux, puisque la Syrie elle-même risque d'être victime de la balkanisation, rependant que, dans le second cas, comple tenu de l'èquitibre des forces régional et international et de l'absence de structuration et d'unité de la gauche arabe, l'issue de la lutte peut ne pas être favorable à la cause palestinienne, ni, de façon plus générale, à celle de la libération du monde arabe de toutes les forces néocoloniales d'oppression.

ies forces néocoloniales d'oppression, internes et externes. C'est pourquoi la Syrie, qui a tou-jours cherche à empêcher le problème libanais de déborder du cadre syronotatis de desorder du cadre syro-paiestinien, sera peut-être amenée, dans le futur, à richmer elle-même une intervention arabe dans un cadre onusien ». Ce serait une façon de geler : provisoirement un conflit colonial insoluble dans le cadre actuel de l'équilibre des forces interpratio-

colonial insoluble dans le cadre actuel de l'équilibre des forces internationales, sans toutefois empêcher que les forces de l'histoire n'accomplissent leur lent cheminement souterrain. La situation libanise, elle-même issue d'ambiguïtes coloniales dans son système confessionnel, est désormais intimement rivée au confiti israélo-arabe. Depuis 1968, les dirigeants libanais ont accepté de su bir les menaces americano - israéliennes visant à les pousser à rééditer un second c septembre noir » contre la résistance palestinienne. De même, ils ont laissé les forces israéliennes dévaster le Sudpalestinienne. De meme, ils ont laisse les forces israéliennes dévaster le Sud-Liban sans jamais faire intervenir l'armée, qui, en revanche, était de plus en plus fréquemment appelée à réprimer les manifestations étudiantes, paysannes et ouvrières. Tout le pays paie aujourd'hui le prix de cette poli-tique.

GEORGES CORM.

Le Monde. de l'éducation

Le numéro de mai est paru

• M. HABY: « On est allé trop loin dans certaines réformes. »

Parlant des programmes de l'école élémentaire, le ministre de l'éducation estime qu'il faut « donner un coup de frein » à la réforme des mothématiques et à celles du français et des activités d'éveil, et réhabiliter la notion de « connaiss

Dans les collèges, M. Haby estime que les programmes actuels du premier cycle doivent être à la fois élargis à des domaines nouveaux (sciences économiques et humaines, sciences physiques et technologie) et rendus moins ambitieux dans leur contenu.

■ LES BONNES AFFAIRES DE L'«ANGLAIS RAPIDE»

Comment on peut faire de confortables bénéfices en promettant mants et merveilles aux apprentis managers désireux d'apprendre en quelques heures la langue du dollar.

également dans ce numéro :

La vie dans les lycées : débat avec les lecteurs. Allemagne de l'Est : une formation professionnelle pour tous les enfants. Suisse : l'allemand à la française. Animation culturelle dans le Nord. Philippe Soupault interviewé par des écoliers.

En france, un étudiant sur dix est étranger. Des professeurs jugent la réforme. La formation continue dans les entreprises beiges. Comment s'inscrire en maternelle.

Le numéro: 5 F - Abonnements (11 numéros par an)

France: 50 F - Etranger: 68 F

5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09



Objectifs militants

mions, il y o deux ans, dons cette même page (1), l'avèpémo militant d' « ayant-gau-

Des réalisations, peu nombreuses mois décisives, sont venues depuis exaucer ce souhait. En particulier, Milestones (1974), de Kramer-Dougles, et Numero deux (1975), de Jean-Luc Godard ; ces films apèrent aujourd'hui, dans un cinéma militant en crise d'identité, une coupure semblable à celle que produisit en 1968 la Hora de los homos, le célèbre film péroniste de Octovio Getino et F. Ezequiel

Ce que minent désormais les œuvres de Kramer et de Godard,

didactisme, leurs certitudes, le ton volontariste de leurs commen Ni Godard ni Kramer ne s'opposent, sur le terrain de celui-ci, au sur-pouvoir télévisuel. La télévision n'est pas leur sur-moi. Ils déplacent 'ordre du discours militant, le font dériver vers d'autres fronts, vers d'autres rivages. La où de nombreux cinéastes militants s'efforcent, sons aménité, et sans y parvenir, de nous faire « prendre conscience », Godard et Kramer y parviennent et nous font prendre plaisir. Ils parlent politiquement les thèmes que le film militant s'obstine à forclore; le corps, la sexualité, l'histoire, le couple... Ils utilisent et assument la fiction, l'articulent à un discours politique béant, troué, conscient des stratégies mais indifférent aux tactiques, non dogmatique, radicalement subversif. Ils élaborent, et sont les seuls aujourd'hui à le faire, un cinéma militant, non plus de la réalité ou du monde (pièges de toutes les normativités) mois du sujet. Ils réintroduisent surtout, dans une problématique militante obsédée par le didactisme, l'efficacité, l'impact, le prosélytisme (qui reposent sur la surélévation de l'influence du cinéma, piège où tombent, entre autres, tous les publicitaires), un débat vivifiant, fondamental, sur

qui roppeloit aux partisans d'un art pédagogique : « Si l'art éduque, il le fait en tant qu'art et non pas en tant qu'art éducatif car, s'il est éducatif, il cesse d'être art, et un art qui se nie lui-même ne

peut éduquer personne. » L'exemple de Kramer et Godard, les problèmes de déontologie Le exemple de Kramer et Godara, les problemes de decentagle militante qu'ils posent rejoignent les préoccupations de cinéastes qui remettent de plus en plus en cause une certaine conception du film militant. De ceux-là, nous analysons les œuvres dans cette pages: Bonne chance la France (1975) de Ciné-Lutte, et Quand tu disais, Valéry (1975) de René Vautier, évoquent des grèves ouvrières et permettent la circulation d'une parole née de la lutte, de corps épanouis dans une culture nouvelle. Les productions du Havre relèvent d'un autre registre, c'est l'arsenal métorique du discours — critique populaire qui les organise ; il permet la création d'œuvres grinçantes, railleuses et justes, qui sont les seuls films populaires français d'aujourd'hui.

IGNACIO RAMONET. (I) «Filmer an militant», le Monde diplomatique, mai 1974.

«Quand tu disais, Valéry»

L'intérieur du combat

E l'anticolonialisme au socialisme : les trois longs métrages que René Vautier a réalisés (avec le concours de Nicole Le Garrec pour les de production Cinéma Bretagne illustrent bien le propos que s'est assigné que Avoir vingt ans dans les Aurès dénoncait la répression française en Algérie, la Folle de Toujone établissait une certaine relation entre la revendication nationaliste du Maghreb et la revendication régionaliste en Bretagne : Quand tu disais, Valéry s'ottache maintenant à illustrer la lutte des classes en France en exaltant la détermination des mille ouvriers d'une usine de la zone de Saint-Nazaire, qui se sont battus durement pour conserver leur

Les faits : en 1967 avait commencé à Trignac la fabrication de caravanes Caravelair dont M. Trigano avait pris le contrôle en 1971. Se disant favorable à l'union de la gauche, ce « patron moderne » pratiquait dans son usine une politique jugée démagogique par nombre de ses ouvriers, qui consistrès poussée, au moins en apparence, de la responsabilité. Mais, en 1973, d'administration de la S.E.M.M. et s'apprêtait à déplacer son entreprise afin, dit-on, de bénéficier dans une autre région des fructueuses primes d'installation. Dès lors, les travailleurs de l'usine amorcèrent une longue série de grèves pour protester contre les premiers licenciements. Leur mouvement, d'une persévérance émérite, fut marqué par de nombreux rebondissements. C'est ainsi, par exemple, qu'en juin 1974, ateliers et personnels étaient « rachetés a tout uniment par un nouveau pré sident-directeur général, M. Maury, qui manifestait l'intention de transformer l'usine en fabrique de matériel agri-cole sous le sigle SOTRIMEC. Une partie des ouvriers suivirent dans cette nouvelle perspective un stage adéquat de formation professionnelle : en voin, puisqu'en 1975 leur nouveau patron démissionnait à son tour...

C 'EST en février de cette année-là Garrec interviennent : pendant quatre mois, ils suivent de l'intérieur le déroulement de la lutte avec une caméra 16 millimètres. Pour le financement, ils renouvellent d'une certaine manière l'expérience de Jean Renoir avec la Marseillaise en 1938 : c'est-à-dire qu'ils sollicitent et obtiennent une souscrip-

Pour des projections - débats

 QUAND TU DISAIS, VALERY : Réalisation René Vautier et Nicole Le Garrec (150 mn. couleur, 16 mm). Diffusion : Unité de production Diffusion: Unité de production Cinéma Bretagne, 35. rue Singer, 85016 Paris. tél.: 224-74-24. BONNE CHANCE LA FRANCE: Réalisation collectif Ciné-lutte (100 mn, noir et blanc, 16 mm.). Diffusion: Ciné-lutte, 38, rue des Batignolles, 75017 Paris, tél.: 228-22-80.

1235-25-80.
Films de la Maison de la culture du Havre.
Diffusion : Unité cipéma, Maison de la culture du Havre. 76800 Le Havre.

tion anticipée de 10 francs des dix mille ouvriers qui sont membres du Centre de culture populaire de Saint-Nazaire (parmi lesquels les mille salariés de la S.E.M.M.-SOTRIMEC). C'est avec un premier budget de 100 000 francs qu'a donc été commencé Quand tu

disais, Valéry. Le titre du film donne une idée assez juste de son contenu : les auteurs, cineastes et ouvriers, l'ont apparemment concu comme une brutale apostrophe envers les responsables de la situation d'insécurité dans laquelle vit aujourd'hui une grande partie des salariés en France et, par-delà le patro-nat et l'administration locale, ils interpellent l'actuel président de la République sur les paroles d'une chanson dont le refrain accompagné à l'accordéon est ainsi libellé : « Quand tu disais, Valéry, que tout changerait, Valéry, » nous on savoit qu' c'était d' la » blague... »

D'une durée initiale de 140 minutes, ce long métrage militant a été ramené à 2 heures afin de rendre sa projection plus facile, Les auteurs espèrent qu'il pourra sortir dans les circuits commerciaux en octobre prochain. En attendant, il a été déjà été vu par quarante mille spectateurs dans de nombreuses usines (ainsi que dans plusieurs villes étrangères: Amsterdam, Alger, etc.). Pour faciliter sa présentation durant la pause de midi, il a été délibérément conçu en cinq parties, respectivement intitulées : « Vivre à Trignac », « Il n'y a pas de bon patron », « la Vie d'ou-vrier », « le Changement et la conti-nuité », « Nos libertés et leur justice ». Plusieurs sont d'une acuité assez surprenante : le choix du direct, par la vertu conjuguée d'un regard très quo-tidien et d'un montage rigoureux, se en conférant à l'œuvre un ton d'authenticité sur le plan de la restitution du vécu des grévistes, il lui ménage, grâce un rythme alerte et incisif qui est souvent du meilleur effet. A l'exception de certains éléments qui paraissent escamotés pour des raisons de « ligne », sans doute, Quand to disais, Valéry procure le sentiment de vivre de l'intérieur le combat mouvementé des ouvriers. A cet égard, la scène de la sequestration des syndics fait figure de morceau de bravoure : la caméra v apparaît formidablement « du côté » des grévistes... à tel point qu'un tribunal de Saint-Nazaire a exigé la cou-pure de deux plans (au total : 40 secondes) au cours desquels était montrée une bousculade un peu violente entre séquestrants et séquestrés.

On peut ne pas partager la ligne politico-syndicale de ce film qui, à la diffé-rence du Coup pour coup de Marin Karmitz, ou de Bonne chance, la France de Ciné-Lutte, se veut exemplaire d'un certain type de démarche et de stratégie (peut-être moins représentatif que les auteurs ne le laissent entendre); mais on ne peut pas ne pas reconnaitre et saluer la valeur, esthétique et autre, du témoignage de René Vautier et Nicole Le Garrec sur un aspect important de la réalité d'aujourd'hui.
GUY HENNEBELLE.

« Bonne chance la France »

Une double scène

B ONNE chance la France est une ceuvre collective du amune lutte C'est aussi un collectif de films. une collecte (militante) d'images, pulsqu'en fait, sous ce titre, trois films nous sont proposés: un simple exemple (sur la grève à l'imprimerie Darboy au printemps 74), l'autre façon d'être une banque (grève au Crédit lyonnais à la même époque), et un court métrage sur l'activité militante d'un comité de soutien à la candidature de M. Giscard d'Estaing à la présidence de la République. On voit que depuis le moment du tournage il s'est passé des choses.

Alors pourquol réunir ces trois films en un seul programme ? Pourquoi l'Inti-tuler Bonne chance la France ? Tout simplement pour proposer un certain tableau de la sociélé française, développer une certaine imagerie politique de la France au moment où celle-cl est en pleine fébrilité électorale, al l'on s'en tient à la scène politique, ou en pleine ábuilition si l'on prend soin de regarder ce qui se passe, au même moment, du côté des

C'ETAIT jà le pari du film de Cinélutte : mettre en scène une double scène, mettre en scène deux fois des choses sinon contradictoires, du moins qui ne coîncidaient pas de facon automatique : comment, au moment même où un pays cholsit un président, un régime, un type de société, allleurs, dans la France d'en bas », des gens, des travallleurs, hommes et femmes, s'interrogent sur la façon et les moyens de lutter, de s'organiser, de vivre. Et puis comment représenter cette interrogation, ce questionnement, avec des images et des sons, des images nouvelles qui apparaissent inédites à ceux pour qui et avec qui elles

Cette opposition, cette nature différente des choses, on voit comment Eisenstein les aurait abordées de son temps, du point montage alterné, saisissant, jouant des oppositions Juxtaposées. Mais à l'époque du muet. Aujourd'hui, il e'agit d'intéfrançais est en butte au son. Littéralement, il ne sait que faire du son, il hésite entre le son direct, le son parlé, bredouillé (parce que les gens en lutte bredouillent, bégayent quant à leurs objectifs politiques, et c'est une situation dont il faut partir, tenir compte), et le son off, plaqué, qui s'impose aux images, de l'extérieur des luttes, des discours populaires, au nom d'un savoir scientifique, venu

Dans Bonne chance la France, ces difficultés, qu'on aurait crues presque inhérentes au cinéma militant, sont levées : on a une gamme plus riche de sons, d'enregistrements, de positions des parleurs. C'est là l'intérêt du film, sa profonde nouveauté. Il y a du son direct et il y a du son off. C'est peut-être assez courant, sauf que ce sont les mêmes qui parlent in et off: les gens concernés, les personnages qui sont dans l'image, sont aussi dans la bande son, ils sont filmés, mais ils sont aussi dans le studio d'enregistrement où ils commentent leurs

C'est ce qui donne cette impression

assez forte de travail collectif. Les commenter les Images, ils sont mis en position de commenter les images et les du rang de sujets filmés, de sujets à filmer ou à faire parier, au rang de mani-C'est là une chose capitale pour le cinéma militant, et le cinéma documentaire en général. Posons-nous la question : que deviendraient la télévision, ses documents filmés quotidiens, si la quantité innombrable de personnes filmées, interrogées, avaient le droit, le pouvoir de dire leur mot quant au montage, quant à la voix off, quant aux discours? Ce principe cratique - que seul le cinéma militant peut intégrer quand il n'est pas dogmatique - est un principe anti-media parce qu'il conçoit une information qui

parler dans le film, dans le media, et. inversement, celui qui tient une position dans le medie, le cinéaste par exemple, est contraint de définir sa place dans le réel.

QUELLE est votre position en tant que cinéastes par rapport à nos luttes ? Telle est la question que semblent poser les travailleurs de l'Imprimerie Darboy ou du Crédit lyonneis. A cette question, Cinélutte répond : nous sommes avec vous dans la lutte, à condition que vous soyez avec nous dans le film. C'est là un simple exemple de partage démocratique des taches, des savoirs, des responsabilités, dont on almeralt que le cinéma en général

SERGE TOUBIANA.

AU HAVRE

«Le langage riche et vivant des masses»

N s'étonnera sans doute un jour de découvrir que des films de première importance, en ce qu'ils reflètent au plus juste la réalité francaise depuis 1968, aient été réalisés dans un atelier de province, au Havre, loin des circuits classiques de production — information — diffusion, sans avoir suscité cette numeur qui accompany de la contraint de la avoir suscité cette rumeur qui accom-pagne nombre de pseudo-événements cinématographiques parisiens.

Il est vrai que les Havrais ont le privilège de disposer, au sein de leur Maison de la culture, d'une unité de production 16 mm professionnelle et de la présence de deux animateurs-cinéastes : Christian Zarifian, réalisateur, et Vincent Pinel, responsable de l'unité Cinéma. Le principe de leur intervention culturelle est posé clairement des 1969 : mettre leurs compé-tences de cinéastes professionnels et leur expérience du travail collectif à l'écoute et au service de groupes constitués et relativement homogènes, constitués et relativement homogènes, car c'est toujours d'entreprises collectives qu'il s'agit, avec des jounes travailleurs pour On voit bien qu'c'est pas toi (1969), avec une classe de lycéennes pour A suivre (1970), avec un groupe de jeunes travailleurs, lycéens et chômeurs pour Moi fdis qu'c'est bien (1973-1974).

Ces films-là, patiemment et sans écats, mettent en place des jalons pour ce qui pourrait bien être une

cinéma d'auteur et de professionnels, sans rejoindre les rangs du cinéma militant comme cinéma de l'acmé des militant comme cinéma de l'acmé des luttes. Ce qu'ils remettent en cause, au plus profond de l'institution du spectacle cinématographique, ce sont les rapports auteur - acteurs - spectateurs. Ici les acteurs, ordinairement objet soumls de la fiction classique, sont le sujet moteur et énonciateur du film : c'est depuis leur inscription sociale et culturelle vivante, depuis leur situation historique concrète qu'ils occupent l'écran avec des paroles et des gestes que nul ne leur a dérobés et sans jamais déléguer leur pouvoir de contrôle tout au long de l'élaboration et de la diffusion même du film. Ces bases de fravail produisent un cinéma inconfortable, qui offre peu cinéma inconfortable, qui offre peu de prises à ces discours connus, repé-rables, codés qui avalisent tant d'autres rables, codés qui avalisent tant d'autres films, un cinéma difficile à tenir à distance, à maîtriser, à classer de façon rassurante. Sur un marché où la notoriété d'un film dépend si souvent du discours qui peut le prendre en charge pour le précèder (publicité), l'accompagner (critique) ou le signer (l'auteur), ces films provoquent souvent de la gêne, voire de l'agressivité, par leur manque têtu de complaisance à entrer dans ce circuit langagier de la marchandise cinématographique.

C'EST que la parole qui se déploie dans un film comme Moi f'dis qu'c'est bien, loin d'être souffiée ou volée, est une parole inattendue, plus exactement inentendue, vivante et riche, celle d'une partie de la population, ici de jeunes ouvriers, qui n'a jamais eu pouvoir, à l'ècran, de tenir son propre discours, frontalement, sans y être autorisé par la caution du y être autorisé par la caution du réalisateur ou du discours directement

politique.

Cette parole dérange en ce qu'elle ne prétend pas donner de leçon (contrairement, souvent, à la parole militante), elle ne cherche pas à se

farder pour séduire (une certaine vul-garité ne lui fait pas peur, mais vulgarité aux yeux de qui?), elle ne se donne pas comme une parole dési-rable, elle ne s'autorise d'aucun pres-tige culturel emprunté, mais de la seule conviction de sa véracité. Ce qui fait la force de cette parole exemplaire incontaurnable d'une cerexemplaire, incontournable, d'une cer-taine façon irréfutable, c'est qu'elle est rarement déportée, contrairement à celle de la petite bourgeoisle, vers un ailleurs, vers d'autres modèles culturels, un autre espace social, un passé ou un futur mythiques; elle est entièrement assumée comme présente, ici et maintenant, à elle-même plus qu'aux prestiges des idéologèmes

Dans ces films, et de ce fait ils ne Dans ces films, et de ce fait ils ne relèvent pas du cinéma dit militant, il est peu question de luttes comme événements paroxystiques. C'est pourtant un cinéma de lutte, celle que mène une culture et une idéologie populaires dominées pour frayer quelques traces, témoigner de son existence quotidienne, et cela sur des écrans d'où elle a toujours été écartée, tout au moins recouverte par d'autres discours mieux intégrés ou plus prestigieux.

L'important, enfin, est que ces films du Havre ne soient plus tout à fait une exception unique et exemplaire: dans d'autres ateliers de province. des films collectifs, des bandes vidéo (1), pris en charge par d'autres groupes, commencent à préfigurer un événement plus important que bien des grands films, un autre usage social du cinéma. du cinéma.

ALAIN BERGALA.

(1) Dans le sillage direct de l'entreprize havraise, signalons le Dernier départ, un film réalisé à Orléans autour de Dominique Fournier et Montevidéo, une bande vidéo réalisée avec des élèves de C.E.T. à Ronen autour de Thierry Nouel.

BIBLIOGRAPHIE

«Cinéma militant», de Guy Hennebelle

Une somme! Le dossier établi par Guy Hennebelle aborde l'his-toire, les structures, les méthodes, les idéologies et l'esthétique du cinéma militant (1). On y trouve toutes les adresses des groupes de cinéastes militants, et dix-huit d'entre eux s'expliquent dans des entretiens sur la conception qu'ils se font de leur labeur et sur leurs objectifs. La partie la plus riche est cependant celle qui étudie l'idéologie et l'esthétique du film militant avec, en particulier, un l'idéologie et l'esthétique du film militant avec, en particulier, un intéressant texte de J.-P. Fargier. L'index qui termine le livre est impressionnant par la précision, la finesse du classement et le nombre des films décrits et répertoriés. Le travail de Guy Hennebelle établit désormais le cinéma militant parmi les genres consacrés de l'histoire du cinéma.

(1) Numéro spécial de la revue Cinéma d'aujourd'hui, n° 5-6, Pierre Lherminier éditeut, Paris, 1976, 238 pages, 24 F.





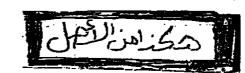
CINEMA D'AUJOURD'HUI Nº double 5-6. Mars-avril 1976

Cinéma militant

un dossier exceptionnel réuni par Guy Hennebelle

TEXTES. ENTRETIENS. DEBATS. NOTICES. INDEX 228 pages, 100 photos - 24 F

1, rue de Metz, 75010 Paris C.C.P. La Source 34795 10 S



Berg Bauering of

25 1621 Warth 234 2510 The set of the section of the sectio

P. P. o Year

Jugar Tight

.1 Sue ≈

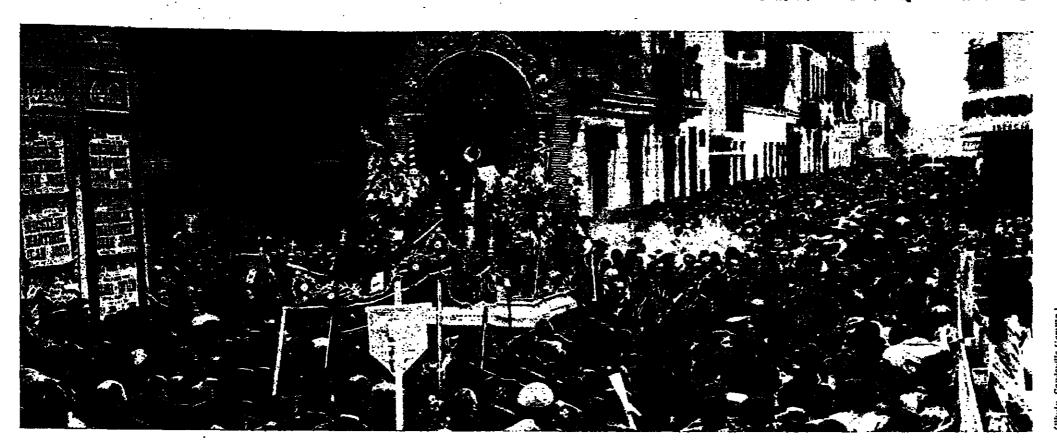
vala_.

DEFGE TOURS

- ES

n High

: Hank!



En Amérique latine

LES CHRÉTIENS ENTRE LA DICTATURE ET LA RÉVOI

Tue dans les maquis de Colombie en 1966, le Père Camilo Torrès entendait servir non pas l'Eglise en tant qu'institution, mois un peuple écrase par tout un système qui, estimait-il, ne pouvait être renversé que par la lutte armée. Prêtres ou non, d'autres chrétiens, sur le continent, se sont enga-ges dans la même voie et, aux côtés de marxistes, ont payé de leur vie le choix qu'ils avaient fait.

Au Brêsil, des manifestations à caractère religieux, inspirées par le colonel (depuis général) Vernon Walters pour le compte de la C.I.A., avaient précédé et préparé le coup d'Etat qui, en 1964, instaura une dictature contre laquelle se dresse aujourd'hui une partie de l'épiscopat. Au Chili, la direction du parti démocrate-chêtien a harcelé le régime Allende puis s'est faite complice du putsch du général Pinochet. à l'épard putsch du général Pinochet, à l'égard

duquel M. Eduardo Frei, en accord avec Washington, semble vouloir aujourd'hui prendre ses distances.

Ces quelques exemples suffisent à mon-trer qu'il était important de clarifier les positions, très diverses, souvent confradictoires, des chrétiens en Amérique latine. c Quand les chrétiens auront le courage de donner un témoignage révolutionnaire inté-gral, la révolution latino-amèricaine sera

invincible >, disait «Che > Guerara. Bien que ce dernier se soit lourdement trompé dans la confiance excessive qu'il plaçait en un certain type de lutte révolutionnaire, il avait raison de penser que, sur un continent profondément marque par le christianisme, l'attitude des chrétiens serait décisive. Aussi déplorait-il que cleur doctrine soit utilisée par les réactionnaires :. De fait, on verra plus loin comment les dictatures et les services américains exploitent à leur profit certaines institutions reli-

Les articles réunis ici (1) n'épuisent certes pas le sujet. Leur seule ambition est d'introduire à la compréhension d'une situa-tion complexe dont l'évolution aura des effets politiques déterminants.

(1) Avec le concours de DIAL (Diffusion de l'in-formation sur l'Amerique latine, 170, bd du Mont-pernasse, 7504 Paris), association à but non lucratif fondée vollà cinq ans pour diffuser en traduction française des documents sur les divers aspects de l'actualité en Amérique latine,

Devant la misère l'injustice et l'oppression

Du conservatisme à la recherche d'une authentique libération

EPUIS la séparation de l'Eglise et de l'Etat, à la fin du dixneuvième siècle et au début du vingtième, l'Eglise catholique d'Amérique latine vit en régime d'autonomie administrative. Par la suppression de l'antique institution du patronat », disparue avec les l'ens coloniaux, le catholicisme n'est plus aujourd'hui considéré officiellement comme religion d'Etat dans pratiquement toutes les nations du continent.

Néanmoins, l'importance sociolo-Realmons, l'importante sociale que du catholicisme est telle que ceni-ci bénéficie d'une considération particulière : certains Etats, comme la Colombie, le reconnaissent « comme un élément jondamental du bien commun et du développement intégral de la communauté nationale » (concordat de 1975). Les gouvernements ne peuvent négliger son poids

D'E même que le siècle précèdent avait vu la participation de clercs au mouvement d'émancipation colo-niale, de formation des États natio-naux et d'organisation de l'Etat libéral, de même aujourd'hui l'indus-triclisation et l'émandipation accuse nicitation et l'emancipation écono-mique ne laissent pas indifférents certains milieux ecclésiastiques. Pour eux, Cuba est devenu un point obligé de référence, même s'il n'est pas cité

expressement.

Jean XXIII ne s'y est pas trompé.
Sensible aux nouveaux équilibres
mondiaux qui se cherchent, il écrit
à plusieurs reprises aux différents
épiscopats latino-américains pour,
littéralement, les « réveiller ». Le
courant du concile Vatican II met
quelque temps à arriver sur le continent; mais, quand îl le touche de ses
remous, il trouve un milieu favorable.

LIRE PAGES 16 A 20

P. 16-17. — Le rôle particulier des mouvements protestants populaires, Christian Lalive d'Epimay. -- L'action idéalogique et culturelle de l'Eglise, Gonzalo Arroyo. — Mystiques violentes et stratégie non violente, Michel

P. 18-19. — Suite de l'article de Gonzalo Arroyo sur l'Eglise. ---La démocratie chrétienne chilienne et la junte, Julio Silva

P. 20. — Espoirs et désillusions des démocrates-chrétiens au Venezuelo, Luis Ugalde.

de la société. De ce fait, les institu-tions ecclésiastiques continuent de jouer un rôle non négligeable dans le jeu des institutions politiques, civiles ou militaires.

Pour la période qui va de 1959, date de la révolution cubaine, à 1973, année du coup d'État au Chili, le comportement de la hiérarchie catholique s'ordonne autour de deux motsclès, employés successivement au cours de ces quinze dernières années :
« la transformation », comme fait social, économique et politique, et comme invitation à l'action; a le pluralisme », comme norme dans la situation de division entre membres de l'Eglise, et comme doctrine uni-taire. Ces dernières années voient naître un troisième mot-clé celui des « droits de l'homme » et de leur défense.

L'avancée de Medellin

préparé par le renouvezu pastoral importé d'Europe. Pruit de cette maturation, l'évolu-tion des mentalités en milieu catho-lique trouve son point d'aboutisse-ment et son expression dans la tenue à Medellin (Colombie), en 1968, de

De la division au pluralisme

L'es programme de Medellin était, simple dans son énoncé : « La recherche d'un type de présence plus intense et renouvelée de l'Eglise dans l'actuelle transformation de l'Amérique latine. »

l'actuelle transformation de l'Amerique latine. 3

Ses retombées vont mettre à rude
épreuve la hiérarchie catholique des
différents pays du continent. Au
cours des années suivantes, après
1968, les évêques sont en effet aux
prises avec un double mouvement
dont les contradictions vont s'amplifiant. C'est, d'une part, la prise de
position politique de type socialiste
par des chrétiens, plus spécialement
des prêtres et des religienses se réclamant de l' « esprit de Medellin ».
Ce sont, d'autre part, les activités des
groupes intégristes et la poussée des
forces conservatrices de l'Eglise.
« Prêtres pour le tiers-monde » en
Argentine, « Prêtres pour l'Amérique
latine » en Colombie, « Prêtres pour
le peuple » au Mexique, « Chrétiens
pour la libération » en Equateur et
en Argentine, « Chrétiens pour le
socialisme » au Chili, « Eglise et Soclété en Amérique latine » en Bolivie,
« Eglise solidaire » au Pérou : tous
ces groupes, parmi d'autres, repren-

ces groupes, parmi d'autres, repren-nent à leur compte l'analyse politique sous-jacente aux documents de Medellin. Le sous-développement n'est pas un retard dans le développement, mais un phénomène de dépendance ; l'action à mener passe donc par une l'action à mener passe donc par une modification structurelle des rapports de dépendance interne et externe. La « théologie de la libération » inspire ce courant de pensée et d'action qui se veut évangélique au plan de la foi, populaire quant au style de vie et socialiste du point de vue politique.

C'est précisément la « théologie de la libération » qui donne l'occasion aux forces conservatrices de l'Eglise de se manifester fortement à partir de 1972. A cette date, le nouveau bureau du CELAM, organisme de coordination continentale des épiscopats, s'emploie à contrecarrer ce courant de pensée. Il est en cela parfaitement soutenu par le Vatican — en particulier par la Commission courant de pensée. Il est en cela parfaitement soutenu par le Vatican —
en particulier par la Commission
pontificale pour l'Amérique latine —
inquiet de l'évolution des catholiques
du continent. La Colombie s'illustre
particulièrement dans cette offensive
en règle, dans la personne du père
Veckemans, jésuite belge parti du
Chili à l'arrivée d'Allende et accusé
d'avoir reçu de l'argent de la C.I.A.
pour son Centre d'études sociales.
Du côté des intégristes. l'activité
de leurs divers mouvements n'est
nullement négligeable dans la mesure où, au-delà des campagnes
bruyantes de « Tradition, Famille et
Propriété » issu du Brésil et ramifié
en Argentine, au Chili et en Colombie, ce courant de pensée inspire
directement un certain nombre de
groupements. C'est le cas, en particulier, des « Hispanistes » au Chili,
groupe issu de l'Université catholique
il y a quelques dizaines d'années.
Soumis à de fortes pressions in-

Soumis à de fortes pressions in-ternes et sensibles aux nombreuses sollicitations des pouvoirs en place, les épiscopats latino-américains ne peuvent qu'enregistrer l'irrémédiable division des catholiques. Pour eux, la tache prioritaire est donc de sauvegarder l'unité formelle de l'Eglise. Au temps d'Allende comme sous Pino-chet, tel est l'effort constant de

Par YVES MATERNE *

la deuxième Conférence genérale de l'épiscopat latino-américam. L'ouverture se fait en présence du pape Paul VI. « Moment décisif du processus historique du continent... »; « Au seuil d'une nouvelle époque de notre histoire... »; « L'enfantement douloureux d'une civilisation... » : ces expressions émaillent le texte des conclusions de la rencontre Elles dans la divergence de leurs choix de société n'est possible que dans a le respect du pluralisme politique ». Trois ans plus tard, les évêques brésiliens arrivent à la même conclusion dans leur document sur a l'Eglise et la politique ». ces expressions émaillent le texte des conclusions de la rencontre. Elles traduisent un fait admis par les quelque six cents évêques titulaires du continent: l'Amérique latine est en pleine phase de « transformation ». Ce phénomène ne peut laisser les catholiques indifférents, même si c'est pour des raisons diamétralement opposées. Le président de la Conférence de Medellin, le cardinal Landazuri, parle de la nécessité de « s'enguger du côté des efforts d'émancipation », de « s'identifier aux pauvres du continent » et d'exercer « la jonction prophétique de l'amour: Ainsi, sans remer l'acquis de Medellin, la hiérarchie catholique est amenée à tenir ouvertement compte de ses dissensions internes. Ele mesure les risques des tensions considépaures du continent » et d'exercer « la fonction prophétique de l'amour : dénoncer ce qui opprime l'homme ».

Les objectifs sont clairs. Mais les moyens proposés ne le sont pas. Malgré un accord apparent, de graves divergences subsistent au sein des épiscopats. Elles ne vont pas tarder à se préciser.

P OUR les secteurs d'Eglise sen-sibles à la problématique sociale, économique et politique du continent, le respect des droits de l'homme est devenu le nouveau centre de cristalli-sation des efforts pastoraux. C'est en effet l'intensification et la générali-

l'épiscopat chilien. Sa déclaration de 1971 intitulée « Evangile, politique et socialismes » demeure actuelle : « le service de l'unité » rendu par l'Eglise

est a un service capital à l'epoque où nous rivons ». L'unité des catholiques

les théologiens.

Il faut ici souligner l'importance du travail irremplaçable effectué par ces organisations ecclésiastiques que sont les Commissions Justice et Paix du Brésil, d'El-Salvador et de Bolivie, pour ne citer que les plus connues;

rables dont elle est le lieu: l'éclatement du bloc catholique. Le mot d'ordre du « pluralisme » est dans la logique de son comportement.

Paradoxalement, malgré leur vives critiques envers le caractère artificiel d'une telle unité, les catholiques de gauche en mesurent l'importance pour eux-mêmes. Les différents « chrétiens pour le socialisme », par exemple, savent qu'ils ont politiquement plus d'influence comme groupe dans la mouvance de l'Eglise que comme force d'appoint fondue dans un parti. C'est parce qu'ils introduiparti. C'est parce qu'ils introdui sent dans l'Eglise un facteur de désequilibre favorable aux cours nts

Les droits de l'homme

sation de la répression, avec son cortège d'arbitraire, de tortures et d'assassinats, qui arcène les épiscopats à définir comme essentielle la détense des droits de l'homme. Leur effort en ce sens est d'autant plus grand que des secteurs ecclésiastiques contemper plus directement. sont eux-mêmes plus directement touches par la répression.

Mais c'est aussi la permanence de problèmes fondamentaux non résolus de la société latino-américaine qui autorise l'action des chrétiens: principalement le droit à la terre, à la santé et au travail. Loin de n'être préoccupée que d'elle-même et de ne défendre que ses droits, l'Eglise s'efforce, à travers ses éléments les plus lucides et les plus avancés, de défendre les droits des paysans et des ouvriers. En l'absence des médiations normales de la société que sont les syndicats et les partis, l'Eglise Jone un rôle de « substitution politique », comme disent les politologues, ou « tâche prophétique » comme disent les théologiens. Mais c'est aussi la permanence de

ou le Comité œcuménique de coopération pour la paix au Chili, aujourd'hui dissous sur ordre du géneral Pinochet, mais continuant sous d'autres dénominations.

En schématisant, on peut conclure que, considérée au niveau de sa hierarchie, l'Eglise catholique n'apparaît pas révolutionnaire: elle refuse de reprendre à son compte l'analyse marxiste de la société. Elle n'apparaît pas non plus traditionaliste: au Chili, en son temps, elle n'a pas refusé de collaborer avec un régime socialiste; au Pérou, elle supplée par certains côtés aux failles idéologiques du régime; au Brésil, elle tend à demeurer « la voir des hommes sans voir ». Elle se veut, dans l'état actuel de l'évolution sudaméricaine, le lieu d'une unité possible malgré les contradictions d'un pluralisme allant jusqu'aux choix politiques les plus extrêmes. Elle veut sauvegarder une unité au plan qui lui semble essentiel : celui des valeurs de la foi chréttenne. Elle estime de la foi chrétienne. Elle estime qu'aux côtés de l'action politique, mais sans lui être forcément réduc-tible, la foi vécue est aussi une force de libération,

L'avenir dira ce qu'il en est de cette analyse. En attendant, le fait que la répression politique épargne de moins en moins les milieux catholiques — et chrétiens en général — montre que les choix de Medellin ne sont pas, dans les faits, remis en question.

FONDATION DE L'ÉCOLE INTERNATIONALE DE GENÈVE

LA GRANDE-BOISSIERE 62, route de Chêne

1208 GENEVE (Suisse) Tél.: 022-36.71.30

LA CHATAIGNERAIE 1297 FOUNEX (Vaud) (Suisse)

Tél.: 022-76.17.76

BACCALAUREAT INTERNATIONAL Maturité fédérale suisse · Baccalauréat trançais Internat et externat pour filles et garçons

Sports d'été et d'hiver

Apport d'une dignité et dépolitisation des masses

Le rôle particulier des mouvements protestants populaires

A population latino-américaine est, du point de vue numérique, la pre-mière fille de l'Eglise catholique. ments de tous les pays Indiivent que la population, pour au moins aussi --- māma au Mexique où la conflit entre l'Eglise et l'Etat provoqua une guerre civile et religiouse (1), — la rell-gion catholique jouit d'un statut privilé-glé, le plus souvent inscrit dans la

Si le statut juridique et les recense ments décennaux mettent en lumière le primauté de l'Eglise catholique, d'autres ndices en marquent les limites. Par exemple, la très faible densité de prêtres, malgre le grand appoint fourni par les Eglises d'Europe et d'Amérique du Nord. Et ce clergé déjà clairsemé s'est vu décimé par une vague de laīcisation au cours des demières années. Autre exemple : la fréquentation de la messe est très faible. Et si l'on adoptait ce critère de la pratique du culte pour établir un classement des diverses religions, alors, dans plusieurs pays du ous-continent - Brésil, Chill, Haiti dans tous les cas. - ce ne serait plus le catholicisme qui occuperait le premier rang, mais l'expression chrétienne la plus récente, le pentecôtisme.

Son nom renvoie à la Pentecôte, la première Pentecôte telle qu'elle est es apôtres, jour de l'Irruption de l'Esprit parmi les disciples du Christ. Cette irruption se traduit par des faits merveilleux : faculté de se faire entendre en des langues étrangères, don de prophé

Vers la fin de la première décennis de ce siècle, presque simultanément sur divers points du globe, mais surtout et tés à la recherche d'un renouveau spirituel redécouvrent la lettre de ce texte des Actes ainsi que des grands textes (particulièrement le chapitre 2 du livre

Cette orientation va démarquer le

(1) Cl. J. Meyer : la Christiade, Paris, Payot, 1974.

renouveau pentecôtiste des reviveis qui, périodiquement, seconalent la torpéur des grandes Eglises protestantes. L'Esprit est pouvoir ; sa venue et 6a présence dans la communauté sont constatables en ceci qu'une « tolle sacrée - s'empare de l'assemblée et que plusieurs fidèles se révèlent porteurs des charismes — des dons — distribués par l'Esprit. Parmi la communauté en transe, certains témoignent en des lan-gues étranges (glossolalie), d'autres proimposent les mains aux malades. Parfois même se déroulent de très délicats simu-

A la transe de la communauté réunie succède l'autre manifestation de l'Espritpouvoir : le témoignage de la communauté dispersée sous la forme d'un appel passionné à la conversion. « Quand l'Esprit venait de tomber avec pulssance, les personnes baptisées, entants, hommes et femmes, se sentalent poussées à sortir dans la rue et à donner à haute voix leur expérience, à visiter leurs amis et leura volsins, à voyager en d'autres lieux dans le seul but d'appeler les hommes à la repentance... », déclare un témoin de la première communauté pentecotiste sud-américaine.

L'émergence du pentecôtisme pro voque au sein du christianisme une revolution dont on ne mesure pas encore toute la portée. Après deux miliénaires de combat achamé pour les détruire, les riles de possession sont maintenant

Par CHRISTIAN LALIVE D'EPINAY *

placés au centre de la vie cultuelle d'une des familles chrétiennes, où ils trouvent aussi une ralson théologique. De plus, en falsant place aux modes d'expression non verbaux (ou para-ver baux) — balbutiement, danse, geste, délire, — le pentecôtisme mettait ainsi en question toutes les hiérarchies établies, toutes les spécialisations codifiées et ouvrait toute grande la porte soit à ceux, al nombreux dans le tiers-monde, pour qui l'usage de la parole est difficile quand il s'agit de s'adresser à un aussi grand personnage que Dieu, solt à ceux, dont le volume croît constamment dans l'hémisphère nord, qui s'insurgent contre du « rationnel » dans les eoclétés industrielles avancées.

C'est d'ailleurs en invoquant ses aspects déraisonnables et irrationnels que les dirigeants des grandes Egilses nouvelle doctrine, les conduisant ainsi à se constituer en mouvements autoreprendre le mot de R. Bastide. Signalons enfin que, depuis les années 50. les Eglises chrétiennes — l'Eglise catholique en tête - revisèrent leur position et que l'on assiste aujourd'hui au développement d'un néo-pentecôtisme au sein même des grands corps religieux.

Le monde, univers satanique

E pentecôtisme a rencontre des succès très variables selon les pays. croissance est accentuée et II s'impose comme la principale minorité religieuse. Si l'on examine de près les données statistiques disponibles, on observe que, dans bien des cas, la « conquête pentecôtiste - (l'expression est de certains observateurs catholiques) démarre dans les années 30. Cette Indication est

importante : la crise de 1929-1931 se ré-

percute avec une violence multipliée en Amérique latine : elle y marque le début

d'une crise structurelle qui aujourd'hui encore est loin d'être résolue. Les campagnes stagnent et expulsent leurs habitants : les villes connaissent une croissance anarchique, sans relation aucune avec leur taux d'industrialisation. L'idéologie traditionnelle basée sur un lien de dépendance et de dévouement envers le patron — le grand propriétaire — voit sa crédibilité s'effriter. Dans un univers marqué par la rupture des régulations sociales, la faim, le chômage, la misère,

Professeur à l'Université et à l'Insti-tut d'études du développement, Genève.

le pentecôtisme propose aux masses la tol dans un Dieu d'amour, la certitude du salut, la venue du Royaume, la sécurité de la communauté fraternelle et la participation aux responsabilités d'une même. Il leur offre une humanité que la société leur refuse.

L'ensemble des croyances pentecotistes compose un dualisme (convic-tion d'un conflit irréductible entre les forces divines et les pouvoirs sataniques, ces demiers contrôlant la terre) combiné avec l'attente impatiente du Royaume qui sera instauré par Dieu ou son fils. Cette vision s'accompagne d'un système d'ac-tion régi par deux réglementations principales : la rupture avec le « monde » (leitmotiv de la première épitre de saint Jean). Le précepte, à lui seul, pourrait civile et politique, déniant toute légitimité aux autorités de ce emonde-, intransigeant de la part d'une minorité significative conduirait sans douts à des situations explosives, les croyants es mettant alnsi hors du cadre de la loi. Mais cette première réglementation est saint Paul adresse aux Romains (ch. 13) qui exhorte aux respects des « autorités tive de deux textes assez contradictoires oriente l'action socio-politique vers un conformisme le plus souvent passif et qui se prête à de nombreuses ambiguités, parfois même à l'opportunisme le

L'univers social et politique est placé sous le signe du mai. La question n'est ni de le réformer, ni d'y faire la révolution, puisque Dieu annonce la venue abrupte de son règne dont l'imminence est attestée par tant de signes concrets : (fréquents dans la zone andine), guerres et désordres sociaux (cas demiers presdes pays latino-américains), scandales, ou encore ce congrès mondial des magiclens réuni à Bogota en aeptembre dernier. La conviction apocalyptique est entretenue par la répétition constante des - signes -, qui déchaînent les prophéties, réactivent la prédication, l'appei forcené à la conversion. ici apparaît la première implication

politique évidente du pentecôtisme. En évacuant par l'espérance apocalyptique ponsabilité socio-politiques, ce phénomėne religieux — qui est en soi l'expres-- désemorce le potentiel contestataire. volre insurrectionnel, que des siècles couches sociales populaires. On comprend alors que ces mouvements religieux soient particulièrement bien accuellis par les régimes dictatoriaux ou autoritaires d'Amérique latine, puisqu'ils catalisent le potentiel insurrectionnel vers une révolution toute symbolique l'Eglise catholique cherche, elle, à se démarquer des dictatures. En Haiti, seulement des cultes vaudou, mais auss. des mouvements pentecôtistes qui on: connu une croissance fabuleuse sous son régime, pour englober le cinquième de la population environ en 1970. D'ailvoulu ou du quitter Cuba dans les années 60 se sont-ils recyclés à Haīt! ?

Les photos abondent qui montrent les dirigeants pentecôtistes (mais aussi baptistes, etc.) en conference avec tel président d'une « République bananière » ou avec l'éternel Stroessner, dictateur du Paraguay, à la veille de lancer une grande campagne d'évangélisation. Géneralement, de telles photos sont soigneument encadrées et accrochées au mur des locaux du pasteur.

Ceci nous conduit à un deuxième aspect. Même si le feu sacré est préservé, la mouvement pentecôtiste vit une durée plus longue que celle qu'il prevoyait. Le Royaume est sur le point de venir, tout l'indique, mais il n'a toujours pas atterni. Le grand soir pentecôtiste est proche, mais la vie quotidienne se nouveaux. Les grands pasteurs pentecôtistes sont à la tête de communautés tocales imposantes, dont les fidèles et il faut prendre ce mot dans le sens le plus fort — se chiffrent par milliers. Le pasteur dispose d'une autorité énorme

Une activité proliférante

MYSTIQUES VIOLENTES ET STRATÉGIE **NON VIOLENTE**

Par MICHEL DE CERTEAU *

7 IOLENCE ou non-violence : des positions idéologiques se découpaient entre chrétions selon cette alternative. Sans doute ont-elles encore des implications pratiques, mais elles s'articulent de moins en moins sur l'offectivité des combats ou des débats. Les affirmations de principe (par exemple: « Le christianisme condamne la violence ») reçoivent leur force des groupes (politiques, ecclésiastiques, etc.) qui les portent et où elles jouent un rôle mobilisateur. Il en est cinsi (il en a été ainsi) dans les pays où l'institution ecclésiale gardait, par sa cohérence, la capacité d'orga-niser la crédibilité d'un combat (par exemple, pour l'ordre) et fournissait même à ses contestataires de l'intérieur (ceux qui prôncient la nécessité de l'action « violente ») le point d'appui d'où leur opposition tirait un effet poli-tique. Mais, dans la plupart des pays d'Amérique latine (ce n'est pes vrai en Arg en Bolivie), cetta situation change avec l'amoindrissement des pouvoirs dont les institutions ecclésiastiques disposaient, avec les divisions qu'y introduisent de plus en plus les diffé-rences nationales, les clivages entre classes et les divergences politiques, ou avec la lente dérive des unités religieuses d'origine européenne (catholiques, protestantes, etc.) vers des mouvements de type nationaliste comme l'Un-banda au Brésil (1), correspondant à ce que Robert Bellah appelait justement des « reli-gions civiles » (2). Sur le sol fissuré et mouvant des Eglises, les déclarations doctrinales ont bien moins d'impact et d'intérêt.

Il en va de même pour les formations politiques de gauche quand, écrosées par un pou-voi: autocrate et/ou militaire, elles doivent aller de « coup » en « coup ». Lears théories, programmes d'action où les convictions chré-tiennes ont longtemps joué un râle décisif (3), liques; privées de soutiens publics et orgamass media ou se retirent dans le secret des conversations privées. La théorie du foco (le focisme), qui date de 1965, est du possé.

Des interventions ponctuelles se tiennent distance d'un discours commun. Trop disséminées pour être controlables par le pouvoir (la ion d'un cas n'atteint pas les autres), elles constituent d'innombrables laboratoires économiques où des hommes d'origin très diverses sont beaucoup moins déterminés par leur position de « délégués » de partis (et donc aussi de représentants de la coupure entre une avant-garde militante et les masses) que par des collaborations locales à la recherche de nouvelles formules. Fourmille-

* Anthropologue et historien à l'université de Paris VII.

ment sous l'herbe, cette proliférante activité enlève sans doute beaucoup de leur pertinence aux discussions d'antan sur la viole non-violence. Il faut donc plutôt analyser quelles directions prend cette écriture multiple mais tracéa dans l'opaque complexité de terrains différents, épousant leurs replis, bou-geante, presque illisible. Murmure révolutionnaire aussi, à travers la pluralité indéfinie des < contrats d'action > entre travailleurs, paysans, notables ou intellectuels. Quelques sondages soulement peuvent l'évoquer.

Le martyr guérillero

DU Père Camilo Torres, prêtre colombien tué le 15 février 1966 par l'armée nationale (4), ou du Père Ildefonso, mort en Uruguay, jusqu'au Père Domingo Lain, tué le 22 mars 1974 au cours d'un affrontement avec les troupes gouvernementales, une tradi-tion s'est formée, que McKale place sous le signe d'une « guérille mystique » (5). Elle honore des clercs combattants. De ces morts, une littérature est née : des récits, des chants, des images. Le sang des héros morts a circonscrit une place de sens où se trouve symboliquement scellée l'alliance entre la foi chrétienne et la révolution, et où se reconte en même temps le reflux des mouvements guérilleros décimés par la répression. Ces Christs politiques font signe -- un signe indissociable de leur échec, et qui prend donc valeur « spirituelle » beaucoup plus qu'exemplaire ou stratégique. Cette littérature « évangé-lique » n'enseigne pas des méthodes ou des tactiques; elle est plutôt l'équivalent, lui aussi mobilisateur, des martyrologes qui habi-taient jadis les communautés chrétiennes. Elle articule une foi - sa violence révolutionnaire — dans un champ politique. Elle constitue un nouveau discours chrétien.

« Peu importe qu'ils m'accusent d'être guérillero ou communiste, parce que, dans un monde dont les trois quarts des habitants meurent de faim, qu'importe la vie d'un simple homme comme moi? > Ce message, envoyé de Teoponta (Bolivia) par le Père José Prats en 1970 (6), désigne assez bien les effets de ce discours : la misère populaire, ici, marie des chrétiens à ces deux excommuniés d'hier, la guérilla et le « communisme ». Une bagiographie valorise ces deux interdits. Les iros ne sant pas morts en vain. Une autre idéologie — une autre symbolique chrétienne — a été par eux signée et légitimée. A leur sujet, une journaliste brésilienne parlait d'un second vendredi saint > (7).

Moines et martyrs chrétiens continuent de partir dans les guérilles montagnardes, comme jadis vers les déserts d'Egypte. Ainsi, le Père Domingo Lain, engagé dans « l'armée de libérution nationale » et « carveau » de la guérilla colombienne depuis 1970 (8). Il déclarait en 1970 : « C'est maintenant que débute ma vraie consécration sacerdatale, qui exige le sacrifice total de sai afin que tous les hommes puissent vivre. » En Colombie aussi, les Pères Laurentino Rueda, Pedro Duarte et José Esguerra, sons parler de prêtres accusés de servir de boites aux lettres et de soutiens aux guérillaras (9). En Bolivie, l'Argentin Nestor Paz; à Panama, Gallegos, prêtre

colombien, etc. Ces prêtres « délinquants » ont provoqué un débat public qui faisait écrire à Javier Dario Restrepo, dans le très officiel « El Tiempo » de Bogota : « Les cas des prêtres guérilleros tels que Camila Torres ou Domingo Lain en

Colombie ont servi à mettre tout le continent en garde contre ceux qui accusent l'Ealise latino-américains sont parvenus à la conclusion que l'unique solution viable en vue du changement radical qu'exige le continent, c'est la lutte armée > (10), Même si, dans la plupart des pays, elle est devenue impossible ou de plus en plus réduite ; même si, dans le monde clérical, les grandes vues réformistes de Medellin (1968), tout comme celles de Vetican il en Europe, reculent aujourd'hui, apparaissant utopistes, voire elles aussi « subveres > (||), cette po: (d'ailleurs orchestrée par la littérature réactionnaire qui en souligne les dangers) a fait virer la mystique du côté de la révolution et créé une symbolique chrétienne. Elle reste habitée par la figure mythique de « Che » Guevara. Elle a orienté bien des prêtres latinoaméricains vers les risques d'una tôche sociale chargée pour eux de sens, et les a détournés des bonheurs individuels et des sécurités professionnelles qui, en Europe occidentale, servent si souvent de portes de sortie aux déceptions engendrées par una idéologie surant de la « vocation ». Fait plus important, la spiritualité instaurée par ces morts a créé l'espace d'un espoir : elle a rendu croyable la révolution qui s'éloignait ; elle a force mystique au nt où elle perd une portée directement politique.

« Impasses » et dépassements

de la religion populaire (12)

'ECHEC de la politique du « foco » conju guée à une conception de la foi chrétienne a eu aussi pour effet pratique une massive orientation de la pastorale, de la péda-gogie ou de la catéchèse vers les « religions populaires > (13). C'est une révision déchi rante. Avant 1970, l'avant-garde militante critiquair assez violemment les religiosités « folk-lariques », alibis sociaux, causes d'inertie politique (et, de fait, les grands mouvements religieux spirites populaires étaient souvent coutenus, de l'intérieur ou de l'extérieur, des Etuts-Unis per exemple, comme des moyens de fermer la porte de la révolution en ouvrent celle du ciel). L'affondrement des organisations politiques démocratiques ramène aux vastes régions, apparemment immobiles, de l'expression religieuse populaire. On l'a constaté au Brésil depuis le coup d'Etat de fin 1968. Le fait est plus spectaculaire encore au Chili depuis l'installation de la junte en septembre 1973. Il faut pourtant déceler dans ce courant des éléments très divers, qui sont au moins à

1. Une importance plus grande est accordée à l'analyse économique de situations misérables qui, relevant d'un système pour le momen inatteignable (la révolution est loin !), appellent des opérations (coopératives, formation professionnelle, exploitations collectives). Il faut introduire localement, dans l'organisation octuelle (14), une autre expérience sociale (cogestionnaire) et des moyens techniques modestes (à la portée de tous). Cette activité promotionnelle, dans la mesure où elle vent passer par l'adhésion et la participation des paysons ou des travailleurs, rencontre leur ou des rravanteurs, rencomre teur « mentulité » comme un ensemble d'expériences fondamentales. Mais s'il s'agit de « résis-tances » à l'innavation, elles ant poids et sens. La rocherche de moyens techniques mieux ajustés à une action doit être associée aux longs cheminements fraternels de la comprohension et donc aussi à une autre intelligence de ce qui se dit en des langages religieux d'ailleurs souvent mixtes, strotifiés et

2. Dans l'étude des religions populaires s'investit aussi une très ancienne nostalgie latino-américaine du « pays de l'intérieur », lieu d'un « propre » dominé et occulté par les réseaux de structures politiques et socio-économiques multinationales. La religion popu-laire, c'est, racontée en fables, la mémoire du phores où se maintient un vouloir. Le folklore laisse entrevoir ce noir soleil qui ne se lève pas. Désormais, le retour prend une forme plus anthropologique et plus nationaliste. Il bénéficie de travaux plus techniques : l'activité scientifique en anthropologie, ethnologie ou sémiotique se substitue souvent à des engagements politiques devenus marginaux ou impossibles (75). Mais, en chaque pays, se fait jour

.

ود. دوريمو

- ----

a ing menjagang

U. . . .

- 4 14

18±1.

- - -

t 1-. ---

1 4574,70

A STATE OF THE PARTY

. - .-...

وروب المدير ما المديد المراجعة المسا

e sayar

(1) Cf. Renato Ortiz, la Mort blanche du sorcier noir. Umbanda : intégration d'une reli-gion dans une société de classe, thèse ronéot., Paris, 1975.

Paris, 1973.

(2) Robert N. Bellah. Beyond Belief. Essays on Religion in a Post-Traditional World. New-York, 1970, pp. 168-189 : « Civil religion in Average of America 3.

(3) Ct. M. de Certeau, c Les chrétiens et la dictature militaire au Brésil », in Politique aujourd'hui, nov. 1969, pp. 39-53. Sur les positions ecclésiales latino-américaines, cf. deux importants dossiers publiés à Lima par le CEP: Signos de Benovacion, 1969; Signos de Liberacion. Testimontos de la Iglesia en America Latma, 1969-1973, 1974.

(4) Ct. Walter Broderick. Camilo Torres. A biography of the priest-querrilla, Douhleday, New-York, 1975, la meilleure biographie de C Torres.

(5) Michael McKale, « Nestor Paz : the mystic Christian guertilla », in Radical religion (Ber-

(5) Michael McKale, « Nestor Paz : the mystic Christian guerrilla », in Radical religion (Berkeley, U.S.A.), vol. If (1975), n° 1, p. 36-44. Cf. Nestor Paz Zamora, My Life for my Friends, Orbis Frees, Maryknoll, 1973.

(6) Noticias Aliadas (Lima), 25 juillet 1970.

(7) Nicole Bonnet, « A guerrilha dos cristãos », in Estado de São Paulo, 3 janv. 1971.

(8) Noticias Aliadas, 20 décembre 1973, Le P.D. Lain est l'auteur d'un appel à la révolution, adressé « aux prêtres de Colombie » (texte in Nadoc, Lima, 3 sept. 1971) et d'une étude sur El saccratote y la Revolucion (1973).

(8) P.G., « De plus en plus de prêtres dans la guérilla », in La Croix, 11 janv. 1974.

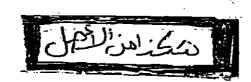
(10) Noticias Aliadas, 2 février 1972.

(11) Ct. Ricardo Antoncich, « El tema de la liberacion en Medeilin y el Sinodo de 1974 », dans la revue Medeilia, 3, 1976.

(12) Ct. le titre d'un important dossier : Fres Danido e os impasses da religida popular, Recife, décembre 1971. Il y en a beaucoup d'autres analogues, constitués par des équipes réunissant chercheurs, militants, travailleurs, etc.

reunissant chercheurs, militaris, travailleurs, etc. (13) Il y a toute une littérature du sujet depuis 1969-1970. Ainsi sur le catholicisme : A. Buntig, S. Gaillea, J. Monast, etc., Catolicismo popular, Quito, 1969; P.A. Ribeiro de Oliveira, Catolicismo popular no Brasil, Bio, 1970. et Catolicismo popular na America Latina, Rilo (Briesil), 1971 (avec une importante bibliographie, pp. 77-78); S. Gaillea et M. Gonzalez, Catolicismo popular, Quito, 1972; ITER, A Fé popular no Nordeste, Salvador-Bahia, 1974, etc. (14) Ainsi, au Brésil, 'expérience du FUNDHRAM (Fundação de desenvolvimento integrado do São Francisca) dans la vallée du São Francisco, à Barra (Btat de Bahia) : cf. le dessier des Cadernos do Ceas (Salvador), soût 1973, et Freddy A.J. Servals, e Un projet de développement au Brésil :, in Demain le Monde, 18 févirer 1974. Ou bien, au Pérou, la CIPCA, à Pivra.

(13) Exemplaires, à cet égard, les Ensaios de Antropologia estrutural de Roberto da Matta, Rio, Vozes, 1973 (en particulier sur e le carnaval comme rité de passage », pp. 121-1581, qui renouvalient les méthodes après les études classiques de Luis da Camara Cascudo, Foldore do Brasil (Blo. 1967), Tradição, Ciência do Povo (Bão Paulo, 1971), Cultura de massa e cultura popular (Bio, 1973), etc.



auprès des siens, π est devenu une nouvelle étoile dans la constellation des pouvoirs locaux. Dans les pays à régime électoral (rares aujourd'hui, mais où le vote est alors obligatoire). Il sera sans doute l'objet de sollicitations de la part de divers partia. Il sera frequemment consulté avant les décisions affectant la collectivité. Cet homme, Issu très souvent des milieux les plus populaires et dont l'accès au pastorat ne doit rien aux études ou à la fortune, mais beaucoup à une capacité insoupçonnée de

meneur d'hommes (dans le langage pentecôtiste, on dira qu'il a le - don -). prend conscience des différentes dimensions de son pouvoir, et alors de puissents désirs de reconnaissance, voire de revanche sociale, peuvent se manifester. Ces photos que j'ai mentionnées plus haut ne sont-elles pas le térnoin de l'inimaginable réalisation des rêves enfantins : pouvoir voir le président et lui parler ? A ce propos, passons en revue des événements récents survenus au Chill.

Pinochet chez les pentecôtistes

DEBUT septembre 1974. Le chef de la Junte, le général A. Pinochet, déclare se haurter à de l'incompréhension de la part de l'Eglise catholique, male qu'heureusement il n'en va pas de même dans toutes les Eglises chré-

15 décembre 1974. « Lors d'une cérémonie à laquelle assista le chef suprême de l'Etat, le général A. Pinochet, le

temple-cethédrale de l'Eglise méthodiste pentecôtiste de Santiago (...) fut solen-nellement inaugurá (...). Assistèrent éga-lement à la cérémonie le ministre de l'intérieur, le général C. Benevides, le commandant de la garnison de Santiago (...), le chet de l'état-major de la délense nationale... - (Mercurio, 16 dé-

19 décembre 1974. • Déclaration :

Domination économique et retour

aux sources

UAND on examine la situation de l'Amérique latine, on ne peut qu'être frappé par la vague de répression, d'une ampleur jamais connue jusqu'à présent, qui s'abat aujourd'hui sur le continent. Saoat aujourd'hui sur le continent.
Dans le Sud, en particulier, cette
vague de répression s'accompagne ou
résulte d'une dégradation économique et politique particulièrement
visible dans des pays, naguère relativement prospères et politiquement
stables, comme l'Argentine, le Chill
ou l'Uruguay. Dans ces pays, la
repression est dirigée non seulement
contre les militants politiques, le contre les militants politiques, le mouvement ouvrier, les étudiants et les intellectuels, mais aussi, de façon systématique et spécifique, contre les Eglises de plusieurs pays, et cela dans le but de les neutraliser et d'éliminer leurs parteurs parteurs parteurs parteurs par le le le le les neutraliser et d'éliminer leurs parteurs parteurs parteurs parteurs parteurs parteurs parteurs pour le leurs parteurs parteu ne out de les neutraiser et d'entimer leurs secteurs progressites dans la mesure où ceux-ci, en prenant la défense des droits des classes dominées qui sont systématiquement violés, mettent des obstacles d'ordre politique devant les gouvernements répressifs, militaires ou non, qui sont à l'œuvre dans cette partie de l'Amerique.

Cette recrudescence de la répression — coups d'Etat, torture instituée, politique économique aboutissant quasiment au génocide, etc. — peut s'interprétation obvie est que. à l'heure de la récession économique mondiale et de la crise plus ou moins profonde du capitalisme multinational — davantage encore lorsque la politique de « détente » envers le bloc des pays socialistes pourrait être remise en cause, — s'ouvre nécessairement une période de plus grande exploitation de la main-d'œuvre dans les pays dits du main-d'œuvre dans les pays dits du tiers-monde et, par conséquent, une période de renforcement des régimes forts, y compris militaires, dans une Amérique latine considèrée, jusqu'à maintenant, ainsi que l'affirme de fait la doctrine Monroe, comme l' « arrière-cour » de l'impérialisme nond-américais. nord-américain.

Il ne nous appartient pas d'ana-lyser lei comment la révolution cubaine de 1959 a probablement été. dans presque toute l'Amérique latine, le détonateur d'un soulèvement poli-tique des masses ouvrières et d'un

L'Eglise évangélique chillenne est eujourd'hul satisfaite, car pour le première tois dans ses cent années d'existence, un chef d'Etat reçoit officiellement ses autorités, pasteurs et dirigeants, mettant ainsi en valeur la force apirituelle constituée par 15% de la population chilienne, (...) Aujourd'hui, nous mar-quons le pas pour témoigner à Dieu notre gratitude de nous avoir libérés du marxismo grâco au pronunciamiento des tormes armées en qui nous reconneissons le mur de protection que Dieu a établi contre l'implété athée. Mais nous sommes convaincus que le marxisme ne par Jésus-Christ, car lui seul change les cœurs. C'est pour cela que nous sommes icl, pour appuyer notre gouvernement dans se lutte courageuse et décidée contre le marxisme et pour lui offrir notre concours spirituel. - (Mercurio, 19 décembre 1974.)

Ce fragment d'une déclaration qui couvre une page entière du Mercurio (et qui cite explicitement le texte de saint Paul mentionné plus haut) est aigné par pentecôlistes. Ces citations renvoient à des événements qui parient d'euxmêmes. Voilà le grand signe d'un nouveau statut social. Mais, en même temps, les cheis pentecôtistes percoivent l'occasion unique qui leur est offerte dans le Chili de la dictature militaire. Alors que l'autre grande idéologie d'espérance, le marxisme, est proscrite et ses adéptes persocutes, alors que la situation économique empire et va devenir insupportable pour les masses, le pentecôtisme reste seul avec son message de salut qui recoit le blanc-seing de César - et de quel César !

Un élément qui transparaît dans la dernière citation est l'anticommunisme virulent. Il fait de tout temps partie d'une vision du monde dualiste qui oppose le spirituel au matériel, le message évangélique au « marxiame, expres-sion maximum de la force setenique des ténèbres - (déclaration du 19 décembre 1974). Après un temps de flottement sous l'Unité populaire (la légitimité élait marxiste et, de plus, de nombreux fidèles approuvaient une politique favorable aux plus défavorisés, donc au peuple pentecôtiste), l'antimarxisme se durcit encore, sous l'influence d'ailleurs de nombreux conseillers spirituels nord-américains.

Le cas chilien est un bon révélateur de la tendance dominante au sein des mouvements pentecôtistes en Amérique latine. Certes, il existe des exceptions, mais elles sont de peu de poids. Les plus significatives sont peut-être l'Eglise Brazil para Cristo - qui mène une action sociale décidée et, au Chill, la Iglesia Pentecostai Wesleyana, proche du parti socialiste, aujourd'hul décimée par les persécutions. Mais dans l'ensemble, l'analyse des implications socio-politiques des « eectes de l'Esprit » aboutit à cette double conclusion : pour des millions d'hommes sans espoir ni matériei ni spirituei, le pentecôtisme a apporté et apporte concrètement un salut, une dignité humaine, une communauté ; mais en même temps ce mouvement renforce, en lui donnant une logique, la dépolitisation des messes populaires et soutient ainsi, plus indirectement que consciemment, le statu

CHRISTIAN LALIVE D'EPINAY.

L'action idéologique et culturelle de l'Eglise

Par GONZALO ARROYO *

renouveau de ses mouvements poli-tiques. Il n'est pas non plus de notre ressort de voir comment les coups d'Etat successifs, du moins ceux qui se sont produits au cours des années 70, sont pour une bonne part l'expression de la nouvelle politique « dure » que MM. Kissinger et Nixon ont appliquée vers la fin des années 60 pour contenir l'avancée de la gauche en Amérique latine. Mais il est important de souligner que cette situation révète surtout une crise de renouveau de ses mouvements polisituation révèle surtout une crise de domination des classes nationales alliées au capitalisme international alliées au capitalisme international Celles-ci ont perdu leur capacité de gouverner « démocratiquement » par manque de consensus social, consensus qui, auparavant, légitimait jusqu'à un certain point certains Etats latino-américalns (pour lesquels le libéralisme était plus qu'un mot). Pour ne pas courir le risque d'une désintégration et d'une perte de leur

Professeur associé à l'université de

hégémonie politique, elles se sont vu dans l'obligation de recourir aux forces armées et aux gouvernements qui utilisent la répression politique (judiciaire et policière) contre les masses laborieuses. Mais cette vague de répression, qui affecte surtout le cône sud du continent, révèle aussi un autre fait : l'échec du système politique continents. politique capitaliste sur un continent considéré comme partie intégrante de la civilisation occidentale.

Tels sont les faits qui s'imposent : aujourd'hui, la forme « normale » de gouvernement est la dictature, aux types divers; l' « anormale » est le fonctionnement réel de la démocratie l'ibérale imitée des pays capi-talistes industrialisés, telle que la traduisent de nombreuses Constitu-tions, même si ces dernières restent pratiquement et toujours lettre morte. Un rapide tour d'horizon sur les dix nations d'Amérique du Sud montre qu'il n'en reste encore que deux ou trois cas qui ont un gouvernement élu au suffrage populaire. Parmi ces dernières, une seule, sans doute (le Venezuela), ne pratique pas les lois d'exception, qui suppriment. en fait, les garantles constitutionnelles. Cela veut dire, en d'autres termes, que le capi-talisme pénètre en Amérique latine, talisme pénètre en Amèrique latine, à partir du dix-neuvième siècle, mais qu'il ne se développe réellement que durant les années 60, sous l'égide des multinationales; il domine évidemment le continent du point de vue économique, mais il est incapable d'y établir son « hégémonie » au sens de Gramsci (1).

(Lire la suite page 18.)

(1) Pour Gramsci, l'Etat n'est pas seglement un appareil coercitif mais aussi hégémonique. « En politique, l'erreur provient d'une compréhension inexacts de l'Etat dans son sens intégral : dictature plus hégémonie. » Autrement dit, la hourgeoisie capitaliste exerce sa dictature non seulement au moran de la contrainte. à travers uste exerce sa dictature non seulement au moyen de la contrainte, à travers l'appareil policier, judiciaire, etc., mais encore au moyen de son hégémonie (domination idéologique) par laquelle elle nautralise tout un ensemble de forces révolutionnaires, Cf. M. A. Ma-clocchi, Pour Gramsci, Le Seuil, 1974, p. 139.

aussi une réserve plus soupçonneuse à l'égard de manifestations propres à d'autres nations latino-américaines, a fartiori à l'égard de généralités sur la division élites/masses. Ua nationalisme se cherche — et se montre en effet — sous une forme religieuse où s'annonce à tous ce qui n'a pour personne encore une effectivité politique.

3. Le reflux des codres ecclésiastiques sur la religion populaire est lié chez eux à un éches qui puroit la double figure d'une trahison et d'une humiliation. Il est évidenmen éraire d'en parler ainsi. Pourtant, d'une part, les clercs (au Brésil, au Chili, etc.) ont majoritairement abandonzé, au moment de l'épreuve, du danger et des conflits, les militants qu'ils avaient d'abord encouragés. D'autre port, leur alignement (lui aussi « prudent ») sur l'ordre établi ne leur a même pas valu un surcroit de puissance; au contraire, il s'est traduit par une marginalisation et une dépendance par rapport aux instances réelles (économiques, militaires of technocratiques) du pouvoir. Trahison des clercs, humiliation des . Eglises. Le sourd travail qui les ramène vers peuple semble conjuit à la fois par la volonté d'un service à l'échelle modeste des unités locales (celle des curés et des militants de base) et par le besoin de retrouver, dans une sorte de « misère » à moitié commune. les adhésions et les alliances devenues illusoires dans les lieux politiques où l'on se contente d'exploiter en favour du régime une fiabilité religieuse d'ailleurs de moins en moins néces-

Dans cet ensemble, une disparité croissante se produit entre les deux termes d'abord associós: religion et populaire. L'intérêt des militants va du premier au second. L'élément religieux n'est pas pour eux un objet d'opérations conservatrices ou muséographiques visant à recueillir des restes précieux, et pas davantage un moyen de retrouver dans les masses des preximités qui compensent ou expriment la marginalisation des Eglises. Il est plutôt référé a deux composantes qui s'y combinent. L'una concerne la possibilité d'une identité de classe ; l'autre, la base rurale ou populaire de transformations socio-économiques nécessaires. L'una at l'autre désignant ce qui doit se trouver

A cette double pertinence des religions populaires dans les pratiques militantes, il faut ojouter tout ce qui, désigné comme syneré-tisme, renvoie en fait à un tronsit ou un possage culturel, et tout ce qui, sous une figure religieuse, indique la relation d'une culture dominée avec un langage longtemps de c'est-à-dire avec un langage imposé qui lui sort de masque. Ce dernier aspect surtout rationt l'attention. La culture dite a populaire » se reapproprie subrepticement la culture don nente par la manière même dont cila s'en sert. C'est la ruse de se dire dans le langage de l'autre, — une façon de jouer-déjou pouvoir qui s'est imposé, et de reprendre la parole sans avoir (encore) une place propre. Le champ religieux est un champ privilégie pour ces stratégies de langage que caractérise, violance invisible, un réemploi ou une protique de la langue reçua la où il n'y a pas encore n d'une expression autonoi

Les populations encore rarales et déjà sousprolétoires du sertão ou des environs de Recife affectent ainsi aux menifestations « massianiques » un rôle particulier (16). Una sorte de bilinguisme culturel s'y développe. Un premier discours constate une organisation de pouvoirs connotés par leur fatalité (la raison du plus fort est toujours la meilleure), par leur mensonge (le riche trompe et vole tou-jours) et par le silence qu'ils créent (« les gens savent mais ne peuvent rien dire »). Il n'ac-corde aucune justification religieuse à ce monde mal fait avec lequel il faut bien ruser. A côté, les pratiques et les représentations religicuses constituent un autre espace, symboue, où un espoir peut se dire. discours énonce un quand même. Il dispose d'une poétique en grande partie installée par le colonisateur européen. Mais il s'en sert pour articuler le tableau objectif de la misère sur le poème (encore atopique, sans lieu) d'une société différente, égalitaire, où les pauvres triomphent et les corps makdes guérissent. Ce qui n'est pas constatable s'énonce comme possible, extraordinaire, miraculeux, Ce langage religieux, habité par l'expérience du malheur, croit dans la mesure même où décroit l'effectivité d'institutions démocratiques ; il faiblit quand elle grandit. Il est la figure de ce qui ne peut pas encore prendre forme socio-politique.

.Une protestation « révolutionnaire » inversant l'ordre des forces se maintient dans un espace a socré », en absence et es attente des moyens nécessaires à sa réalisation. Elle couve sous la métaphore sociale des mouvements religieux. Bien plus, tout se posse, souvent, comme si elle devenoit l'indice d'une stratégie qui n'a pas de lieu propre (un parti, une force, une représentation), mais s'infiltre dans l'organisation dominatrice. Elle signifie déjà le murmure et le sourd travail d'une érosion qui, sans pouvoir encore se nommer, manifeste la revendication du dominé dans le langage même du dominant. Alors même que l'ardre répressif est (semble) accepté faute de pouvoir à lui opposer, mille toctiques y infiltrent, sous le mosque de l'adhésion, la possibilité pour une autre ambition de se le reapproprier. Une subversion s'insinue sous le mode de la participation. C'est la résistance compatible avec la faiblesse. Une patience arme ces compromis.

il n'est pas interdit de penser qu'aujourd'hui, délogées de leurs prétentions idéolo-giques, affaiblies et divisées, les Eglises protiquent des compromis comparables à l'égard des pouvoirs établis. Elles ne s'identifient pas à ce qu'elles acceptent, Leur foiblesse n'est pas renoncement, mêma si elle n'est pas glorieuse. Peut-être se rapprochent-elles ainsi de protiques populaires. A cet égard, les rares interventions ecclésiastiques officielles qui morquent une opposition (telle celle de Mgr Comus ou Chili) (17), et dont les autorités s'empressent d'atténuer la portée, prannent l'allure de e bruits » relatifs aux gloires ecclésiales d'antan, et sont déjà secondaires par rapport resistances qui se cachent sous une humiliante docilité de « pauvres ».

Des laboratoires de prise en charge

I L est d'ailleurs frappont que, dans leurs conflits avec les pouvoirs, les évêques privi-légient des méthodes non violentes. Ainsi, Mgr L.E. Procão à Riobamba (Equateur) (18), Mgr A. Fragoso à Crateus (Ceara, Brésil), Mgr P. Casaldaliga à Sao-Felix (Mato-Grosso, sil) (19). Même tendance dans les luttes seciales, comme à la cimenterie Perus à Son-Paulo (douze années de grève puis de procès, 1962-1974) (20).

Un symptôme en est la mouvement qui coordonne les actions de « libération non violente ». Depuis la première rencontre latino-américaine de 1971 (Alajuela, Casta-Rica), en secrétariat général a été créé à Buenos-Aires (21); des réunions continentales régu-lières s'organisent (Medellin, février 1974 (22); Brésil, février 1976); et gussi des séminaires d'tudes (Buenos-Aires, mars 1975; Sao-Paulo, octobre 1975, etc.). Les actions rurales y jouent un rôle croissant, qui les oriente vers une révoqui se dégagent de références idéologiques précises (politiques ou religieuses) et leur préfèrent l'analyse de techniques d'action, alors même qu'on n'y parle pas de « non-violence ».

En un temps où (Mgr Fragoso le disait à Medellin en février 1974) « les forces de répression s'organisent de plus en plus > (23), les stratégies qui s'élaborent ainsi dans les collectifs (et aussi dans les mouvements de défense des droits de l'homme, des prisonniers politiques, etc.) (24) présentent des traits pù l'an peut sans doute déceler des orientations décisives dans un avenir proche (25). En reteniz quelques-uns, ce sera en tout cas dessiner des issues et des auestions du présent.

1. En laissant de côté les idéologies (indissociables de l'élite militante qui les produit), on entend promouvoir des actions qui soient contrôlables par le groupe local concerné. échappent ni des forces qui le dépassent. Le but est d'éviter la division du travail entre ns et exécutants, ou l'écrasen consécutif à des ordres irresponsables dont la population de base paie toujours les frais. Les conflits doivent être proportionnés aux moyens du groupe par un apprentissage cogestionnaire des rapports de farce. Ils constituent donc « une lutte autogérée », une expérience a anticipation permanente > de l'avenir (26), Cette protique collective n'en est pas mains crite dans le micropolitique et, comme le constatait déia la rencontre de Buenos-Aires,

nées sur un projet global. Mais est-ce possible ? 2. La conscientisation ainsi définie prend la forme de techniques d'action et fournit des instruments d'apalyse de la réalité. Le savoir ici est un agir et il en naît. Il crée, beaucoup plus lentement, il est vrai, un irréversible : l'acquisition de pratiques sociales.

3. Cette science expérimentale a pour caractéristique de faire apparaître des seuils. Dans les participations sociales coutumières, elle découpe des impossibilités nouvelles. Dans la « normalité » se dessine l'arête d'un non possumus. La non-coopération est l'action initiale, une rupture instauratrice. Des paysans des Indiens Guaranis ne fréquentent plus les écoles imposées (Paraguay); les paysons de La Vega ne vendent plus leurs haricots au prix qui a été fixé (République Dominicaine) ; l'évêque de Croteus (Brésil) ou de Riobambo (Equateur) refuse de participer aux cérémonies qui correspond à la forme première de la prise de conscience, mobilise le groupe et déplace la géographie de la légalité en lui substituant une référence plus fondamentale.

4. Par là s'introduit une distinction entre c autorité » et pouvoir. A « autorité » ce qui est crédible ; à pouvoir ce qui s'impose. Des pouvoirs anjourd'hui de plus en plus forts

mais de moins en moins crédibles sont ainsi atteints en leur point faible par la mise en cause de leur autorité, puisqu'une adhésion leur reste nécessaire pour fonctionner. Par l'action qui dénie leur autorité en reconnaissant le fait de leur pouvoir, ils perdent la « vrai-semblance », qui est le décor nécessaire de la violence gouvernante. Un ressort interne leur est enlevé, quand se dévoile la brutolité qui se cache derrière une autorité. Cette action-là démobilise et démoralise aussi les fonctioncroire. Car les policiers et les milituires euxmêmes ant besoin de craire, ou de croire qu'ils croient, au sens (l'ordre, la patrie, etc.) de la répression au'ils exercent au service d'un pouvoir. A toucher à ce point névrolgique, les c'est encore plus important, des laboratoires où s'expérimentent les movens dont dispose un groupe pour contrôler les systèmes de pouvoir. A petite échelle, c'est la prise en charge, au titre d'une conscience collective, du problème qui se pose devont les pouvoirs scientifiques et technocratiques: un apprentissage politique de ce qui est normal, croyable ou juste. Nul doute que l'expérience religieuse, dès longtemps « spécialisée » dans le croire, n'ait u:- rôle nouveau et important à jouer dans ce champ encore si peu exploré de la vie politique. MICHEL DE CERTEAU.

(16) Sur les mouvements messianiques, je renvoie aux travaux blen connus de Maria Isaura Pereira de Queiroz. CL aussi, très documenté, Raiph della Cava, Miracle at Josetro, Columbia University Press. New-York, 1970. Je me rétère ici à des séminaires de recherche sur le langage populaire et religieux auxquels je participe, à Recife, depuis 1973.

participe, à Reelle, depuis 1973.

(17) Sur les propos de Mgr Camus (secrétaire de la Conférence épiscopale) lors d'une réunion de journalistes à Santiago et l'affaire qui a suivi, cf. Mensaje (Santiago), novembre 1975, pp. 489-490. Un communiqué de la Conférence épiscopale du Chili (10 octobre 1975) jugeait d'allleurs ces propos conformes pour l'essentiel à la déclaration épiscopale « Evangüe et paix » (septembre 1975) qui excluait la lutte dans la défense des « droits » et manifestait sa « reconnaissance » aux forces armées pour « le service rendu au pays » et pour « nous avoir libèré d'une dictature marxiste » (cf. le texte intégral, document DIAL, n° 247).

(18) Cf. « l'Engagement politique du chrètien », note radiodiffusée le 24 janvier 1975; DIAL, doc. 2:0.

(19) Menacé d'expulsion (comme Espagnol) pour avoir pris la défense de populations rurales marginalisées et de petils cultivateurs expatriés. Mer Casaldaliga a été défendu par l'ensemble de l'épiscopat, cl. le dossier 249 de

DIAL. (20) Cf. DIAL, doc. 183 et 263. (21) Le coordonnateur général, Adolfo Pérez Esquivel (e Sérvicio pars la accion liberadora en Esquivel (e Servicio para la accion liberadora en America Latina. Orientacion no violenta », Feru 629, 5° P. Dpt 19. Buenos-Alres, Argentine), publie un bulletin, Paz y Justicia (Espana 809, San Isidro, prov. de Buenos-Alres, Argentine), donnant informations et réficxions théoriques, (22) Cf. Paz y justicia, nºa 10-12 (janvier-mara 1974 et 15 juillet 1974).

(23) On a une bonne analyse de la répression dans Sic (revue du CEAS de Caracas, Veneruela), numéro de septembre 1973.

(24) Ainsi, créé en 1973 et théoriquement dia-50us par la junte en novembre 1975, le « Comité et coopération nour la paix au Chill », ou Pro

de coopération pour la paix au Chili », ou Pro Par qui, iui, s'inspire des principes chrétiens, travaille à la « libération » des prisonniers et a cu maille à partir avec la DINA (Direccion de Inteligencia Nacional), organe central de la polica chillenne

polire chillenne.
(25) Pour une analyse des techniques et des expèdiences de non-violence, cl. Jean-Marie Muller, Stratègie de l'action non violente, Fayard, 1972, et surtout l'excellente revue Alternatites non violentes (3, rue Lemot, 69000 Lyon).
(26) Alternatives non violentes, nº 4, p. 12;
nº 12, p. 38. (Suite de la page 17.)

Le pouvoir hégémonique des Etats latino-américains manque de consis-tance parce que les classes domi-nées, auparavant soumises aux oligarchies et aux bourgeoisies dirigeantes (dépendantes du capita-lisme international), se rebellent

Le mythe occidental

S I nous posons que les classes do-minantes, et donc le capitalisme international, ont politiquement o minantes, et donc le capitalisme international, ont politiquement échoué en Amérique latine — même si certains pays comme le Brésil et l'Argentine ont atteint un degré très important de développement économique. — il faut nous demander pourquoi d'autres pays, qui ont également subl, dans le passé, la pénétration capitaliste à partir de l'Europe, sont parvenus à avoir des rope, sont parrenus à avoir des régimes relativement stables, dans lesquels la domination idéologique est capable de parvenir à un consen-sus social qui légitime les institutions politiques bourgeoises. C'est le cas non seulement des Etats-Unis et du Canada, comme écalement de di-Canada, comme également de di-verses anciennes colonies britan-niques (Australie et Nouvelle-Zé-lande), mais aussi de pays à civili-sation asiatique comme le Japon. Certaines explications ont été avances : le capitalisme est issu du feo-dalisme européen, il s'est implanté par simple colonisation territoriale dans des pays à faible population (les anciennes colonies britanniques) et il triomphe aussi sur certaines so ciétés féodales pré-existantes, comme au Japon.

Pourtant, d'autres modes de pro Pourtant. d'autres modes de pro-duction non occidentaux opposent une résistance au moins passive à cette pénétration capitaliste : « D'une jaçon générale, les pays non « occidentaux », à l'exception du Japon, se sont révélés et se révèlent encore de piètres milieux pour le dé-velopmement des remorts de proveloppement des rapports de pro-duction capitalistes. Le capitalisme ne s'est rapidement étendu que là où il a été protégé pendant sa jeu-nesse par le féodalisme (2). »

En réalité, le féodalisme comme tel n'a jamais existé en Amérique latine (3). Cependant, on considère jusqu'à maintenant comme acquise l'appartenance de celle-ci au monde l'appartenance de celle-ci au monde occidental : son origine coloniale, les traditions juridiques et religieuses européennes qui y ont été implantées, l'instauration ultérieure de l'indépendance des systèmes politiques inspirés de la démocratie nord-américaine, la langue et la littérature de type latin, tout cela a sans doute contribué à faire quiblier rature de type latin, tout cela a sans doute contribué à faire oublier l'existence de cultures natives ayant atteint un certain degre de développement dans les pays andins et en Méso-Amérique, ainsi que l'histoire des échecs successifs de régimes démocratiques parlementaires et des interventions militaires qui font de désormais contre elles. Les Etats sont incapables d'arriver à obtenir un consensus social, dans le mouvement ouvrier surtout, chez les paysans, les Indiens et les intellectuels, autour de leurs Constitutions et institutions juridique, utilisées aujourd'hui plus que jamais pour réprimer le peuple

la démocratie libérale l'exception qui confirme la règle.

Un fait politique qui secoue vio-lemment la conscience latino-améri-caine nous permet de prendre la me-sure de la fragilité et de l'inconsistance du libéralisme créole ; il nous rapproche en même temps de la réalité culturelle cachée des peuples latino-américains. Il s'agit du coup d'Etat militaire qui, en 1973, fait tomber le président Allende au Chili et détruit par la violence les insti-

Légitimation de la répression

CETTE culture liée à des rapports de production pré-capitalistes — communautés indigènes soumises aux empires inca et aztèque, plus tard dominées et organisées en fonction du capitalisme, essentiellement par le biais du régime foncier — continue aujourd'hui d'opposer une certaine résistance à la pénétration capitaliste multinationale et à l'idéo-lerie dominante. Elle contribue airei logie dominante. Elle contribue ainsi a la crise de la domination du capi-talisme, plus évidente aujourd'hui talisme, plus evidente aujoura nui mais constamment présente depuis l'indépendance du début du dixneuvième siècle. La crise politique devient plus aiguë, au point de mettre en danger la reproduction du système de domination; elle explique également pourquoi non seulement la répression s'étend d'une façon jamais vue jusqu'à ce jour, mais pourquoi aussi elle atteint, de façon systématique, les Eglises, en parti-culier leurs éléments progressistes. En effet, les classes dominantes

doivent avoir recours aux organes de repression (militaires et policiers) de rèpression (militaires et policiers) pour se maintenir au pouvoir; elles doivent aussi compter sur n'importe quelle organisation idéologique capable de conférer une légitimité à la répression qu'elles exercent sur le peuple. L'Eglise, qui pèse socialement d'un grand poids dans la plupart des pays latino-américains, est précisément un organisme légitimateur. Très souvent, elle est le seul, ou du moins le principal. D'où l'importance de la contrôler dans des pays où la de la contrôler dans des pays où la religion est vivante dans les masses qui n'ont pas connu le processus de déchristianisation, tellement accentue en Europe occidentale et dans plu-sieurs pays d'Europe orientale. Il faut remplacer l'idéologie libérale, qui jouait un rôle d'homogénéisation et d'agglutination grâce au contrôle

tutions juridiques et sociales qui constituaient l'expression la plus élaborée, sur le continent, de la démocratie libérale telle qu'elle s'est imposée dans les pays industrialisés. La survivance du régime démocratique chilien, dans un pays en butte à de profonds changements sociaix, était sans doute l'ultime espoir qui alimentait encore le mythe « occidental » répandu par les classes dominantes du continent et imposé aux masses latino-américaines, y aux masses latino-américaines, y compris à leurs avant-gardes politiques de gauche, ainsi que l'affirmait récemment A. Uribe (4). Si, au Chili, le mythe démocratique et libéral manifeste son caractère idéologique, à plus forte raison en est-il de même dans le reste du continent s normelement » soumis à des gouvernements totalitaires dont les élites intellectuelles, y compris révolutionnaires, commencent seulement à comprendre à quel point elles sont loin des racines culturelles de leurs peuples. aux masses latino-américaines peuples.

direct, ou moins étroit, des moyens direct, ou moins étroit, des moyens d'information, par une autre idéolo-gie légitimatrice de la répression. Le contrôle s'étend alors à l'appareil idéologique ecclésiastique, é ta n t donné que les Eglises peuvent être considérées comme « êmettrices » d'un discours religieux et pouvant, de ce fait, légitimer les régimes tota-litaires.

litaires.

Il s'ensuit que les classes dominantes et leurs gouvernements totalitaires s'emploient aujourd'hui à diffuser un discours idéologique dont les thèmes principaux non seulement sont ceux d'un anticommunisme primaire et d'un anticommunisme primaire et d'un anticommunisme primaire. sont ceux d'un anticommunisme pri-maire et d'un nationalisme restreint à leur vision de classe, mais s'em-ploient également à réinterpréter le christianisme en termes politiques en professant un pseudo-magistère chrétien qui se charge de définir la fol dans ses implications politiques. Les gouvernements militaires se mettent maintenant à faire de la théo tent maintenant à l'aire de la ineo-logie, processus qui, dans certains cas, correspond simplement au vide laissé par les Egilses, spécialement par la hiérarchie catholique, qui se proclament « apolitiques » (5). La question qui se pose est de savoir jusqu'à quel point les Eglises et les chrétiens sont disposés à faire le jeu des classes dominantes et à se prêter au rôle d'appareil et à se prêter au rôle d'appareil idéologique de légitimation qu'elles leur assignent. En fait, la réponse est complexe, car les Eglises d'Amé-rique latine sont aujourd'hui le lieu de contradictions diverses; en leur sein coexistent des secteurs conser-vateurs (et Intégristes), des secteurs sociaux-chrétiens (c'est-à-dire démo-crates-chrétiens) et des secteurs de gauche. Il ne faut pas confondre les hiérarchies ecclésiastiques et leurs intellectuels que sont les théo-logiens (parmi lesquels peuvent

coexister plusieurs théologies plus ou moins élaborées), avec d'autres secteurs plus directement liés aux masses populaires chez lesquelles subsiste une « religiosité populaire » moins intellectuelle, mais plus efficace et plus vitale. Croyantes dans leur grande majorité, les masses latino-américaines considèrent généralement les évêques et les préires comme les représentants de Dieu, mais elles professent une religion dont la pratique s'écarte notablement des normes et théologies officielles. Cette « religiosité popublement des normes et théologies officielles. Cette « religiosité populaire », malgré son ambiguité, plonge profondément ses racines culturelles et religieuses dans le passé indien et ordonne, de façon syncrétique, les mythes précolombiens avec la doctrine apportée par les missionnaires ibériques (6).

L'analyse se complique par le fait que, surtout à partir de la confé-rence épiscopale de Medellin, en 1968, qui a parié de la « libération » du nécolonialisme, existent au sein de l'Eglise des théologies critiques du capitalisme et de l'impérialisme, les-quelles abandoment des positions capitalisme et de l'impérialisme, les-quelles abandonnent des positions fondées sur « la doctrine sociale de l'Eglise » dont l'expression poli-tique est la démocratie chréttenne, discréditée par l'expérience Frei et la complicité de la tendance majo-ritaire de ce parti avec le coup d'Etat militaire chillen. Ces théologies cri-tiques — comme, par exemple, la « théologie de la libération » — sont le fait de prètres de pasteurs et de " theologie de la theration " — sont le fait de prétres, de pasteurs et de théologiens qui se sont politisés au contact direct des ouvriers et des paysans, et qui exercent une certaine pression à l'intérieur des Eglises. Il est important de souligner que la force idéologique d'un tel courant, minoritaire dans l'Eglise, tend à augmenter à mesure que les classes do-minantes se livrent à une répresminantes se livrent à une répres-sion « sauvage ». L'escalade policière conduit sûrement à une polarisation des classes plus aiguë, et plus visible de tous, surtout dans les pays où il existait auparavant des régimes libéraux. C'est le cas du Bréstl, de l'Uruguay et du Chili, pays dans lesquels les évêques, amenés à s'affronter au fait politique de la répression et du néofascisme déclen-ché contre le peuple puis contre l'Eglise elle-même, en viennent à assumer des attitudes de plus en plus éloignées des régimes militaires qu'ils avaient initialement appuyés ou du moins tolérés.

Il faut ajouter qu'entre les diffé-rentes théologies il existe des diffé-rences notables concernant la poli-tique. La classe dominante trouve certainement un appui dans les posi-tions conservatrices de mouvements minoritaires intégristes comme minoritaires integristes comme a Tradition, famille et propriété », présent au Brésil, en Argentine et au Chili, — mais surtout dans les posi-tions théologiques plus élaborées et plus cohérentes, comme celles de l'Opus Dei, qui font davantage auto-rité que les autres. Ces positions conservatrices, à la fois modernisantes et procapitalistes, qui sont le fait de chrétiens appartenant, pour la plupart, aux classes aisées, ne jouent cependant pas un rôle public de légitimation en raison du fait qu'elles ne sont pas prédominantes dans l'épiscopat. Celui-ci condamne généralement « les abus du capitalisme », et pas seulement le communisme athée et matérialiste. Ainsi donc, les théologies conservatrices (comme celle de l'Opus Del qui a joué un rôle légitimateur d'une certaine importance dans les dernières années du fascisme franquiste) jouent surtout dans la plupart des peuples latino-américains un rôle idéologique dans les classes privilégiées, lesquelles les classes privilégiees, lesquelles trouvent ainsi une justification morale pour leurs actes de répression mais ne bénéficient pas d'une très grande influence dans le peuple.

Les chrétiens de gauche, quant à eux, ont des théologies critiques du capitalisme et de l'impérialisme. Ils mènent une action de « désidéologisation » des masses marquées par l'idéologie dominante, anticommuniste et « nationaliste », qui se camoufle indûment sous une légitimité chré-tienne. Ces chrétiens jouent un rôle

(2) Pierra-Philippo Rey. les illiances de classas, Maspèro, Paris 1973. p. 11.
(3) Une controverse s'est èlevée sur ce point en Amérique latine, entre divers auteurs, dont A. Gunter Frank, Calo Prado Jr et K. Giauser.
(4) A. Uribe, e Idéologie et mythologie dans le fascisme chillen > dans Eléments d'enclyse du l'accisme (Schminatre M.A. Macclocchi). Editions 10/18, Paris, 1976.
15) Il convient de noter que cet apolitisme », qui s'impose comme principe normatif à des évêques, des prêtres et des religieux, suppose une absence de militance — ce qui n'est pas toujours le cas pour la hérarchie dans les pays où existe la démocratie chrétienne — laquelle provoque une balase de l'activité théologique des Eglises qui laissent ainsi, en ce qui concerne l'action politique, le champ 11 b re au processus correspondant d'activité théologique (es champ 11 b re au processus correspondant d'activité théologique des l'activité théologique (es champ 11 b re au processus correspondant d'activité théologique des l'activité théologique (es champ 11 b re au processus correspondant d'activité théologique des classes d'activité théologique (es champ 11 b re de classes d'oui. Eglises qui laissent ainsi, en ce qui concerne l'action politique, le champ il b r e au processus correspondant d'activité théologique des classes dominantes. Cela est propre à l'Amèrique latine. Un exemple d'activité théologique est l'utilisation politique de la récente instruction du Vatican sur la sexualité : El Mercurio, principal quotidien chillen, explique que cette déclaration romaine fait la preuve de la corruption de la démocratie européenne et que la préservation des valeurs morales réaffirmées par l'Eglise ne peut être garantie que par des régimes autoritaires comme le régime militaire chillen.

(6) « Sans l'Eglise, le destin des l'adiens aurait été tout autre. El je ne pense pous soulement à la lutte entre-prise pour adoucir les conditions de vie et pous les organiser de jaçon plus juste et plus chrétienne; u y avait aussi la possibilité offerte par le baptème de participer, grâce à ce zocrement, à un ordre et à une Eglise. Les Indiens, qui sont comme orphelins après la rupture des liens avec leurs anciennes cultures et la mort de leurs dieux et de leurs cliés, retrouvent, par

apres la ruptura des tiens avec leurs anciennes cultures et la mort de leurs dieux et de leurs cités, retrouvent, par la foi cutholique, une place dans co monde. > Octavio Paz, le Labyrinthe de la solitude, p. 96.

De la bourgeoisie au fascisme

LA DÉMOCRATIE **CHRÉTIENNE** CHILIENNE ET LA JUNTE

Par JULIO SILVA SOLAR *

T A démocratie chrétienna chilienne était imprégnée d'un certain projet de changements révolutionnaires. Elle aurait pu le mener à bien quand elle était au gouvernement. Elle aurait pu aussi, dans son apposition à Allende, contribuer à la transform tion sociale. Cependant, ni dans un cas ni dans l'autre, elle n'est parvenue à le faire. Le gouvernemeint de M. Frei a été loin de constituer une rupture avec le capitalisme ; bien au contraire, son plan de développement a pris appui sur le capital multinational.

Ensuite, sous la présidence d'Allende, l'incapacité de la démocratie chrétienne à rompre avec les grands intérêts privés l'a finalement conduite à favorisor le coup d'Etat fasciste pour contenir le socialisme. Pendant quarante aus, la démocratie chrétienne chilienne avait observé une fidélité exemplaire à la démocratie. Et pourtant, au moment critique, elle justifia le coup d'Etat militaire.

Gérer les intérêts de la bourgeoisie

T A démocratie chrétienne a exercé le pouvoir en divers pays d'Europe et d'Amérique latine, et son rôle a toujours consisté à gé les intérêts de la bourgeoisie. De la sorte, la contradiction avec son refus de principe du copitalisme arrive à un point dangereux pour sa cohésion interne, et montre que, protique-ment, dans le meilleur des cas, ce refus concerne les abus ou les excès du capitalisme mais non sa structure même. C'est à cele qu'il faut, en grande partie, attribuer les dissidences de gauche, devenues fréquentes au cours des dernières années. Certains secteurs catholiques, minoritaires mais significatifs, évaluent dayantage vers la gauche et finissen par se séparer de la démocratie chrétienne.

Ses tentatives réformistes modérées so situent donc à l'intérieur de capitalisme. Elles s'emplaient à accorder une participation des travailleurs aux bénéfices et, parfais, à

* Ancien député de la Gauche chrétienne, membre du Centre d'études et de documentation du groupe Chile America à Rome.

la gestion du système, mais dans les limites acceptables par le pouvoir des entreprises. La démocratie chrétienne tend ainsi à donner au capitalisme une plus grande force sociale face à une éventuelle révolution. Le capitalisme qu'elle préconise est sans aucun doute un capitalisme démocratique (non fasciste), avec des partis, un Parlement, des syndicats, le me la réforme agraire, etc. On comprend que la démocratie chrétienne puisse ainsi entrer peu à peu en conflit avec des fractions de la bourgeoisie, les plus conservatrices et autori-taires, qui représentent la vieille oligarchie foncière. Dans des époques normales ou stables, en effet, ses perspectives démocratiques, ainsi que sa tentative de formuler une « traisième voie » (ni capitalisme ni communisme), l'entraînent à se heurter aux forces de droite. Mais sous le gouvernement d'Allende, devant le « péril marxiste », la démocratie chrétienne a bien vite serré les rangs autour de la droite. jusqu'à pratiquer une opposition qui aboutit au coup d'Etat fasciste du 17 septembre 1973. Une fois la junte établie au pouvoir, la démocratie chrétienne en arrive progressivement à une opposition chaque jour plus cri-tique envers la dictature.

La stratégie de décollage économique du gouvernement Frei s'était principalement basée sur le dynamisme du capital multinational et de sa technologie. Cela contribuait à renforces la sujetion du pays à l'impérialisme. Le prin-cipal exécutant de cette politique du gouvernent Frei a été l'ingénieur Raul Saez, le même qui, aujourd'hui, occupe le poste de ministre de la coordination économique de la dictature de Pinochet.

M. Saez est un homme dont l'action a été décisive pour ce qui concerne les lignes maîtresses de la politique de développement du gouvernement Frei, durant lequel il a exerce de hautes fonctions: chef de la Corporacion de Fornanto, la plus grande organi-sation chilienne d'Etat ; ministre des finances durant un court laps de temps; principal négociateur des « accords sur la cuivre » evec les sociétés Anaconda et Kennecott, accords excellents pour ces entreprises et exécrables pour le Chili.

Le gouvernement d'Allende envisageait le dévoloppement sur la base d'un change-ment profond des structures de la société. Ce changement commençait par la constitution d'un secteur social, ou nationalisé, dominant par rapport à l'ensemble de l'économie, et par une forte redistribution des investissements en faveur des salariés. D'importantes entreprises nord-américaines — Anacondo, Konne-cott, I.T.T. — ont été expropriées. L'Etat a transféré au secteur nationalisé le fer, l'acier, le selpêtre, quelque 95 % du capital bancaire, les grands réseaux de distribution et un nombre important d'entreprises industrielles et autres. Près de 50 % de la valeur productive sont cinsi passés au secteur nationa-lisé. En deux ans, la réforme agraire a exproprié plus de trois mille latifundia. C'était un véritable tremblement de terre pour la classe dominante — et pour l'impérialisme. L'augmentation du pouvoir d'achat des traleurs sur une masse de biens plus ou moins statique a successivement provoqué des phé-nomenes de pénurie, de marché noir, etc.

Bien que le gouvernement d'Allende se soit toujours maintenu dans le cadre de la légalité et de la démocratie constitutionnelle, le bour-geoisie, horrifiée, se sentait dépassédée de la base même de son statut social et de son pouvoir. Pour ceux qui voyaient dans la bour-geoisie le modèle de leurs aspirations, il en était de même. Ceux qui voyaient dans le rique latine et pour certains pays d'Europe occidentale voulaient, de toute façon, mettre un terme à cette oventure. Le gouvernement d'Unité populaire a commis des erreurs graves qui ont facilité le minutieux travail de « déstabilisation » dont s'étaient chargés ses puissants ennemis intérieurs et extérieurs.

La réaction fasciste de la bourgeoisie a été plus profonde que prévu. Au Chili, avec une bourgeoisie relativement démocratique dans sa façon d'être habituelle, le fascisme proprement dit se trouvait réduit à quelques oyaux organiquement faibles et dispersés. Cependant, devant les progrès du socialisme et du pouvoir ouvrier et populaire, il a rapidement acquis un dynamis me enveloppant et agressif qui, à partir de la bourgeoisie mono-polista, s'est étendu à de vastes secteurs des classes moyennes : propriétaires de camions, commerçants, médecias, fonctionnaires,

C'est ainsi que le parti démocrate-chrétien o été gagné par le dédans à l'alliance avec le fascisme. Les petits groupes notoirement fascistes qui agissaient dans les forces armées, dans les organisations patronales, dans le journal El Mercurio, à l'Université catholique, à la direction du parti national ou des brigades terroristes comme « Patrie et liberté », ont pu imposer leur ligne et pratiquement assumer la direction stratégique des forces oppo-sées au gouvernament d'Allende.

Le fascisme entraîne

la démocratie chrétienne

T A majorité des dirigeants de la démocratie du danger d'une dictature fosciste : ce qu'ils redoutaient, c'était une éventuelle dictature marxiste. A partir des élections municipales d'avril 1971, dans lesquelles l'Unité populaire gagne des voix, le démocratie chrétienne fait alliance avec la droite, le perti national. Les trois blocs politiques qui ovalent concouru aux élections présidentielles de 1970 — Alessandri (droite). Tomic (démocratie chrétienne), et Allende (Unité populaire) — se réduisent ainsi à deux. Dans l'opposition, le parti netional, dont la direction était déjà nettement fasciste et séditieuse, conduisit la démocratie chrétienne à une surenchère de « dureté » et de « rage » envers la gouvernement constitutionnel. Celui qui cherchait à raisonner ou à dialoguer était taxé de « faiblesse » à l'égard du marxisme. Très vite l'apposition soutient la thèse de l'illégitimité du gouvernement et accorde son soutien aux puissantes organisations professionnelles de la petite bourgeoisie qui cherchent pour le première fois, en octobre 1972, à paralyser le pays : grève illimitée des chauffeurs routiers, des mayens de transport, des commerçants détaillants, des

médecias et d'autres catégories commo les

Les secteurs de gauche de la démocratic chrétienne ont plusieurs fois essayé de recourir au dialogue, mais ils ont manqué de force et de capacité de décision. Bien qu'ils aient participé à la direction du parti démocratechrétien (avant l'élection de Patricio Alwyn ésident du parti en mai 1973), ils ont été l'objet de fortes pressions de la part de la « ligne Frei », hégémonique au sein du parti, qui représente la tête de la bourgeoisie pro-impérialiste, prédominante au sein de la démocratie chrétienne.

.. <u>.</u> .

to the state

ميروات المعادد

14

قوقة المستحد. الأحراجة

والماعدون

. و ناد

1 12 Halling 4 A 194

-

25 5 2

- 1

دي. د شد -

. . .

100

. . 761

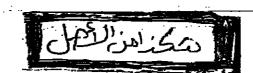
Dès août 1972, le parti démograte-chrétien et le parti national annoncent au pays dans une déclaration conjointe : « Au Chili, il n'existe plus de démocratie véritable. » Deux sénateurs démocrates-chrétiens présentent ur projet de réforme constitutionnelle destiné à créer un insurmontable conflit de pouvoirs. En plus d'un coup d'arrêt donné à la constitution du secteur nationalisé, ce projet visait, moyennant une subtile interprétation du texte constitutionnel, à supprimer le caractère présidentiel du régime pour le transformer en régime parlementaire, grâce auquel pourrait être imposée au président de la République la volonté de l'opposition, majoritaire au Congrès.

Jusqu'à la fin, la démocratie chrétienne et le parti national ent travaillé à créer les conditions tavorables au coup d'Etat. Ils soutiennent la deuxième grande grève des organisations de la classe moyenne (août 1973) qui paralyse les hôpitaux, le commerce et, ce qui est plus grave, le transport chaque jour d'un million de tonnes de produits alimentaires, combustibles, matières premières, en-grais, etc., provoquant ainsi un véritable chaos. Ils font approuver par la majorité de la Chambre des députés une motion qui declare le gouvernement inconstitutionnel et illégal. Plus tard, la junte militaire invoquera plusieurs fois cette déclaration pour justifier le coup d'État. Le 9.août 1973, à la suite des conversations avec Alwyn, Allende constitue une équipe ministérielle incluant les quatre chets des forces armées de l'époque. Mais la presse démocrato-chrétienne et M. Frei lui-même refusent toute autorité eux ministres militaires et soulignent l'inconvenance de leur présence au gouvernement

Après le coup d'État militaire

E coup d'Etat ayant eu lieu (11 septembro 1973), la direction du parti démocrate-chrétion le justifie aussitât et en rejette toute la responsabilité sur l'Unité populaire. De leur côté, la Chambre des députés et le Sénat, tous deux présidés par des personnalités de la démocratie chrétienne, ont, sons protestation, accepté leur dissolution par la junte le jourmême du 11 septembre.

Le président du Sénat, M. Eduardo Frei, a laisse les militaires séditieux non seulement dissoudre le pouvoir législatif mais aussi usurper ses fonctions, sans avoir, ne fêt-ce que par dignité, esquissé le moindre geste de ré-probation. Il a au contraire déclaré : « Les militaires ont sauvé le Chili » (ABC de Madrid



ાદિયા

interne de pression sur les hiérar-chies pour qu'elles prennent des posi-tions plus engagées du côté des pau-vres et de leur libération. Progressivement, surtout depuis que

les gouvernements dictatoriaux et militaires ont, dans les années 70. mintaires ont, dans les années 70, pris le pouvoir en Amèrique du Sud, les hierarchies s'emploient à contro-ler doctrinalement et disciplinairement ces chrétiens, mais sans y parvenir totalement (7). Cela tient au fait que leur engagement au service des plus pauvres et de ceux qui sont de plus en plus viotimes du biblioses. de plus en plus victimes du chômage, de la famine et de la répression poli-cière, trouve sa légitimite dans l'évan-

Eglise et classes dominantes

CELA est d'autant plus fréquent que les sociétés latino-améri-caines sont polarisées entre une classe dominante, dépendante du capita-lisme international et chaque jour plus privilégiée, et les grandes masses opprimées auxquelles se rattachent souvent les classes moyennes ainsi que les sociaux-chrétiens qui en font que les sociaux-chrétiens qui en font partie. C'est dire, dans ces circonstances, que l'Eglise, surtout catholique et soutenue par certains secteurs de l'Eglise universelle, joue un rôle de suppléance politique, car ses œuvres et ses organisations ecclésiastiques offrent un espace de liberté, le seul où puisse s'exprimer une certaine opposition politique. Ce rôle de suppléance renforce, en quelque manière, le rôle ordinaire des que manière, le rôle ordinaire des Eglises, c'est-à-dire leur capacité de légitimation idéologique de l'ordre SOCIAL.

Certains, de façon erronée, à notre avis, ne considérent les Eglises que comme les alliées inconditionnelles comme les alliées inconditionnelles des classes dirigeantes ou, pis encore, comme une fraction de celles-ci. Il est vrai qu'elles sont les alliées objectives du régime capitaliste du fait même de leur existence institutionnelle dans ce système et dans la mesure où elles en dépendent matériellement et juridiquement. Il est vrai anssi qu'une quement. Il est vrai aussi qu'une grande partie de leur discours — religieux, éthique et même politique et qu'un grand nombre de leurs pratiques sociales et culturelles (écoles action en faveur du dévendement) ont véhiculé et véhiculent encore les traits essentiels d'une idéologie libérale issue du capitalisme. logie liberale Issue du capitalisme.
Mais il n'en reste pas moins que
des chrétiens, laïcs, prêtres, èrèques,
ne s'identifient pas à la classe dominante. En effet, ils estiment que le
message du Christ implique la libération des opprimés, qu'ils ont pour
mission de proclamer et d'actualiser
dans la mesure de leur canacité.

dans la mesure de leur capacité. Pour une autre partie de l'Eglise, l'absence de projet politique giobal — car les Eglises n'ont qu'un projet spirituel. — fait qu'en général elles s'accommodent du projet de la classe dominante, dans la mesure où il garantit sa survie et l'accomplissegile, qui parie de la libération des pauvres, théologie officiellement acceptée par la Conférence de Me-dellin en 1968.

Ainsi, l'influence idéologique des chrétens de gauche — principale-ment prêtres, pasteurs et religieux — scale-christanisme, ces derniers étant plus proches de la « doctrine sociale de l'Eglise » soutenue par l'en-semble des évagues, sauf exception notable comme dans le cas de quelques évèques du Brésii ou d'ailleurs.

ment de sa mission de prédication ment de sa mission de predication évangélique. Mais les uns et les autres sont cependant capables d'une certaines autonomie au sein de la société capitaliste de développement. Si elles se voient menacées dans leur survie, elles réagissent en esprit de corps et même de caste, esprit qui corps et même de caste esprit qui corps esprit qui se perpetue avec une certaine rigueur au niveau des hiérarchies ecclésiastiques.

Il faut donc écarter l'explication qui assimile les Eglises, et surtout leurs hiérarchies, aux classes domi-nantes, blen que certaines person-nalités ecclésiastiques soient notol-rement compromises avec elles. Si cette explication était correcte, il serait impossible de comprendre serait impossible de comprendre pourquol, dans plusieurs pays latino-américains, il existe une repression spécifiquement dirigée contre les chrétiens et même contre les évêques.

Une réponse plus élaborée doit nous amener à envisager plusieurs moments dans la réaction des Eglises moments dans la réaction des Eglises sud-américaines face au défi que représente l'imposition de régimes dictatoriaux exigeant d'elles qu'elles remplissent un rôle idéologique de légitimation des gouvernements répressifs. En effet, l'Eglise catholique a jouè un rôle idéologique de légitimation prépondérant, en raison de conditions historiques difficiles à préciser le L'une des explications possibles est que la religion chrétienne, importée à l'époque de la conquête ibérique, ne s'est pas seulement enracinée profondément dans la culture du peuple, mais qu'elle a la culture du peuple, mais qu'elle a également servi jusqu'à un certain point de moyen de préservation des rites, croyances et coutumes cultu-relles pré-lbériques, insérés de façon syncrétique dans la religion popu-

Une analyse concrète de la situation actuelle montre que, dans la majorité des cas, il n'existe pas chez les hiérarchies de volonté délibérée les hierarchies de volonte delibere de copposer ouvertement aux régimes militaires et répressifs, surtout dans les pays où la dictature est une tra-dition. Dans les autres pays, elles font preuve, surtout au début, de grande faiblesse face aux régimes dictatoriaux naissants et elles s'accommodent de la nouvelle situation de façon à assurer la perma-nence de l'institution considérée comme étant d'origine divine.

Il y a des raisons idéologiques à cela, en plus du llen institutionnel avec le système en place par le blais des œuvres et organisations ecclésiastiques qui, pour subsister, out besoin du soutien des gouvernements successife. Le fait que les Eglises sont fortement hiérarchisées et que le pour print et controllé de l'averies en état. voir est centralisé ne favorise géné-ralement pas la prise de conscience des problèmes sociaux et politiques. Cela est d'autant plus vrai que les hiérarchies qu'i s'autorenouvellent font généralement preuve d'un pro-fond anticommunisme, intègré depuis le dix-neuvième siècle dans la doctrine et la pratique chretiennes, et réaffirmée au temps du stalinisme par Pie XI et Pie XII. Par ailleurs, comme nous l'ayons vu. l' « apolitisme » de l'Eglise catholique per-met aux classes dominantes de mani-puler idéologiquement la foi et de neutraliser politiquement les chré-

elles luttent pour la prise du pou-voir en détruisant les démocraties libérales, et de plus grande faiblesse encore quand elles y parviennent effectivement, se transforme, dans certains cas, en attitude de résis-tance grandissent en prégimes distance grandissante aux régimes dic-tatoriaux et répressifs qui cherchent à amener les Eglises à jouer unique-ment un rôle de légitimation de la dictature. Pour y parvenir ces régimes interviennent de l'extérieur pour augmenter leurs contradictions internes et éliminer les éléments révolutionnaires et progressistes du clergė (8).

C'est alors que se produit une cer-taine radicalisation de secteurs importants de la hiérarchie et du clergé qui sont, à l'heure des souf-frances et de la repression généralisée, alguillonnés par leur conscience chrétlenne et leur fidélité à l'Evangile. Ce processus est conforme non gue. Ce processus est comorne non seulement aux traditions libérales et à la polarisation des classes, mais ègalement à la réponse de l'Eglise comme institution qui n'accepte pas d'atra d'atraits d'étre détruite.

Ce processus, qui va d'un premier temps de soumission à un second d'opposition peut prendre plusieurs années, comme dans le cas du Bresil (de 1964 à 1970), on peut aller plus rapidement aux moments de désagrégation économique et politique accélérée, comme dans le cas du Chill (de 1973 à 1975). La Conférence nationale des évêques du Brésil (C.N.B.B.) et le Comité de coopération pour la paix au Chili ont joué

un rôle proprement politique, pro-bablement bien au-delà de l'intenbablement bien au-dela de l'inten-tion de la plupart des évêques d'opposition a ux militaires (9). L'accélération de ce processus dott, bien entendu, se comprendre par rapport à la réaction du peuple, surtout de la classe ouvrière et des partis qui la représentent, ainsi qu'à la conjoncture économique, politique et sociale L'opinion aublipolitique et sociale. L'opinion publi-que internationale, sensibilisée à ce que internatoriale, setatione des droits de l'homme, pèse également de son poids sur les Eglises latino-améri-caines, tout comme la pression exercée par les hiérarchies et évéques libéraux ou prophétiques d'au-tres pays.

Alnsi, la réponse à notre question n'est pas catégorique. La capacité de résistance des Eglises — et donc leur action comme organisme idéologique resistance des Eglises — et donc leur action comme organisme idéologique de contestation — face aux régimes dictatoriaux qui manipulent la fol, est dépendante de la lutte idéologique interne qui est menée en chacune d'elles. Dans la mesure où ses éléments d'avant-garde parviennent à s'identifier avec les masses populaires, dont la religiosité, bien qu'ambigué et parfois aliémante, possède des racines culturelles distinctes de celles de l'Occident, leur position dans les Eglises se voit renforcée. En d'autres termes, il a'agit d'aller dans le sens — mais bien au-delà — où allait récemment Mgr Lopez Trujillo, secrétaire du CELAM, quand, dans son attaque contre les chrétiens pour le socialisme, il confirmait l'existence de deux a théologies de la libération »: l'une, qui serait d'origine européenne, utilisant l'ana-iyse marxiste; et l'autre, « latino-américaine », qui aurait été, selon Lopez Trujillo, élaborée par les évêques à Medellin. En réalité, tontes deux sont, d'une certaine manière, d'origine européenne. La première s'identifie davantage avec l'orthodoxie de l'Eglise de Rome, aujourd'hui identifiée de fait au capitalisme occidental et, auparavant, aux conquérants; mais, du moins la première a-t-elle été éta-borée par des Latino-Américains actuellement engagés dans la lutte politique des masses et de leurs dirigeants — et elle influence et dynamise la théologie en Europe.

A Touraine a quelque raison de parler de la nécessité de a lutino-

A. Touraine a quelque raison de parler de la nècessité de « latino-americaniser les Latino-Américains ». Le reproche ne peut s'adresser uni-quement aux chrétiens, mais d'abord quement aux criterias, mais d'autorie et surtout aux dirigeants politiques par trop appliqués à utiliser, de façon mécanique, des théories élaborées dans les luttes politiques du passé et dans d'autres continents, en oubliant pratiquement leurs racines culturalles indirenses Pars la mesure culturalles indirenses. Pars la mesure culturelles indigènes. Dans la mesure où ne proliféreront pas, en Amérique latine, les Mariateguis convertis à la réalité culturelle opaque de leurs propres peuples, il ne sera pas pos-sible, aux Latino-Américains, de par-



(Photo C. Gerretten-Gamma AVEC M. EDUARDO FEEL,
LA DEMOCRATIE CHRÉTIENNÉ
S'EST DISCRÉDITÉE AU CHILL.
Maio l'Eglise, en tant qu'institution,
ne se laisse pas détruire.

venir à l'hégémonie nécessaire pour résister et s'opposer à la dépendance économique et politique actuelle. GONZALO ARROYO.

GONZALO ARROYO.

(7) Alors qu'en 1968 il avait adopté des positions correctes face aux néocolonialisme, le CELAM prend un virage à draite lors de la réunion de Sucre
(1972) au cours de laquelle Mgr Marcos
McGrath est rempiscé, au secrétariat
général, par Mgr Lopes Trujillo, èveque auxiliaire de Bogota. Ce dernier
est, aujourd'huf, à la tête de la lutte
contre les chrétiens d'avant-garde, et
sidé en cela par le jésuite belge
Roger Veckemans et sa revue Térra
Nueva. Sur l'évolution de l'Eglise
latino-américaine et le CELAM, voir
l'article de Mgr McGrath...

(8) Cf. Gonzalo Arroyo. la répression
(article d'u Monte diplomatique du —).

(9) Rapport sur e la Pénération impérialiste dans les Eglises latino-américaines », présenté su Tribural
Russell II à Rome, en janvier 1976.

du 10 octobre 1973). Tandis qu'Allende mourait en résistant comme il pouvait à l'offensive fasciste, M. Frei, paur sa part, lui auvrait les portes et l'applaudissait. Dans une lettre au président de la démocratie chrétienne mondiale, M. Mariano Rumor, il renouvelait so jus-

Sa complicité politique avec les auteurs du coup d'Etat donne crédit à ce qui a été dit dans les papiers secrets d'I.T.T., portés à la connaissance du public par le journaliste Jack Anderson, à propos de sa conduite ambiguë entre septembre et octobre 1970, avant que Allende prenne la tête du gouvernement. Les agents d'I.T.T. à Santiago écrivent dans l'un de leurs rapports adressés à leurs supérieurs que Etots-Unis : « Le président Frei veut barrer la route à Allende et il l'a déclaré à des intimes. Mais il veut le faire constitutionnellement, soit par un retournement des voix du Congrès, soit par une crise interne exigeant une intervention militaire. > La conjuration d'I.T.T. et du général Vieux, coardonnée par la C.I.A., a échoué à cette époque. Il faudra attendre jusqu'en septembra 1973...

Personnellement, ce que M. Frei craignait le plus, c'était de finir comme Kerensky. Ce complexo l'a gêné à l'extrême. Pour chasser ses phantasmes, il était prêt à payer le prix d'une dictature militaire. Dans un livre écrit peu avent le coup d'État (Un monde nouveau), il a présenté le faux dilemme selon lequel le pays était fatalement condamné à dériver vers une dictoture communiste ou vers une dictoture militaire. Ce qui était une façan de dé serter la démocratie et d'encourager la sédition.

Dernièrement, M. Frei a adressé de fortes critiques à la junte. Dans l'ane d'elles, il réprouve les règimes autoritaires et défend la démocratie (interview à l'hébdomadaire Nueva Frontera, de Bogota). Il déclare alors qu'il existe trois grands courants : a Une extrême droite qui prend de plus en plus dans le monde une physionomie proche du fascisme ressuscité et qui est une régression totale ; le communisme, aux différentes formules, que philosophie marxista - leniniste conduit inévitablement à une forme totalitaire de société, dont les modèles sont connus et determinés en de multiples expériences historiques; et, enfin, ceux qui soutiennent une philosophie humaniste et qui croient en la démocratie comme étant une attitude qui répond au sens progressiste du développement de l'homme. > M. Frei so situe évidenment dons cette dernière catégorie. Mais les faits sont plus forts que les mots : la vérité est que, à l'heure la plus critique de la démocrati lienne dans le siècle actuel, M. Frei a été son

•

Après plus de deux ans de dictature, la democratie chrétienne se montre très critique à l'égard de la junte, en particulier sur le plan économique. Mais la stratégie de la dé-mocratio chrétienne contre la junte ne passe pas par un front anti-fasciste ni par une rupture ouverte avec le gouvernement militaire. Jusque dans sa note de protestation contre le bannissement de Renon Fuentealba (novembre 1974), le parti démocrate-chrétien laisse entendre que ceux qui cherchent à randre irrémédiable le conflit entre lui-meme et la dictature sont des éléments e enkystés »

dans la junte militaire. Alors que son aile gauche (Leighton, Tomic, Fuentealba) est favorable à un accord et à une coordination avec les forces de l'Unité populaire, la direc-tion Alwyn-Frei défend la thèse que la démocratie chrétienne chilienne « a défini son au Chili; et déterminé les moyens: la recherche d'un accord des forces politiques et sociales démocratiques avec les forces armées en vue de la restauration de la démocratie » de Alwyn à Fuentealba, 25 septembre 1975), a Nous devons tous poursuivre cet objectif par les voies indiquées », continue la lettre qui ajoute aussifôt que les partis formant l'Unité populaire ne peuvent pas être considérès comme démocratiques...

Les courants de gauche

A démocratie chrétienne a toujours dit qu'elle voulait a remplacer le capitalisme », mais les faits survenus sous deux gouvernements - ceux de Frei et d'Allende démentent le propos. La démocratie chrétianne non seulement n'était pas préparée pour une telle substitution, mais en outre elle lui a énergiquement résisté, quitte à s'allier pou cela avec la droite et le fascisme. Elle peut apporter son appui à un programme contraire certains intérêts de l'oligarchie, mais non un programme de transition vers la socialisme : elle peut être favorable à une réforme agraire, mais elle ne peut organiser une agriulture socialiste ; elle peut soutenir la natio nolisation du cuivre (du moins après la condidature de Tomic en 1970), mais non un secteur nationalisé de l'ampleur voulus par l'Unité populaire. De la même facon, la démocratia chrétienne n'est prête à aucun accord politique avec l'Unité populaire, et encora moins avec le parti communiste. Aujourd'hu hier profondément anticom elle n'entrera ni dans un front anti-fasciste ni dans l'unité sociale et politique du peuple ment evec les forces marxistes léninistes qu'elle qualifie de totalitaires.

Dans l'analyse du comportement de la démacratie chrètienne, il taut sans aucun daute tenir compte des erreurs de l'Unité populaire. Depuis le début, cette dernière n'a élaboré aucune politique en direction de la démocratie chrétienne. Certains membres de l'Unité populaire rejetaient tout rapprochement avec la démocratie chrétienne comme une concession réformiste. L'Unité populais a, d'une certaine manière, sous-estimé le pauvoir de la bourgeoisie et de l'impérialisme; elle n'a pas adapté son action à la force réalle dont elle disposait. Elle a cru qu'il lui suffisait de mener so politique pour que k peuple entier se mobilise pour la soutenir. Ella n'a pas prévu à temps l'ampleur de la contre-offensive réactionnaire. Cela explique en partie, qu'elle n'ait pas eu le réel souci de rechercher un consensus plus large, même si cela signifiait qu'elle devrait aller plus lentement. Peut-être était-il possible de parvenir a une certaine convergence dans l'étape initiale da gouvernement d'Allende, clors que la démocratie chrétienne lui avait accordé son soutien au moment de l'élection par le Congrès national et que l'influence de Tomic était plus

.

grande. Mais l'Unité populaire n'avoit pas compris qu'il fallait, au moins, neutraliser la ocratie chrétienne ; les faits ayant été abandonnés à leurs cours, l'affrontement n'en

a été que plus fort. La démocratie chrétienne chilienne, cepen-Ainsi en est-il advenu depuis sa naissance politique, à l'intérieur du parti de l'oligarchie catholique traditionnelle, le parti conservateur, dans lequel a surgi en 1935 un petit mouvement de jeunes issus des classes moyennes et entrés en lutte avec leur parti ainsi qu les vieilles forces réactionnaires du catholicisme (1). C'est ensuite un conflit très dur avec la hiérarchie de l'Eglise parce que, conséquents ovec le pluralisme démocratique, ils s'opposent à ce que le parti communiste soit déclaré illégal, sous le gouvernement de Gonzalez Videla, ou début de la « guerre

froide » (1947-1948). Un conflit permanent se déroule à l'intérieur de la démocratie chrétienne chilienne, entre tendances conservatrices et progressistes. Ces dernières cherchent à conduire le parti au-delà de ce qu'il est, en le changeant par l'intérieur. Ces efforts coïncident avec l'étude de certains concepts de base: « L'économie du travail », en 1946; « Une société communautaire », en 1950; « Voie non capita liste de développement », en 1967 ; « L'unité sociale et politique du peuple », en 1970. Mais ces idées, qui impliquent d'une manière ou d'une autre une ouverture vers la gouche, ne parviennent pas à prévaloir (sauf durant de brèves périodes) dans la protique du parti ni

dans son idéologie réelle. C'est de cette tension interne qu'out surgi certaines scissions. En mai 1969, quand la démocratie chrétienne repousse l'idée de travaillet à un front élargi d'unité populaire avec les partis de gouche, noit le Mouvement d'action populaire unitié (MAPU); et en juillet 1971, quand la démocratie chrétienne fait alliance avec le parti national dirigé par le nozi Onofre Jorpa, c'est la Gauche chrétienne qui se détache. Le MAPU et la Gauche chrétienne font partie de l'Unité populaire.

La dernière manifestation de ce heurt de tondances s'exprime à l'accasion du coup d'Etat da septembre 1973 : quinze dirigeants ides convictions démocratiques, à la gux soli suite de Bernardo Leighton, en controste avec la position officielle du parti, publient une déclaration vigaureuse pour « condamner catégoriquement » le coup d'Etat et « s'inclirespectueusement devant le sacrifice qu'Allende a fait de sa vie pour la défense de l'autorité constitutionnelle ».

Leighton est sorti du Chili peu après le coup d'Etat et, en octobre 1974, par décret signé de Pinochet, il se voyait interdire de rentrer dans le pays. La presse de la junte s'est employée à le disqualifier en proférant toutes sortes d'injures et de menaces, mais en vain. Le 6 actobre 1975, alors qu'il se trouvoit à la porte de son domicile à Rome, des inconnus » ont tiré sur lai et sa femme, le blessant d'une balle qui, à un centimètre près, auroit pu le tuer. Leighton et l'aile gauche de la démocratie chrétienne travaillent importante convergence de toutes les forces opposées à la dictature dans le but non seule

ment d'y mettre fin mois oussi, por la suite, d'élaborer conjointement un programme pro-gressiste et démocratique pour le Chili.

C'est à partir des masses humaines eachainées par d'injustes structures d'exploitation, de misère et de dépendance à l'égard du pouvoir impérialiste, que surgit en Amérique latine une réflexion chrétienne de libération. Ayec ses résonances théologiques, cette réflexion revêt un dynamisme certain et possède une cohérence propre, car elle est le reflet vivant de la réalité sociale de l'homme actuel. Ce mouvement fait déjà participer une part des masses catholiques aux luttes de leurs peuples, en les libérant de leur traditionnelle sujétion oux classes dominantes.

Des perspectives nouvelles s'auyrent donc dans la mesure où cette tendance, qui n'en est qu'à ses débuts, étend son influence, foit pression sur les rudes résistances du secteur ecclésiastique le plus conservateur, et aide l'Eglise à découyrir la conscience et les intérêts bourgeois qui la dominent encore. Tout cela commence à peser aussi sur les masses et les intellectuels catholiques qui suivent la démocratie chrétienne, en les poussant à s'interroger et à chercher des chemins

JULIO SILVA SOLAR.

(I) Le noyau initial de la démocratie chré-tienne est constitué par la jeunesse, ou phalange, conservatrice, au sein du parti conservateur, dont l'existence va de 1857 à 1968. Le parti conser-

tienne est constitué par la jeunesse, ou phalange, conservatiene, au sein du parti conservateur, dont l'existence va de 1857 à 1966. Le parti conservateur représente le traditionalisme catholique, soumis à la prédominance de propriétaires fonciers. En 1935, la jeunesse du parti rassemble un groupe de dirigeants constitué par Leighton, Garrecon. Fret. Tomic, Gumucio, etc., qui soutiennent des positions social-chrétiennes. En 1938, lis refusent d'appuyer le caudidat à la présidence du parti. Gustavo Ross, magnat de la finance, homme d'extrême droite, ce qui améne le parti à réorganiser la jeunesse en lui retirant la relative autonomie dont elle bénéficialt. Ses membres abandonnent alors le parti conservateur et constituent un nouveau parti politique qui prend le nom de Phalange nationale, auquel s'intégrent les militants du parti corporatif populaire, un petit groupe de catholiques fondé en 1932 pour autre les encycliques sociales de Léon XIII et de Pie XI. De 1938 à 1857, la Phalange est un parti aux Lables forces, avec seulement trois ou quatre députés. En 1955, est constitués la Pédération sociale-chrétien qui rassemble la Phalange autionale et un groupe dissident du parti national chrétien.

Aux élections de 1957, la Phalange obtient quatorze sièges de députés et un de sénateur. En juin de la même année, les membres de la fédération sociale-chrétienne fusionnent pour fonder le parti d'émocrate-chrétien. En 1958, il présente la candidature d'Eduardo Pret à la présidence de la République, lequel obtient la troisième place après Jorge Alessandri, qui est flu, et Salvador Allende. Aux élections parismentaires de 1961, le parti démocrate-chrétien obtient vingt-trois députés et quatre sénateurs. Peu après s'ajoutent cinq nouveaux députés de la nouvelle saurhe démocrate-chrétien s'aigment de secteurs issus du Parti agraire du travail. En 1961 et limit, le parti démocrate-chrétien s'aigment de secteurs de partis de mostres de la République avec l'appui des partis de la droite traditionnelle, des partis conservateur e dentielles de 1970, le candidat du parti démo-crate-chrétien est Rodomiro Tomic, Allende est citt. avant Jorge Alessandri au second rang, sou tenu par le parti national, et Tomic en trois position.

D'un idéal généreux à l'élaboration d'une action concrète

Espoirs et désillusions des démocrates-chrétiens au Venezuela

E COPEI, parti démocrate-chrétien au pouvoir jusqu'en fin 1973, subit une éclipse blen que, lors des dernières élections, il ait récolté un million et demi de voix. Avec une augmentation de 7 % des suffrages, il avait reçu l'appui d'un tiers de l'électorat. Pourtant, un nouveau parti comme le Mouvement pour le socialisme (MAS), qui n'a obtenu que 5 % des suffrages, tage présent et agissant.

Le président Carlos Perez, qui disposait de 48,77 % des voix lors de la passation des pouvoirs en mars 1974, avait atteint, en goût de la même année, un taux de popularité de 75 % A la rapidement du terrain et l'accueil favorable falt à la gestion du gouvernement est aujourd'hui réduit à 30 %. La vaque de décrets et d'ordonnances des prefestent plus que jamais leur inaptitude à faire bénéficier les masses de l'abon-

Les secteurs les plus nécessiteux du pays subissent l'érosion de leurs faibles senté, en 1973, que 43 % du revenu national, contre 57 % destinés à la rétribution du capital; rapport qui a fait dire au président de la République que 1 % de la population reçoit 51 % de la richesse. La hausse des salaires survenue au début du gouvernement Perez n'a fait que compenser la détériora-tion du pouvoir d'achat provoquée par

En même temps, l'appareil productif tir leurs effets. Aussi le discrédit du

gouvernement va-t-il grandissant. Une question vient naturellement à l'esprit : pourquoi le COPEI ne se précente-t-il pas alors comme un parti actif devant les problèmes les plus

Si le COPEI est paralysé, c'est parce qu'il n'a pas su se définir sur trois questions de base. C'est seulement dans la mesure où il résoudra ces problèmes qu'il pourra se transformer en parti capable de revenir au pouvoir.

De la doctrine sociale à la définition politique

T E passage du COPEI au pouvoir l'a privé de l'identité Idéologique qu'il croyalt avoir. Il avait été fondé en 1946 comme seule possibilité de rassembler les voix des nouveaux militants catholiques, les restes du vieux conservarant certains de ses membres, la dictature de Perez Jimenez (1948 à 1958) les plus réactionnaires. Avec le retour de la démocratie, le parti démocratechrétien montrait davantage de sens populaire, une meilleur compréhension de la doctrine sociale de l'Eglise, et s'était enrichi de nouvelles valeurs puisées dans la lecture de Jacques L'Eglise vénézuélienne elle-même semblait s'ouvrir à la compréhension du phénomène des masses urbaines.

La participation du parti au gouvernement de coalition, sous la présidence de Romulo Belancourt et aux côlés du l'Action démocratique (A.D.), a contribué à l'affermissement de la volonté réfor-miste du COPEI, lequel finit alors de se défaire des tendances les plus réactionnaires qui croyaient voir dans l'A.D. un communisme camoufié. C'est à partir de l'expérience du pouvoir partagé que s'est développe pour lui le

n'a pas été revitalisé, malgré les énormes revenus de l'Etat, absorbés naires, mals aussi par des importations somptuaires qui mettent en danger l'équilibre de la balance des palements et excèdent même la capacité d'absorption des ports. Les affaires commerles détenteurs de capitaux plus que la création de richesse agricole et industrielle durable. Les grands projets gou-vernementaux d'installation d'industries de base ne se réalisent, de par leur nature, que lentement, et ce n'est qu'à moyen terme qu'ils peuvent faire sen-

aigus du pays?

ouvrières. La décennie 60 a été celle d'une définition idéologique à l'occasion de la proclamation - plus théorique que vraiment politique — de la doctrine sociale de l'Eglise comme troisième voie marquée par la dénonciaet par le rejet du communisme, A travers cette proclamation abstraite, de un parti sans définition politique réelle. La jeunesse y entrait parce que révo-lutionnaire, et la droite parce que anti-

manque réel de définition politique, a permis que son candidat à la présidence de la République, Rafael Caldera, obtienne, en 1968, le soutien aussi bien des jeunes chrétiens révolutionnaires que des anticommunistes les plus achamés et des chefs d'entreprise désireux d'un changement. Le thème électoral du « changement », soigneusement maintenu dans le vague, a marqué la campagne électorale de 1968. Le changement, tout le monde le voulait après dix ans d'Action démocra-

d'une intense activité intellectuelle qui

a dolé le parti de cadres jeunes et

élargi sa base ouvrière et paysanne.

Arrivé au pouvoir dans des conditions aussi précaires, le parti démocrate

Par LUIS UGALDE *

chrétien a mené une gestion marquée d'hésitations qui atlaient laisser insatisfaits non seulement les Jeunes et la majorité des travalileurs, mais aussi les chefs d'entreprise et la classe moyenne elle-même. L'inflation, dès 1973, a fait le reste et a permis au mécontentement de se retourner sur le seul candidat de l'opposition ayant des chances de gagner, M. Carlos Andrés Perez, l'actuel président de la

Les proclamations abstraites de la démocratie chrétienne sur la justice sociale et sur la promotion populaire concrète pour répondre aux besoins gouvernement s'était débattu entre un pragmatisme proche du cynisme et des tude semble être l'une des caractéristiques des démocraties chrétiennes qui cherchent à obtenir l'adhésion de la gauche sans perdre celle de la droite, ou à créer une société nouvelle

Ayant perdu les rênes du gouvernerepris la recherche d'une définition politique dans le cadre de la doctrine soà un horizon ecclésial bien différent de celui de la décennie antérieure. Les groupes les plus lucides ont vu que la proclamation abstraite de la justice sociale et de la dignité de la personne humaine fait le ieu du capitalisme si elle ne parvient pas à une analyse externe et de domination interne que subissent les masses. Ils citent le pape Roy, en 1971, exhortait les communautés chrétiennes locales à « analyser avec objectivité la situation propre à leur pays, à l'éclairer par la lumière de la parole de l'Evangile (...) car, face à des situations aussi diverses, il nous est difficile de dire une parole unique, ayant valeur universeile ». Ces communautés doivent discerner « les choix et les engagements qu'il convient d'assumer pour réaliser les transformations sociales, politiques et économiques qui apparaissent nécessaires avec urgence dans chaque cas ..

L'urgence de cette recherche et la frustration engendrée par l'expérience réformiste de la dernière décennie ont conduit les groupes chrétiens les plus actifs à se livrer directement à l'étude de choix socialistes.

Les membres du COPEI s'interrogent à voix basse : quel est le secteur ou quelle est la classe sociale dont

les intérêts sont les mieux défendus par notre parti ? Conscient de son orid'obtenir des suffrages massits, le COPEI se débat dans son imprécision politique et, en dernier ressort, préfère C'est toujours une tentation que de vouloir imiter le parti au pouvoir, lequel la bourgeoisie sans perdre son caractère de « parti du peuple ».

On peut cyniquement penser que les méthodes publicitaires modernes de campagne électorale permettent d'être candidat de gauche » tout en utilisant l'argent de la droite. Malgré les

efforts du brillant et jeune leader constante clarification de la démocraélectorales tendent à pousser le COPEI cette position peut se révèler rentable. masses des promesses vagues. Ce genre d'alliance peut même s'étendre aux COPEI alt. durant ces dernières années. conservé à leur égard une position plus

Choisir une base sociale

E NFIN, le COPEI doit se prononcer sur une candidature. Aussi paradoxal que cela paraisse à trois ans des futures élections, c'est sans doute cette difficuité qui représente le plus grand obstacle à une présence active et unitaire du COPEI dans les grands pro-

L'actuelle et vive querelle interne a dépassé le state des divergences idéologiques pour se transformer en lutte de personnes ou de clans exespérés par le choix du candidat à la présidence élections. Avec de subtiles mais évidentes pressions de l'exécutit, c'est la qui avait été imposée pour les élections de 1973. C'était la récompense de sa Rafael Caldera depuis sa jeunesse et le prix que le candidat Luis Herrera Campins — doué sans aucum doute d'une image meilleure et de possibilité vieilles et discrètes divergences sur le soutien de jeunes plus radicalisés. Luis Herrera avait ses propres idées, con propre etyle de gouvernement qu'il n'osait cependant pas opposer à celui du leader indiscutable qu'était Rafael

Dans ce pays si durement marqué par une sulte de caudillos militaires cendant un siècle et demi, un - caudilniveau des fortes personnalités qui rétribuent les fidélités avec des prébendes. Le grand défi que doiven aujourd'hui relever les partis consiste à donner leur chance à des plans objectifs, à des équipes de travail et L'absence d'une telle perspective est une menace directe pour l'existence même des partis. Les rapports personnels et subtils pesent encore d'un polds trop lourd dans les décisions des partis politiques, alors que les perspectives idéologiques ne jouent qu'un rôle de justification a posteriori.

qu'a provoqués l'imposition d'une candidature ne se sont pas apaisés, mais au torale i Les uns et les autres ont cher-ché un bouc émissaire dans la faction opposée. Pour les élections internes d'octobre et novembre 1975, au plan de la vie locale du parti et des orgasecrétariat général, c'est la candidature de Luis Herrera Campins qui avait été retenue. Ses partisans étalent, cette fois, décidés à aller jusqu'au bout, même s'il fallait pour cela envisage

Luis Herrera est un homme populaire et cultivé, cordial dans ses rapports et calculateur. Avec beaucoup de relations en dehors du parti et une grande « capacité de passage » à la télévision, aux meetings publics et dans la presse, il a l'appui des éléments les plus ouverts du parti, par son style plus y a deux grandes inconnues à son sujet. Personne ne sait, pas même ses amis les plus proches, ce qu'il pense en réalité des aspects fondamentaux de la vie politique du pays. Il s'est toujours tenu dans une ambiguité calculée, malsiste. La seconde inconnue est sa capacité de gestionnaire, de dirigeant d'une équipe gouvernementale telle que la réclame le Venezuela d'aujourd'hui. Par contre, on connaît sa capacité à accepter les critiques et à faire son

Si la COPEI parvenait rapidement à définir une candidature, à organiser en conséquence ses équipes de travail et la victoire. Face à un parti comme l'Action démocratique, gul a en main large expérience électorale, il y a place pour un parti uni et cohérent. Mais un doute demeure : au cas où le COPEI remporterait la victoire électorale, ouvrirait-it les voies d'une politique sociale ferme, au pays du gaspillage pétroller et des masses dépossédées ?

«L'ADIEU AUX ARMÉES», de Pierre Gallois

Un cri de colère et d'angoisse =

E général Pierre Gallois est un homme qu'on ne désarme pas, un doctrinaire que l'on ne saurait amener, de quelque façon que l'on s'y prenne, à transiger avec l'absolu de ses convictions. Depuis vingt-cinq ans, sa vision strategique du a monde-après-Hiroshima » l'a conduit à focaliser la défense de la France sur conduit à localiser la desense de la France sur la dissussion nucléaire. Cette conception, il l'a prêchée avec une inébrantable conviction dans sept livres, dans des milliers de conférences, de cours d'université, d'interventions par les massmedia, d'articles. Ce serait donc une grave erreur du visionnaire déçu qui a clamé sa vérité dans le désert ou qui a frappé en vain aux portes. Bien au contraire, personne, en politique ou en écriture, n'ignore le penseur et l'œuvre, et per-sonne, en 1976, ne traite de dissussion nucléaire sans se référer avec reconnaissance ou agacement — ou même avec la pittoresque irritation de notre casuiste en chef Raymond Aron — au martèlement de Pierre Gallois. Plus encore, cet interpellateur vigoureux a su se faire entendre quand il le failait, et au sommet. Guy Mollet l'a reçu, alors premier ministre, qui a aussitôt tance la France dans la vole de l'atome militaire. Le général de Gaulle l'a entendu, qui Imposa aussi bien à l'ignorance ingénue de ses fidèles qu'à l'opposition, murée dans son refus de principe, et qu'aux navigatours du marais charmés par les sirènes atlantistes la miraculeuse réalisation d'un système d'arme nucléaire cobérent,

Aussi faut-il tenir le dernier livre de Pierre Galiois, l'Adieu aux armées (1), pour ce qu'îl est et en recevoir précisément le message : non point la proposition rabachée d'une stratégie refusée proposition randence d'une strategie reluser (puisque cette stratégie, quand elle ne se dégrade pas dans l'incohérence, est officiellement celle de la France), mais un cri de colère et d'angoisse contre la timidité. l'ambiguité avec lesquelles elle est mise en œuvre ; un cri contre le manque d'affirmation de l'absoin du choix de la France, alors one la gradibilité de la dispussion est faite. alors que la crédibilité de la dissuasion est faite alors que la credibilité de la dissuasion est faite de l'affichage, en majesté, de la doctrine : une révolte contre ce qui est consenti avec excès en matière d'effectifs et d'argent à l'héritage conventionnel d'un p a s s é irrémédiablement dépassé ; une protestation passionnée uon seulement à l'encontre du péché contre l'esprit et de la mauvaise gestion de l'Etat mais, plus de la mauvaise gestion de l'Etat mais, plus sucore, contre cette conséquence dramatique : que le maintien des forces traditionnelles à un niveau supérieur à celul qui est indispensable au jeu même de la dissuasion peut laisser croire à l'adversaire que le pays n'a pas vraiment choisi, qu'il n'est pas fatouchement résolu à la non-guerre dont il s'est donné par ailleurs l'oufil, qu'il commettra peut-être le crime contre lui-même d'entrer dans le jeu de l' « Autre », de livrer la bataille qu'il ne peut pas gagner. A passer au crible les structures, les effectifs, les moyens des armées de la France, il apparaît au général Gallois que gouvernement et état-major sont les gérants honteux de la stratégie nucléaire qu'ils ont choisle. Et l'on peut se demander avec lui si la dissuasion nucléaire française, qui, seule, est adaptée à la défense sans complaisance, sans nostalgie, du pays, ne

tionnel n'interceptera un missile balistique ennemi, conventionnel ou nucléaira. P. Galiois parie donc défense. Elen que défense, puisque la France, ramenée aux dimensions géographiques et démographiques qui sont désormais les slennes, « et qui entre les mains vides dans ce dernier quart de siècles, ne peut pré-tendre à rien d'autre qu'à se défendre. Que l'armée, donc, ne soit plus détournée de sa tàche; que la distinction que faisait déjà le comte de Guibert dans un rapport à l'Assemblée

Par le général GEORGES BUIS

va pas mourir dans d'immenses efforts, étouffée va pas moutre dans d'immenses etiores, exoutres sons un grand tas de corps à demi morts, main-tenns en excessif sursis. Tout se passe, en effet, pour Pierre Gallois comme si l'on s'était contenté d'accrocher l'arme nouvelle à la pano-pile accumulée au long des âges. Alors il plie accumulée au long des âges. Alors it enrage, désespère pour reprendre courage, et démontre, en historien appuyé sur une documentation de chartiste, en ferrailleur à la gouaille incisive, qu'au temps où l'atome a fait changer la guerre de nature il est définitivement interdit nux Français de se tromper de stratégie, comms lis ont eu fâcheusement coutume de le faire dans le proche passé, en 1870, en 1914, en 1940, pour ne point remonter au tumulte des tribus gauloises.

A LORS, qu'on ne lui parle plus, à lui, Pierre Gallois, de « la condition militaire », qui n'est qu'un sous-produit des structures de no forces; qu'on ne lui parle plus des effectifs de la mission cependant qu'on se bot les fianes pour donner une mission aux effectifs; qu'on ne lui parle plus de l'exemple des Américains et des Russes, dont les problèmes militaires sont antinomiques de ceux de la France; qu'on ne lui parle plus d' « approches », de « montrer le pavillon », de « missions extérieures » que l'Extérieur interdit; d' «opposition adaptée » et d' « inten-tions (adverses) à sonder », comme si un ennemi tertifiant et informé aurait jamais pu ennemi terrifiant et informé aurait jamais pur prendre l'initiative de l'attaque sans être sombrement déterminé à la conduire à bon terme, avec tous ses moyens. Qu'on ne lui parle pas, non plus, à cet aviateur, de c'défense aérienne du territoire » dans la zone de séro à quinze mille mètres, alors qu'à l'étage au-dessus les satellites, armés on non, et les fusées de tout type se promènent librement, cependant aussi que l'on sait d'évidence que pas plus qu'un obus n'a jamais intercepté un autre obus, jamais un avion de chasse on un missile conven-

constituante, en 1791, entre forces du dedans et forces du debors, soit faits une fois pour toutes. L'armée, c'est la force de l'extérieur. Rien d'autre. A ce titre, elle doit être technique et doit consti-tuer avant tout l'outil approprié à la défense contre l'ennemi du dehors. Cet quil doit donc être conçu dans les conditions d'aujourd'hui et

contre l'ennem du denois. Cet dutil doit donc etre conçu dans les conditions d'aujourd'hui et autour de l'arme souveraine, en évacuant les phantasmes accrochés au 18 Brumaire, au général Boulonger, aux « braves soldats » du 17°, comme à la levée en masse ou au démentiel héroïsme de 1914-1918, renvoyé à la légende — la plus belle des légendes — par le refus patent des appelés de 1946 de mourir en amateurs.

On ne fait pas le métier des armes sans l'apprendre, et moins encore au temps de l'atome. C'est pourquol l'outil de la défense doit être conçu en priorité et, si l'on y est coutraint par des naisons diverses, en exclusivité, pour assurer l'intégrité de l'Hestagone. S'il doit être mis en œuvre par des gens de métier, qu'il le soit. Si l'arrivée en masse des appelés dans les structures de l'outil condoit à le défigurer et à le ruiner, qu'on rénoure à l'appel au contingent. Si des appelés ont leur place, en petit nombre, dans les structures, qu'on les y insère. Mais qu'on ne métange plus les doctrines et les genres. Les militaires se sont montrés, à ce jour, des vir-tuoses dans l'adoution du nucléaire sens enterne métange plus les doctrines et les genres. Les militaires se sont montrés, à ce jour, des virtuoses dans l'adoption du nucléaire sans modification sérieuse des viellles structures. His ont cavalé le nucléaire sans sourciller », écrit Gallois, qui y voit une manœuvre pas forcément hypocrite mais instinctive, corporative, « syndicale » en quelque sorte, pour proroger le conventionnel. C'est pourquol, juge-t-il, « ce n'était pas à l'armée traditionnelle qu'il fallait définir ses missions » mais « à un nouvel appareil militaire », un appareil indifférent aux caractéristiques géographiques, topographiques, démographiques du territoire national puisqu'à la différence de l'armée traditionnelle le système d'armes nucléaire peut se donner dans les espaces maritimes cléaire peut se donner dans les espaces mariti

et sériens tout le recul qu'il désire. La vraie protection de Paris au temps du feu nucléaire ne se réalise plus sur la frontière de l'Est, mais à partir d'un point où stationne un sous-marin lance-engins. Un point situé queique part, dans les profondeurs d'un océan, à des milliers de kilomètres de notre capitale.

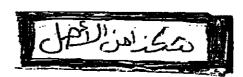
E N bref, au moment où l'agitation dans les casernes a rendu au gouvernement et à l'opinion le service inestimable de les amener, par une vole techniquement mineure mals polt-tiquement capitale, à se poser le problème de la défense, Pierre Gallois avance l'idée d'assurer cette défense avec « l'armée du minimum vital ». Ce faisant, nous l'avons dit, il n'invente fonda-mentalement rien. Il a le mérite de ne s'étre pas laissé anesthésier et il nous réveille en déblayant à coups d'explosifs les sédiments politiques et a coups d'esposis les seminents pontiques es sociologiques qui empéchent de voir que cette armée-là est déjà implicitement commandée par la stratégie de dissussion qui est, répétons-le, la pierre augulaire de la stratégie officielle de la

100

France.

Lorsque Pierre Gallois écrit que cette armée minimale pourrait se composer de deux fois sept cent cinquante a civils a chargés de la mise en œuvre du système d'arme nucléaire, il provoque, il agresse le lecteur. Gallois est un général passionné d'efficacité et il sait que l'arme noble, pour être crédible, delt être maniée par des hommes qui ont fait du service un sacerdoce, qui acceptent donc, comme l'écrit Xavier Saliantin, ede jouer le jeu à un coup », qui « acceptent la mort pour sauver les autres ». Anssi bien. qui acceptent donc. comme l'écrit Xavier Sallantin. « de jouer le jeu à un coup », qui « acceptent
la mort pour sauver les autres ». Ansai bien,
dans la deuxième partie de son livre, admet-ni
que les effectifs des trois armées et des services
nécessaires à la construction, à in protection, à
l'environnement, à la mise en œuvre de l'outil
nucléaire de la dissuasion, pourrait s'élever à
deux cent cinquante mille, voire à trois cent
mille hommes. Ce qui importe, ce n'est pas que
ces chiffres soient la moitié des chiffres actuels,
c'est que Gallois y arrive — en en déplorant
l'importance puisque seule en Europe la France
est détentrice de l'arme de destruction massive
— par la démarche intellectuelle inverse de celle
qui conduit les hérétiques de la dissuasion qu'il
cloue au pilori, sans pitis qu'il est pour ces
victimes d'un laxisme doctrinal qui veut concilier le grand nombre et la haute technicité au
prix de 3 % du produit national brut et qui
prépose ainsi à la défense du pays six cent
mille hommes qui se voient attribuer 85 % du
budget des armées pour n'être que mal payés,
mal armés, mai aimés.

(1) L'Adieu aux Armées, de Plarre Gellois, Ed. Albin Michel, Paris, 1976, 372 p., 45 F.



L'INDE ET LE BANGLADESH RELANCENT LEURS CAMPAGNES DE LIMITATION DES NAISSANCES

Inde et le Bangiadesh, qui appartiennent à la région du monde où l'équilibre entre population et moyens de subsistance est le plus fragile, viennent d'annoncer des mesures spectaculaires de prévention des naissances. La population de l'Inde dépasse maintenant six cents millions de personnes; elle pourrait atteindre le milliard en l'an 2000. La politique de planification familiale suivie depuis 1952 n'a pas empêché le taux d'accroissement naturel d'augmenter; il est de 25 % par an. Le Bangiadesh, quant à lui, compte quatre-vingts millions d'habitants en 1976; son rythme de croissance annuel est de l'ordre de 3 %; même si ce taux devait diminuer sensiblement, il y aura, selon toute vraisemblance, cent cinquante millions de Bengalais à la fin du siècle, sur un territoire représentant le quart de la France De

millions de Bengalais à la fin du siècle, sur un territoire représentant le quart de la France. De surroit, cette masse humaine est très jeune et sa densité et sa pauvreté sont les plus impressionnantes du monde (1).

Si le développement de l'agriculture a permis, surtout en Inde pour le blé, d'accroître la production de céréales alimentaires, base de la nourriture, ces progrès (2,6 % par an entre 1960-1961 et 1971-1972 en Inde, et 2 % en moyenne dans le delta du Gange) se sont révétés insuffisants pour faire face aux besoins: compte tenu du nombre de bouches à nourrit, les quantités de grains disponibles par habitant — premier critère d'évolution habitant — premier critére d'évolution du niveau de la consommation — ont à peine progressé en Inde au cours des dix dernières années et sont res-tées à peu près stagnantes au Bangiadesh; elles ont diminue, dans les deux cas, pour les légumineuses, importante source de protéines dans ces régions. En outre, de grandes inégalités existent dans la consommation domestique; comme les événements de ces dernières années l'ont amplement démontré, une hausse de la production globale ne met pas tous les Indiens et les Bengalais à l'abri de la disette. Derrière les troubles qui conduisirent à la proclamation de l'état d'urgence en Inde en juin 1975, il y avait une crise socio-économique; derrière les coups d'Etat au Bangladesh, les sèquelles de la famine de 1974.

Les classes dirigeantes de New-Delhi et de Dacca craignent maintenant que les vieilles structures socio-politiques sur lesquelles repose leur pouvoir

New-Delhi tire les leçons de l'échec antérieur

P LUSIEURS gouvernements régionaux indiens ont envisagé de pénaliser les couples trop féconds. Et les projets antinatalistes, fortement coercitifs, qu'ils ont élaborés, vont plus loin que ne le souhaitait le plan élaboré à la conférence de Bucarest resultait indiqueit potent que celui-ci indiquait, notamment, que tout couple a le droit de décider libre-ment du nombre de ses enfants et de l'espacement des naissances (3). Ces projets ne sont pas encore entrés en vigueur, mais ils constitueraient, s'ils etaient appliqués, une nonvelle atteinte à la liberté individuelle. Le Pendjab semble ignorer les conclusions d'une étude scientifique faite à Khanna, sur son territoire, et qui confirmait que le principal souhait des gens de modeste condition sociale était d'avoir modeste condition sociale estat d'avoir une famille nombreuse, comprenant en particulier des fils, capables de représenter une « force de travail », une source de revenu (4). Cet Etat du Nord-Ouest de l'Inde possède le revenu par habitant le plus élevé de l'Union. Il a largement bénéficié de la « révolution verte » Il n'en a pas moins nution verte». Il n'en a pas moins propose de rendre la stérilisation obligatoire pour les couples de plus de

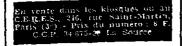
deux enfants. Le gouvernement du Maharashtra Etat de Rombay) a envisagé de prendre des mesures dans le même sens ; il s'est fixé l'objectif d'un million de stérilisations. Il est du devoir de toute personne éligible de se faire stérlliser, indique en substance son projet, qui prévoit aussi l'attribution d'un « certificat de stérilisation » aux personnes opèrées. Des peines de pri-son pouvant aller jusqu'à deux ans et des amendes seraient infligées aux couples qui enfreindraient ces dispo-

A la vérité, des mesures aussi radicales ne seralent applicables qu'au prix d'une véritable surveillance poli-cière qui n'existe pas à l'heure actuelle, et dont la mise en place serait sans doute plus coûteuse que le programme de prévention des nais-sances lui-même. Mais devant l'échec



SOMMAIRE du n° 32

- Les multinationales étrangères en France.
- Edmond Maire: la C. F. D. T. et le programme commun..
- Marioscopie: Soares à livre ouvert.



les vieilles structures socio-politiques sur lesquelles repose leur pouvoir craquent sous la pression de masses prolétariennes, jeunes et fréquemment sans emploi. Elles constatent, d'une part, qu'en dépit de leur velléités d'indépendance, elles doivent se soumettre, pour la quasi-totalité de leurs achais céréaliers, au monopole américain, et, d'autre part, que les pays développés se lassent de plus en plus de déverser leur aide dans de véritables paniers percés et qu'ils réclament parfois ouvertement des mesures radicales pour enrayer le flot de population (2). Aussi bien, à l'attitude un tantinet dilettante de ces responsables face à l'actplosion » démographique, a peu à peu succèdé une inquiétude réelle, encouragée il est vrai par la peur qu'inspire en Occident la perspective d'un plus grand déséquilibre démographique mondial.

incitatives, et reposant principalement sur des pratiques contraceptives « clas-siques » (condom, stérilet, pilule), et malgré le retentissant fiasco des opè-rations de stérilisation obligatoire faites par le passé au Kérala et au Goudjerat, l'Inde étudie sérieusement la possibilité de généraliser les mé-thodes chirurgicales (vasectomie pour l'homme, salpingotomie pour la femme) l'homme, salpingotomie pour la femme) déjà pratiquées à petite échelle. Les dirigeants appartiennent à une classe privilégiée chez laquelle la planification familiale est largement répandue.

Le gouvernement de New-Delhi se rétracta sensiblement après avoir enre-gistré des réactions très défavorables à ses projets. L'Eglise catholique (il y a onze millions de chrétiens en Inde) à onze mittions de chrestens en inder déclarait que ceux-ci iralent à l'en-contre de la dignité et de la liberté de l'homme et approuvait, en revan-che, des dispositions dépourvues de caractère forcé. Les musulmans (soixante-deux millions de personnes). qui sont, avec les chrétiens et les sikhs, les communautés les plus prolifiques, exprimaient également leur inquiétude. Les autorités firent alors entendre qu'elles n'avaient pas l'intention de précipiter les choses et d'en arriver à des mesures « drastiques ». Les gouvernements régionaux auront la liberté d'élaborer leurs propres législations, assura Mme Gandhi. Confler aux Etats provinciaux le soln de promulguer des lois et, surtout, de les appli-quer dans un domaine aussi délicat, cela signifialt, en clair, céder au laxisme qui caractérise généralement la mise en œuvre de toute réforme

au niveau local. Le ministre indien de la santé et de la planification familiale, M. Karan Singh maharadjah et longtemps régent de l'État du Jammu et Cachemire. n'en a pas moins défini, le 16 avril une politique à la fois claire et réaliste L'âge légal du mariage est porté de quinze à dix-huit ans pour les filles, de dix-huit à vingt et un ans pour les de dix-huit a vingt et un ans pour les garçons til avait déjà tendance à s'élever). Il y a de fortes chances, cependant, qu'une telle disposition subisse des entorses dans un pays où la corruption, autant que le mariage précoce. fait partie des mœurs et où les mariages, comme les décès et les naissances, ne sont pas tous déclarés... Elle devrait néanmoins avoir un effet. Elle devrait néanmoins avoir un effet dissussif et contribuer à faire recuier l'âge de procréation des couples.

Le gouvernement a. d'autre part. l'intention d'améliorer l'état civil. les services de lutte contre la mortalité infantile (la perte d'un ou plusieurs infantile (la perte d'un ou plusieurs enfants encourage la natalité), ainsi que l'éducation des jeunes Illes (14 % des filles de quatorze à dix-sept ans poursuivent des études, contre 35 % des garçons), et d'enseigner la démo-graphie des l'école. Afin d'éviter les surenchères de certains États, qui avaient tendance à ne pas freiner la natalité car la représentation des pro-vinces au Parlement central est proportionnelle à leur population, cette représentation conservers la même importance jusqu'à la fin du siècle. Plus significatif est le fait que si New-Delhi a décidé de renoncer « pour le moment » à la stérilisation obligatoire, il a. en revanche, stimulé la stérilisation volontaire : la « compen-sation » versée aux femmes et aux sation » versée aux lemmes et aux hommes acceptant de se faire stériliser sera portée à 150 roupies (80 F) pour un couple de deux enfants, à 100 roupies s'il en a trois, puis à 70 roupies s'il en a quatre ou plus. Cette mesure devait entrer en application dès le 1 mai. Mais l'expérience a montré que les stimulants monétaires doivent être très forts et proloncés pour être efficares à : ils attirent. gés pour être « efficaces » ; ils attirent avant tout les couples dans la détresse

Enfin, la limitation des naissances sera encouragée par tous les moyens de communication de masse ; les donations faites par des sociétés ou des associations aux organismes de plani-fication familiale donneront droit à des dégrèvements fiscaux; la recherPar GERARD VIRATELLE

che en matière de génétique et de contrareption sera développée.

Ces mesures sont, dans l'ensemble, conformes à celles que les spécialistes indiens ou étrangers consellaient à New-Delhi d'adopter depuls longtemps. Etant donnés les résultats de la planification familiale depuis plus de vingt ans — elle a à peine contribué à la diminution du taux de natalité — on est tenté de se montrer sceptique. Les dirigeants indiens ont finalement renorcé à la stérilisation obligatoire parce qu'elle aurait eu des conséquences imprévisibles sur la vie culturelle, sociale et économique. Le succès relatif de la nouvelle politique dépendra beaucoup du budget qui lui sera consacré. En tout cas, la dramatisation qui a entouré son lancement rend plus criant encore l'échec antérieur. Echec démographique (au moins existe-t-il che en matière de génétique et de

maintenant un service national de planification familiale et la population en est très largement consciente). Echec en matière économique, puisque aussi bien les progrès, en raison de leur extrême lenteur, n'ont pas eu comme dans les pays nantis, où l'élèvation du niveau de vie a été rapide, de prolongements antinatalistes. Au contraire, faute d'être mobilisée dans de grands travaux collectifs, la masse humaine (douze millions d'inemployés recensés) hypothèque tout succès de la « voie indienne de développement ». La conférence de Bocarest avait pourtant « voie indienne de développement ». La conférence de Bucarest avait pourtant fait ressortir que, dans la maitrise de la natalité, le degré de développement économique et social jouait un rôle aussi grand que les pratiques contra-ceptives, et que tous ces facteurs étaient interdépendants. Mme Gandhi compte aussi, à n'en point douter, sur un entre facteurs les pouvoirs expeliun autre facteur : les pouvoirs exorbi-tants qui lui confère l'état d'urgence.

Le problème numéro un pour Dacca?

A U Bangiadesh, la prévention des A naissances n'en est pas à un stade aussi avancé qu'en Inde. Deux mois après l'installation du régime Ziaur Rahman, et deux semaines après celle d'un « conseiller » du président ayant fonction de ministre de la santé, de la population et de la planification familiale, Dacca déclenchait cependant une « cumpagne intensite d'infordant une service de la santé de la compagne d'infordant une service de la santé de la cumpagne d'infordant une service de la santé de la cumpagne d'infordant une service de la santé de la compagne de la cumpagne de la cumpagne de la cumpagne d'infordant une service de la cumpagne d'infordant une service de la cumpagne de la cumpag dant une « campagne intensive d'injor-mation sur la planification jamiliale». Le ministre qui en a la responsabilité, le Dr Mohammed Ibrahim, agit en connaissance de cause : de quatre èpouses dont trois sont en vie, il a eu

epouses, dont trois sont en vie, il a eu une quinzaine d'enfants...

Pourquoi cette précipitation de la part d'un régime s'affirmant « intérimaire » ? Sous la pression de milleux néo-malthusiens occidentaux, en particulier américains, les autorités se sont rendues à l'évidence : compte tenu de son rythme moyen d'accroissement, l'agriculture ne serait pas en mesure de nourrir toute la population. mesure de nourrir toute la population. Pour pallier d'éventuelles disettes, le gouvernement devra importer chaque gouvernement devra importer chaque année plus d'aliments (les importa-tions de céréales sont passées de 0,4 million de tonnes en 1960-1965 à 1,4 million en 1970-1975; elles repré-sentent 14% des besoins). La popu-lation est le problème numéro un, a-t-on décidé.

a-t-on décidé.

La campagne, lancée en janvier, a
pour but de stimuler les activités de
prévention des naissances déjà existantes mais restées en léthargie, afin
de convaincre ni plus ni moins
quinze millions de couples d'adopter
des méthodes anticonceptionnelles. des méthodes anticonceptionnelles. Pour cela le pays a été quadrillé par des agents — le plus généralement des femmes car. en pays musulman, il serait difficile à des hommes de pénétrer dans les foyers — ayant la responsabilité de quatre à cinq villages, et chargés de visiter chaque famille. et charges de visiter chi famille maison par maison, pour les informer de l'existence et des buts de la limitation des naissances. Bref. ces agents mais distribuent aussi sur-le-champ des contraceptifs conventionnels diri-gent les personnes intéressées par la pose d'un appareil intra-utérin ou une opération de stérilisation vers la clinique la plus proche, qui peut être située à des dizalnes de kilomètres... Il ne s'agit donc pas uniquement d'une campagne d'information mais

Mais le « clou » de l'opération, c'est lorsqu'elle se transforme en foire, en mela, comme on dit dans le langage populaire, lorsqu'elle donne lieu à une fête avec décorations, musique, documentation imagée pour « rabatire » et séduire la « clientèle ». Quelques hommes se présentent effectivement dans l'espoir de recevoir un don en nature ou en argent, parfois à l'incitation de notabilités locales. Ils ne viennent pas en tout cas de gaieté de cœur, ni toujours « à découvert » ; cer-tains ne révèlent pas leur nom car la vasectomie est considérée dans les villages comme une opération (atale pour la virilité. Si cela se savait, l'opéré perdrait sa dignité sociale. Aussi les volontaires sont-ils souvent des hommes « sortant » de l'âge de reproduction et qui, dans bien des cas. ont déjà eu de nombreux enfants. Quarante-cinq ans, c'est i'âge moyen de la mortalité au Bangladesh! On stérilise des mourants potentiels, lors-qu'on ne précipite pas leur mort. La campagne a fait, dit-on, plusieurs

victimes. Les organismes qui la soutiennent sont les mêmes que ceux qui encoura-gérent des opérations semblables en Inde et au Pakistan autrefois. La Fondation Ford et le Population Council (finance par les fondations Ford et Rockefeller) ont subventionné diverses Rockefeller) ont subventionné diverses études. L'Association pour la stérilisation volontaire au Bangindesh, aidée par l'Association internationale pour la stérilisation volontaire, dont les fonds proviennent du Congrès américain, assiste le gouvernement bengalais. Washington a fourni 1,8 million de dollars de dons en 1974 et 1,6 million de dollars l'année suivante. L'U.S. Aid

(il) Pour une étude de la conjoncture démocraphique jusqu'au début des an-nées 70. voir : « Les populations au sud de l'Elimaisya », par J.-C. Chesnuis et J. Vallia. revue Population. novembre et décembre 1973. (2) Voir le Monde diplomatique, sep-embre 1975.

tembre 1975. (a) Voir « La population du monde et la conférence de Bucarest », par Yvos Charbit. Le "Documentation" Irançaise. 10° 3218. 4219 et 4220.

(4) The Muth of Population Control. par Mabmood Mamdani. Monthly review press. et le Monde des 14-15 mars 1976.

(5) Voir « Vasectomy Mela and Pamily Planning », par Dr Zafrullah Chowdhury. dans The Bangladesh Times. 25 février 1976.

a livré 20 millions de mois-pilules. La nourriture (un repas), les médicaments et les vêtements donnés aux « vasectomisés » à titre de « compensation » proviennent, pour l'essentiel, de l'assistance étrangère.

tance étrangère.

Dacca veut montrer que cette aide est bien utilisée et, surtout, que quelque chose est fait avec enthousiasme à défaut de rigueur. Tout cela dans le but de conserver la confiance des pays donateurs : l'aide extérieure finance la quasi-totalité du budget de dévelopment ent fort les de ces pays est foit pement. Certains de ces pays ont fait entendre qu'ils ne poursuivraient pas leur effort si des mesures n'étaient pas prises pour fre in er l'accroissement démographique.

une « demande » en faveur de la planification familiale. L'obstacle n'est pas là. Il est dans la capacité des autorités appartenant à une classe dingeante citadine de convaincre les prolétaires ruraux (la majorité de la population) qu'ils trouverent une cerpopulation) qu'ils trouveront une cer-taine sécurité matérielle s'ils ont une famille moins nombreuse. « C'est seulement avec et à travers les ruraux eux-mêmes que le problème peut être résolu », déclare le docteur Zafrullah Chowdhury, qui fait en solitaire une expérience remarquable en ce domaine.

Il poursuit:

« La planification jamüiale ne peut étre imposée autoritairement. L'un des grands obstactes à toute solution à ce problème est la myopie avec laquelle les intellectuels et les médecins regarles intellectuels et les medecins regar-dent la situation. Ces citadins crolent qu'ils connaissent la voie correcte et qu'ils vont transformer les a masses ignorantes ». Ceux qui ont la charge du programme national n'ont pas de connaissance non seulement techni-que, mais de leurs a clients ». Sans cela, aucun succès n'est possible. Nulle

part au monde la planification familiale abordée séparément n'a eu de succès. La surpopulation est un symptôme du « syndrome de pauvreté »; la croissance démographique ne sera maîtrisée que quand une meilleurs qualité de vie sera offerie au peuple (5). »

On en est évidemment loin. Le niveau de vie n'a pas progressé depuis dix ans. Rien n'a été fait depuis l'indépendance pour sméllorer la condition de la femme ni retarder l'âge du mariage, qui est très précoce. Une jeune fille n'est pas pubère que ses parents s'empresser de chercher à la marier. Le mariage est bien entendu « arrangé » par les pa re n ts des deux futurs conjoints, qui ne sont pas invités à formuler leurs sentiments ni à donner leur consentement. On est marié à douze ou à treize ans pour la jeune fille, entre seize et vingt ans pour le jeune homme. Certes, dans de nombreux cas, le mariage n'est pas immédiatement consommé, encore que l'éducation sociale et s exuelle de l' « épouse », qui a vécu toute son enfance dans la promiscuté au ras du sol de la hutte villageoise, est faite très tôt. Et on se marie jeune, pour avoir des enfants.. Dès qu'une femme devient mère, elle renforce sa position sociale à l'égard de son mari et de la communauté qui l'entoure. L'influence tutélaire génitrice des femmes àgées est considérable au Bengale, où les hommes ont également une autorité écrasante. Or ceux-ci tiennent à assurer leur descendance afin de compter autour d'eux des « bras » pour leurs vieux jours. L'enfant est tôt dans les champs.

L'islam, du moins la conception interende cus la reflicion a imposée de champs.

L'islam, du moins la conception

L'islam, du moins la conception rétrograde que la religion a imposee de longue date à la société bengalaise, encourage aussi la natalité.

Principale cellule de travail, de vie et de joie, la famille, si possible nombreuse, possède une fonction plus vaste et importante qu'en Occident. Vouloir la réduire sans apporter des transformations profondes affectant cette fonction, en particulier dans le domaine économique, c'est vouloir sauvegarder les privilèges des propriétaires terriens et des usuriers et faire payer aux milieux les plus pauvres, ce qui est une conséquence de leur pauvreté et de l'absence de progrès économiques et sociaux. Le gouvernement de Dacca p lancé son « programme intensif » de o lancé son « programme intensif » de planification familiale avant même

planification familiale avant même d'avoir énoncé clairement sa politique agricole et sans avoir laissé entrevoir une évolution du statut de la femme, un relèvement du niveau de son éducation et de l'âge du mariage. La (sur) population est, certes, un problème majeur au Bangiadesh, mais Il n'est pas le seul; et il n'est pas responsable de toutes les difficultés que connaît ce pays. En le traitant isolement et précipitamment, ne risque-t-on pas d'obtenir des résultats contraires à ceux recherchés ?

A ROYAN Le cinéma du Sud-Est asiatique et de la Chine

OUS les pays du Sud-Est asia-tique sont de grands produc-teurs de flims; l'Europe les ignore à peu près compi l'on pouvait croire que le cycle cinéma du Festival de Royan comblerait cette lacune. Il ne le fit qu'imparfaltement puisqu'on ne vit aucun film des Philippines, de Malaisie, de Thallande, de Birmanie, de Talwan, de Singapour... Seuls les pays de la péninsule indochinoise, la Chine, la Corée du Nord et curieusement l'Indonésie, proposèrant des œuvres, blen souvent maladroites d'affleurs.

Deux films nord-coréens se proposaient d'illustrer e l'avent et l'après- s révolution. La Petite Bouquetière dé-crit, dans un style mélodramatique non dépourvu de charme, la vie quotidianne en Corée sous la domi-nation japonaise, tandis que les Lemineurs expose les épreuves de la construction du socialisme à l'époque

de l'intervention américaine. Les films vietnamlens présentent, si on ies compare au≭ précédents. pius d'originalité dans la mise en scène et une très grande souplesse dans leurs affirmations politiques: dans la Tempéte se lève (de Huy Thanh et Le Huyen, 1986), par exemple, il apparaît nettement que la conciliation, l'explication et la réédu-cation ont autant d'importance pour emporter l'adhésion des masses que

ies victoires militaires. Les projections de films chinois eurent lieu au moment des affrontements entre la gauche et les par-tisans de M. Teng Tsiso-ping; c'est dire qu'elles furent suivies attenti-rement, chacun 7 recherchant comme des indices prémonitoires. Seul. dans une certaine mesure, la Rupture (terminé en décembre 1975) en proposait. L'intrigue oppose un recteur d'uni-versité révalutionnaire aux cadres du parti, enseignants conservateurs, qui contestent une ligne pédagogique basée sur le recrutement des étu-diants les plus pauvres, l'instellation de l'Université en milieu rural, la construction des bâtiments univer-sitaires par les étudiants eux-mêmes, la modification des programmes en tonction des spécificités locales, la coopération avec les paysans voisins, la critique des maîtres au sein da l'Université, etc. Après de successives victoires politiques du rectaur. tensions deviennent si vives entre ini et les bureaucrates du parti que le président Mao doit intervenir, par lettre personnelle, en faveur du rec-teur Long.

Cette médiation de Mao Tse-roung (qu'on pourrait interroger politique-ment) se produit également (mais sur un plan symbolique, comme éphé-méride) dans un autre film chinois, Notre époque de /eu (1974), où la résident tranche encore en faveur du chef métallurgiste Tchao Se-hai, qui, mettant en pratique le mot d'ordre
« compter sur ses propres lorces »,
s'oppose au détaitisme des directeurs de l'usine et propose de fabriquer, sans aide étrangère, un alliaga spé-cial indispensable à la marine de

La plupart des films chinois sont ainsi bâtis sur la lutte de deux conceptions anseonistes: ils indiquent les décisions que doivent prendre les responsables ; séquence après séquence, le film désigne les positions « vraies », « justes », qui ruinent l'argumentation des adversaires. C'est un cinéma philosophique construit sur une très solide unité d'action, où un moralisme strict tient lieu de

Le cinéma que nous avons pu voir semble avoir exclu de son champ de réflexion (ou du moins l'avoir peu théorisé) l'interrogation sur son rôle dans l'articulation à une culture dans l'articulation à une cultures populaire. Lorsqu'il s'agit d'un cinéma d'Etat, il procède d'une manière sagement didactique, exsits at une pensée progressiste, proposant des « conduites fustes ». On ne le sent pas lui-même traversé par un conflit cultural, par une réflexion sur l'idéologie des formes narratives, par des références aux récits populaires.

En un certain sens, les deux

En un certain sens, les deux films indonésiens (Toka, le martyr de Bandung et l'Aveugle de la grotte au /antôme) projetés au cours du Pestival sont plus proches des traditions narratives populaires qui dispersent le récit, s'attardent dans des intrigues secondaires, en appellent au magique, à la mythologie, et se composent avec naiveté, Ces films insuoportables pour un regard occidental, sont irremplaçables par une produc-tion cinématographique occidentale, américains en particulier, qui ne parvient pas à augmenter sa part du marché. C'est là une réalité sur laquelle le cinéma d'Etat devrait réfléchir, lui qui souvent, croit à une narratività normative, à une sorte d'esperanto /istionnel qui serait la riposte « scientifique » à l'abus des scories idéologiques dans les films populaires et qui est plutôt une riposte institutionnelle qui appauvrit, d'où qu'elle provienne, l'ima-ginaire des films, discipline le regard des spectateurs, réduit ieur plaiair et sous-estime la rhétorique des longues créations collectives du peuple

Les études africaines en Union soviétique

UNE INTERPRÉTATION DU COLONIALISME **DU RACISME**

ET DU DÉVELOPPEMENT

Avec la victoire du M.P.L.A. en Angola, toutes les anciennes en Angola, foutes les anciennes colonies portugaises d'Afrique sont désormais dirigées par des partis politiques imprégnés de marxisme. Ainsi le nombre des régimes d'orientation socialiste s'est-il considérablement accru en Afrique. Les prédictions de Chou En-lai, qui avait estimé lors de sa grande tournée en 1963 sur le continent noir que « la situation révolutionnaire » y était excellente, se sont donc peu ou prou réalisées. Mais plutôt en faveur de l'U.R.S.S. que de la Chine. Comment l'Union soviétique s'est-elle préparée à son rôle sur le continent noir?

EPUIS la création de l'Institut soviétique de l'Afrique, en 1959, la maison d'éditions Naguka (Science) a publié jusqu'en 1973, à elle seule, six cent vingt ouvrages sur l'Afrique. Pour la seule année 1970, les chercheurs soviétiques ont publié trois cent trente-huit livres, brochures et articles relatifs aux problèmes africains.

Ces quelques chiffres donnent une idée du développement des études africaines en Union soviétique, depuis « l'ère des indépendances africaines », a l'ère des indépendances africaines », sous l'égide de l'Institut, qui dépend de l'Académie des sciences. Un conseil scientifique sur les problèmes de l'Afrique, crèé en 1966, coordonne les travaux des sections africaines des différents établissements de recherche de l'U.R.S.S. Il s'agit principalement, en l'occurrence, des instituts soviétiques de linguistique, d'ethnologie, de géographie des pays en voie de développement, de littérature comparée, etc. (1).

L'intérêt accru de l'U.R.S.S. pour l'Afrique à partir des années qui sui-virent la seconde guerre mondiale découlait de raisons idéologiques pré-cises. Les chercheurs soviétiques rap-pellent volontiers que l'U.R.S.S., à pellent volontiers que l'U.R.S.S., à l'inverse des grandes puissances occidentales d'Europe, n'avait aucune colonie. Pour eux, la colonisation se trouve
directement associée au système capitaliste. Aussi, la lutte des mouvements
nationalistes africains contre l'emprise coloniale n'est-elle qu'un volet
du combat du prolétariat contre le
cavitalisme.

Mais la recherche soviétique en

Afrique s'appuie aussi sur une tradi-tion bien antérieure à la révolution d'octobre. Dès le XVIII* siècle, l'Académie des sciences s'intéressait à l'Afrique. Le premier texte sur l'Afrique conservé dans ses archives date de 1729. Il concernait les ports de Zanzibar et de Mombasa. Un peu plus tard paraissait un guide de la géographie ancienne du continent noir, retraçant les étapes de sa découverte depuis Hérodote.

géographie ancienne du continent noir, retraçant les étapes de sa découverte depuis Hérodote.

A la fin du XVIII°, l'étude des langues africaines était assez avancée pour que, dans le dictionnaire comparé de toutes les langues et dialectes, l'une des grandes entreprises de l'Académie, figurent trente-trois langues d'Afrique, dont plusieurs idiomes bantous, ainsi que le maigache et le hottentot.

Cet intérêt pour l'Afrique allait de pair avec une certaine absence de préjugés raciaux : les armées de Pierre-le-Grand comptalent un général noir, le fameux Abraham Hannibal, esclave acheté par l'ambassadeur russe à Constantinople qui le présenta au tsar. Hannibal se maria en Russie, poursuivit sa carrière sous la grande Catherine, et Pouchkine se flattait d'être l'un de ses descendants directs.

Les recherches africaines s'orientèrent des le XVIII° siècle plus particulièrement dans deux directions, l'Ethiopie et le monde arabe. L'engouement pour la civilisation éthiopienne provenait de la parenté entre les Eglises orthodoxes copte et russe. Des chercheurs comme B.A. Dorn et B.A. Tourkaiev faisaient autorité en la matière au XIX° siècle, Pour le monde arabe, c'est le contact avec l'Islam qu'impliqualt la conquête des territoires russes d'Asie qui devait provoquer, au XIX° siècle, un développement remarquable des études dans ce domaine, notamment en Afrique du Nord et en Egypte. Puis, les « questions coloniales et nationales », qui se posaient très concrètement au nouveau régime soviétique dans les territoires posalent très concrètement au nouveau régime soviétique dans les territoires semi-coloniaux et musulmans de l'Asie, entraînèrent un essor et une nouvelle orientation de la recherche. Dans le orientation de la recherche. Dans le cadre des positions doctrinales prises par Lénine, les africanistes soviétiques s'intéressèrent ainsi aux mouvements de résistance nationaux à la colonisation et publièrent de nombreuses études sur des sujets tels que la lutte d'Abd El Krim dans le Rif marocain contre Français et Espagnols, le mouvement ouvrier d'Afrique du Sud et, à la veille du second conflit mondial, la conquête de l'Ethiople par les armées de Mussolini.

Le "saut à travers les siècles"

A PRES la seconde guerre mondiale, alors que s'annonce l'accession des territoires coloniaux à l'indépendent que par la lutte armée. dance. les questions économiques prennent une importance accrue. Comment vont s'organiser les nou-Comment vont s'organiser les nou-veaux Etats africains qui empruntent la vole socialiste? A cet égard, les chercheurs soviétiques considèrent que l'expérience acquise par leur pays au Kazakhstan et dans ses républiques asiatiques — Turkmenistan, Ouzbekis-tan, Tadjikistan, Kirghiztan, ainsi qu'en Mongolie — reste riche d'ensei-enements.

gnements. Ce point de vue est particulièrement ce point de vue est paracenerement mis en valeur dans un ouvrage récent de V. Solodovnikov, actuel directeur de l'Institut d'Afrique, et de V. Bogo-lovski, intitulé l'Expérience du déve-loppement non capitaliste, traduit en

français en 1975. Effectivement, les problèmes qu'eurent à résoudre ces républiques asiatiques s'apparentent étroitement à ceux des territoires d'Afrique sous tutelle suropéenne. Leur statut sous fempire tsariste était, soulignent les auteurs, un statut colonial. Dès lors, le développement des républiques asiatiques devait s'axer sur des impératifs analogues à ceux que se sont fixès la plupart des pays du tiers-monde : élimination de la féodalité locale, industrialisation, lutte contre l'analphabétisme, émancipation des

Bien entendu, ce vaste programme se heurta à de considérables diffi-cultés, et Solodovnikov et Bogolovski signalent les luttes qui précédérent ou jalonnèrent sa réalisation. Les deux auteurs consacrent d'ailleurs tout un chapitre à la ques-

tion religieuse, cruciale puisque la population de plusieurs des républiques soviétiques d'Asie est en large partie musulmane, et bouddhiste à l'origine en Mongolle. Leur réflexion débouche tout naturellement sur l'Afrique et ils notent que les puis-sances coloniales, après avoir consi-déré les religions autochtones comme

déré les religions autochtones comme autant de refuges du nationalisme, tentèrent ensuite de former une sainte alliance entre « musulmans, bouddhistes et néo-colonialistes » contre le communisme athée.

Le livre se poursuit par une étude des pays d'Afrique qui ont emprunté la voie socialiste : Algérie, Egypte (celle d'avant Sadate). Guinée, Congo, Somalie et Tanzanie. Cette analyse est pour eux l'occasion de réfuter les thèses de divers auteurs, notamment Frantz Fanon, défini comme un socialiste populiste qui épouse la théorie chinoise seion laquelle seule la paysannerie est révolutionnaire dans les pays coloniaux. Ils récusent ainsi les accusations chinoises contre l'URSS, notamment les propos de IUR.S.S., notamment les propos de Chen Pota qui affirmait, en 1967, que IUR.S.S., ne pouvait être prise pour modèle, car elle était, en fait, deve-nue un Etat capitaliste. Ils condamaboutir que par la lutte armée. Au passage, quelques jugements sont portes sur des expériences socialistes qui tournérent court : Nkrumah a din tounterent court : Nithinan a échoué parce qu'il n'a pas su consti-tuer un parti de classe (allusion au maintien de la bourgeoise des plan-teurs de cacao), et Modibo Keita parce qu'il avait désorienté les masses

parce qu'il avait désorienté les masses par des mesures antidémocratiques au sein de son propre parti.

Des critiques sont formulées aussi contre l'aide des puissances occidentales aux pays en voie de développement qui aboutit à un endettement au-dessus de leurs moyens, tout en favorisant le secteur privé et en accélérant la détérioration des termes de l'échange. Enfin, les auteurs contestent que la société coutumière africaine ne que la société contumière africaine ne recèle aucun antagonisme de classe. Alnsi, l'ouvrage de Solodovnikov et Bogolovski se présente-t-il comme un résumé de l'orthodoxie marxiste-léniresame de l'orandonie marxiste-leni-niste à l'usage des pays en voie de développement, dont le leitmotiv est l'affirmation que le passage direct d'une société féodale et arrièrée au socialisme et à la prospérité est pos-

sible.
C'est dire que la voie d'un progrès rapide est ouverte aux gouvernements d'Afrique et d'Asie qui, s'épargnant l'étape capitaliste, choisissent la voie socialiste du développement. Ils font ainsi « un saut à travers les siècles », ainsi « un saut à travers les siècles », selon le titre d'un ouvrage soviétique — traduit en anglais en 1968 sous le titre A Leap Through the Centuries — consacré lui aussi à l'expérience des républiques d'Asie centrale et du Kazakhstan. L'ouvrage s'ouvre par l'évocation du philosophe arabe El Farabi, né précisément au Turkistan au X° siècle, qui révait « d'une cité vertueuse où l'entraide traternelle condui-

X siècle, qui révait a d'une cité vertueuse où l'entraide fraternelle conduirait au bonheur ».

Les études africaines dans les
domaines de l'ethnologie et de la
littérature ne sont pas moins approfondies. En ethnologie, les prises de
position théoriques des chercheurs
soviétiques sont affirmées avec netteté,
par opposition, le plus souvent, aux
écoles de pensée occidentales.

Un ouvrage collectif de l'Académie

ècoles de pensée occidentales.

Un ouvrage collectif de l'Académie des sciences, traduit en français et intitulé Contre le racisme, qui comporte en particulier des monographles sur l'apartheid sud-africain et le problème noir aux Etats-Unis, débute ainsi par une étude critique des théories du ménérolithomisme et du relaainsi par une étude critique des thèories du néo-évolutionnisme et du relativisme culturel. L'auteur, une femme,
Y. Peirova - Averkieva, dénonce tout
d'abord la collusion de l'ethnologie
occidentale et de la colonisation en
s'appuyant, entre autres, sur des citations de deux ethnologues de renom,
le Britannique Daryli Forde et le
Belge Jacques Maquet, qui soulignalent l'utilisation des recherches de
leurs collègues en Afrique par l'administration coloniale — accusation

Par CLAUDE WAUTHIER

aujound'hui reprise en France dans l'ouvrage tout récent de Jean Copans, Anthropologie et impérialisme. Elle s'en prend plus particulièrement à la théorie du relativisme culturel de l'Américain Melville Herskovits. Celuil'Américain Melville Herskovits. Celui-ci, sélon Y. Petrova-Averkieva, entend se préserver contre tout reproche de racisme en affirmant que civilisations européennes et africaines ne sont pas comparables, de manière à éviter tout jugement de valeur qui considérerait comme inférieures les civilisations africaines; mais, ce faisant, dit-elle, Herskovits considère chaque culture comme unique en son genre, spéci-fique et immusable, et en arrive à exclure de sa recherche tout processus exclure de sa recherche tout processus de changement qualitatif, c'est-à-dire de progrès, et, bien plus encore, de toute loi générale d'évolution de l'hu-

Dans le même ordre d'idées, l'ethno-logue soviétique condamne les thèses de l'Américain J. Steward, qui, pour dépasser l'évolutionnisme de Darwin (taxé de marxisme aux Étais-Unis,

Anthropologie et impérialisme

L'E même article aborde les études arts et des lettres, et Orlova et Charevskaya s'y livren: à une critique serrée de la théorie de la négritude, ainsi que de deux ouvrages désormais classiques d'africanistes occidentaux, le premier sur la philosophie africaine, du R.P. Tempels, le second sur la littérature, de Janheinz Jahn.

rature, de Janheinz Jahn.

Elles admettent qu'au départ l'exaltation d'une spécificité et d'une beauté nègres avait une certaine justification dans la lutte contre l'assimilation forcée, mais estiment que, par la suite, la négritude a tendu à déboucher sur une sorte de « rucisme à rebours (2) » qui définit une Weltanachauung nègre, dont il fait la pierre de touche de la négritude, est jugé comme un encouragement aux écrivains noirs à s'attarder sur les « traditions africaines » au détriment des problèmes actuels.

La thèse du R.P. Tempels, mission-

La thèse du R.P. Tempels, mission-La thèse du R.P. Tempels, mission-naire flamand qui estimait que la philosophie inhérente aux croyances ancestrales des Bantous de l'ex-Congo belge était, en fait, proche du chris-tianisme, est rejetée pour des raisons analogues. Pour les auteurs de l'arti-cle, elle « est largement utilisée par l'Eglise dans l'intérêt du néo-colo-ninteme ».

Un autre article sur la littérature africaine, intitulé « le Heurt des époques dans la prose de l'Afrique occidentale » (paru dans l'Afrique dans les

note-t-elle, parce qu'il suppose une loi générale de l'évolution des peuples), a conçu un néo-évolutionnisme selon lequel l'histoire de la société humaine est la somme de systèmes fermés subissant une évolution dite « multi-linéaire », excluant toute loi universelle de l'histoire.

Elle conclut par une citation de Claude Lévi-Strauss : « Faut-il s'étonmer qu'aujourd'hui la doctrine du relativisme culturel soit inacceptable, même pour les peuples au nom desquels elle était soutenne, alors qué lez ethnologues, paritsans de l'évolutionnisme unilinéaire, trouvent un appui inattendu parmi les peuples qui aspirent suriout à profiter des bienjaits de l'industrialisation et qui préjèrent se considérer temporarement arrièrés plutôt qu'uniques de façon permanente? »

D'une manière plus générale, ainsi que le soulignent A.S. Orlova et B.I. Charevskaya, deux autres femmes, dans un article du gros volume en français sur les Etudes africaines en U.R.S.S. (qui date de 1969), les ethnologues soviétiques récusent la distinction souvent faite en Occident entre peuples historiques et non historiques. Ils contestent, par ailleurs, le fonctionnalisme de Malinowski — qui dominait l'ethnologie anglo-saxonne entre les deux guerres — pour lequel « les races ont leurs particularités psychiques et ne peuvent être considérées comme égales ». Ce point de vue a été critiqué sévèrement par les deux grands sociologues soviétiques D.A. Olderogue agales 3. Ce point de vue a ese criti-qué sévèrement par les deux grands sociologues soviétiques D.A. Olderogue et I.I. Pothekine, qui y ont vu « une tentative non dissimulée de fonder scientifiquement la politique colo-

négritude qui trend à coposer l'esprit occidental, imprégné de rationalisme et de matérialisme, à la religiosité et à l'émotivité nègres. La négritude ainsi entendue, écrit-elle, est parfaitement

l'émotivité nègres. La négritude ainsi entendue, écrit-elle, est parfaitement illustrée par le roman du Sénégalais Cheik Hamidou Kane, l'Aventure ambigué, dont le héros, jeune musulman peulh, est déchiré entre sa croyance en Dieu et le matérialisme athée, le second ayant sur le premier la supériorité de s'être approprié les techniques de la civilisation, mais d'une civilisation sans âme dont l'homme n'est plus la fin. C'est là, estime Breskina, une opposition artificielle entre l'Europe et l'Afrique. La plupart des romanciers ouest-africains, dont Ferdinand Oyono, Mongo Beti, sembène Ousmane, dit l'auteur, ont, à l'inverse, non seulement axé leurs ouvrages sur les aspects odieux de la colonisation, mais encore, à l'occasion, dénoncé les côtés négatifs des coutumes ancestrales. Comme le dit un des héros de Bongo Beti : « Les Blancs et les vieux, c'est la même chose, » Ainsi, il n'y a pas « conflit de cultures » mais « heurts des époques ».

L'effort de traduction d'écriveins

considérable. Une brochure intitulée Cultural Exchanges between the U.S.R. and Africa 2, de Maria Rait (qui est une spécialiste des langues hamitiques), mentionne ainsi la parution de quaire anthologies : Contes des peuples d'Afrique, tiré de la tradition orale, Au sythme du iam-iam, qui réunit des poèmes de Senghor, David Diop, Kelta Fodeba, Kobina Parkes, Tchicaya U.Tamsi, Rabemananjara, etc., Folklore et littérature des peuples d'Afrique, consacré à la littérature en langue vernaculaire, et un recueil de poètes africains d'expression portugaise. Elle signale aussi un ouvrage de critique, d'auteurs africains et soviétiques, Littérature des pays d'Afrique, et une collection d'écrivains noirs dans laquelle ont paru, entre autres, des écrits de Benjamin Matip, Richard Rive, Mongo Be ti, Ferdinand Oyono, Cyprian Ekwensi, Peter Ahrahams, etc. Beti, Ferdinand Oyono, Cyprian Ekwensi, Peter Ahrahams, etc.

A cet effort en direction du lecteur russe correspond, hien évidemment, un effort paralièle en direction des lecteurs africains. Les ouvrages, brochures et articles mentionnes ci-dessus et traduits du russe en français ou en anglais ne représentent bien sûr qu'une très faible partie des publications soviétiques dans les langues européennes utilisées en Afrique et dans les langues africaines. Les ceuvres les plus importantes de Marx. Lénine, Engels, etc., ont été traduites notamment en swahill, en haoussa et en amharique. Les Editions du Progrès publient régulièrement en langues étrangères, en français entre autres, des ouvrages de vulgarisation, tels que le Mouvement de libération nationale en Afrique occidentale, de N. Gavrilov, Problèmes économiques africains. de L. Alexandrovskala, etc. Chaque année paraît, en anglais et en français, un annuaire recueillant une série d'articles d'africanistes sur des sujets divers. Chaque année également, un volume broché trilingue (français, anglais, russe) donne une bibliographie des livres, brochures et articles consacrés à l'Afrique publiés en U.R.S.S. études soviétiques - annuaire 1968) fait lui aussi le procès de la négritude, à partir de la notion de « conflit » ou de « rencontre » de cultures élaborée par Arnold Toynbee. C'est de cette notion même que découle, souligne l'auteur, F.M. Breskina, le concept de

Ainsi, dans le domaine des sciences Ainsi, dans le domaine des sciences humaines, l'U.R.S.S. s'est-elle équ:pée, depuis la seconde guerre mondiale, pour acquerir une connaissance sérieuse d'un contingent avec lequel — sans parler de l'éloignement géographique — elle était moins familiarisée que l'Europe occidentale en raison de son passe colonial, ou que les Etats-Unis à cause de leur population poire.

(1) L'Université de l'amitié entre les pruples, ou Université Patrice-Lumumba, créée en 1961, accuelle pour sa part les étudiants du tiers-monde, et n'est pas spécialisée dans le recherche africaine. Elle comptait, dès 1968, environ quatre mille étudiants originaires de quatre-vingt-cing pays répartis dans différentes disciplines qui vont de la physique à l'histoire, en passant pas l'économie politique et la médecine.

(2) Les critiques africains de la « négritude » — telle qu'elle est exprimée,
en particulier, dans l'œuvre de Senghor —
iul adressaient des reproches queique peu
différents : Sekon Touré y voit une
dangereuse tentative de perpétuer un
métissage culturel au profit de l'Europe,
tandis que Fanon regrettait que la queit
des traditions qu'elle implique se réduise
à une banale recherche d'exotisme.

DES AMBASSADES CARNET

• A l'occasion de leur départ, l'am-bassadeur de la République populaire de Pologne et Mme Emil Wojtaszek ont donné une réception le 14 avril. ● L'ambassadeur de Grande-Bre-tagne et lad- Henderson ont offert une réception le 21 avril à l'occasion

du départ du ministre plénipotentiaire et de Mme Christopher Ewart-Biggs. A l'occasion de leur départ, l'am-assadeur de l'Inde et Mme Dwarka Nath Chatterjee ont donné une récep-tion le 21 avril.

● Le comité du Front uni national du Kampuchea a organisé une soirée commémorative le 24 avril, suivie d'une représentation artistique à l'occasion du premier anniversaire de l'indépendance nationale du Kampu-chea démocratique.

A l'occasion de leur départ, le premier secrétaire, adjoint au conseil-ler chargé de la presse près l'ambas-sade de Grande-Bretagne et Mms Andrew Palmer ont offert une réception

● L'ambassadeur de la République socialiste fédérative de Yougoslavie et Mme Radomir Radovic ont donné une réception le 26 avril, à l'occasion de la visite en France d'une délégation parlementaire yougoslave.

M. K. Hironaga, ambassadeur du Japon chargé des affaires de l'UNESCO et M. C. Hiraoka, délégué permanent du Japon près l'UNESCO,

ont présidé à l'inauguration des Jour-nées japonaises (27 avril-7 mai) le 27 avril au siège de l'UNESCO.

époques ». L'effort de traduction d'écrivains africains en Union soviétique est

• L'ambassadeur de la République togolaise et Mme Napo ont offert une réception le 27 avril à l'occasion de la fête nationale.

A l'occasion de la fête nationale. l'am bassade ur du Portugal et Mme Coimbra Marins ont donné une réception le 28 avril dans les salons de l'ambassade.

• Le comité central du parti com-muniste français a offert une récep-

tion le 29 avril à l'occasion de la visite de membres du parti du Front de libération nationale d'Algérie.

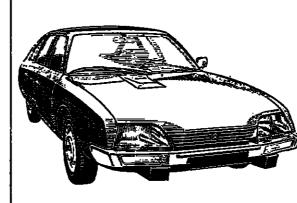
• A l'occasion de la sortie du livre de Hassan II, le Défi et en présence de M. Bahnini, ministre d'Etat chargé des affaires culturelles, M. Youssef Ben Abbes, ambassadeur du Maroc, a don-né un cocktail le 29 avril.

Nécrologie

 M. Alberto Coloma Silva, ancien ambassadeur de l'Equateur, est décède le 20 avril.

A DEUX HEURES DE PARIS PAR AUTOROUTE SUD PROPRIÉTÉ EXCEPTIONNELLE XIIº SIÈCLE

(Classée M.H. - Subventions. - Exonérations fiscales) Cour intérieure, 8 pièces principales, 2 bains, mazout, garage, garde. Ecrire: mº 32455 P.A. SVP 37, rue du Général-Foy, 75008 PARIS.

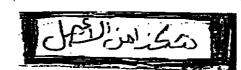


Le Département des Relations Internationales de Citroën Champ-de-Mars,

créé, particulièrement, à l'intention de Messieurs les Membres du Corps Diplomatique et des Organismes Internationaux, se tient à leur entière disposition pour tout renseignement qu'il leur

FILIALE DE S.A. A.-CITROEN 6-10, me de la Cavalerie, Paris 15°, Télez: TT CITRO 204.833 F. Tél. 667.99.20 - 783.52.76.

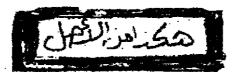
CITROËN**⊗** CX



ECRIVEN

- 44 2

1.00



Politique et littérature

POURQUOI « ILS » ÉCRIVENT...

Par BERNARD CASSEN

S I, de Harold Macmillan à Harold Wilson, les dirigeants britanniques ont toujours veillé à faire oublier leur caractère intellectuel et si l'actuel titulaire de la Maison Blanche se fait gloire de... son homonymie avec un trust automobile (« Tsuis un gars du Michigan et mon nom est Ford »), les hommes politiques français, au contraire, se font volontiers hommes de lettres. La « République des professeurs » a certes cédé le pas à celle des « énarques », mais les a celle des « enarques », mais les deux ont en commun un certain culte du diplôme et, malgré l'envahissement de l'audio-visuel, un souci d'affirmer leur appartenance à l'intelligentsia, sinon à rester présents dans l'histoire par leurs ouvrages. Ce prurit de l'écriture transcende les frontières des partiss : à un certain niveau de restis: à un certain niveau de res-ponsabilité, on se doit d'avoir un ou plusieurs livres à son actif pour ne pas déchoir. Leur qualité im-porte finalement peu. L'important c'est d'être imprimé.

De Charles de Gaulle à Georges Pompidou, « agrégé sachant écrire », puis à Valéry Giscard d'Estaing qui, lors de sa dernière conférence de presse, s'arrangea pour citer un personnage d'un roman de Pierre Mac Orlan datant de 1911, la fonction présidentielle n'échappe pas à la fascination littéraire.

7.5

ASSADES

THIS PIR THURBLE D

EXCEPTIONNELLE

· SIECLE

Si le livre affermit le statut d'un homme politique, il répond aussi à d'autres motivations. Selon l'appertenance de son auteur et le moment où il est publié, il a des fonctions très différentes qui vont de l'avancement militant d'une idée au règlement de comptes, en passant par la confirmation d'une image de marque personnelle qui doit immédiatement, comme dans toute bonne publicité, être perceptible dans le titre. On n'est pas surpris que Michel Debré, « baron » intégriste du gaullisme, ait Une certaine idée de la France (1) que Jacques Chaban-Delmas, général, rugbyman, tennisman et aprinter, nous apprenne qu'à chaque aurore renaît son Ardeur (2), qu'un troisième « baron », Olivier Guichard, tout de calme et de mesure, s'accommode d'Un chemin tranquille (3) et qu'après avoir mis Cartes sur table (4), comme un conquerir le pouvoir Michel Poniatowski vise maintenant à Conduire le changement (5).

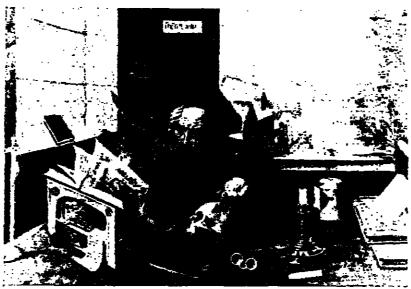
Dans l'opposition, les règles sont les mêmes. Il est dans l'ordre des choses que Pierre Mendes France ait légué comme leçon politique l'exigeante nécessité de Choisir (6), en rupture avec la grande tradition de la famille radicale selon laquelle. pour reprendre la célèbre formule du bon Dr Queuille, « il n'y a pas de problème que l'absence de solu-tion ne finisse par résoudre ». Robert Fabre avec Quelques baies de genièvre (7) nous restitue un peu de cette atmosphère d'école buissonnière et d'accents d'Occitanie que les radicaux de gauche ont

héritée des « radicaux du Sud-Ouest » de la IV République. Etienne Fajon reprend un thème du combat actuel du parti communiste en rappelant, sur le communiste en rappeiant, sur le fond rouge de la converture de son livre: Ma vie s'appelle liberté (8). René Andrieu, rédacteur en chef de l'Humanité, confirme que son objectif et celui de ses camarades c'est, pour reprendre le vers d'Elnard, Du bonheur et rien d'autre (9). Pierre Juquin, membre du comité central, réaffirme que le communisme de notre temps c'est maintenant le Sens du réel (10). On notera que ces trois ouvrages sont publiés chez des éditeurs « bourgeois », ce qui va certes réduire à peu de choses leur diffusion militante (celle-ci étant réservée, cent expensitées à le mandation des sanf exception, à la production des Editions sociales), mais montrera que les dirigeants communistes ne aucun ghetto, fût-il éditorial.

Edouard Depreux qui, pour des raisons de principe, rompit avec la S.F.I.O. pendant la guerre d'Algérie pour se retrouver dans le quasidésert politique du P.S.A. puis du P.S.U., à laissé tout simplement les Souvenirs d'un militani (11). Mi-chel Jobert, qui prétend se situer politiquement « silleurs », ne peut bien entendu faire moins qu'avoir un Autre regard (12).

Pour un éditeur, c'est générale-ment une excellente opération que de publier un homme politique connu. Le public escompté est d'abord le « noyau dur » des mili-tants, à qui l'ouvrage sera recommandé dans les bulletins intérleurs de son parti, à qui il sera offert à la vente dans les fêtes, réunions, congrès, etc. Au-delà, on s'adressers à tous les lecteurs friands de politique intérieure. Ils peuvent se chiffrer par milliers, voire par dizaines de milliers. C'est une facon de se remettre au premier plan, d'apparaître à la télévision, d'être interrogé à la radio, de faire l'ob-jet de comptes rendus dans la presse écrite. Les milieux de l'information et ceux de la politique vivent en constante symbiose; aussi un homme politique on un journaliste bénéficiera-t-il a priori d'une « couverture » infiniment plus grande, même pour un premier ouvrage médiocre, qu'un romancier déjà chevronné ou un chercheur confirmé.

Il ne faut pas négliger non plus un certain aspect de « voyeurisme »: lire les souvenirs de M. X., c'est pénétrer dans l'intimité des grands de ce monde, connaître le dessous des affaires, s'intégrer au « cercle magique » de la politique. C'est en tenant compte de ces différents facteurs que l'on va s'ef-forcer de classer en quelques catégories la quinzaine d'ouvrages récemment parus et ou des hom-mes politiques français parlent d'eux-mêmes (on exclura donc romans, essais historiques ou théo-riques, d'ailleurs plutôt rares).



LECONS D'UNE VIE OU MEDITATION SUR LA MORT?

effectivement confondue avec celle son parti, mais sa sensibilité affleure fréquemment, ne serait-ce que lorsqu'il évoque ses angoisses de père de famille sans nouvelles de son fils pendant quelques heures lors de la manifestation du 8 fé-vrier 1962 où, devant les grilles du metro Charonne, on denombra huit morts, tombés sous les coups de la police de M. Roger Frey, ministre de l'Intérieur. On peut aussi ranger parmi les chroniqueurs sereins Edgar Pisani qui évoque avec verve et entrain sa passion de gaulliste dans le Général indivis (16). C'était, il est vrai, quelques mois avant d'être réèlu au Sénat sous l'étiquette socialiste.

Les personnalités qui ont occupé des fonctions éminentes ont pardes fonctions éminentes ont par-fois quelque peine à s'en remettre et se posent désormais en recours. Dans l'Ardeur, Jacques Chaban-Delmas se reproche « d'aroir sous-estimé la brutalité et les irrégula-rités de l'adversaire » qui l'a mis hors jeu en mai 1974. La politique est certes un grort comme nous est certes un sport, comme nous le rappelle l'ancien premier ministre, qui n'a pas de collaborateurs mais des « coèquipiers » et qui, lorsqu'on évoque devant lui la jeunesse de Valery Giscard d'Estaing, lance : « Sur l'état civil, je suis battu en effet. Mais, sur cent metres, ce serait peut-être autre chose. > Et, dans ce sport, on se relève difficilement de la « fragilité », surtout lorsque la « rigueur est cachée, je le concède, sous une vivacité, une ardeur de plaire... »

Michel Jobert est bien modeste. Ne pressentant pas qu'il irait un

jour < monter un haut-parleur sur [sa] roiture pour aller autour des places des rillages rers ceux qui roulaient [l']:entendre : (12), il avait d'abord obstinement décliné le porteteuille de ministre des affaires etrangères que lui offrait le president Pompidou en 1973. « Et hèlas! il revenait à la charge, rompant le silence en me demandant instamment de « lui rendre le servics d'accepter ce poste. » Voilà comment, en « rendant service :. on se constitue peut-être un destin national et en tout cas un mouvement politique qui, lorsqu'il tient congrés, inscrit sur ses banderoles : « Souriez, vous entrez dans le monde merreilleur du Moure-ment des démocrates. > Le monde « d'ailleurs » ou de l'Autre regard a effectivement ses règles (y com-pris grammaticales) propres et on n'y est pas chiche en fortes maximes que lecteurs et militants pour-ront méditer tout à loisir : « Un conseil pourtant : si rous le pourez, ayez toujours un arbre dans votre vie. Il vous tiendra compagnie partout, même à Manhattan. »

Olivier Guichard, lui, ne donne pas dans l'emphase. Il a trop fréquenté les cabinets pour être impatient ou aigri. Il sait d'experience que « la part du jeu, de la puis-sance, est si grande dans la vie politique qu'elle facilite le succès des hommes de jeu et de puissance : les calculateurs et les aventuriers. > N'étant sans doute ni l'un ni l'autre, il poursuit placidement son Chemin tranquille, · où ne manquent pas les ornières et qui pourtant mêne où l'homme doit aller ».

directe avec la réalité. Comptables

tions, sachant qu'elles seront, le cas échéant, utilisées contre eux

par leurs adversaires, ils sont gené-

ralement prudents et peu enclins, à l'inverse des « chroniqueurs », à

faire trop de confidences inutiles.

Leur carrière politique est encore devant eux. Michel Poniatowski

n'a eu que plus de mérite à publier

Cartes sur table un an avant d'en-

trer au gouvernement et deux avant d'être le premier des mi-

nistres. Dénoncer les écoutes télé-

tout moment de leurs affirma-

Les oracles et les responsables

Es oracles incarnent aux yeux de leurs partisans comme de leurs adversaires une rigueur qui commande le respect. On ne les soupconne pas d'ambitions vul-gaires. Michel Debré reconnaît avoir exercé les fonctions de premier ministre c de jaçon assez autoritatre », mais l'autorité de l'Etat ne fait-elle pas partie d'Une certaine idée de la France? A lire ses entretiens avec Alain Duhamel. on découvre un homme véhément, pourfendeur de « l'immobilisme ou de la subversion, sans autre ambition que de demeurer un combattant ». Aux éternels insatisfaits qui contestent notre société, il rappelle les progrès accomplis. Critique-t-on la « civilisation de la pollution », il clame : « A-t-on oublié les épi-démies de peste et de choléra, les

De Pierre Mendès France, il est généralement admis qu'il a tougeneralement admis qu'il à tou-jours fait passer ses principes avant toutes choses, n'ayant « pas éprouve au même degré que tel autre l'ambition impatiente, lancinante du pouvoir, le goût du pou-voir > (6). C'est ainsi que, souffrant, il refusera en mars 1973 une inves-titure qui lui eût sans nul doute rendu son siège de Grenoble conquis en 1987 et perdu pour une centaine de voix en 1988. Sa réflexion sur l'homme d'Etat et le pouvoir, qui préface la série de portraits politiques de La vérité guidait leurs pas (17), est un vi-brant plaidoyer en faveur de la démocratic de la parole donnée démocratie, de la parole donnée, jusque dans leurs extrêmes consèquences : « Le suffrage universel a tous les droits, y compris le droit à l'ingratitude. > Qui pourrait dire si, comme de Gaulle renvoyé à Colombey en 1969, Pierre Mendes France n'éprouve pas une morose délectation de cette « ingrati-

Engagés dans l'action quotidien-ne, occupant le pouvoir ou le sen-tant à leur portée, les responsables ne souffrent d'aucun complexe, et leurs écrits ont une vigueur qui est le fait des hommes en prise

qu'en anglais au téléphone...., poser au défenseur des libertes individuelles menacées par l'ordinateur. se déclarer préoccupé par les inculpations et internements abusifs, deplorer les sévices policiers et la multiplication des polices privées, n'était pas de nature à faciliter la tache du ministre de l'Intérieur de l'époque. Comme il est bien connu mis fin à tous ces agissements, comme peuvent en témoigner les soldats et civils traduits devant la Cour de sûreté de l'Etat, les promoteurs du projet SAFARI, les militants ouvriers agressés par les milices patronales et les travail-leurs immigrés expulsés au petit matin, Michel Poniatowski peut maintenant philosopher sereine-ment sur la meilleure façon de Conduire le changement.

François Mitterrand n'a pas les mêmes soucis. Ses chroniques reu-nies dans la Paille et le Grain (18) arrêtent au lendemain du 19 mai 1974 où il aurait e roulu sécher les yeux de ceux qui n'en peurent plus d'attendre et d'espèrer ». Fort au-jourd'hui de ses succès électoraux, il devançait en quelque sorte l'éve-nement en annonçant : c Notre peuple a autre chose à faire que s'attarder.Moi aussi. >

phoniques (Michel Jobert raconte qu'à un certain moment le bruit courait que — pour se protéger ! — Valéry Giscard d'Estaing et son fidèle lieutenant ne se parlaient

Profondément chaleureux est le journal de l'année 1975 de Robert Fabre (7). On y découvre un hom-me resté simple, encore étonné de s'être trouve placé sur l'avant-scène (même si son statut de troisième homme aux côtes de Georges Marchais et de François Mitterrand est un peu formel) et qui, le dimanche, tient le service des ur-gences dans sa pharmacie de Villefranche - du - Rouergue. C'est seulement dans les petites villes de province que la politique peut garder ce visage humain qu'il affectionne. Qui donc, parmi les hommes politiques, aurait la fran-chise un peu naïve d'écrire ce que tous ont dû ressentir, un jour de victoire, quand bien même ils ne prêtendaient vibrer que pour la France ou pour le peuple : c Comme mon père serait fier! >

(1) Michel Debré, Une certaine idée de la France (Fayard, 1972). (2) Jacques Chaban-Delmas, l'Ardeur (Stock, 1975). (2) Olivier Guichard. Un chemin tran-quile (Plammarion, 1975). (4) Michel Poniatowski, Cartes sur table (Fayard, 1972). 15) Michel Poniatowski, Conduire le changement (Payard, 1975). (8) Pierre Mendès Prance, Choisir (Stock, 1974). (8) Etienne Fajon. Ma rie s'appelle liberté (R. Lationt, 1976). (9) René Andrieu. Du bonheur et rien d'autre (Stock, 1975). (10) Pierre Juquin, le Sens du réel t, 1971). (11) Edouard Depreux, Souvenirs d'un nittant (Payard, 1972). (12) Michel Jobert, l'Autre regard Grasset, 1976). (13) Roger Duchet, la République épm-glée (Alsin Moreau, 1975). (14) André Cornu, Mes républiques in-discrètes (Jean Dullis, 1976). (15) Bigeard, Pour une parcelle de gloire (Plon, 1975). (16) Edgar Pisani, le Général indivis (Albin Michel, 1974). (17) Pierre Mendés Prance, La vérité guidait leurs pas (Gallimard, 1976). (18) François Mitterrand, la Paule et le Grain (Flammarion, 1975).

Chroniqueurs et ci-devant

A L'AUTOMNE de leur carrière A ou déjà à la retraite, ayant définitivement renoncé à l'exercice du pouvoir, certains peuvent pren-dre du recul avec sérénité. N'attendant plus de faveurs, ils recouvrent leur franc parler et ne se privent pas d'égratigner les personnages en place. Ainsi dans la République épinglée (13), Roger Duchet, ancien secrétaire général du C.N.I. (Centre national des indépendants) et l'un des faiseurs de rois de la Quatrième République, trace-t-il quelques portraits au vitriol et évoque-t-il des épisodes désoplants des intrigues des années 50. Le « mythe Pinay » y est mis en pièces par celui-là même qui l'avait suscité.

André Cornu, secrétaire d'Etat aux Beaux-Arts de 1951 à 1954, a attendu d'être octogénaire pour livrer, dans Mes republiques indiscrètes (14), quelques souvenirs. Sans doute s'illusionne-t-il quelque peu en croyant que les générations futures retiendront éternellement son nom comme restaurateur du château de Versailles. A côté de cette grande œuvre de sa vie poli-tique, une grande déception : n'avoir pas été élu président de la République en 1953. Il disposait pourtant de tous les atouts au départ : l'appui d'un grand nombre de ses collègues sénateurs, de ses

amis députés et une jeune épouse dont il pensait que « sa prestance et son charme jeraient merceille à l'Elysée ». Las! Ayant découragé l'ardeur d'un semillant dirigeant gaulliste, elle fit perdre à son mari les cent trois voix R.P.F. qui lui étaient nécessaires, et c'est René Coty qui, au treixième tour, accèda

à la magistrature suprême. Le général Bigeard ne songeait sans doute pas qu'il ferait plus tard une carrière ministérielle en écrivant en 1973 le manuscrit de Pour une parcelle de gloire (15). Evoquant en langage de chambrée sa carrière militaire bien remplie, il donne l'image d'un « p'itt gars d'chez nous » arrivé au sommet des honneurs, en restant proche du peuple. Est-il censé le représenter dans les consells de gouvernement, comme un O.S. représente les tra-vailleurs manuels au cabinet de M. Stoleru et les éboueurs le pro-létariat matinal et immigré aux petits déjeuners de l'Elysée ?

Etlenne Fajon se demande dans som livre (8): «La vie d'un homme, ma vie; est-ce praiment intères-sant? ». Et il constate : « Je m'aperçois, relisant parfois ce qu'il m'a été donné d'écrire au long de ma vie, que je ne me suis presque jamais exprimé à la première personne du singulier. > Sa vie s'est

< Les Grands de ce monde > -

UAND elle procède d'un grand talent et d'une parfaite connaissance psychologique du milieu, la fiction politique est parfois plus instructive que la - vraie - réalité. A cet égard, le dernier roman de Bertrand Poirot-Delpech, les Grands de ce monde (1), nous apprend beaucoup sur les ressorts et les rituels

Le livre, partie monologue intérieur d'un garde républicain préposé à l'Elysée, partie séquences où interviennent une demi-douzaine d'autres personnages, pourrait s'appeler - Sept jours en mai 1968 -, de l'effondrement apparent du régime au redressement ponctué par le discours de de Gaulle et la manifestation des Champs-

Quelques personnages réals : de Gaulle, Mendès France. D'autres qui ne sont pas véritablement - à clès - tant ils correspondent à des figures classiques de la V* République : Monsieur Frank, qui, derrière la - couveriure - d'un cabinet de gestion, la F.R.I.M.E., exerce ses activités de barbouze (il aurait soufflé à de Gaulle le - le vous ai compris - d'Alger) : Astrid György, l'aristocrate gauchiste du septième arrondissement, ce quartier où - les tarés de droit divin et les bachoteurs de la compétence se retrouvent comme par hasard sur le même palier » ; André-Jacques Henri-Duval, normallen et arriviste, ancien condisciple de Monsieur Frank. qui l'a introduit auprès d'un de Gaulle à la recherche - d'autres Giscard pour la relève - mais - des Giscard sans Poniatowski pour leur monter à la tête -. Bob Saint Rut, le promoteur, qui ne revendique - pas un passe-droit, le vous dis, juste un coup de pouce ».

Témain privilégié, en tant que chautleur de voiture officialle, des petitesses des grands de ce monde, le garde Tonio Manuelli sera aussi le dépositaire d'un secret d'Etat : ce n'est pas à Baden-Baden que de Gauille est allé le 29 mai 1968, mais au métro Balard, où Tonio lui a tenu compagnie.

Ecrit, on le sent, dans la joie, le roman de Poirot-Delpech est véritablement dévastateur : les lics, les modes, les impostures, les faux-semblants de la classe dirigeante et de ses amuseurs appointés y sont pourfendus avec entrain. L'espoir n'y est pas non plus absent : - Celul d'un village immense dont les cloches n'ont pas encore sonné, meis dont l'heure arrive, vous ne croyez pas ? -

(1) Bertraté Poirot-Delpech, les Grands de ce monde (Gallimard, 1976).

« Le Projet espérance », de Roger Garaudy

Par YVES FLORENNE

ESPERANCE de Roger Garaudy est, on le sait, une espérance en quelque sorte totale, qu'on pent regarder, selon sa peute, comme contradictoire, merveilleusement unifiante, utopique, réaliste transcendante, doublement impie et hérétique (à l'égard de deux religions inconciliables) ou tout simplement évangélique : puisqu'il possède l'espérance chrétienne et nourrit celle d'un communisme pur. On sait aussi qu'après une longue marche sur une route traversée il a trouvé son cheminement égal et assuré entre Marx et Jésus.

C'est dans cette perspective que s'inscrit son « projet »: et comme il est donné pour un contre-projet, le seul salutaire, c'est que tous les autres élaborés aujourd'hui sont, plus ou moins, des projets désespérance.

Qu'on ne s'y trompe pas : ce projet-là est résolument terrestre, comme d'ailleurs le christianisme même de Roger Garaudy. Ce sont donc les périls mortels courus par cette terre et l'humanité dont elle est le lieu que l'auteur considère à son tour avec angoisse. L'angoisse « la plus grave ». celle qui n'avait « jamais pesé sur les hommes » : celle de la survie de la planète. Pourtant, on s'étonne toujours d'une telle affirmation. C'est, au contraire, la fin de la planète et de l'homme terrestre qu' a toujours èté annoncée et qu' est, pour C'est, au contraire, la lin de la planéte et de l'homme terrestire qui a toujours été annoncée et qui est, pour les chrétiens, article de foi et même d'espérance. Seulement, il en est de cette fin totale comme de la mort : nous ne concevons pas qu'elle puisse être pour aujour-d'hui, ni même que cela nous concerne personnellement. Seulement les autres. Et, en l'espèce : les autres d'un lointain futur. Or nous pourrions bien y être.

faut sans doute une certaine force d'ame et d'ima-I gination pour accepter la pensée, et peut-être y trouver quelque exaltation, d'être les témoins de cette fin. les derniers hommes. Avec cette différence essentielle, cette nouveauté écrasante, que, cette fois, elle serait le fait de l'homme, non de Dien ou de la nature. Bref, comme tout le monde, Roger Garaudy ne prend en compte qu'un avenir quasi éternel, encore qu'il soit menacé de mort et serait en tout cas désastreux s'il s'inscrivait dans la trajectoire que le présent lui assigne.

s'inscrivait dans la trajectoire que le présent lui assigne.

D'ailleurs, la « bombe » supposée neutralisée, c'est encore plus qu'il n'en faut pour nous détruire que l'énergie nucléaire « pacifique ». Le réquisitoire, ou plutôt la prophétie, vise encore des maux moins foudroyants mais leutement asphyxiants, tels que l'automobile, cette « vache sacrée », et tout ce qui fait de la société de croissance et de « stimulation systématique du désir » une « société criminogène » et suicidaire. Alors, la décroissance? Non, certes, mais une autre croissance. Ce sont, Dieu me pardonne, les mots mêmes prononcés par M. Giscard d'Estaing, qui les avait empruntés, il est vrai, à Robert Lattès. Pour celui-ci comme pour Roger Garaudy, on imagine que ces mots-là ont un contenu un peu différent.

La critique porte sur les deux types actuels de société.

La critique porte sur les deux types actuels de société, dans la mesure où l'une et l'autre communient dans la même « religion » de la même croissance, qui n'est que

croissance pour la croissance, avec des motivations et des critères exclusivement économiques, sans ancune « finalité humaine ». En outre, ou plutôt en conséquence, car tout est lié : dans ces deux sociétés apparemment opposées, toute décision vient d'en haut. L'êchec est double et total : il n'y a pas plus de « libre entreprise » ici qu'il n'y a là de socialisme. Enfin, « il faut dire très clairement que dans un marxisme scientiste prétendant que tout problème humain peut être résolu « scientifiquement », dans un marxisme « unidimensionnel » faisant de l'athèisme un dogme, cet athèisme devient un « oplum du peuple ». Où il rejoint Santiago devient un « opium du peuple ». Où il rejoint Santiago Carrillo — dans le P.C. espagnol actuel, Roger Garaudy serait à l'aise — déclarant que « le dogmatisme marxiste peut devenir un opium du peuple ».

TI. faut donc revenir à la pureté de l'évangile — socia-liste. Sur cette pierre sera hâti le projet espérance. Il consiste d'abord à ramener l'inspiration et le fonc-tionnement de l' « en haut » à sa base. Et d'abord le marché: soustrait aussi blen à l'anarchie libérale et au despotisme non éclairé du profit qu'au dirigisme de l'État.

Il s'agit donc d'un projet autogestionnaire, qui est décrit avec précision, à partir d'une note de Michel Rocard. Alors, l'entreprise ne sera plus une « société de capitaux » mais une « société de personnes ». On pourra ensin parler de libre entreprise. Mais l'autogestion est le principe même de la démocratie, qui déborde donc l'économique, embrasse le politique et toute la vie sociale, instituée à la « démocratie directe et authentique, substituée à la « démocratie » déléguée.

Roger Garaudy ne prétend pas écrire un traité ni formuler un programme : simplement, tracer des « pistes de réflexion ». Mais la fin, et les moyens qu'elle implique, sont très clairement définis et ne tolèrent pas le compromis. Les « fondements objectifs de notre espérance » sont solidement posés. Le projet est essentiellement porté par un triple pillier; une certaine conception : de l'homme, de l'histoire, de l'avenir. L'homme (le « sens de l'histoire » rejeté) étant le créateur de cette histoire — la sienne — et de cet avenir. Mais c'est ici qu'est mise en lumière l'idée-force (qui sera répudiée avec le plus de force aussi par les « dogmatiques ») de transcendance. Elle est dans la trame du livre entier, et définie dans les dernières pages. « non pas seulement attribut de Dieu, mais dimension essentielle de l'homme ».

Telle est l'esquisse vigoureuse du nouveau modèle de civilisation qu'il est urgent d'inventer et de choisir. Demain peut-être, après-demain sûrement, il sera trop tard. Pour que l'avenir soit, il faut s'arracher à une conduite qui fait de lui une « extrapolation suicidaire du présent ». Savoir concevoir et constraire un vrai socialisme, tel qu'il n'en existe pas même l'ombre, impliquant « la poursuite d'autres fins ». Autrement dit : des fins autres que la fin tout court. Roger Garaudy ne prétend pas écrire un traité ni

fins autres que la fin tout court.

* Robert Laffont, Paris, 1976, 226 pages, 30 F.

AFRIQUE

Rhodésie et Namibie, bastions menacés du pouvoir blanc

DEPUIS de longues années déjà, des guérilleros se battalent dans l'indifférence quasi générale contre le pouvoir blanc en Rhodésie et en Namibie (ex-Sud-Ouest africain). Il aura fallu l'indépendance du Mozambique et la guerre d'Angola pour que l'Occident prenne vraiment conscience de la situation explosive créée en Afrique australe en un siècle de colonisation. Pour le moment, l'Afrique du Sud — pièce maîtresse du système de domination blanche — gagne du temps en s'employant à règler le sort des deux derniers bastions du colonialisme subsistant audelà de ses frontières, faisant pression tions du commaname substant au-delà de ses frontières, faisant pression sur son « ex-allié » de Salisbury, orga-nisant une mise en scène constitu-tionnelle à Windhoek.

Deux livres récents sur la Rhodésie et la Namibie, qui feront sans doute découvrir à un public européen non anglophone la situation réelle des populations africaines dans ces pays, montrent la fragilité de la cause qu'y défendent encore les tenants minoritaires du pouvoir blanc.

Dans le Drame rhodésien (1), Roland Pichon rappelle que l'amendement Byrd avait permis au gouvernement américain de reprendre ses achats de chrome à la Rhodésie, au mépris des sanctions économiques imposées par les Nations unies. L'amendement est tenioure en riouser mois celentes par les Nations unies. L'amendement est toujours en vigueur, mais cela n'a pas empêché M. Kissinger, lors de sa récente tournée en Afrique, d'offrir ses bons offices pour aider à résoudre le problème rhodésien. Après les vaines tentatives de M. Wilson, puis de MM. Vorster et Kaunda, a-t-il vraiment l'intention de porter le coup de grâce au régime de M. Smith en Rhodésie? Toute l'histoire des rapports entre les colons de Rhodésie et la Grande-Bretagne, la nature de leurs liens avec l'Occident, fondés avant tout sur des intérêts économiques, doivent maintenant les inciter à prendre ce risque au sérieux.

A cet égard, Roland Pichon cite des propos révélateurs tenus par M. Charles-A. James, suppléant du secrétaire d'Elat, adjoint aux affaires africaines, qui déclarait, l'an dernier, qu'il fallait abroger l'amendement Byrd car cela pouvait « jouer mainte-

PROCHE-ORIENT

LES EMIRATS DU GOLFE ARABE. — Jean-

Rien de commun dans ce « golfe Arabe » (« que l'on appelle encore golfPersique », dit l'auteur) entre les minuscules et pauvres émirats de Fujairah ou
d'Umm-ai-Qalwain, dont les quelques
militers d'habitants vivent misérablement
de la pèche, et le riche Kowait auquel
l'accumulation des pétrodollars permet
de spectaculaires prises de participation
dans des entreprises occidentales. Et, pourtant, n'a-t-on pas tendance à les considèrer

★ P.U.P., « Que sais-je? », Paris, 1976.

Jacques Tur

125 pages, 6,90 F.

nant un rôle vital pour assurer l'accès à long terme des entreprises américaines au chrome et aux autres minéraux de Rhodésie ». Juste retour du sort : les Européens de Rhodésie se voient aujourd'hui menacés par la logique de cette « politique de l'argent » qui n'avait jamais cessé montre le Drame rhodésien, de prévaloir sur la mission « civilisatrice » dont ils se réclamèrent dès leur arrivée.

Mais s'ils dolvent céder le pouvoir à la majorité noire, que sera alors le nouveau Zimbabwe? C'est la grande interrogation, à laquelle le livre exhaustif de Roland Pichon ne permet pas de répondre. Perpétuellement interdits et renaissants sous d'autres formes, leurs chefs contraints à l'exil ou emprisonnés, les mouvements nationalistes de Rhodésie, aujourd'hui fondus dans un Congrès national africain iul-même divisé, ont adopté des positions plus ou moins radicales pour mener la lutte de libération: mais longtemps coupés des populations dont ils se réclament, ils n'ont, jamais formulé de programme politique. L'expérience enseigne que la guérilla prolongée mène au durcissement des positions anti-impérialistes et à des choix idéologiques souvent influences par les alliances étrangères. C'est pourquoi le temps presse pour l'Occident en Rhodésie: si M. Kissinger a tiré les leçons de l'échec angolais, va-li se contenter de la nomination, dans le gouvernement de M. Smith, de quelques Africains acquis au régime? Mais s'ils doivent céder le ponvoir à Africains acquis au régime?

Le dossier de la Namibie, que présente Peter Fraenkel (2), fait
apparaître une cause juridiquement
perdue d'avance pour l'Afrique du
Sud, qui se trouve néanmoins mieux
armée pour la défendre que son voisin rhodésien. Cette fois c'est, en effet,
ie géant économique et militaire du
continent africain qui administre un
territoire qu'il a pratiquement annexé
contre la volonté de l'ONU. La sévit
l'apartheid, et Pretoria s'efforce de
façonner un avenir à son avantage en
préparant la mise en place de « hantoustans » selon le système mis au
point pour l'Afrique du Sud ellemême et qui permettrait aux Blancs
de conserver les régions les plus riches.

Dans son introduction, l'auteur ne

Dans son introduction, l'auteur ne pouvait mieux faire que céder la parole à M. Sean MacBride, commisparole à M. Sean MacBride, commissaire des Nations unies pour la Namible, qui mêne une lutte dipiomatique active pour la cause dont il est chargé. Dans ce territoire, dit-il, la situation est « bien pire » qu'en Afrique du Sud; « bien pire aussi que dans les anciennes colonies », et il cite, à titre d'exemple, l'extraordinaire déficience du système d'enseignement et de formation administrative. Peter France. mation administrative. Peter Fraenmatton administrative. Peter Fraen-kel comprète cette précision par des données historiques, diplomatiques et économiques, par une description des lois répressives et de la politique

Avec l'Installation du M.P.L.A. au pouvoir en Angola, les guérilleros peuvent espèrer avoir les coudées plus franches de l'autre côté de la frontière namibienne. Mais le régime de M. Neto doit prendre garde d'aller trop loin dans le soutien qu'il leur accorde. L'Afrique du Sud de M. Voister reste une pièce maîtresse pour l'Occident : ses atouts sont sans commune mesure avec ceux du régime commune mesure avec ceux du régime rhodésien.

MICHELINE PAUNET.

(1) Boland Pichon, le Drame rhodésien. Résurgence du Zimbabus, IDOC-FRANCE, libratrie-éditions L'Harmattan, Paris, 1975, 247 pages, 30 P. (2) Peter Frankel, les Namibiens, édi-tions Entente, coll. « Minorités », Paris, 1976, 147 pages, 29 P.

CINEMA

ANALYSE DE FILMS : ANALYSE DE SOCIETES. - Marc Ferro

★ Hachette, coll. « Pedagogies pour notre temps », Paris, 1975, 136 pages, 28 F.

notre temps », Paris, 1975, 136 pages, 28 F.

Premier historien à considérer le cinéma romme source fondamentale pour l'étude des sociétés du vingtième siècle, Marc Ferro part du postulat qu' « un l'ilm est histoire »; à le démontrer, il s'emploie régulièrement dans trois institutions : à l'Ecole pratique des hautes études où il dirige un séminaire sur « Société » histoire » cinéma », dans la revue des Annales où il publie ses textes théoriques, et chez Pathé-Cinéma où il achève de réaliser une série de films de montage. Images d'histoire, destinés en particulier aux enseignants.

Accueillis très favorablement par les professeurs d'histoire, ces films de court métrage demandaient toutefois un support théorique qui permit de mieux en déplier toutes les significations, toutes les richesses. C'est dans cette perspective pratique que Ferro publie aujourd'hui cet ouvrage qui est à la fois une synthèse de ses positions théoriques et une démonstration pédagogique de celles-ci. en paus d'un catalogue raisonné des principaux films d'intervention historique diffusés en France et les moyens de se les procurer.

Dans la première partie, l'autour

paux films d'intervention historique diffusés en Prance et les moyens de se les procurer.

Dans la première partie, l'autour revendique svec force arguments le statut historique du film (de fiction ou de documents); il explique l'importance que revêt le repérage exact de l'origine des documents filmiques et procure au lecteur queiques signes pertinents qui iui permettront de déceler d'éventuelles manipulations. Il rappelle la nécessité de lier tout film à l'époque et à la société qui l'a produit. Il insiste sur le besoin de relèver tous les lapsus qui ont pu se gitsser dans le cadre et de mesurer ainsi l'écart entre le projet du cinéaste et les démentis de l'image.

En analysant certains aspects de la Grande iliusion et de Tchapaier. Marc Ferro montre que tout film, tout document filmé possède une richesse de connotations qui échappe à leur auteur et que, grâce aux mutations idéologiques et à de nouveaux concepts théoriques, nous pouvons facilement percevoir aujourd'hui. Ces compostions « témoignent qu'un film est toujours débondé par son contenu » et que ce déhordement autorise une autre lecture qui éclaire, mieux que bien des textes, les contours complexes d'une société.

1. R.

LE CINEMA AMERICAIN D'AUJOURD'HUL -Théodore Louis et Jean Pigeon

★ Seghers, coll. « Cinéma 2060 ». Paris, 1975, 272 pages, 26 F. Un livre nécessaire, qui fait le point sur la production américaine depuis 1957 en analysant, sous un angle sociologique, trois aspects : les mécanismes économiques, les mutations esthétiques et les contonus fictionnels.

La dernière partie propose un dictionnaire de nouveaux réalisateurs et comédiens, ainsi qu'une filmographie très détailiée et presque exhaustive.

L. R.

SOCIETE

● CHANGER LA VILLE, par Paul Granet (Grasset, Paris, 1975, 350 pages, 39 F): Comment donner aux villes une dimension humaine et faire cesser le scandale de la politique d'urbanisme actuellement en vigueur en France.

EUROPE

L'IRLANDE : IDEOLOGIE D'UNE REVOLUTION **NATIONALE.** — Maurice Goldring

★ Editions sociales, Paris, 1975, 126 pages, 18 F.

Maurice Goldring, déjà auteur de l'excellent Drame de l'iriande (Borias, 1973) s'attaque au cœur même de l'énigme qui déroute tous les analystes de l'iriande ; la peraistance, dans le dernier quart du vinctième siècle, de conflits où le poids de l'histoire, quand ce n'est pas celui de la mythologie, semble l'emporter sur l'importance des enjeux immédiats. Il examine le contenu social des rerendications nationales et le contenu national des luttes sociales sans vouloir nier l'un ou l'autre, comme le font trop de « théoriclens » avant tout soncieux de se sécuriser en piaquant sur une réalité complexe une grille d'interprétation déjà éprouvée.

une grille d'interprétation de la eprouvée.

La période retenue est celle qui s'ètend
de 1880 aux années 1920, entre les débuts
de la renaissance culturelle irlandaise et
la fin de l'union avec l'Angleterre. C'est à
ce moment que se créent les modèles
culturels, les représentations que les
intellectuels irlandais veulent donner de
leur paya, en privilégiant systèmatiquement un idéal au détriment de la réalité (façon aussi de se réapproprier une
bistoire que le colonisateur leur a niée);
une Irlande gaélique, rurale, domaine des
poètes et cimetière des héros. Maurice
Goldring montre brillamment comment
cette idéologie nationale anti-anglaise,
rêvée plus que vécue, est en même temps
un puissant agent du conservatisme
social. Il explique aussi, au passage, pourquoi l'insurrection de Dublin de Pâques
1916 a largement échoué en raison de
positions anti-ouvrières des dirigeants
nationaux. Ce remarquable ouvrage (dont
la concision et le style allègre ne sont pas
les moindres mérites) donne les éléments
pour saisir un présent en symbiose permanente avec le passé, car, comme le dit
l'auteur. « en Irlande, l'évolution a toujours le masque de la tradition, le pays
avance à reculons, les yeux l'izés en
arrière ».

E. C.

LE PROBLEME NATIONAL CATALAN. — Jaume

Rossinyol * Mouton, Paris, 1975, 712 pages, 88 P.

Denuis la mort du general Franco, la Catalogne du Sud est devenue le fer de lance du mécontentement des Espagnols. L'ouvrage de Jauma Rossinyol, qui pos-aède toute la rigueur d'une thèse uni-versitaire pour un doctorat de droit, explique les causes profondes et spéci-liques des revendications catalanes. L'auteur décrit méthodiquement l'iti-

explique les causes profondes et specifiques des revendications catalanes.

L'auteur décrit méthodiquement l'itinéraire historique du fait national catalan; il déroule avec minutie et aménité l'ensemble des données géopolitiques et linguistiques, commente les indicateurs socio-économiques et relève dans tous les domaines l'affirmation constante de vouloir-étre catalan.

Il démontre définitivement qu'avec sept millions d'hommes parlant une langue parfaitement différenciée, crésteurs d'une riche culture littéraire, architecturale, picturale, musicale... la Catalogne constitue sans conteate une nation; et mètre d'après le préfacier de l'ouvrage. M. Guy Héraux. « une nation plus homogène que la Finiande ou la Roumanis ». Après avoir souligné toutes les oppressions politiques, culturelles, économiques cont la Catalogne au cours des sécles a été l'objet, fauma Rossinyol expose les modèles politiques qui permettralent le piein épanouissement de la nation catalane Dans un but constructif et avec un sonci de sérenité, l'auteur écarte la couveraineté absolue »; il estime plus realiste, dans un premier temps, de lutter pour l' « indépendance dans le cadre d'une fédération hispanique ». Il propose toutefols une large fédération européenne comme seule perspective politique qui garantirait définitivement les libertés catalanes et permetrait enfin la réunification de tous les Catalans, « ceux de Perpignan et ceux de Barcelone ».

Le sérieux de ce travail, la clarté et l'alsance de l'exposé, l'intérêt des thèses de l'auteur et l'importance considérable de l'appareil bibliographique font de cet ouvrage un outil désormals indispensable pour toute approche documentée des problèmes catalans. L, R.

SOCIALISME

LE SOCIALISME DU SILENCE — Pierre Daix.

if Socialisme Bu Silence — Pierre Daix.

* Seuil, Paria, 1976, 288 pages, 35 F.

Pierre Daix a constaté que le « socialisme soviétique » était un « problème maudit ». Maudit, en ce sens que tout le monde s'en est détourné, et que la recherche historique sur le sujet est rare. Jusqu'en 1936, très peu d' « effractions » dans le mur du silence. De toute façon, la vérité s'été refusée. Or il semble que les brèches ouvertes assez récemment, apparenment béantes, secrétent le matériau qui élève un autre mur : « L'ancien stalinisme avait bonne conscience, le nouveau, mauvaise, — sans que cela change rien. »

Ce non-changement est, au fond, l'objet même du livre, portant sa conséquence : la nécessité du changement fondamentai. Il s'agit, pour Pierre Daix, comme pour Medvedev, que les communistes soient « les juges les plus intransigeants de leur propre histoire ». Dans la mesure où elle se confond avec celle de l'Union soviétique, Pierre Daix « rafraichit » et expose ensemble toutes les effractions au « mur » : du pacte avec fitter, sux édécombres » éclairés par Soljenitsyne, et que « nous nous obstinons à prendre pour l'avenir ». Reste la source, el elle n'a pas été ampoisonnee; reste Marx, « s'il n'est pas mort à Petrograd ».

LE SOCIALISME SANS VISAGE. — Thomas

★ P.U.F., Paris, 1976, 198 pages, 38 F.

* P.U.F., Paris, 1976, 198 pages, 38 F.
Qu'il soit ou non dans le vrai. Thomas
Molnar est, à coup sûr, à coutre-courant.
Alors qu'on a cru et continue d'espérar
dans uns évolution, à long terme convergente, des systèmes libéraux et marxistes
vers un e socialisme à visage humain ».
l'auteur aperçoit lui, l'avènement d'un
- socialisme sans visage », impersonnel,
peu soucieux de théorie et d'idéologie,
imposant durement un certain fonctionnement. Et cette évolution déplorable
serait le fruit non pas de la tyranne de
l'État, mais de son affaiblissement :
même dans les régimes socialistes où la
confiscation par le parti est analogue à
la mainmise des groupes de pression et
des 7 féodalliés » dans les sociétés capitalistes. D'où la constitution — visible
dans le tiers-monde — « du tiers modèle », qui n'est pas encourageant. Le
livre non plus.

Y. P.

L'EUROPE TECENICIENNE - REVOLUTION TECENIQUE ET LIBRE ESSOR INDUSTRIEL EN EUROPE OCCIDEN-TALE DE 1750 A NOS JOURS, par David S. Landes (Gallimard, Paris, 1975, 179 pages, 135 F).

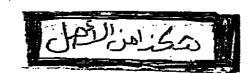
L'un des mérites de ce petit livre, écrit par un professeur d'histoire et de géographie, est douc de nous montrer, émirat après émirat, comment chacun a su — ou n'a pas pu — utiliser la « révolution du pétrole » pour s'engager dans la voie de l'industrislisation, réduire sa dépendance allimantaire à l'égard de l'étranger, lutter contre le chômage et l'analphabétisme, et créer les équipemente sociaux indispensables à l'amélloration du niveau de vie de leur population, que ce soit dans le cadre d'un Etat indépendant comme le Koweft, Qatar ou Bahrein, ou au sein de la Fédération des émirats arabes unis (FEA.U.) qui regroupe depuis 1971 les sept autres émirats du Golfe. C. T.

Une Amérique inconnue, ambigüe, en proie

Deux siécles d'Amérique

à ses contradictions. De la première présidence de Georges Washington au scandale de Watergate, c'est le même drame qui continue à se jouer.





Au Conseil de sécurité: condamnation de l'agression sud-africaine en Angola...

T E Consell de sécurité a condamné le 31 mars par 9 voix et 5 abstentions (Etate-Unis, Royaume-Uni, France, Italie, Japon), la Chine ne participant pas au vote, l'agression de l'Afrique du Sud contre la République populaire d'Angola. La réunion du Conseil avait été demandée par le Kanton. demandée par le Kenya au nom du groupe

africain.

La Consell a également exigé que l'Afrique du Sud s'abstienne d'utiliser le territoire international de la Namibie pour monter des actes de provocation ou d'agression contre la République populaire d'Angola ou tout autre Etat africain voisin. Il a demandé, d'autre part, au gouvernement sud-africain de faire droit aux demandes d'indemnisation de l'Angola pour les dommases out lui ont été infligés.

demandes d'indemnisation de l'Angola pour les dommages qui lui ont été infligés.
Dans son préambule, la résolution réaffirme le principe suivant lequel aucun Etat ou groupe d'États n'a le droit d'intervenir dans les affaires intérieures ou extérieures des autres Etats. Il rappelle aussi le droit de chaque Etat, dans l'exercice de sa souveraineté, de demander l'assistance auprès d'un autre Etat ou d'un groupe d'Etats.

groupe d'Etats. Les cinq pay groupe d'Etats.

Les cinq pays qui se sont abstenus ont fait valoir que la résolution ne fait aucune référence aux autres interventions étrangères en Angola. La Chine, pour sa part, a jugé que le texte peut être utilisé a par une superpuissance pour continuer son agression en Angola ».

> ...extension des sanctions contre la Rhodésie...

D'autre part, le Conseil a décidé à l'unanimité le 6 avril d'étendre les sanctions obligatoires contre la Rhodèsie pour y inclure les assurances, les noms commerciaux et les franchises commerciales. Partuine par les quinze membres du Conseil, la résolution demande à tous les pays membres de l'ONU de prendre des mesures pour que leurs ressortissants et les personnes se trouvant sur leur territoire n'assurent pas les marchandises et les produits qui auront eté exportés de Rhodèsie après la date de la présente résolution ou les produits destinés à y être importés. Le texte leur demande aussi de ne pas assurer les marchandises détenues en Rhodèsie en violation de l'embargo de 1968. Les quinze membres du Conseil ont décidé en knodesie en violation de l'embargo de 1983. Les quinze membres du Conseil ont décidé en outre que tous les Etats prendront les mesures voulues pour empêcher leurs ressor-tissants de concéder le droit d'utiliser un nom commercial ou de contracter un accord de franchise avec toute entreprise commerciale, industrielle ou de services publics établie en Rhodésie.

> ...et injonction à Djakarta de retirer ses troupes de la partie orientale de Timor

Au terme d'un débat qu'il avait entamé le 12 avril, le Conseil de sécurité a demandé le 22 du même mois à l'Indonésie de retirer sans délai toutes ses troupes de la partie orientale de Timor. La résolution a été votée par 12 voix et avec 2 abstentions (Etats-Unis et Japon), le Bénin n'ayant pas pris part au vote. Le secrétaire général est en même temps prié d'inviter son représentant spécial à poursuivre sa mission et ses consultations avec les parties intéressées.

SITUATION AU LIBAN. — Le 30 mars, M. Kurt Waldheim, secrétaire général des Nations unies, a adressé une lettre su président du Conseil de sécurité pour attirer son attention sur els gravité de la situation au Liban ». Il estimait alors que « l'ampleus de la tragédie et les conséquences qu'elle rische d'appreniers partire en danner la risque d'entrainer » pouvaient mettre en danger la paix dans cette région du monde.

SAHARA OCCIDENTAL. — II. Olo/ Rydbeck, envoyé spécial de II. Waldheim, a entrepris une deuxième mission sur le Sahara occidental le 28 mars. Il s'est rendu en Espagne et en Algérie mais a fait avooir, dans une conférence de presse, le 7 avril, que Rabat et Nouakchott avaient re/usé de le recevoir.

Rabat et Novakchott araient refusé de le recepoir.

DROITS DES PALESTINIENS. — Le représentant de l'Organisation de libération de la Palestine s'est opposé à une proposition faite le 30 mars par le représentant de la Tuniste devant le comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien et qui visait à troiter le secrétaire général à faire connaître ses vues sur les trapaux du comité. La proposition a été retirée. D'autre part, le comité a exigé la cessation immédiate de toute répression contre la population palestinienne dans les territoires occupés.

DECOLONISATION. — Chardee par le comité de la décolonisation d'enquêter dans les pays voisins de la Rhodésie et de la Namibie sur les évênements concernant ces deux territoires, une mission est partie le 12 april pour Londres d'abord, puis pour la Tanzanie, la Zambie, le Botswana, le Mozambique et l'Ethiopie.

ctrangers en Namibie; programmes d'assistance en Japeur du territoire. L'institut des Nations unies pour la Namibie a, d'autre part, ouvert sa troisième session la 7 avril

APARTHEID. - Reuni le 14 certi, le comité contre APARTHEID. — Reunt le 14 certi, le comité contre l'apartheid s'est préoccupé de le collaboration entre Israèl et l'Afrique du Sud. Il a décidé d'étudier, à su prochaîne réunion, une proposition sondanaise demandant un enamen détailé du problème. D'autre part, le comité s'est prononcé en lareur d'un envoi de lettres aux Etcla-Unis, è l'O.I.T. et aux grands syndicats internationaux pour attirer son attention sur les conditions de travail en Afrique du Sud.

DISCRIMINATION RACIALE. — Le comité pour l'élimination de la discrimination raciale a tenu su treixième session à Genève du 29 mars au 16 avril. CONSEIL DE TUTELLE — Une mission du Conseil de tutelle s'est rendu, ou cours des dernières semaines, dans le territoire sous tutelle des iles du Pacifique. Elle arait été chargée d'y examiner les mesures prises en ce qui concerne l'avenir du territoire.

AREDUCTION DES BUDGETS MILITAIRES. —
Chargé de préparer un repport sur discre problèmes
concernant la réduction des budgets militaires, de
l'intention de la trente et unième session de
l'Assemblic cénerale, le groupe d'experts sur la
réduction des budgets militaires a lenu sa première
session à Genère du 22 au 36 mars. Deux autres

NATIONS UNIES ET INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES A VOCATION MONDIALE

réunions sont prévues avant la session de l'Assemblée. CRISE FINANCIERE. — Le comité de négociations sur la crise imancière de l'ONU a ouvert sa première session le 14 mars, et devait poursuiure ses travaux jusqu'au début de mai, il est chargé d'examinér les moyens de parvenir à un règioment d'ensemble de cette crise.

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL. — Le Conseil économique et social des Nations unies a commence les trapaux de sa soixantième session le 13 avril. L'ordre du jour est plus spécialement consacré aux problèmes sociaux et aux droits de l'homme. On troupere un bre! résumé des trapaux qui doivent se poursuivre jusqu'au 14 mai dans le prochain numéro du Monde dipiomatique.

DROIT DE LA MER. — La conférence des Nations unles sur le droit de la mer, qui itent se troisième session à New-York depuis le 15 mars, a débatiu en séauce plénière, dans le courant d'auril, des procédures à suivre pour le règlement des différends, puis de l'utilisation pacifique de l'espace océanique. DROIT COMMERCIAL INTERNATIONAL. — La commission pour le droit commercial international consacre sa neuvième session, qui s'est ouverte à Neu-York le 13 avril, à la réglementation internationale des transports maritimes et à l'arbitrage commercial international.

PROGRAMME POUR L'ENVIRONNEMENT. —
Réuni à Natrobt du 30 mars au 14 avril, pour les
travoux de sa quatrième session annuelle, le conseil
des gouverneurs du Programme des Nations unies
pour l'environnement a passé en revus les activités
en ce domaine. Il s'est aussi préoccupé des difficultés financières qui menacent d'entraver la poursuite de ses activités.

SENCE EXTRAS.

ESPACE EXTRA-ATMOSPHERIQUE. — Le souscomité scientifique et technique du comité des
utilisations paofiques de l'espace extra-atmospherique a tenu sa tretzième session à Genève du
22 mars au 7 auril. Ses travaux ont surfout porté
sur la télédéteotion de la terre par suellite et sur
le rôle des Nations untes dans ce domaine.

e REFUGIES. — A l'invitation du gouvernement de Luanda, une mission du haut commissariat pour les réjugiés s'est rendue en mars en Angola pour discuter du programme d'assistance humanitairs et de réinstallation des personnes déplacées.

— Le haut commissariat a, d'autre part, annoncé que le montant des contributions en juveur de son programme de rapatriement de réjugiés du Mocambique s'élevait au 30 mars à 5 millions de dollars. Il y a un en, il avait fixé comme abjectif 7.1 millions de dollars.

— Le 9 avril, le haut commissaire a attiré l'attention des gouvernements sur l'œuvre entreprise au bénélice des réjugiés du Sahara occidental en Algérie, les invitant à journir des contributions spéciales.

• ENFANCE, — Le Fonds des Nations unes pour

ENFANCE. — Le Fonds des Nations unes pour enfance a annoncé, fin mars, une vasté campagne e vaccination en Ethiopie.

Commission économique pour l'Europe

Les travaux de la trente et unième session

Les délégués des trente-quatre pays membres te pays européens, Etats-Unis et Canada; de la Commission économique des Nations unies pour l'Europe (C.E.E.-ONU) ont participé aux travaux de sa trente et unième session réunie à Genève du 30 mars au 9 avril. M. Gerhard Hahn (R.D.A.) a été étu président de le Commission. de la Commission.

La réunion a passé en revue la situation économique de l'Europe et, surtout, elle a examiné l'orientation des activités futures en tenant compte des résultat d'Helsinki sur la sécurité et la conference d'Helsinki sur la sécurité et la coopération en Burope. Une résolution a d'allleurs été adoptée à ce sujet, affirmant la détermination des gouvernements membres de mettre en œuvre les discontinus parties de mettre en œuvre gouvernements membres de mettre en œuvre les dispositions pertinentes de l'acte final de la conférence d'Éleisinki en apportant les adaptations appropriées au programme de travail de la C.E.E.-ONU. La Commission a aussi décidé d'étudier avec soin la proposition de l'Union soviétique d'organiser en U.R.S.S. un congrès sur l'énergie.

D'autres décisions concernent la coopération en Méditerranée, le tourisme, l'énergie, l'automatisation, la normalisation, les industries mécaniques et électriques, etc. La prochaine session aura lieu du 18 au 29 avril 1977.

● COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE.

— À l'issue d'une réunion tenue à Addis-Abeba du
15 au 18 mars dernier. A a été décidé de Créer une
organisation régionale airicains de normalisation;
l'acte constitutif a été adopté. Dans l'attente de la
première réunion constituante, en janvier 1977, un
comité au sein de la commission économique des
Nations unies pour l'Airique se chargera des
contacts.

LA COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'ASIE
a tenu sa session annuelle à la fin du mois de mars
à Bungkok.

UNESCO

Première conférence des ministres de l'éducation physique et du sport

CONSIDERANT l'éducation physique et le
sport comme partie intégrante de l'éducation permanente, la première conférence des
ministres responsables de ces deux disciplines,
réunis à Paris du 5 au 10 avril, a adopté à
l'unanimité une résolution invitant l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la
science et la culture (UNESCO) à les incorporer « de manière plus conséquente » dans ses
futurs programmes et à leur accorder la même
attention qu'à ses autres activités dans les
domaines de l'éducation, de la science, de la
culture et de la communication.

La conférence recommande également que soit
examinée la possibilité de créer au sein de
l'Organisation une « structure permanente »
pour assurer la coordination d'une coopération
entre les pays membres et la communication de l'éducation physique et du sport

entre les pays membres et la communication multilatérale des informations.

CONSEIL EXECUTIP. — Le conseil exécutif de l'UNESCO a ouvert à Paris, le 36 avril, les travaux de sa quatre-vingt-dix-neuvième tession, qui doit se prolonger jusqu'au 28 mai.

IMPORTATIONS D'OBJETS DE CARACTERE CULTUREL. — Réuni à Paris du 22 au 30 mars,

un comité de techniciens et de juristes de cin-quante-quatre pays à adopté un projet de protocole modifiant l'accord de 1958 sur l'importation d'objets de caractère éducatil, scientifique ou culturel. Ce projet, qui sera soumis à la prochaine conférence générale de l'UNESCO, encourage la circulation de l'information à partir des pays en vote de dévelop-pement et assure, dans ces pays, la protection d'industries de production de matériels sportifs, d'instruments de musique et de machines servant à la production de litres.

Santé

Publication du rapport annuel

Publication du rapport annuel

U NE totale remise en cause des relations entre
la collectivité et les services de santé est
nécessaire pour satisfaire aux besoins de santé
de millions d'individus encore insuffisamment
protégés dans le monde. Cet avertissement est
lancé par M. Halfdan Mahler, directeur général
de l'Organisation mondiale de la santé (O.M.S.),
dans son dernier rapport annuel intitulé Activité de l'O.M.S. en 1975. Le Dr Mahler rappelle
que les besoins de santé urgents des pays en
voie de développement ont pour origine « la pauvreté, les infections, la mainutrition, et la sousalimentation, l'absence d'eau potable aisement
accessible et les multiples dangers liés à l'environnement », et qu'il n'est guère possible de
parer à des menaces de cet ordre en recourant
aux techniques classiques.

- L'O.M.S. avait choist « Prèvoir et prèvenir la cécité » comme thême de la Journée mondiale de la santé, qui a été célébrée le 7 avril.

- Le Dr Adetokunbo O. Lucas (Nigéria) a été nommé au mois d'avril, au poste de directeur du programme spécial de recherche et de formation concernant les maladies tropicales.

- Le bureau régional de l'O.M.S. pour l'Europe a réunt, du 12 au 14 avril à Bruzelles, un groupe d'experts chayé d'évaluer les risqués d'absorption par l'homme des contaminants microscopiques contenus dans l'eau et dans les aliments.

F.A.O.

Le comité de la sécurité alimentaire estime les stocks de céréales insuffisants

CREE par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (F.A.O.) à la suite de la conférence mondiale de l'alimentation de 1974, le nouveau comité de la sécurité alimentaire mondiale a tenu sa première session début avril à Rome. L'une de ses taches principales est d'évaluer les stocks actuels et à venir, et de voir s'îls suffisent à assurer un apport réguller de denrées alimentaires de base pour répondre à la demande sur les marchés mondiaux et intérieurs et, notamment, pour satisfaire les besoins de l'aide alimentaire en période de mauvaise récolte et de graves pénuries.

pénuries.

A cet égard, le comité a souligné que les réserves totales de céréales (non comprises l'U.R.S.S. et la Chine pour Jesquelles on n'a pas de renseignements) représentent les 12 % de la consommation mondiale annuelle, blen au-dessous du niveau de sécurité minimal qui a été estimé par le secrétariat de la F.A.O. à 17-18 % de la consommation annuelle.

Si la situation allmentaire mondiale s'est améliorée l'année dernière, la marge étroite qui persiste entre excédents et pénuries ne permet pas d'écarter le risque de graves pénuries en cas de mauvaises récoltes en 1976.

RIZ. — Le groupe intergouvernemental de la FA.O. sur le riz, qui a tenu sa diz-neuvième session à Rome début avril, a recommandé une action concertée pour constituer des stocks.

BLE ET CERRALES SECONDAIRES. — Selon une estimation de la F.A.O., la production mondiale de blé et de céréales secondaires pourruit progresser de 7 % en 1976 par rapport à 1975. La F.A.O. prévoit une production totale, en 1976, de 384 mülims de

tonnes (contre 353 en 1975) et de 700 millions de tonnes de céréales accondaires (contre 682 t'année dernière).

表の行動がいかってもない。とのでは、経路は極い

dernière).

NUTRITION. — Une première narme internationale pour les préparations pour nourrissons a été élaborés par la commission du Codez Alimentarius, organe des Nations untes, patronné à la fois par la F.A.O. et par l'O.M.S. Valable pour les nourrissons jusqu'à l'êge de douse mois, cette norme a été élaborée en raisum de l'usage croissant des succédanés de lait maternel (bien que le préambule au projet de norme souligne que l'allattement au sein est toujours préférable dans la mesure du possible).

est toujours préjérable dans la mesure du possible!.

PROCRAMAE ALIMENTAIRE MONDIAL. — Dans un discours prononcé le mois dernier devant le comité du Programme alimentairs mondial (PAM) intitulé à présent « Comité des politiques et des programmes d'aide alimentaire », M. Francisco Aquino, directeur exécutif du Programme, a indique que son organisme avait l'intention de consacrer fill millions de dollars d'aide alimentaire cette année à des projets de développement économique et social et 40 millions de dollars aux besoins alimentaires d'urgence des populations affectées par des catastrophes.

Organisation des Nations unies pour le développement industriel

Des mesures de réorganisation

Conformement aux recommandations
cadoptées lors de la conférence de Lima
(Pérou) en mars 1975, l'Organisation des Nations
unles pour le développement industriel (ONUDI)
a été l'objet d'une réorganisation destinée à lui
permettre de « mieux répondre aux besoins des
pays en développement, et en particulier à ceux
des pays les moins avancés, pour lout ce qui
touche à la promotion de l'industrialisation et
à l'instauration d'un nouvel ordre économique
international », et le personnel a été affecté aux
nouvelles divisions et sections de l'Organisation.
M. Abd-El Rahman Khane, directeur exècutif,
a en effet constitué deux divisions relevant
directement de son cabinet: la division de la
coordination des politiques (dont le directeur
est M. Edward Napoliello) et la division des
services de conférences, de l'information et des
relations extérieures (dont le directeur est
M. Almany Sylla). En outre, M. Khane a créé
le Centre international d'études industrielles
(dirigé par M. Azmi A. Afifi), la division des
opérations industrielles (dirigée par M. George
Volik') et la division des services administratifs
(dirigée par M. Anders Risholm) Des mesures de réorganisation (dirigée par M. Anders Risholm)

D'autre part. le comité intergouvernemental plénier chargé de rédiger l'acte constitutif transformant l'ONUDI en une institution spécialisée a tenu sa deuxième session au mois de mars

a AGENCE INTERNATIONALE DE L'ENERGIE ATOMIQUE. — Plus de trois cent cinquante représentants de transe-deux pays ou organisations internationales ont participé au colloque sur la gestion des déchets radio-actifs propenant du cycle du combustible nucléaire, qui a su tieu à Vienne du 22 au 25 mars. Ce colloque a été organisé conjointemen: par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AI.E.A.) et l'Agence de l'O.C.D.E. pour l'énergie nucléaire (A.E.N.).

— Egalement sous l'égide de l'AI.E.A. et de l'A.E.N., s'est tenu à Vienne, du 29 mars au 2 april, un colloque international sur la prospection des gisements de mineral d'uranium, qui a recommandé la création d'un groupe d'experts chargé de donner des auss sur les études et les réalisations d'entreprendrs pour assurer la déconserie de réserves d'uranium capables de satisfaire aux besoins prévisibles de l'industrie nucléo-électrique.

• ORGANISATION INTERCOUVERNEMENTALE

le 18 mars à Rio-de-Janetro (Brésil) par M. C.P. Srivastava, secrétaire général de l'organisation. — L. 17 mars, le Portugal est devenu le quatre-vingt-quatorzième membre de l'O.M.C.J.

e ORGANISATION DE L'AVIATION CIVILE INTERNATIONALE — M. Yes-Meurice Lambert (France) a été nommé secrétaire général de l'Organisation de l'aviation civile internationale, en remplacement de M. Assad Rotaite (Liban). Il prendra ses lonctions su cours de l'été.

ORGANISMES FINANCIERS D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT

Fonds monétaire international

Dernières transactions au titre du mécanisme bétrolier

T E Fonds monétaire international (FML) a annoncé le 1° avril les dernières transactions effectuées au titre du mécanisme pétrolier 1975. Dix pays ont ainsi acheté au total l'équivalent de 371 530 000 000 droits de tirage l'équivalent de 371 530 000 000 droits de firage spéciaux (D.T.S.) ainsi répartis :
République arabe d'Egypte : 11 490 000 D.T.S.; Finlande : 115 110 000 D.T.S.; Mali : 3 990 000; Maroc : 18 000 000; Maurianie : 1 930 000; Philippines : 55 160 000; Turquie : 91 490 000; République démocratique populaire du Yémen : 7 420 000; Yougoslavie : 56 150 000; Zambie :

10 790 000 En donnant leur accord, les administrateurs se sont livrés à un examen final du mécanisme

Relèvement des quotes-parts et projet d'amendement des statuts

Le conseil des gouverneurs a voté le 22 mars Le conseil des gouverneurs à vote le 22 mars une résolution en faveur du relèvement des quotes-parts : le montant total de ces quotes-parts passe de l'équivalent de 29.2 milliards de D.T.S. à l'équivalent de 39 milliards de D.T.S. Cette décision ne devait prendre effet qu'après l'adoption du projet d'amendement des statuts du Fonds sur lequel le conseil des gouverneurs était invité à se prononcer avant le 30 avril.

etait invité à se prononcer avant le 30 avril.

ACHATE DANS LE CADRE DU MECANISME COMPENSATOIRE — Une série d'achais efectués dans le radre du mécanisme de financement compensature uni été approuvés en murs et avril :

Zaire (21 mars) : achai d'un montant en monnaies étrangéres équivalant à 56,5 millions de D.T.S. (10 millions de D.T.S. en yens japonais, 6,5 millions de D.T.S. en ilorina néerlandais, 4 millions de D.T.S. en toilars) :

Argentine (28 mars) : achai d'un montant en monnaies étrangères équivalant à 110 millions de D.T.S. en dollars et 30 millions de D.T.S. en deutschemarks) :

Uruquet (28 mars) : achai d'un montant équipons (10 millions de D.T.S. en japonais, 5,9 millions de D.T.S. en gens japonais, 5,9 millions de D.T.S. en dollars canadiens) ;

Turquie (11 avril) : achai d'un montant équivalant en monnaies étrangères à 17,5 millions de D.T.S. en dollars :

Philippinas (2 avril) : cchat d'un montant équivalant en monnaies étrangères à 17,5 millions de D.T.S. en bolicars rénévuellens! :

Tanzante (2 avril) : achai d'un montant équivalant en monnaies étrangères à 21 millions de D.T.S. en bolicars rénévuellens! :

Tanzante (2 avril) : achai d'un montant équivalant en monnaies étrangères à 21 millions de D.T.S. en dollars .7,9 millions de D.T

Mauritanie (2 avril): achat d'un montant équi-valant à 6,5 millions de D.T.S. en francs français; Ouganda (6 avril): achat d'un montant équiva-lant en monnaise étrangères à 20 millions de D.T.S. (10 millions de D.T.S. en schillings autrichiens, 10 millions de D.T.S. en dollars); Maroa (6 avril): achat d'un montant équivalant en monnaies étrangères à 56,5 millions de D.T.S. (40 millions de D.T.S. en dollars, 12,5 millions de D.T.S. en deutschemurks, 4 millions de D.T.S. en dinars kouestiens).

TIRAGE DES PHILIPPINES. — Le 2 corti, le F.M.I. a approuvé une demande des Philippines portant sur l'achat, au cours des trois prochaînes années, de l'équivalent de 217 millions de droits de trages spéciaux. La quote-part de ce pays au Fonds équivaut à 155 millions de D.T.S.

CREDIT « STAND-BY » AU ZAIRE. — Le Zaire a bénéficié, le 23 mars, d'un crédit « stand-by » lui permettant d'effectuer, eu cours des douze prochains mois, des tirages jusqu'à concurrence de l'équivalent de 40,96 millions de D.T.S.

Groupe de la Banque mondiale

Octroi de vingt prêts

L A Banque internationale pour la reconstruc-tion et le développement (Banque mondiale ou BIRD) annonce les prêts sulvants : Congo (25 mars): 38 millions de dollars pour le développement du réseau ferroviaire;
 Les Fidji (25 mars): 12 millions de dollars, qui contribueront au développement de l'industrie sucrière;

— Philippines (25 mars) : 50 millions de dol-lars, qui auderont à financer un projet d'irriga-tion de la vallée du Cagayan, située au nord de

Luzon:

— Banque de développement des Antilles (1º avril): 20 millions de dollars, qui contribueront au développement de secteurs économiques importants du Commonwealth des Caralbes. L'un des prèts de 17 millions de dollars est accordé aux conditions classiques de la Banque mondiale (8.50 %); l'autre, qui s'élève à 3 millions de dollars, a été consenti aux conditions du « troisième guichet » et porte donc intérêt à 4.50 % l'an; — Equateur (1º avril): trois prêts d'un montant global de 17,5 millions de dollars. Le premier, de 3 millions de dollars. Înancera un projet destiné à développer la fabrication indistrielle moderne de semences; le deuxième (4 millions de dollars contribuera au financement de la panification du pré-investissement et de la préparation de projets dans le secteur du développement rural et agricole; le troisième prêt, d'un montant de 10,5 millions de dollars, sera affecté à un projet routier;

— Mezique (1º avril): 100 millions de dol-

 Mexique (1° avril): 100 millions de dol-lars, destinés à financer un plan quinquennal d'investissement de Ferrocarriles Nacionales de Mexico (chemins de fer);

The second secon

ÉDITIONS A. PEDONE

13, rue Soufflot, 75005 Paris Tél.: 033-05-97

the control of the co

BIBLIOTHEQUE : Institut d'Etudes Politiques de Bordeaux. Centre d'Etude et de Recherche sur la Vie locale. Série « Vie locale » n° 5

J. LAGROYE, G. LORD, L. MOUNEIR-CHAZEL, J. PALARD. LES MILITANTS POLITIQUES DANS TROIS PARTIS FRANÇAIS

Trinité-et-Tobago (1er avril): 7 millions de dollars pour aider à financer un projet routier;
Bolivie (8 avril): 25 millions de dollars pour le financement d'un projet destiné à développer la production et la distribution d'électricité;

tricite ;
— Egypte (8 avril) : 45 millions de dollars, destinés à la reconstruction et à la modernisation du port d'Alexandrie;
— Grèce (8 avril) : 30 millions de dollars
(pour quinze ans et à 8.50 %) pour la réalisation

d'un projet routier;
— Indonésie (8 avril) : deux prêts d'un montant de 167 millions de dollars pour le déve-loppement du réseau routier (130 millions de dollars) et de l'enseignement (37 millions de

dollars);

— Roumanie (15 avril) : 50 millions de dollars (pour vingt ans et à 8.50 %), qui financeront en partie les dépenses en devises étrangères pour le projet de centrale hydraulique de Riul-Mare-

Retezat;
— Syrie (15 avril): 35 millions de dollars, qui seront affectés à l'amélioration du réseau d'adduction d'eau de Damas;
— Cameroun (22 avril): 17 millions de dollars, qui financeront en partie un programme d'amélioration de l'enseignement; ce prêt, accordé dans le cadre du « troisième guichet », porte intérêt à 4.50 %;
— Thaîlande (22 avril): 50 millions de dollars destinés au financement d'un projet de recons-

— Transande (22 avril) : 50 millions de dollars destinés au financement d'un projet de reconstitution d'une plantation de caoutchouc;

— Nicaragua (22 avril) : 11 millions de dollars, qui aideront ce pays à mettre en œuvre sa politique de développement de l'enseignement et de formation professionnelle dans les campagness.

CREDITS DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DEVELOPPEMENT. — Cinq crédits ont été accordés en atril par l'Association internationale de dévelopment (IDA), filiale de la Banque mondiale: 7 500 000 dollars au Bangladesh pour le financement d'un projet d'assistance technique (8 avril); 8 milions de dollars à la Somalis pour le développement des cultures sèches (15 avril); deux autres crédits d'un montant de 42 500 000 dollars à la Somalie (15 avril) pour l'amélioration des réseaux d'adduction d'eau de six grandes villes (21 500 000 dollars) et la réalisation d'un programme d'ensei-gnement (21 millions de dollars); 6 millions de dollars au Burundi (22 avril) pour financer un projet de développement de la pêche.

OPERATION DE LA S.F.I. EN REPUBLIQUE DE

OPERATION DE LA S.F.I. EN REPUBLIQUE DE COREE. -- La Société linancière internationale (S.F.I.) a consenti, le 15 avril, un prêt de 5 milions de dollars et souscrit une participation au capital d'un montant équivalant à environ 530 000 dollars pour l'extension de la Société des papeteries de Chonfu, principal producteur sud-coréen de papier journal.

Banque africaine de développement

Prêts au Cameroun, au Ghana, à la Guinée et au Zaîre

L A Banque africaine de développement a annonce en avril quatre opérations de prêts:

— Au Cameroun (1º avril) : un prêt complèmentaire de 650 000 u.c. (soit environ 180 millions 700 000 francs C.F.A.) pour aider à couvrir le coût additionnel de la nouvelle aérogare de

— Au Ghana (1° avril) ; 2 millions d'u.c. (soit environ 558 millions 600 000 francs C.F.A.) consentis à la Banque de développement agricole du Ghana et destinés à couvrir les coûts en devises afférents à la construction de plusieur

— A la Guinée (1" avril) : un prêt complémentaire de 1 million d'u.c. (soit environ 278 millions de francs C.F.A.) pour financer le coût en devises que requiert la modernisation de l'extension du réseau de télécommunications ; — Au Zaîre (1° avril): un prêt supplémentaire de 1 million d'u.c. (soit 278 millions de francs C.F.A.), attribué au Conseil exécutif national pour couvrir partiellement le coût additionnel en devises relatif au projet de construction

de quatre ponts sur la route Kinshasa-Kenge. Tous ces prets ont été accordés au taux de l'an et une commission d'engagement de 0.75 % sur les soldes non décaisses.

FONDS AFRICAIN DE DEVELOPPEMENT. —
Deux prêts ont été accordés le 3 avril : 5 millions
d'u.c.F (soit 1280 000 000 F C.F.A.) au Tchad pour
jinancer la totalité des dépenses en devises et une
partie des dépenses en monnais locale d'un projet
risant à améliorer l'évacuation des eaux pluviales
des quartiers les plus denses; 5 millions d'u.c. F
(soit 1280 000 000 F C.F.A.) au Soudan pour
contribuer à la réalisation de la première des acux
pluses du projet d'extension du système d'adduction d'eau de Port-Soudan.

Banque arabe de développement économique en Afrique

Approbation de six prêts

S IX operations de financement ont été approu-S IX operations de financement ont été approuvées par le conseil d'administration de la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA) au cours de sa quatrième session, tenue le 21 mars dernier à Tunis. Elles intéressent les pays ci-dessous:

— Zambie: 10 millions de dollars (pour vingtcinq ans et à 4 %), pour la réalisation de la route Kitwe-Ndola:

Kitwe-Ndola;

— Rwanda: 5 millions de dollars (pour vingtcinq ans et à 2 %), pour la réalisation d'un projet
de développement rural intègré;

— Kenya: 5 millions de dollars (pour vingtcinq ans et à 4 %) destinés à financer un programme de développement rural intégré;

— Maii : 10 millions de dollars (pour vingt-cinq ans et à 2 %), pour contribuer à la réali-sation du barrage de Selingue ;

— Sierra-Leone: 5 millions de dollars (pour quinze ans et à 4 %), destinés à la construction d'une centrale électrique;

— Gambie: 4 millions de dollars (pour vingtcinq ans et à 2 %), pour la réalisation d'un projet de développement rural intègré.

Banque asiatique de développement

Prêts aux Philippines, à la République de Corée et à la Thailande A Banque asiatique de développement a accordé, à l'aide de ses ressources ordinaires, plusieurs prêts en faveur des pays suivants:

— Philippines (35 mars): 24,20 millions de dollars (durée de vingt ans et à 8,75 %), destinés à améliorer le réseau ferroviaire entre Mapille et Lecson: Manille et Legaspi;

- République de Corée (30 mars) : 12 millions de dollars (durée de quinze ans et à 8,75 %), pour le financement d'un programme visant à exploiter les ressources nationales en charbon ; ce prêt a été accordé à la société gouvernementale Dai Han Coal Corporation;

- Thallande (30 mars): 19 millions de dol-lars (durée de vingt-quatre ans et à 8.75%), pour contribuer à la réalisation d'un projet de construction de routes à grande circulation.

TROIS EMISSIONS D'OBLIGATIONS. — Le 2 avril, la Banque asiatique a annoncé une émission d'obligations réalisée dans vingt-quatre pags membres et non membres. Ces obligations, intitulées e obligations à deux ans de 1976, venant à échéance le 1° avril 1978 » portent intérêt à 7 3/8 % payable deux fois l'an le 1° avril et le 1° octobre de chaque année. L'émission a été achetée par diz-sept pays membres de la région et par sept pays non membres. Auparavant, un accord portant sur une émission d'obligations d'un montant de 30 millions de rials saoudiens (l'équivalent d'environ 31,6 millions de dollars) avait été conclu (le 22 mars) entre la Banque asiatique et l'Agence monétaire d'Arabie Saoudite.

Una autre émission d'obligations de 75 million de deutschemarks (l'équivalent d'environ 29,46 mil-lions de dollars) avait aussi été prise ferme, le 29 mars dernier, par la Dresdner Bank A.G. de Francjort. Ces obligations portent iniérêt à 7,75 % et viendront à échéance en 1983.

Banque européenne d'investissement

Prêts à la Nouvelle-Calédonie et au Portugal

L A Banque européenne d'investissement (B.E.I.) a accordé le 25 mars à la Nouvelle-Calédonie un prêt d'une contre-valeur de 5 millions d'u.c. (environ 26,1 millions de frança français) pour financer l'extension des capacités de production de la Société métallurgique le Nickel-SLN. D'une durée de douze ans au taux de 9,50 %, ce prêt a été consenti à la Caisse de coopération de la Société métallurgique le Nickel-SLN. économique, qui l'utilisera pour le financement partiel d'un prêt d'un montant de 150 millions de francs français accordé pour ce projet.

D'autre part, l'a aide exceptionnelle d'urgence » d'un montant de 150 millions d'u.c. offerte au Portugal par la C.E.E., sous la forme de crédits à Portugal par la C.E.E., sous la forme de crédits à long terme, est devenue effective le 7 avril dernier: deux prêts, d'un montant total de 50 millions d'u.c. ont été octroyés pour renforcer l'approvisionnement en électricité du pays. Le premier de ces prêts, d'un montant de 35 millions de dollars (pour quinze ans), a été consenti à la Companhia Portuguesa de Electricidade pour le financement de la construction d'une nouvelle centrale thermique près de Setubal. Le second prêt s'élève à 15 millions d'u.c.; il a été accordé (pour onze ans) au Banco de Fomento Nacional, la Banque de développement portugaise, pour le financement développement portugaise, pour le financement de projets industriels et touristiques de petite

Accordés sur les ressources propres de la Banque, ces préts bénéficient d'une bonification de 3 % à charge du budget de la Communauté, ce qui en ramène l'intérêt à un taux net de 6,50 %, contre 9,50 % habituellement.

Banque interaméricaine de développement

Prêt à la Jamaique

L A Banque interaméricaine de développement a annoncé, le 18 mars, l'octroi à la Jamaïque d'un prêt d'un montant de 5,9 millions de dollars destiné à financer le Fonds jamaïcain d'assis-tance aux étudiants. Accordé à l'aide du Fonds d'opérations spéciales, ce prêt, d'une durée de trente-cinq ans, porte intérêt à 2 % l'an.

EMPRUNT AU JAPON. — Le 9 avril, la Banque a emprunté au Japon 5 milliards de yens (l'équivalent d'environ 16,7 millions de dollars) pour financer ses opérations d'aids au développement des pays membres.

PRECISION. — La création du Fonds spécial du Nigéria et de la Société africaine de reassurance, a cié annoncée en page 25 du précédent numéro sous le titre « Banque centraméricaine d'intégration économique ». Il s'agit en fait d'organismes dépendant de la Banque africaine de développement.

GROUPEMENTS ÉCONOMIQUES ET COMMERCIAUX

Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement

Consultations sur le cuivre

A la demande des membres du Conseil intergouvernemental des pays exportateurs de culvre (CIPEC), des consultations entre pays producteurs et consommateurs se sont déroulées du 23 au 25 mars à Genève au sein de la commission des produits de base de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED). A l'issue de ces consultations qui avaient pour but l'examen développement (CNUCED). A l'issue de ces consultations, qui avaient pour but l'examen des problèmes du marché international du cuivre et des possibilités d'une action internationale commune, les vingt-six pays participants ont décidé de créer un groupe de travail chargé de mettre en chantier une réglementation destinée à stabiliser le marché et de rédiger un premier rapport avant l'automne 1976. Au cours de ces consultations, les participants ont pris connaissance d'une note préparée par le secrétariat de la CNUCED suggérant plusieurs possibilités pour la conclusion d'un accord international sur le cuivre.

GATT

Les concessions de la C.E.E. sur les produits tropicaux

Les produits tropicaux

T A C.E.E. a présenté le 7 avril à Genève son

L offre de concessions commerciales sur les
produits tropicaux en faveur des pays en voie
de développement, et qui prendra effet à
compter du le janvier 1977.

Cette offre a été faits lors des négociations
commerciales multilatérales qui se déroulent
dans le cadre du GATT (Accord général sur les
tarifs douaniers et le commerce). Elle porte sur
cent quatre-vingts produits et, selon la C.E.E.,
les concessions offertes couvrent un volume
d'importation dans la C.E.E. de l'ordre de
1,8 milliard d'unités de compte (environ 2.2 milliards de dollars).

Groupe andin

Accord à la commission pour la révision des objectifs du traité de Cartagena

L A commission du Groupe andin a finalement surmonté les difficultés qui menaçaient l'avenir de l'organisation, au terme de sa sei-

zième session extraordinaire réunie à Lima du 28 février au 6 avril et qui a abouti à un accord sur la révision des objectifs du Groupe andio.

En six décisions, la commission recommande aux six gouvernements de souscrire au protocole additionnel portant révision de l'accord de Cartagena. On sait que cette révision porte sur:

a! les produits réservés aux programmes de développement industriel ; b! le tarif extérieur commun; c! le système de vote pour l'adoption des programmes de développement industriel.

Dans les deux premiers cas, le protocole pro-longe de deux ans le délai initial pour la réa-lisation des objectifs de l'accord de Cartagena. Ainsi, l'entrée en vigueur des premières dispo-sitions du tarif extérieur commun est repoussée du 31 décembre 1976 au 31 décembre 1978. Par du 31 decembre 1376 au 31 decembre 1376. Par conséquent, il ne sera définitivement installé qu'en 1982 pour la Colombie, le Chili, le Pérou et le Venezuela, et seulement en 1987 pour l'Equateur et la Bolivie.

D'autre part, le système de dégrèvement appliqué à ces deux derniers pays est modifié.

Quant au système de vote pour l'adoption des programmes de développement industriet, il a été convenu qu'un projet revenu une seconde fois devant le Comité (la Junta), après le vote negatif d'une des parties, pourra être adopté avec l'adhésion d'au moins quatre pays.

avec l'adhésion d'au moins quatre pays.

LA DIFFUSION DU PROGRAMME PETROCHIMIQUE AUPRES DES GRANDES ENTREPRISES
OCCIDENTALES. — La deuxième session du comité
pétrochimique du Groupe andin s'est tenue les 5 et
6 avril à Lima pour examiner les mesures à prendre
en vue de réaliser les objectifs du programme de
développement industriel du sexteur pétrochimique
approuvé en août 1975, Le secrétaire permanent du
comité a aussi présenté un rapport sur la difusion
du programme pétrochimique auprès des grandes
entreprises des Etats-Unis, de l'Europe occidentale,
du Japon et de l'Amérique latine, au moyen, notamment, de séminaires organisés dans ces régions.
Le premier de ces séminaires a d'aulieurs eu lieu
à Lima les 5 et 6 avril, avec la participation de
représentants de onze grandes entreprises des EtatsUnis, de l'Allemagne de l'Ouest, de la France et du
Japon.

Association latino-américaine de libre-commerce

Le fonctionnement du système des paiements et des crédits réciproques en 1975

REUNIS à Montevideo le 27 mars dernier, les représentants des banques centrales des onze pays membres du traité de Montevideo auxquels s'était joint le représentant de la Banque centrale de la République dominicaine, — ont examiné les résultats des opérations commerciales effectuées en 1975 dans le cadre du système de paiements et de crédits réciproques de l'Association latino-américaine de librecommerce (ALALC).

Dépassant d'un montant équivalent à 108 018 000 dollars le volume de l'année dernière, ces opèrations ont atteint en 1975 l'équivalent de 2 396 000 000 de dollars. La tendance à l'actroissement du volume des opérations de compensation multilatérale des soldes, enregistrée d'année en année depuis la mise en vigueur en 1966 de ce système, s'est à nouveau confirmée. Le système de paiements et de crédits réci-proques, né de l'accord général de Mexico de 1965, permet notamment de réduire l'emploi de devises dans le régiement des opérations commerciales et de limiter le recours aux éta-blissements bancaires d'origine étrangère pour le financement des opérations commerciales entre les pays membres

entre les pays memores.

INDUSTRIS DE L'ALUMINIUM. — Ourrant au nouveau egcie de réunions par secteurs d'industries, les représentants de l'industrie de l'aluminium ont siégé à Montevideo du 22 au 30 mars. Les experisprévoient une production annuelle de 1 million de tonnes à partir de 1960. Un accord a été conclu en rue d'orienter la production en jonction des caratiristiques de la demande. Le comité exécutif d'illala en sera saix avant le 30 septembre: 1 devra mettre sur pied un mécanisme d'échange basé sur des concessions à caractère temporaire et prenant effet à partir de 1977.

• O.C.D.E. — Selon l'Organisation de coopération et de développement économiques (O.C.D.E.), l'auymentation des priz à la consommation dans les pays membres a été de 6,7 % au mois de février, ce qui porté à 9,3 % la hausse des prix pour la période de douze mois se terminant en février. L'O.C.D.E. constate une nouvelle accélération pour la zone dans von ensemble, après l'accelmis de l'in de l'année 1976, et relève une très nette différence entre l'amélioration constante aux Elat-Uniference entre l'amélioration constante aux Elat-Uniference entre l'amélioration enstante aux Elat-Uniference entre l'amélioration constante aux Elat-Uniference entre l'amélioration les prix de l'especac et des produits alimentaires) et l'expérience européenne où dans l'ensemble, les prix des produit manufacturés et des produits alimentaires et sont à nouveau slevés en flèche.

— On signale, parmi les récentes publications l'a l'O.C.D.E.: la Suède, dans la série e Etudes économiques »: Questions d'ordre politique soulerées par la protection des données et des libertés individuelles (376 pages); Examen des politiques nationales d'éducation : la Norvège et la Politique agricule en Autriche.

• COMMUNAUTE DE L'AFRIQUE DE L'EST. —

agricole en Autriche.

• COMMUNAUTE DE L'AFRIQUE DE L'EST. —
La commission de révision du traité de 1957 créent
la Communauté de l'Afrique de l'Est entre le Kenva.
la Tanzanie et l'Ouganda, a tenu sa troisième
session à Arusha au début du mois d'avril. Outre
le révision des structures et du fonctionnement de
la Communauté et de ses institutions, la commission
s'est préoccupée de l'amétioration de la coopération
à l'intérieur du marché commun existant entre les
trois pags.

• CONSEIL INTERNATIONAL DU BLE.

e CONSEIL INTERNATIONAL DU BLE. — Les perspectives concernant la production mondiale de blé pour l'année 1976 demeurent en général (crorables, indique le Conseil international du blé danson rapport publié à Londres à la fin du mois de mars. Seule la récolte des Eats-Unis est estiméren balsse (55.3 millions de tonnes contre 58.1 millions en 1975) en ruison de la sécherosse qui a affenté les champs de blé d'hiber.

Les stocks des cinq principaux exportateurs de blé (Etats-Unis, Canada, C.E.E., Argentine et Australie) à l'issue de leurs récoltes 1975-1976 sont évalués à l'heure actuelle entre 32 et 34,2 million de tonnes (les prévisions de fanvier dernier ayant été rémisées en hausse de 3,6 à 7 millions). L'accroissement par rapport à l'année précédente serait alors de l'ordre de 2,3 à 4,5 millions de tonnes, ce qui porterait les stocks bien au-dessus de leur niveux de crise des deux dernières saisons (27 millions de tonnes).

 CONSEIL INTERNATIONAL DE L'ETAIN. — Le Conseil international de l'étain indique que, au 31 décembre 1975, le montant des stocks régulateurs était de l'ordre de 20071 tonnes de métal, contre 11942 tonnes au 30 septembre de la même année. ■ CONSEIL CLEICOLE INTERNATIONAL. — Le trente-quatrième session du Conseil oléicole international (C.O.I.) s'est tenue du 28 au 30 avri! à lemir (Turquie). On trouvera un bref résumé de ves travaux dans le prochain numéro du Monde diplomatique.

ORGANISATION DES PAYS EXPORTATEURS
DE PETROLE. — Les ministres du pétrole des pays
membres de l'Organisation des pays exportateurs de
pétrole (OPEP) se sont réunis les 21 et 22 avril
d Genève. Aucun communiqué n'a été publé d
l'issue de celte rencontre extraordinaire et informelle, convoqués à la demande de l'Iran.

COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Marché commun

Echec du Conseil européen

L'exerc au Conseil européen

L'exembourg, n'ont pas réussi à se mettre d'accord sur la répartition des slèges du futur Parlement européen qui doit être élu au suffrage universel en mai 1978.

M. Valéry Giscard d'Estaing avait proposé à ses huit collègues de reconduire le chiffre de cent quaire-vingt-dix-huit députés, c'est-à-dire la répartition actuelle des slèges du Parlement européen, indirectement issu du suffrage universel. Les principales réserves sont venues de

européen, indirectement issu du suffrage universel. Les principales réserves sont venues de la Grande-Bretagne et de l'Italie.

De même, la discussion sur les problèmes monétaires et économiques s'est terminée sans adoption d'un communiqué. Des experts avalent travaillé sur un texte rassemblant une déclaration d'ordre général d'origine française, une suggestion britannique portant plus spécialement sur le chômage structurel et le document de la Commission sur la nécessité d'une convergence plus poussée des politiques économiques, notamment budgétaires et monétaires, des Etats de la Communauté.

Ce document de la Commission, qui a servi de base de discussion, envisage d'ailleurs non des sanctions économiques et monétaires contre un pays qui ne respecterait pas les normes établies en commun mais la suspension des facilités et des aides prévues entre les Etats du Marché commun. Ce qui n'est pas loin des idées du chanceller Schmidt. du chanceller Schmidt,
Ce dernier, qui a mené le débat au Conseil
de Luxembourg, s'est opposé à l'adoption d'un
texte qui ne traduisait pas dans les faits les
mesures contraignantes dont il s'était fait

Pas d'accord sur une politique énergétique commune

energétique commune

Les ministres de l'énergie des Neuf n'ont pas réussi, le 25 mars à Bruxelles, à se mettre d'accord sur les grandes orientations d'une politique énergétique commune. Ils ont du renvoyer à une session ultérieure au mois de juin, à Luxembourg, aussi blen la décision sur un programme de garantie aux investissements pour les sources d'énergie de remplacement produites dans la C.E.E. que sur la mise en œuvre d'un système de solidarité communautaire en cas de nouvelle crise de l'énergie.

La France et l'Italie, notamment, ont annoncé à leurs collègues qu'elles ne pouvaient donner leur approbation à la mise en place d'un prix minimum d'importation pour le pétrole destiné à rentabiliser les sources d'énergies produites dans la C.E.E. (énergie nucléaire, charbon, pétrole de la mer du Nord) et réduire ainsi la dépendance de la Communauté européenne à l'égard du pétrole importé, qui était encore de 55 % en 1975.

La politique budgétaire de la C.E.E.

Les ministres des affaires étrangères et des finances des Neuf sont assez facilement tombés d'accord le 5 avril à Luxembourg sur les grandes lignes d'une politique budgétaire pour les deux prochaines années. Sans remettre en cause la politique agricole commune, les Neuf, indique-t-on de source communautaire, ont pris trois décisions impor-

1) Ils ont pris l'engagement nolltique d'harmoniser d'ici au 1º janvier 1978 les assiettes de perception de la T.V.A. Cela permettrait de doter la C.E.E. de ressources propres constituées par les droits de douane, par les prelèvements agricoles et un pourcentage de T.V.A. qui se situe autour de 1 %. L'ensemble de ce système de ressources propres permettrait alors de mettre fin aux contributions nationales calculées d'après le produit national brut de chacun des Etats

membres.

2) Les Neuf semblent être également d'accord

2) Les Neuf semblent être également d'accord pour appliquer à partir du 1st janvier 1978 l'unité de compte européenne, c'est-à-dire dé finié d'après un panier de monnaies des pays membres de la C.E.E. au budget de la C.E.E.

3) Les ministres ont également défini les bases des engagements financiers extérieurs de la Communauté européenne, c'est-à-dire en fait des aides financières accordées sur le budget de la C.E.E. aux pays du Maghreb, à la Turquie, à la Grèce, au Portugal, à Israël, et du Maghreb (Egypte, Syrie, Jordanie, et Liban). Ils sont d'accord pour affecter, jusqu'en 1980, 500 à 600 millions d'unités de compte (1 u.c. = 1,30 dollar) à cette fin.

Fluctuations monétaires et politique agricole

Les effets pernicieux des fluctuations moné-taires sur la politique agricole européenne ont encore occupé le 6 avril les ministres de l'agri-

taires sur la politique agricole européenne ont encore occupé le 6 avril les ministres de l'agriculture de la C.E.E.

Avant de se préparer, au terme d'une session de deux jours consacrée à plusieurs problèmes de gestion, les ministres ont en effet entendu la Commission européenne annoncer que le budget agricole de la C.E.E. risquaît de devoir être augmenté de 3 milliards de francs si la livre sterling et la lire italienne poursuivaient leur chute libre. Ce déficit proviendrait de la nécessité pour le Fonds agricole de verser des « montants compensatoires » qui subventionnent les importations britanniques et Italiennes de produits agricoles afin de corriger l'affaiblissement du pouvoir d'achat de ces monnales. Le budget agricoles afin de corriger l'affaiblissement du pouvoir d'achat de ces monnales. Le budget agricole de la C.E.E. est d'environ 31 milliards de F.

Les ministres de l'agriculture s'étalent consacrés essentiellement, la veille, à des demandes d'aides particulières. Réunis pour compléter leurs décisions du 6 mars dernier sur les prix agricoles, ils ont examiné successivement une demande allemande d'extension des zones d'aide à la production de blé dur, une demande d'anoise concernant l'aide au lait écrémé liquide, des revendications italiennes pour le stockage du sucre, la prise en charge des alcools provenant de la distillation des excédents de vin, et une modulation des primes à l'arrachage des mauvaises vignes en fonction des rendements.

NOUVELLE AIDE AU PORTUGAL. — Réunts à L'arrachage des

mauvaises vignes en fonction des rendements.

NOUVELLE AIDE AU PORTUGAL. — Réunts à
Luzembourg le 6 avril, les ministres des affaires
étrangères ont décidé d'accorder une nouvelle aide
étraperes de la décidé nour ce pays pour un montant de 150 millions d'unités de comple (150 millions
de dollars).

Par ailleurs, les Neuf ont décidé d'accorder une
aide exceptionnelle au Zabre et à la Zambie, de
l'ordre de 25 millions d'unités de comple
(30 millions de dollars) en tant que pays associés
au Marché commun par la convention de Lomé.
Cette aide est destinée à permettre de ces pays de
jaire face aux difficultés causées par les énènements
d'Angola et le hoycottage de la Rhodésie.

PAS D'ACCORD SUR LA CONTRIBUTION AII

d'Angola et le boycottage de la Rhodésie.

PAS D'ACCORD SUR LA CONTRIBUTION AU FONDS INTERNATIONAL POUR LE DEVELOPPEMENT AGRICOLE. — Les ministres de la coopération des Neul n'ont pu se metire d'accord, le 8 avril, à
Luxembourg, sur la participation financière de
la C.E.E. au Fonds international pour le développement agricole dont la création avait été recommandée par la conférence alimentaire de la F.A.O.

Huit États membres de la C.E.E. se sont déclarés favorables à une contribution de la Communauté
de 200 millions de dollars équiralente à celles qui
sont attendues des États-Unis et des pous exportaieurs de pétrole. Mais la délégation française a
maintenu les réserves qu'elle avait déjà exprimées
en octobre dernier.



Qui paiera l'aide au financement des stocks de charbon?

E prochain conseil des ministres de la CECA consacré aux problèmes de l'énergie, devra règler un des problèmes que la longue querelle du 25 mars (voir notre précédent numéro) sur le prix-plancher du pétrole n'a pas permis de trancher. Il s'agit de savoir qui paiera l'aide au financement des stocks de charbon dans la Communauté, que chacun des Neuf juge indispensable autant pour des raisons de sécurité stratégique que pour des motifs d'emploi. Le colt global d'une telle politique de stockage est d'environ sept unités de compte par tonne et par an ; soit, pour un peu plus de 40 millions de tonnes de stocks, quelque 300 millions d'unités de compte. La part que la Commission de Bruxelles propose de mettre à la charge de la E prochain conseil des ministres de la CECA.

Bruxelles propose de mettre à la charge de la CECA est de 50 millions d'unités de compte. Comment ventiler cette somme entre les Neuf? La Commission a proposé aux Neuf de choisir entre trois formules, valables chacune pour trois

1) Aide communautaire de 5 unités de compte par tonne stockée en supplément, dans la limite de 10 millions de tonnes. Etant donné l'état actuel des stocks et la « grille » de participation des Neuf au budget communautaire (22.1 % pour l'Allemagne, 23 % pour la France, 17.2 % pour l'Allemagne, 23 % pour la Grande-Bretagne, 8.3 % pour les Pays-Bas, 6,9 % pour la Belgique...), cela se traduirait d'après l'évolution du stockage en 1975) par un transfert positif pour l'Allemagne (5 millions d'unités de compte) et surtout la Grande-Bretagne (18 millions), mais négatif pour la France (7 millions), l'Italie (8,5 millions), les Pays-Bas (4,4 millions) et la Belgique (2 millions).

2) Alde communautaire de 2,5 unités de compte per tonne, pour 20 millions de tonnes de stocks. Cette formule permettrait de subventionner non seulement les stocks supplémentaires 1) Aide communautaire de 5 unités de compte

de stocks. Cette formule permettrait de subventionner non seulement les stocks supplémentaires de 1975 mais encore 5 millions de tonnes de réserves nouvelles en 1975.

3) La troisième méthode procède d'un esprit different. Ce n'est plus le stock additionnel qu'elle financerait, mais un total permanent de 20 millions de tonnes; la Communauté paierait 2.5 unités de compte par tonne et par an les gouvernements et les entreprises s'entendant pour couvrir les 4.5 unités de compte restantes.

Parallèlement à cette aide au stockage, les services de Bruxelles cherchent à mettre en œuvre le principe d'un encouragement à l'utili-sation du charbon dans les centrales thermiques, sation du charbon dans les centrales thermiques, retenu par les Neuf, lors du conseil des chefs d'Etat ou de gouvernement des le et 2 décembre dernier. Ils songent à une aide à l'investissement, à des aides de fonctionnement pour les centrales au charbon, ainsi qu'à des subventions visant à compenser la différence de prix pour les énergies primaires utilisées. Un autre système pourrait consister à incîter les producteurs d'électricité à augmenter leur consommation d'électricité à augmenter leur consommation charbonnière. L'application de mesures fiscales à l'égard du fuel et du gaz, ainsi que des inter-ventions quantitatives directes ou indirectes sont également soumises à l'examen des experts.

Ces diverses formules impliqueralent un engagement réciproque des Intéressés portant sur dix ans au moins. Les moyens financiers nécessaires à la mise

en œuvre des mesures d'aides communattaires pourraient provenir, soit du budget communautaire, soit d'une taxe spécifique grévant la consommation d'électricité. En cas de besoin, cette taxe pourrait être étendue à la consommation d'autres formes d'énergie.

Reprise confirmée dans la sidérurgie

Pour la première fois depuis plus d'un an, la production d'acter des Neuf a dépassé en mars son niveau de l'année précédente : la production d'acier des Neur a depasse en mars son niveau de l'année précédente : 11 871 000 tonnes, soit 0.6 % de plus qu'en mars 1975. Ce lègèr progrès traduit celui des productions française (+ 11.7 %), allemande (+ 6.5 %) et danoise (+ 27 %). En revanche, les productions belge (- 8.2 %), angiaise (- 8.1 %), italienne (- 3.9 %), luxembourgeoise (- 4.4 %) et néerlandaise (- 6.7 %) restent inférieures à celles de l'an dernier.

La production de l'ensemble du premier tri mestre (32.8 millions de tonnes) a encore été inférieure à celle des trimestres correspondants de 1974 (39.4) et 1975 (36.3), mais elle a toutefois dépassé les prévisions faites par les spécialistes de Bruxelles ; ceux-ci tablaient sur seulement 30.1 millions de tonnes de janvier à mars. Ce redressement devrait se poursuivre, puisque les commandes de produits laminés reçues en mars par les actéries des Neuf ont dépasse 8 millions de tonnes, contre 6.8 le mois précédent et 6.4 en mars 1975. La demande est particulièrement satisfaisante dans les industries transformatrices et le négoce de l'acier en Allemagne et en France.

LOGEMENTS OUVRIERS. — Un prèt à vingt ans et 1 % d'intérêt de 1,22 million de DM a été accordé à la société Berliner Wohn und Geschältshaus pour la modernisation de guarante logements de mineurs et de sidérurgistes à Berlin-Ouest.

AIDE A LA READAPTATION PROFESSIONNELLE.

— Une aide de 105 000 l'ares e été décidée par Bruxelles pour deux cent querante-neuf travailleurs touchés par la fermeture de certaines installations de production (notamment de quatre fours Martin) de la société britannique L'ons Petent Shaft, contrôlée par le groupe Laird.

AIDE A LA CONVERSION INDUSTRIELLE. — La Commission européenne a octroyé un crédit de 14 millions de livres sterling cu National Coal Board, pour servir au financement de quinze projets d'investissements différents en vue de stabiliser la production de charbon pour centreles électriques, et de

NICE capitale de la Côte d'Azur

centre mondial des congrès met à votre disposition :

Palais des congrès pouvant recevole

20 000 personnes;

• Vingt salles de capacités diverses;

• Traduction simultanée;

• Trois cents hôtels totalisant plus de dix mille chambres;

• D'innombrables possibilités d'exeursions et de disersorians.

distractions.

Au centre de la Côte d'Anur, desservie par un séroport international, des liaisons ferroriaires, routières et maritimes la reliant à toutes les

EN TOUTES SAISONS
EN TOUTES SAISONS
NICE EST LA FILLE
IDEALE DES CONGRES

OFFICE DE TOUBISME SYNDIGAT D'INTTATIVE: 32, rue Hôtel-des-Postes — Tél.: 85-25-25/28. Télex: Accudi Nice; 460-42.

- 4

maintentr la production de charbon à coke dans les mines Oakdale, Com Coedeley et Abertillery (Pays de Gelles) et Snowdon (Eent). Cos profess contribueront au mainten d'une capacité d'extrac-tion de plus de 8 millions de tomnes par an. La capacité de production des sièges d'extraction concernés sera également augmentée de 2 millions de tonnes pour compenser la fermeture d'autres siènes.

Une aide de 7 millions de livres a été également accordée à la British Steel, pour le financement partiel du remplacement du haut fourneau n° 4 dé la section de Port-Taibot (Pays de Galles). Le coût total du projet est évalué à (i.i. millions de livres ; le nouveau haut fourneau aura une capacité de production annuelle de 550 000 tonnes de fonte brute, mais deux hauts fourneaux de moindre importance seront simultanément termés

CONCENTRATION AUTORISEE. — La même British Steel a été autorisée par Bruxelles à absorber la jirme allemande de négoce d'acter Walter Biume (Stuttgart), étant donné que les rentes d'acter de la British Steel sur le marché de la République jédérale sont pratiquement négligeables et que la part de la Blume sur le « relevant market » n'y atteint que 1,5 %. La British Steel Corporation s'assure ainsi un meilleur accès sur le marché allemand, où agissent de nombreux négociants stockeurs, dont le volume total de vente atteint quelque 8 milions de tonnes en 1974; les ventes de Blume ne s'élèvent qu'à 200 000 tonnes par an.

Parlement européen

Du stockage de soja aux négociations avec le COMECON

L E Parlement européen, réuni à Luxembourg, s'est prononcé le 6 avril contre l'attribution Le S'est prononce le 6 avril contre l'attribution préconisée par la Commission d'aides européennes au stockage du soja, que la C.E.E. Importe essentiellement des Etats-Unis. Le Parlement européen a estime que la dépense prévue par la Commission (35 millions de F) pour stocker 250 000 tonnes de soja constituerait un cadeau injustifié aux exportateurs américains.

Le Parlement a d'autre part adopté le 7 avril à Luxembourg une résolution qui affirme que « le succès du dialogue euro-arabe est lié à la solution des problèmes politiques, ce qui contri-buera efficacement à la paix ».

Dans sa résolution, le Parlement souhaite également que dans le cadre du dialogue euro-arabe la Communauté ne tolère pas le boycot-tage que certains Etats arabes infligent à plu-

sieurs firmes commerciales qui traitent avec

Tarael. Israël.
En outre, M. Wilhelm Haffenkamp, membre de la Commission européenne, a déclaré que la décision française de quitter le « serpent » monétaire européen confirmait la fragilité du système monétaire en Europe, et ce aussi long-temps que les Neuf ne réaliseraient pas de progrès sur le chemin de l'Union européenne.

La Commission du Marché commun a justifié le 8 avril, devant le Parlement européen, l'ouverture de négociations commerciales entre la Communauté européenne et le COMECON. la Communaute européenne et le COMECON.

M. Brunner, membre de la Commission, a estimé que le souei des pays de l'Est de développer leur commerce avec l'Ouest était inspiré par « un besoin d'innontions », et que ce dernier ouvrait des perspectives de transformation de la société de ces pays. Cette tendance est favorable à l'amélioration de la situation mondiale, a-t-il ajouté.

Le commissaire européen n'a cependant pas caché la nécessité pour les Neuf de veiller à leurs intérêts, notamment en évitant les suren-chères dans le domaine des crédits à l'expor-

Association européenne de libre-échange

Création d'un fonds d'aide au Portugal

T ES consells de l'Association européenne de libre-échange (A.E.L.E.) ont approuvé les statuts du fonds de développement industriel en faveur du Portugal, dont l'objectif est de contribuer au développement de l'industrie por-tugaise par le financement de projets visant à restructurer ou à créer des petites et moyennes

entreprises dans les secteurs public et prive. Ce fonds, d'un montant équivalant à 100 millions de dollars, est constitué par les contributions des pays membres de l'Association dans les proportions suivantes: Suède 30 %, Suisse 25 %, Autriche 15 %, Norvège 12 %, Finlande 10 %, Portugal 6 % et Islande 1 %. L'entrée en vigueur du fonds, dont la création avait été décidée en novembre dernier par les ministres de l'Alelle, se fera dès que les approbations parlementaires requises auront été obtenues.

entreprises dans les secteurs public et privé.

AUTRES ORGANISATIONS POLITIQUES, TECHNIQUES ET SOCIALES

Organisation des Etats américains

Les règles de fonctionnement des entreprises multinationales

ES entreprises multinationales sont sou-mises à la souveraineté des Etats, et, par consequent, aux lois et aux décisions des consequent, aux lois et aux décisions des juges, tribunaux et autorités compétentes de l'Etat où elles exercent leurs activités » : tel est le principe essentiel retenu par le comité juridique interamèricain sur les entreprises multinationales, dans son rapport final publié à Washington le 25 mars dernier. Ce comité avait été charge par l'Organisation des Etats américains (O.E.A.) de codifier les règles de fonctionnement des entreprises multinationales dans les pays hôtes. Il recommande la création d'un centre interaméricain des entreprises multinationales dans les pays hôtes. tre interaméricain des entreprises multinatio-nales pour examiner régulièrement tous les aspects de leurs activités. Les données recueilles permettraient d'élaborer une politique fondée

Il faut noter que, dans sa conclusion, le comité établit une distinction entre les grandes entreprises multinationales qui se sont implantées en Amérique latine et celles qui se sont services d'intégration. du sous-continent.

L'ADMISSION DE NOUVEAUX MEMBRES. L'ADMISSION DE NOUVEAUX MAMBRISS. — Après une semaine de débats, le conseil permanent de l'O.E.A. s'est prononcé le 21 mars pour le main-tien de l'article 8 sur l'admission de nouveaux membres dans le protocole de réformes de la charte de l'Organisation. Il s'est ainsi rejusé à prendre en considération la demande de Trinité-et-Tobago, soulenue per la Grenade et la Jamaique, en vue de sa suppression.

soutenar par la Criptar et autoriale, le conseil permanent ne formulerat aucune recommundation et l'Assemblés générale ne prendrait pas de décision sur une demande d'admission qui émanerat d'une entité politique dont le territoire, soit en parte, soit en totalité, fait l'objet d'un litige entre un pays extratotaire, fait tobjet à un title centre un pass extra-continental et un ou plusieurs pays membres de l'Organisation. Toute décision serait suspendue en l'attente d'un accord par voie da négociation. Le recours au consell permanent n'ayant pas abouti, la question est désormais du ressort de l'Assemblée générale.

CONCERTATION AVEC LES REPRESENTANTS DE L'INDUSTRIE BANANIERE. — Préparée par l'Organisation des Etats américains, s'est tenus à Washington, le 31 mars, la première réunion sur les problèmes de l'industrie bananière en Amérique latine entre, d'une part, les représentants de l'Union des pays exportateurs de bananes (UPEB) et. d'autre part, les durigeants de United Brands et de Castle and Cooke, les deux entreprises américaines qui contrôlent à elles seules 55 % environ du commerces mondial de ce produit. Placée dans la perspective d'un accord international entre pays producteurs et pays consommateurs, dont la négociation va s'amorcer en fuillet prochaîn au sein d'un groupe de travail de la F.A.O., cette réunion s'inscrivait aussi dans le cadre des initiatives de l'O.E.A. en faveur des pays producteurs du sous-continent, qu'i ont déjà contribué, en 1974, à la création de l'UPEB et, au début de cette année, à la conclusion d'un accord entre le gouvernement de Panama et United Brands sur la propriété des moyens de production de la banane dans ce pays.

PROCHAINE SESSION DE L'ASSEMBLEE GENE-CONCERTATION AVEC LES REPRESENTANTS DE

PROCHAINE SESSION DE L'ASSEMBLEE GENE-PROCHAINE SESSION DE L'ASSESSIBLES GEME-RALE. — La commission préparatoire à la sixième session ordinaire de l'Assemblée générale de l'O.E.A. a mis fin à ses travaux le 5 avril, avec l'adoption délinitive de l'ordre du jour de cette rencontra qui s'ouprira dans la capitale chilienne le 4 juin pro-

chain.

Parmi les questions les plus importantes qui feront l'objet des débats : le protocole de révision de la charte de l'Organisation et du traité inter-cuéricain sur la solution pacifique des conflits, le projet sur la sécurité économique collective et sur la coopération pour le développement, le respect des droits de l'homme, la loi sur le commerce extérieur des États-Unis et l'exclusion de l'Équateur et du Venezuela des avantages du système des pré-iérences tarifaires généralisées, etc.

Ligue des Etats arabes

Création d'un Fonds monétaire

REUNTS depuis le 26 avril à Rabat, les ministres de l'économie et des finances des pays membres de la Ligue des Etats arabes ont procédé à des échanges de vues sur les possibilités de coopération économique et financière interarabe, ainsi que sur l'investissement de capitaux arabes à l'intérieur et à l'extérieur du monde arabe, et sur la création d'un marché financier que consider de la Ligue Signé le 27 du monde viane, et al la dieschi du marche financier au sein de la Ligue. Signé le 27, l'accord créant un Fonds monétaire arabe (F.M.A.) concrétise en partie ces projets : il est en effet destiné à favoriser le développement des échanges commerciaux et à répondre à toute demande de crédits provenant des pays membres connaissant un déficit de leur balance de palements : l'accord prévoit un capital social constitué par les apports des pays membres d'un montant de 250 millions de dinars arabes (900 millions de dollars).

Conseil de l'Europe

Développement économique et sauvegarde de l'environnement

R EUNIS à Bruxelles les 23 et 24 mars, les ministres de l'environnement des dix-nuit pays membres du Conseil de l'Europe et de cinq pays non membres (Finlande, Llechtenstein, Portugal, Espagne et Yougoslavie) ont décidé de traiter en commun les problèmes d'aména-gement de l'environnement naturel, en tenant compte des interactions entre ce milieu et le milieu créé par l'homme (centres urbains, industriels et fouristiques). Dans le cadre de ce programme de coopération, les ministres ont décidé d'assurer, en matière d'aménagement des paysages, d'utilisation des sols, d'infrastructures et d'équipements, une planification préalable permettant d'évaluer à l'avance les effets des plans de développement économique et social sur la nature, et de sauvegarder le patrimoine biologique des pays européens en développant le réseau européen de réserves blogénétiques.

le reseau europeen de réserves biogénétiques.

Le Conseil de l'Europo a été chargé d'élaborer
une convention internationale relative à la
conservation de la vie sauvage (espèces migratrices et habitats naturels); la coopération
entre instances officielles et organisations privées de protection de la nature devra étre
enforcée potention de la nature devra étre renforcée, notamment par l'intermédiaire des campagnes d'information organisées dans le cadre du Conseil de l'Europe par le Centre européen d'information pour la conservation de la nature

la nature.

LUTTE CONTRE LA DROGUE. — Des experts sociaux, médicaux et juridiques de certains pays membres du Conseil de l'Europe se sont réunis à Strabourg du 29 mars au 1º avril pour rechercher les mogens de jars échec aux trajiquants de droque non projessionnels qui circulent en Europe. Cette rencontre constitue la première étape d'une campagne de lutte contre le trajio de drogue et l'alcoolisme, prévue dans le programme quinquennal de travail du Conseil de l'Europe et destinée à metire au point des mesures de prévention, de dépistage et de tratiement communes aux pays européens. PRIX DE L'EUROPE 1976. — La commission de l'aménagement du territoire et des pouvoirs locaux de l'assemblée du Conseil de l'Europe a attribué le Prix de l'Europe 1976 au Devon County Council, pour ses efforts en faveur de l'unité européenne.

SAUVEGARDE DE LA NATURE. — Le diplôme du Conseil de l'Europe pour la sauvegarde de la nature a été décerné aux parcs nationaux français de la Vanoise et des Pyrénées, et au parc turc de Euscenheit.

Croix-Rouge

Le gouvernement angolais refuse l'offre du C.J.C.R.

Le Comité international de la Croix-Rouge (CLCR.) a annoncé le 26 avril que les autorités de la République populaire de l'Angola (RPA.) venaient de lui communiquer leur souhait de voir les programmes d'assistance en faveur des populations angolaises être conduits par des organismes nationaux, et plus particulièrement au travers de la société nationale de Croix-Rouge en voie de structuration. Aucune date n'a été fixée par les autorités de Luanda pour la reprise de ces activités.

Le C.L.C.R. rappelle à ce propos que, dans le contexte d'une assistance d'urgence d'après guerre, il avait soumis fin février au gouver-nement angolais un programme de six mois en complément des activités humanitaires déployées depuis plusieurs mois. Le nouveau programme mettait l'accent sur le domaine médical et devait laisser aux autorités le temps de mettre en place une infrastructure nationale.

Au vu de la réponse de la R.F.A., le C.I.C.R. a décidé de démobiliser le personnel en attente. Il étudie également les modalités d'un dégagement progressif du dispositif en place en Angola depuis juin 1975.

CONFERENCE SUR LE DROIT HUMANITAIRE

— Le troisième session de la conférence diplomatique sur la réafitmation et le développement du droit international humanitaire applicable dans les conflits armés s'est ouverte le 21 avril à Genève. Ses travaux doivent se prolonger jusqu'au 11 juin. Ses travaux doivent se prolonger jusqu'au 11 juin.
UN BILAN DES ACTIVITES DU CLCB. AU
CHUL. — Plus d'une centains de vigites dans quatrevingts lieux de détention, distribution de 800 kilos
de médicaments et de secours divers (pour une
valeur globale de 72 000 (rancs susses) : tel est le
bilon, pour le deuxième semestre de 1975, de l'activité du C.L.C.R. suprès de trois mille quatre cents
détenus politiques au Chât. • UNION DE L'EUROPE OCCIDENTALE. — Réune le 30 mars à Paris, la commission scientifique, technique et aérospatiale de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale (U.E.O.) a examiné les conclusions du colloque sur les principes et les moyens d'une politique aéronautique européenne, qui avait eu lisu les 2 et 3 février à Toulouse. La commission a évalement débattu de diverses questions scientifiques, techniques et aérospatiales, et pris connaissance d'un rapport sur les activités européennes dans le domains océanographique préparé par un député britannique. M. Raymond Carte.

Carter — Un débat sur le rôle de l'Organisation du traité de l'Attentique nord (OTAN) et un exposé du ministre italien de la délense. M. Arnoldo Forlani, sur la politique de délense en Italie et le sécurité en Méditerranée ont été au centre des travaux de la rencontre annuelle de la commission de délense de l'Assemblée de IU.E.O. avec les présidents des commissions de défense des Parlements nationaux des pays membres de l'Union, qui s'est tenue du 6 au 3 avril à Rome et à Naples.

6 au 9 avril d Rome et d Naples.

• GROUPE INDEPENDANT EUROPERN POUR LA COOPERATION EN MATIERR D'ARMEMENTS. Les représentants de onze pays européens membres de l'OTAN (les dix de l'Europroupe, plus la France) ont participé à Rome, le 9 avril, à la deuxième réunion du Groupe indépendant européen pour la coopération en matière d'armements, après la session constitution du 2 février dernier. À l'ordre du jour ; propositions des pays participants indiquant les besoins nationaux en matière d'armements et calendrier des projets actuels et juturs de coopération.

• CONSEIL NORDIQUE. — Le Conseil nordique et le secrétariet pour la coopération culturelle dans les pays nordiques annoncent la publication d'une étude intitulés Education des adultes dans les pays nordiques. Coopération nordique dans le domaine de l'éducation (en unglais, 149 pages).

e ORGANISATION DU TRAITE CENTRAL. —
Réuni à Londres les 7 et 8 arril. le comité militaire
de l'Organisation du trutte central (CENTO) a
passé en revue les problèmes de défense de la région
el préparé un rapport sur les activités militaires
de l'alliance en vue de la réunion du conseil des
ministres du CENTO ce mois-ci à Londres.

de l'alliance en vue de la réunion du conseil des ministres du CENTO ce mois-ci à Londres.

• UNION INTERPARLEMENTAIRE MONDIALE. L'Argentine, le Bangladesh, Bahrein et le Yémen du Nord ont été exclus de l'Union interpariementaire mandiale (U.I.M.) au cours d'une session qui s'est déroulée à Mexico dans la deutième quincaine du mois d'arril. Le conseil exécutif de l'U.I.M. a en eifet estimé que ces pays, qui venaient de proceder à une « dissolution violente » de leur Parlement, ne respectaient plus les normes de la démocratie parlementaire telles qu'elles sont définies par l'Union. D'aules part, par soixante-diz-neuf voix contre zèro, avec trois abstentions (deux délégués des Etats-Unis et un de l'Espagne), a été adoptée une résolution présentée par les pays scandinaves, le Mexique et le Venezuela, qui condamne « la faillitée des draits constitutionnels » au Chili et exige la libération immédiate des membres du Parlement chilien incarrérés; la résolution demande l'envoi au Chili, dès que possible, d'une mission de deux membres de l'Union pour contrôler cette libération.

L'Union a également approuvé une proposition canadenne recommandant la création d'une commission spécials d'enquête sur les cus d'emprisonnement, de torture et de mauvais traitements infligés à des parlementaires dans le monde entier.

• COMMISSION DU PACIFIQUE SUD. — La huttième conférence réalancle de l'enseignement

infligés à des parlementaires dans le monde entier.

• COMMISSION DU PACIFIQUE SUD. — La huttième conférence régionale de l'euseignement organisée par la Commission du Pacifique Sud (C.P.S.) s'est déroulés à Koror (Palau) du 22 au 26 mars. Les directeurs de l'enseignement de treixe pags océaniens qui participaient à cette réunion, se sont principalement procecupés de la formation des enseignants de la région, de l'éducation communautaire (et notamment du rôle du centre de formation à l'éducation communautaire de Fidji), de l'expérience pédagogique de Communication par autellite sur le réseau de communication PACESAT, de l'enseignement bilingue et biculturel, des services d'orientation professionnelle atusi que de l'éducation santiaire.

o ORGANISATION EUROPEENNE POUR LA RECHERCHE NUCLEAIRE. — L'Organisation européenne pour la recherche nucléaire (CERN) a commencé au mois de mare la mise en route de l'accélérateur de particules de 400 GV (S.P.S., synchroiron à protons souterrain), dont la construction aunt été entreprise en 1971, et qui est comparable, en dimensions et en performances, à l'accélérateur américain de Batavia (Chicago).

l'accélérateur américain de Batavia (Chicago).

• COMITE INTERGOUVERNEMENTAL POUR LES MIGRATIONS EUROPRENNES. — Durant les mois de mars et d'avril, et maigré les difficultés dues aux troubles qui sévissaient à Beyrouth, le Comité intergouvernemental pour les migrations européennes (CIME) a pu organiser le transfert, de la capitale libanaise à Athènes, de deux mille sept cent trents rélugids apartides en transit au Liban qui attendaient leur départ vers un pais de réinstaliation. Dès le 26 mars, trois cent quatre-vingiquinze d'entre eux pariaient pour les Biats-Unis.

— Th'Ansdert Afrika — L'Assaciation du

quinze d'entre eux partaient pour les Etats-Unise TRANSPORT AFRIEN. — L'Association du
transport dérien international (IATA) indique que,
pour l'année 1975, les rèplements annuels brust
entre compagnies aériennes, traités par la chambre
de compensation (c'est-à-dire le total des sommes
dévitées et créditées à chaque membre) ont atteint
11,5 milliards de dollars (+ 13 % par rapport à
l'année précédente); selon certaines prévisions, ce
montant annuel pourrait atteindre 14 milliards de
dollars en 1976. Rappelons que, créée en 1947, la
chambre de compensations de l'IATA gère actuallement les comptes de quatre-vingt-aix des cent dix
compagnies aériennes membres de l'association et
de quatre-vingt-treize transporteurs non membres.

VILLE D'ART, DE TOURISME ET DE CONGRES

Allie au prestige de ses monuments anciens l'énergie souriente d'une jeune cité qui, dans an élan sons relâche, construit son avenir. ELLE VOUS OFFRE



IPA ATZINGERJ

LE PALAIS DES PAPES; LE PONT SAINT-BENEZET, popularisé à travers le monde par la légende et la chanson: ses nombreux édifices civils et religieux; LES TRESORS DE SES MUSERS; DE MAGNIFIQUES EXCURSIONS À TRAVERS LA PROVENCE; SON FOLEORE (danses et vieilles tradi-tions);

• UN FESTIVAL DRAMATIQUE (15 juillet • 15 août) Théaire chorégraphie, cinèma, mu-

IS août) Thestre choregraphie, cinéma musique;
DES SALLES DE REUNION;
DES SERVICES REGULIERS DE TRAINS
tau da-couchettes a siler et retour au départ
de PARIS. ETAPLES (Le Touquet). BOULOGNE LIEGE BRUXELLES, AMSTERDAM.
DUSSELDORF, HAMBOURG, KARLSRUHE;
SON INFORTANT MARCHE QUOTTDIEN DE
FRUITS ET PRIMEURS;
DES SATISFACTIONS GASTRONOMIQUES et
des vins de grands crus (Châtesuneuf-duPape. Côtes-du-Rhône, Gigondas, Tavel, etc.);
LE PALAIS DES EXPOSITIONS avec son
équipement pour toutes les manifestations et
congrès ses grandes et luxueuses salles de
conférances, de restaurant, son 1 m ne n se
parking.

parking. Visites AYIGNON « La Sonneuse de Joie (... » Renseignements : Maison du Tourisme,

grharie

LE MONDE DIPLOMATIQUE

L'AMÉNAGEMENT **CONVENTIONS** DE GENÈVE

Guerre technologique et protection des populations civiles

(-

Par MALVERN LUMSDEN *

A troisième (et peut-être demière) session de la conférence diplomatique sur le droit humanitaire international s'est ouverte à Genève le 21 avril. L'objet de cette conférence est de procéder à la remise à jour des quatre ns de Genève de 1949, qui visalent à assurer un minimum de protection légale aux victimes de guerre, c'est-à-dire aux blessés,

Les questions les plus controversées décou-ient du précepte bien connu disant qu'il vaut mieux prévenir que guérir : c'est pour protéger le plus grand nombre de gens possible contre les méfaits de la guerre que l'on propose de restreindre ou de prohiber l'usege de certains moyens de combat. Mais ces interdictions et ces restrictions imposeraient de sévères limites à la liberté d'action des militaires, ce qui

Il est toujours allé de soi que le droit humanitaire devalt faire une part à peu près égale à ces intérêts contradictoires. Mais les aménagements qu'on se propose d'apporter aujourd'hui aux conventions de Genève sous prétexte de les moderniser tendent à faire une part beaucoup plus belle aux intérêts des militaires qu'à ceux des civils et des organisations huma-

"EST ce qui ressort clairement des débats sur l'emploi d'armements particulièrement cruels et « non discriminants » sur les-quels était centrée la conférence spéciale d'experts gouvernementaux qui s'est tenue à Lugano (Suisse) du 28 janvier au 18 février sous les auspices du Comité international de la Croix-Rouge. Soixante des cent soixante-dix experts délégués par les gouvernements pour y participer étaient des militaires ou des fonction-naires des services de défense.

Aucune organisation de protection civile n'étalt représentée. Aucun membre d'une orga-nisation nationale de Croix-Rouge ne prit la parole pour décrire les ravages provoqués par les armements modernes parmi les populations civiles. Les organisations d'aide privées qui portent secours aux populations touchées par la guerre n'avaient pas non plus de repré-

Cet état de choses n'est que le symptôme d'une situation beaucoup plus grave. L'objet de ces comérences est d'éliminer les méthodes et instruments de guerre « non discriminants », c'est-à-dire qui affectent indistinctement la population civile et les objectifs militaires.

Mais il est de fait qu'en général ni les militaires engagés dans des conflits ni les organisations internationales ne recueillent les données indispensables sur les effets « accidentels » des guerres sur les populations civiles. En conséquence, il leur est impossible de porter des jugements objectifs sur le caractère « dis-

Alnsi, l'Annuaire des Nations unles pour 1953 Indique que l'état des pertes américaines pendant la guerre de Corée excédait trois cents milie tués, blessés ou disparus, tandis que les forces des Nations unles avaient infligé à

aurait fait un total de deux millions sept cent mille victimes civiles, alors que les pertes mil-taires s'établissent au total à sept cent cinquante-huit mille tués, blessés ou disparus. Cela fait 3.6 victimes civiles pour chaque combattant tué. Il serait temps que les Nations unles créent un organisme officiel chargé de recueillir et de tenir à jour les statistiques de ce genre.

ii y a un second exemple : la guerre du Vietnam. Bien que le Pentagone alt fait parvenir aux troupes américaines engagées eur le terrain des consignes particulières qui soulignalent la nécessité d'éviter les pertes civiles (Congressional Record du 6 juin 1975), aucun bilan d'origine militaire ne parvint jamais à Washington sur les dommages accidentellement causés aux civils et aux biens privés (New York Times, 9 octobre 1972). Le Pentagone publiait chaque semaine un état détaillé des pertes militaires mais le chifire des victimes civiles n'était consigné nulle part, quolqu'une commission du Sénat américain ait évalué le nombre des civils tués à plus d'un demi-million pour le seul Vietnem du Sud.

E manque d'information a poussé certains participants à la conférence de Lugano à adopter des positions qui frisant le ridicule. Ainsi, certains pays soutinrent que les bombes su napalm (dont près de 400 000 tonnes ont été larguées en Indochine) sont tout à fait discriminantes », mals la délégation améri-caine ne put (ou ne voulut) offrir d'autre illus-tration des effets « bénins » du napaim que les conclusions d'une stude sur le cas de cinquante et un soldats américains qui evalent été brûlês au napalm à la suite d'accidents divers. Les mêmes délégations prétendirent que les pleux de bambou et autres armes primitives non seulement provoqualent des souffrances inutiles mals affectaient indistinctement les militaires et les civils. Il se peut très bien que cela solt vrai, mais aucun éjément concret n'a été avancé à l'appui de cette thèse.

Le manque de données précises en la matière explique qu'il soit difficile d'aboutir à des conclusions scientifiques valables. Mais pareille lacune est tout de même étonnante, s'agissant d'une conférence à laquelle était eupposée participer l'élite des experts mondiaux et dont la préparation, étalée sur deux ans, avait coûté

Le résultat aurait sans doute été tout autre si les organisations humanitaires (nationales ou internationales) avaient pu exposer leur point de naturelles qui se manifestent chez les militaires lorsqu'il s'agit de fournir des informations sur les dominages provoqués par les opérations de guerre dont ils sont responsables.

ES précédentes sessions de la conférence diplomatique ont permis quelque progrès dans la redéfinition des limites imposées aux opérations militaires en temps de guerre. C'est ainsi, par exemple, qu'on y a décidé d'interdire les bombardements systématiques des zones de peuplement et la destruction des digues, des récoltes et des centrales nucléaires. Les attaques contre des objectifs militaires

place leur sera faite dans les préoccupations tactiques des écoles militaires et des réunions

Le problème est plus grave qu'il n'y paraît au premier abord, pour plusieurs raisons. La première est que la planification militaire est principalement axée sur la défense du territoire, et non pas des populations. La seconde est que les responsables des opérations militaires ont tendance à partir du principe que les civils seront évacués des zones de combat et qu'il n'est donc pas nécessaire de les faire entrer en ligne da compte lors de la préparation d'une action de défense ou d'une offensive. Et lorsque des civils sont pris au milieu d'une bataille, ils sont considérés comme des poids morts, et il ne viendrait à l'idée d'aucun corps opérationnel d'organiser autour d'eux son action

N exemple assez extrême de ce problème est apparu à Lugano lors de la discussion sur l'utilisation des mines terrestres larguées d'avion contre des blindés, mines qu peuvent aussi être à usage antipersonnel. Il s'agit d'armes nouvelles, mises au point pendant la guerre du Vietnam, alin de semer en quelques instants des champs de mines sous les pas d'une armée ennemie en marche ou derrière

On fit remarquer que, al ces mînes étaient répandues dans la campagne, l'ennemi avait toujours le loisir de se réfugier dans les villes. Il fallalt donc, logiquement, autoriser leur usage dans les zones urbaines. Les seules précautions que l'on proposait de prendre étaient soit la signalisation des secteurs minés (qui ne serait qu'une bien piètre consolation pour les citadins), soit la mise au point d'un dispositif qui d'un temps déterminé. On expliqua que ces mines étalent tellement nouvelles que leur emploi tactique n'étalt pas encore tout à fait au point, et donc qu'il n'était pas acceptable de réglementer leur usage dans les zones civiles, les militaires n'ayant pas encore décidé s'il étalt ou non souhaitable.

Il n'est pas nécessaire de faire un bien grand effort d'imagination pour mesurer l'étendue des possibilités qu'ouvrent cas mines en ce qui concerne les opérations de harcèlement derrière les lignes ennemies, pour ne rien dire de leurs perspectives terrifiantes pour les populations civiles. La seule manière d'éviter qu'elles ne provoquent des dommages considérables et aveugles serait de prohiber totalement leur usage, ou du moins de le réglementer très

T pourtant, le groupe d'étude qui discuta de ce problème à Lugano était à tel point dominé par les militaires que tout cela n'entra pratiquement pas en considération dans ses débats. Il est très possible que la conférence de Genève solt invitée à « légitimer » l'usage de ces mines dans les conditions décrites plus haut.

Dans ce numéro :

Pages 2 et 3

LA CLEF DE VOUTE DU SYSTEME AMERICAIN. par Noam Chomsky: un projet mûri de longue date, pour préserver les intérêts économiques des Etats-Unis dans le monde.

Union soviétique: Le bilan de la « détente » au cœur de nouvelles polémiques, par Bernard Féron.

Pages 4 et 5

«Crise» économique, «crise» des démocraties: LA NOUVELLE IDEOLOGIE (C.J.).

«Une Suisse au-dessus de tout soupcon», de Jean Ziegler : la forme la plus achevée de société capita-

liste, par Jacques Attali.

INTERNAT

1/2 pension - externat - de la 6ème aux terminales ABCD

Cours Jean-Jacques Rousseau

établissement privé du second degré

DIRECTION: JEAN-MICHEL TAILLEFER

documentation sur demande

7 bd Prince de Galles / tél (93) 81.37.54

nice cote d'azur

« Croyez-vous que la Grande-Bretagne soit un pays libre?», par Christian Martin.

Suite de l'article de Christian Martin sur les libertés en Grande-Bretagne. — Apolitisme et collaboration: le film . Chantons sous l'occupation . (LR.).

Au Vietnam, les catholiques dialoguent avec le pouvoir révolutionnaire, par Hugues Tertrais. Dans les revues...

Page 8

INCERTAIN PORTUGAL, suite de l'article de Jean-Pierre Clerc, Festival à Perpignan: Les Amériques latines dans le miroir du cinéma (L.R.).

Page 9

L'Afrique du Sud doit s'efforcer de briser son encerclement par des régimes progressistes, par René Une étude sur la littérature algérienne de langue française, par Jean Chevrier.

Pages 10 et 11

LE TCHAD, PAYS DIVISE : UNE . INDEPENDANCE . QUI SE CONQUIERT, reportage de Didier

Pages .12 et 13

LE CONFLIT ISRAELO-ARABE ET LA CRISE LIBANAISE : La convergence syro-israélienne, par Selim Turquie. — La levée palestinienne en Cisjor-danie, par Arthur Rabab. — Suite de l'article de

Georges Corm: Le bourbier libanals. Page 14

CINEMA POLITIQUE: Objectifs militants, par Ignacio Bamonst. Guy Hennabella, Serge Toubiana et Alain Bergala.

EN AMERIQUE LATINE, LES CHRETIENS ENTRE LA DICTATURE ET LA REVOLUTION : Du conservatisme à la recherche d'une authentique libéra-tion, par Yves Materne. — Le rôle particulier des mouvements protestants populaires, par Christian Lalive d'Epinay. — Mystiques violentes et stratégie non violente, par Michel de Certean. — L'action idéologique et culturelle de l'Eglise, par Gonzalo Arroyo. - La démocratie chrétienne chilienne et la junte, par Julio Silva Solar. — Espoirs et désillusio des démocrates-chrétiens au Venezuela, par Luis

«L'Adieu aux armées» de Pierre Gallois, par le général Georges Buis.

Page 21

L'Inde et le Bangladesh relancent leurs campagnes de limitation des naissances, par Gérard Viratelle. Festival à Royan: le cinéma du Sud-Est asiatique et de la Chine (LR.).

Les études africaines en Union soviétique, par Claude

Page 23

POLITIQUE ET LITTERATURE : Pourquoi . ils . ecrivent..., par Bernard Cassen.

Page 24

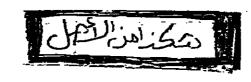
Les livres du mois.

Pages 25 à 27 L'activité des organisations internationales.

La numéro du « Monde diplomatique » d'avril 1976 a été tiré à 119 500 exemplaires.

Mai 1976

...



Le fait reste que cette tentative de remise à l'ennemi « des pertes infiniment supérieures, que l'on peut chiffrer entre un million et demi jour des conventions de Genève souffre d'une situés dans des zones de peuplement devront tandis que la défense cívile en est pratiquement afin d'occasionner le moins de pertes civiles brûlés lors de ralds incendiaires « non discriexclue. Dans ces conditions, ne neut-on craindre * Attaché de recherche à l'Institut inter-national de recherche pour la paix (SIPRI) à Stockhoim, auteur d'un ouvrage publié sous les auspices du SIPRI, *Incendiary Weapons* (les Armes incendiaires), Almqvist & Wiksell, Stockholm, 1975. minants » sur des villes et des villages ? Les que les nouveaux protocoles ne favorisent pertes civiles n'entrerpient-elles pas dans les davantage la protection des militaires contre de possibles réactions de panique des popu-Sur le papier, ces nouvelles réglementations calculs de l'ONU ? A en croire un article de paraissent très judicleuses. Mals rien ne dit M. Oberdorfer paru dans l'International Herald Tribune du 27 juin 1975, la guerre de Corée quelle sera leur efficacité dans la pratique. lations civiles que la protection des civils En particulier, on peut se demander quelle